

Prendre sa carte 1920 - 2009

Données nouvelles sur les effectifs du PCF

1920 - 2009

Prendre sa carte 1920-2009

Données nouvelles sur les effectifs du PCF

Roger MARTELLI

Remerciements :

- aux **Archives départementales de la Seine-Saint-Denis**, qui ont facilité l'accès aux documents ;
- à **Frédéric Genevée**, responsable des archives à la direction nationale du PCF, qui a autorisé l'exploitation des documents au-delà du délai général de communicabilité du fonds ;
- au secteur « **Vie du parti** » du **PCF**, qui a mis à disposition des données complémentaires récentes, et notamment à **Denis Rondepierre** qui a préparé les données et a fourni d'utiles précisions sur les modalités actuelles de dénombrement des effectifs ;
- à **Jean-Yves Gendron**, qui a assumé la saisie informatique des données chiffrées ;
- à **Guy Fuléro**, qui a bien voulu nous faire bénéficier de sa parfaite connaissance du classeur ici publié ;
- à **l'Atelier Géomatique de la Direction de l'Aménagement et du Développement du département de la Seine-Saint-Denis**, qui a eu un rôle de conseil et a réalisé les cartes et graphiques ;
- à **Pierre Thorez**, qui a autorisé la consultation du Fonds Thorez-Vermeersch déposé aux Archives Nationales ;
- à **Serge Wolikow**, qui nous a transmis plusieurs documents d'archives pour la période de l'entre-deux-guerres.

Introduction

Nota : L'introduction est suivie de deux annexes : la première comprend 14 tableaux de chiffres à l'appui de l'argumentation ; la seconde contient 14 cartes et 7 graphiques.

Deux classeurs, l'un noir, l'autre rouge. À l'intérieur, 204 feuilles perforées, au format d'écolier, remplies de chiffres, tous copiés à la main, d'au moins quatre écritures différentes. Il s'agit de la comptabilité nationale des effectifs communistes, tenue par la Section Centrale d'Organisation (puis Secteur d'Organisation) du PCF¹, chargée de veiller au bon fonctionnement des structures du parti, à leur recensement attentif et à leur renouvellement par la mise au point des campagnes de recrutement. Le classeur noir va jusqu'en 1984, le classeur rouge poursuit jusqu'en 1998² : on y trouve, année par année, département par département, des décomptes d'adhérents, des chiffres d'adhésions et un état de la structuration du PCF, sections et cellules, entreprises, locales et rurales. Au total, huit colonnes³.

Les chiffres enregistrent les données transmises à la direction nationale par les fédérations départementales du PC⁴. La collecte en a été commencée en 1954. En mars de cette année-là, Auguste Lecoecur, secrétaire à l'Organisation depuis 1950, est chassé de la direction, à l'issue d'une procédure expéditive, deux ans à peine après André Marty et Charles Tillon, qu'il avait pourtant lui-même contribué à mettre à l'écart. Marcel Servin, ancien cheminot qui seconda Maurice Thorez au temps de ses fonctions ministérielles et qui dirige la section des Cadres depuis l'automne 1947, est désigné pour prendre sa place. Or Lecoecur, forte tête et homme de l'ombre, est parti en emportant toutes les archives de la section qu'il dirigeait. Tout est à recommencer : Servin demande que l'on ouvre un nouveau registre.

Un Congrès va se tenir en juin, où l'on doit traditionnellement évoquer l'état de l'organisation. Il faut partir rapidement de quelque chose... Lecoecur disparu, Thorez est le seul qui soit habilité à transmettre la teneur des états antérieurs. Les a-t-il à sa disposition ? Ses archives, bien pourvues en données d'organisation avant 1947, sont étonnamment muettes après cette date. Pourquoi n'a-t-il gardé aucun document comptable, même pour la période qui s'écoule entre l'automne 1947 et sa maladie, en octobre 1950 ? Veut-il signifier qu'il n'est pas responsable de la gestion de l'organisation menée par les deux secrétaires précédents, Léon Mauvais et Auguste Lecoecur ? Y verra-t-on l'effet d'une certaine distance, d'un homme encore affaibli par la maladie ? Le silence et l'absence d'archives disent-ils l'obsession du secret, la crainte d'une divulgation supposée ravageuse ?

En tout cas, la section d'Organisation doit se débrouiller avec les moyens du bord. La seule source disponible se trouve dans les tableaux départementaux de 1937, 1945 et 1946, imprimés dans le rapport d'activité composé à l'occasion du XI^e Congrès national de Strasbourg, en juin 1947. Les trois premières lignes du classeur sont le fruit de ce travail de scribe, accompli dans une belle écriture, à la plume Sergent-Major. Pour les dénombremens à venir, l'équipe de Servin décide de rompre avec une vieille habitude interne, de ne pas s'en tenir aux chiffres fournis par la trésorerie du parti et de solliciter les estimations des fédérations : à chacune d'indiquer le nombre des cartes remises aux adhérents, sous le contrôle vigilant de la « section d'Org », qui consigne les résultats à chaque fin d'année.

Le document, tenu sous clef, était strictement confidentiel et ses données n'ont jamais été publiées à ce jour. En principe, le collaborateur de la section de travail, le secrétaire à l'Organisation et le secrétaire général du parti étaient seuls habilités à en prendre connaissance⁵. *Grosso modo*, le secret a été bien gardé, même si une partie du document a circulé dans la seconde moitié des années 1970 : Jean Elleinstein, pour la rédaction d'un ouvrage semi-officiel sur le PC⁶, et Philippe Robrieux⁷ purent utiliser quelques-unes des données du précieux registre. Mais pour l'essentiel, les fuites ont été rares, laissant les historiens aux difficiles

¹ Le document a été déposé en 2006, aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, par Gilles Bontemps, au nom de la direction du PCF. Cette initiative est due à l'intervention d'Alain Zoughebi, aujourd'hui décédé, qui fut le responsable-adjoint du secteur d'Organisation auprès du Comité central, entre 1984 et 1996. Le dépôt était destiné à alimenter le fonds des archives du PCF, désormais ouvert au public. Il fait donc partie de ce fonds, sous la cote 261 J 25.

² En fait, la dernière série complète est celle de 1994. Les quatre suivantes présentent des données très lacunaires, les données d'organisation ayant commencé à être saisies électroniquement après 1987. À partir de 1988, les chiffres d'adhérents présentés ici proviennent du fichier de l'actuel secteur « Vie du Parti », qui a pris la suite de l'ancien « Secteur d'Organisation ». Les effectifs de ce fichier correspondent à ceux du classeur pour les sept années 1988-1994 ; ils le complètent même pour quelques effectifs fédéraux omis dans le document manuscrit.

³ Certaines colonnes contiennent plusieurs chiffres. Entre 1985 et 1996, le classeur indique, pour les adhérents, le nombre de cartes placées dans les entreprises et les établissements scolaires, tandis que le nombre des cellules d'entreprises est complété par quelques indications parcellaires sur les cellules d'enseignants.

⁴ Théoriquement, le trésorier de cellule remplit un feuillet d'effectifs, indiquant la composition de la cellule et les timbres payés. Ces feuillets, transmis à l'échelon supérieur, ont été longtemps la base d'estimation du nombre d'adhérents. Mais ils n'ont jamais fait l'objet de traitement global, l'idée d'un fichier central étant récusée (cf. infra).

⁵ Entretien avec Guy Fuléro, collaborateur de la Section d'Organisation entre 1971 et 1985, qui lui aussi contribua à la confection du registre.

⁶ Jean Elleinstein, *Le PC.*, Grasset, 1976.

⁷ Philippe Robrieux a publié une synthèse des archives d'Auguste Lecoecur et des données qu'il avait récupérées auprès de la Section centrale d'Organisation, dans le troisième volume de son *Histoire intérieure du PCF*, Fayard, 1982, pages 506 et 507. Les chiffres qu'il présente pour la région parisienne correspondent effectivement à ceux du registre ici publié.

reconstitutions, dont Annie Kriegel se fit la pionnière attentive et subtile dès le milieu des années 1960⁸. À sa suite, Philippe Robrieux, Philippe Buton et, plus récemment, Dominique Andolfatto⁹ ont essayé, avec plus ou moins de bonheur, de retracer l'évolution des effectifs partisans du PCF (leurs estimations sont rassemblées dans le **tableau 1, en annexe**).

Le classeur « secret » d'Organisation permet de jeter un regard neuf sur la manière dont des centaines de milliers d'individus se sont agrégés au Parti communiste français et, pour beaucoup, se sont éloignés de ses rangs. « La » vérité, enfin ? Plutôt « une » vérité. Au bout du compte, nous ne saurons pas, de façon définitive, combien il y a eu d'adhérents au PCF, pas plus que nous ne le savons pour les autres partis. Mais nous quantifions un peu mieux, désormais, les contours d'une organisation dont on sait depuis longtemps qu'elle ne relève pas du « parti de cadres » mais du « parti de militants ». En matière d'analyse sociale, le chiffre isolé ne signifie rien ; appréhendé en série, il devient un indicateur des dynamiques qui structurent et déstructurent le groupe. En cela, ces deux classeurs sont des outils exceptionnels pour l'historien. Cette première utilisation se présente ici en cinq temps.

- La première partie, plus méthodologique, fait le point sur les procédures de comptage utilisées par les directions communistes, de 1920 à nos jours.
- La seconde, plus factuelle, s'attache à décrire les flux que l'archive permet de reconstituer.
- La troisième, plus interprétative, resitue le phénomène de « l'adhésion » partisane au communisme dans le contexte bien plus large de la « politisation » et de l'émergence du parti politique en France.
- La quatrième, plus analytique, décortique les particularités de l'adhésion communiste (ce n'est pas une simple modalité particulière de l'adhésion en général), en y voyant un phénomène « total », sociologique et politique, rationnel et affectif, collectif et individuel.
- La cinquième enfin, plus synthétique, reprend la question des flux de l'affiliation, mais pour en cerner au maximum la logique historique profonde, celle qui produit de l'agrégation militante comme celle qui nourrit la désagrégation.

En bref, l'archive éclaire la question lancinante des effectifs du PCF, objet de périodiques et croustillantes révélations. Mais, une fois apaisés les tumultes, elle oblige plus que jamais, derrière la froideur du nombre, à penser la chaleur singulière de l'adhésion et la fluidité de cette posture sociale particulière qui est celle de « l'adhérent ». À quoi bon dénombrer des cohortes, si l'on ne comprend pas, sur le fond, ce qui fait et ce qui défait cette propension particulière à s'affilier, que l'on nomme « l'adhésion » ?

⁸ Ses premières hypothèses et sa méthode ont été présentées en 1966, dans la *Revue française de Science politique*, vol. XVI, n° 1, février 1966, pp. 5-35 et dans *International Review of social history* (Amsterdam), vol. IX, 1966. Elles ont été reproduites en 1968 dans *Le pain et les roses*, PUF, 10/18. Annie Kriegel a prolongé l'étude dans *Les Communistes français, essai d'ethnographie politique*, Seuil, 1968.

⁹ Philippe Robrieux, *ouvrage cité* ; Philippe Buton, « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n. 7, 1985 ; du même, « Le Parti communiste français depuis 1985, une organisation en crise », *Communisme*, n. 18-19, 1988 ; Dominique Andolfatto, *PCF, de la mutation à la liquidation*, Éditions du Rocher, 2005.

Partie I.

Le chiffre : une affaire de direction

Le chiffre, à la limite, en dit davantage sur celui qui le produit que sur le phénomène qu'il est censé décrire. Or, en matière de dénombrement de ses propres rangs, la direction communiste a eu une attitude fluctuante.

1. *L'héritage du socialisme d'avant 1914.*

Avant le PCF, le mouvement socialiste a lui-même manifesté un intérêt très relatif pour la statistique militante. De même que la pratique de comptage de l'électeur ne se stabilise que lentement, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles¹⁰, de même le dénombrement des adhérents ne préoccupe guère le monde socialiste, qui vit encore sur la relative indifférenciation des organisations ouvrières, associatives, syndicales ou partisans. En fait, le socialisme hésite longtemps entre l'adhésion individuelle, « absolue et sans réserve » exigée par le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde (1893) et la sociabilité coutumière des sociétés populaires, moins stricte et plus collective. Le parti socialiste des origines ne repose pas sur l'adhésion personnelle, mais sur l'agrégation fédérative de chambres syndicales, de cercles populaires et ouvriers et de coopératives ouvrières. Même quand apparaît le « Parti » ouvrier, à la fin du XIX^e siècle, l'ambiguïté persiste entre le ralliement des groupes constitués et l'engagement individuel. Dans un espace qui n'a pas encore arrêté sa propre conception de « l'adhérent », le réseau des sympathies mobilisables, à la limite, compte davantage que l'adhérent « encarté » : à quoi bon établir une barrière entre l'intérieur et l'extérieur ? Le « eux » et le « nous » fonctionnent pour distinguer l'ouvrier du bourgeois, pas pour séparer les prolétaires entre eux, a fortiori pour diviser les « socialistes ».

2. *La pression de l'Internationale communiste.*

La situation change avec la création du PCF. Querelle d'héritage, tout d'abord, entre frères désunis : pour clamer leur légitimité, nouveaux « communistes » et « socialistes » maintenant affichent leurs militants, leurs élus, leurs journaux et leurs électeurs... Du côté des communistes, il s'agit en outre de sacrifier à la fascination pour le chiffre d'une Internationale communiste (IC) qui considère que, même pour l'armée des révolutionnaires « professionnels », la production de statistiques est un critère important de la scientificité du choix de classe. Plus prosaïquement, l'organisation internationale veut avoir la main sur des sections nationales qui doivent prendre l'habitude de ne rien dissimuler au regard de Moscou. Pour le communisme « bolchevisé », la qualité de l'encadrement et la socialisation militante l'emportent certes sur la valeur intrinsèque du nombre ; mais l'ampleur du corps militant est tenue comme un indice non négligeable du contact du parti avec les « masses ». Le Komintern veut donc savoir précisément où en est l'organisation française.

Manifestement, les réponses de Paris laissent perplexes les responsables internationaux. Au début de 1931, ils se plaignent de ce qu'il est « extrêmement difficile de fournir des données exactes sur les effectifs réels du PCF »¹¹. Selon Serge Wolikow, ce n'est qu'à partir de 1932 que se manifeste « un effort systématique pour mettre un certain ordre dans les données ». À la fin de 1933, Moscou continue pourtant de fustiger les « matériaux incomplets » et « les différentes méthodes de recensement des effectifs, qui provoquent de flagrantes contradictions ». À consulter l'avalanche de chiffres, on comprend que les bureaux de l'IC peinent à s'y retrouver... **Le tableau 2** présente, de façon synthétique, ce que révèlent les rapports publics et les sources d'archives (fonds français de l'Internationale communiste et fonds Thorez-Vermeersch¹²) pour les seules années 1935-1939.

Établis à des moments différents de l'année, les documents ne concordent jamais et sont très flous dans les termes employés. « Cartes expédiées », « cartes délivrées », « prise de cartes aux régions » : les bases de calcul se trouvent dans les statistiques de trésorerie¹³. Chaque année, en fonction des demandes venues des régions, le Centre édite et distribue des cartes qui, à partir des structures départementalisées, sont ventilées parmi les adhérents. En comptabilisant les cartes que les fédérations ne renvoient pas au Centre (les cartes « restées aux régions »), la direction nationale est théoriquement en état de calculer le niveau des effectifs, d'autant plus qu'existe depuis 1930 la procédure du « timbre-contrôle » annuel, retourné par les organisations locales. Cette méthode était censée mettre un terme à toute incertitude sur le nombre.

Il n'en a rien été : les chiffres énoncés au plan national, en public comme en interne, s'en tiennent plus ou moins aux cartes qui quittent le Centre parisien. Quelques documents, eux-mêmes incertains, permettent toutefois de suggérer quelques hypothèses sur le niveau des cartes remises aux adhérents (les cartes « placées »). Pour la période 1935-1939, on en trouve quatre dans les archives de la direction nationale¹⁴. Le premier est un état départemental d'effectifs de mars 1936 qui, pour 34 régions, indique à la fois le nombre de « cartes prises » et le nombre de « cartes placées » : selon la région, l'écart entre les deux chiffres varie de 4 % à 50 %, l'écart total se situant à 22 %. Le second est un état de 1937 qui, pour la date du 30 juin, indique à la fois le nombre de cartes expédiées (327 411) et le « matériel restant dans les régions » (246 411), soit un écart d'environ 25 % entre les deux chiffres. Le troisième est une note manuscrite, indiquant pour les deux années 1937 et 1938 le nombre de cartes distribuées aux fédérations ; pour l'année 1937, elle précise en même temps le total des cartes expédiées de Paris (345 858) et celui des cartes « restées aux régions » (292 498), ce qui donne cette fois un écart de 15 %. Le quatrième est un rapport de 1939 (cité par Buton¹⁵)

¹⁰ Michel Offerlé, « Le nombre des voix. Électeurs, partis et électors socialistes à la fin du 19^e siècle en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, mars 1988.

¹¹ Serge Wolikow, *Le Parti communiste français et l'Internationale communiste (1925-1933)*, Thèse d'État, Université de Paris VIII, juillet 1990, pages 806 et 818.

¹² Le fonds Thorez-Vermeersch se trouve aux Archives nationales (Archives privées) à la cote 626 AP/35.

¹³ Sur les méthodes de comptage de l'entre-deux-guerres, le travail de référence reste celui d'Annie Kriegel, dans *Le pain et les roses, ouvrage cité*, pages 277-390.

¹⁴ Les trois premiers se trouvent dans le fonds Thorez-Vermeersch cité plus haut.

¹⁵ Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la FNSP, 1993, p. 269.

qui, pour le mois d'août 1939, précise que le chiffre de 270 000 adhérents correspond à des effectifs de « 220 000 membres contrôlés », soit un peu plus de 18 % d'écart. À partir de là, le **tableau 3** propose trois hypothèses (entre 15 % et 25 %) pour estimer le nombre des cartes placées entre 1935 et 1939, en tenant compte de la variation des écarts selon les années : elles suggèrent un volant de 53 000 (minimum de 1935) à 292 000 (maximum de 1937).

3. L'enthousiasme approximatif de la Libération.

Les deux premiers Congrès de 1945 et de 1947 poursuivent sur la lancée, prolifères en données quantitatives multiples, adhérents, diffusion de la presse, des livres, des brochures et des tracts¹⁶. Hélas, les chiffres avancés, publics ou secrets, sont là encore incertains et parfois même contradictoires (**tableau 4**). Mauvaise foi ? En fait, la direction a tout simplement du mal à dresser un état fiable d'une organisation que la Libération a élargie de façon spectaculaire¹⁷. Au départ, elle reprend les modes de calcul d'avant-guerre : ses premières bases d'estimation sont dans le volume – au demeurant le plus gratifiant – des cartes « expédiées » par le Centre. Mais chacun sait depuis longtemps qu'il a un lointain rapport avec la réalité des cartes effectivement remises aux adhérents.

Au tout début, les dirigeants s'essaient à mesurer l'étoffe réelle de l'organisation, en s'appuyant sur les retours des fédérations vers la trésorerie centrale. Le premier Congrès de la Libération, en juin 1945, fait état de deux chiffres : celui du « matériel pris au Centre » (824 757 cartes) et celui des « effectifs » au 31 mars 1945 (544 889)¹⁸, soit un écart d'un tiers entre les deux. C'est la première et la dernière fois que cette distinction sera faite. Il est vrai que l'enthousiasme libérateur pousse à l'hyperbole, du haut en bas de l'organisation. Galvanisées par l'afflux d'adhésions, les fédérations adressent des demandes de

cartes qui suivent une courbe asymptotique. La direction nationale alimente l'euphorie : en septembre 1945, encouragée par les flux des commandes départementales, elle décide d'utiliser la Fête de l'Humanité pour mettre en scène la remise solennelle, par Maurice Thorez lui-même, de la « millionième carte » au « camarade Prouvost » qui, par le plus grand des hasards, se trouve être... mineur à Bruay-en-Artois, dans le Pas-de-Calais¹⁹.

Optimisme imprudent ? En tout cas, le « million » est lancé. À partir de là, il faut suivre... et tout devient flou. Pour l'année 1946, on continue d'affirmer²⁰ que l'on a expédié un peu plus d'un million de cartes, dans la continuité de la cérémonie de septembre précédent²¹ ; mais on annonce en même temps²² des effectifs d'environ 800 000 adhérents. Le problème est que, dans la foulée, la même publication officielle évoque quelque 800 000 cartes envoyées de Paris au début de 1947. L'affaire se complique : si ces 800 000 recouvrent des cartes expédiées par la trésorerie centrale et si l'on reporte, sur cette année 1947, l'écart précédent entre « placées » et « expédiées », cela signifierait un recul de 200 000 adhérents en un an. Or il est invraisemblable que les effectifs du parti aient fondu à ce point entre 1946 et 1947. La vérité est, tout simplement, que la direction s'est elle-même laissée piéger par ses déclarations antérieures.

À la différence de la période d'avant-guerre, les archives ne comportent pas, à ce jour, de documents internes permettant d'estimer le rapport entre les effectifs annoncés et les données vérifiées : pas d'effectifs « contrôlés » (sauf en juin 1945), pas de matériel « resté » dans les fédérations, pas de timbres de contrôle. Le fonds Thorez-Vermeersch contient un seul document de trésorerie portant sur les timbres payés entre mars et septembre 1946²³, mais son interprétation est malaisée. Restent les documents emportés par Auguste Lecoœur, plus tard remis à Philippe Robrieux²⁴. Leur consultation n'est pas publique, mais

¹⁶ Deux « Rapports du Comité central » sont édités avant les Congrès de 1945 et 1947. Le premier est intitulé *Décembre 1937-juin 1947. Sept ans de luttes ardentes au service du peuple contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante* ; le second, *Juin 1945-juin 1947. Deux années pour la renaissance économique et politique de la république française*.

¹⁷ Entre 1944 et 1950, la section d'organisation est placée sous la responsabilité de Léon Mauvais, assisté d'Auguste Lecoœur et de Marius Patinaud (à partir de février 1947). Manifestement, leur travail ne satisfait pas Thorez et son entourage. À plusieurs reprises, les procès-verbaux du Secrétariat insistent sur la nécessité de renforcer la section. En 1950, Thorez décide de mettre fin aux fonctions de Léon Mauvais et confie le travail d'organisation à Lecoœur. Celui-ci expliquera plus tard que cette décision vient en fait de Mikhaïl Souslov, avec lequel il est en contact depuis longtemps, au titre de ses fonctions parallèles dans l'appareil « clandestin » (Entretien avec Guillaume Bourgeois, dans *Communisme*, n° 55-56, 3^e et 4^e trimestre 1998).

¹⁸ Ce second chiffre est aussi consigné, dans le registre d'organisation emporté par Auguste Lecoœur, comme étant l'objet des déclarations des fédérations (Robrieux, *Histoire intérieure*, tome 2, page 95). Robrieux estime que « ces déclarations optimistes se situaient également peut-être 25 à 30 % au-dessus de la réalité ». Il est à noter que le registre indique, pour mars 1945, un nombre de cartes expédiées (791 373) inférieur à celui déclaré au Congrès.

¹⁹ Les images de cet épisode sont conservées au Fonds audiovisuel du PCF, Ciné-Archives (www.cinearchives.org). Un extrait en est reproduit dans le CD-ROM *Le communisme en France. Une traversée du siècle* (Frederick Genevée, Roger Martelli, Jean Vigueux et Serge Wolikow), État de Veille, 2000.

²⁰ *Rapport d'activité* de juin 1947, page 213.

²¹ Dans les archives de Thorez, un carnet contenant les effectifs de 1946, parvient à une récapitulation d'effectifs de 1 034 150 contre 1 032 804 en 1945.

²² *Rapport d'activité*, juin 1947, page 333.

²³ Ce document, conservé à la cote 626 AP/35, est intitulé « Mouvement des cartes et des timbres au 30 septembre 1946 ». Il fournit des données sur sept mois, de mars à septembre. Quatre colonnes indiquent le nombre des timbres payés, de 3 francs à 15 francs. La dernière colonne – « Effectifs 2 timbres par mois » – correspond au total des quatre colonnes précédentes divisé par deux : elle indique, pour chaque mois, le nombre théorique d'adhérents ayant payé les deux timbres statutaires (depuis 1936, le timbre-cotisation est devenu bimensuel, après avoir été hebdomadaire). Sur l'ensemble des sept mois, on compte environ 540 000 communistes ayant payé leurs deux timbres mensuels au moins une fois ; projeté sur toute l'année, cela donne un total de quelque 925 000 mois de cotisations acquittés. Malheureusement, on ne connaît ni le nombre moyen de timbres payés par les adhérents en 1946, ni le pourcentage de timbres effectivement payés par les fédérations à la trésorerie centrale. On est donc réduit à la formulation d'hypothèses, qui vont statistiquement de 77 000 cotisants (si l'on admet que chaque adhérent paie ses deux timbres tous les mois et que les fédérations renvoient au Centre l'intégralité des sommes perçues) à 925 000 (si l'on admet qu'il ne paie ses deux timbres qu'une fois dans l'année). On notera par ailleurs le décalage considérable entre le nombre de timbres payés (un peu moins de 2 millions) et le total de ceux qui ont été expédiés en 1946 (12 millions selon un état du 30 août 1947).

²⁴ Philippe Robrieux donne une description conséquente, dans le tome 2 de son *Histoire intérieure* (note 9, page 95), de cet état d'organisation exceptionnel. Il se présente sous la forme d'un « fort volume relié », contenant des informations diverses sur l'organisation et sur la diffusion de la presse. Jusqu'en 1946, les archives de Maurice Thorez contiennent des informations qui recourent celles des données Lecoœur. Ce n'est plus le cas à partir de 1947.

ils ont été largement utilisés par Robrieux lui-même, puis par Buton : les réflexions qui suivent, en l'absence de consultation directe autorisée, s'appuient sur leurs travaux. Pour les années 1945-1947, les papiers conservés par Lecœur suggèrent des chiffres proches des communiqués officiels ; ils s'en éloignent pour les années suivantes (**tableau 5**).

Il y a toutefois une incertitude sur la nature de ces données. Dans son *Histoire intérieure*, Robrieux affirme à plusieurs reprises que Lecœur se réfère aux cartes « expédiées » par le Centre ; de son côté, Buton considère dans son article de 1985 qu'il s'agit des cartes « placées ». En l'état, impossible de trancher entre les deux acceptions. Mais on peut désormais comparer le dernier chiffre de la série Lecœur (entre 340 000 et 350 000 pour 1953) et le premier du classeur Servin (275 000 cartes placées en 1954). Après le paroxysme de « l'année terrible » 1952, les archives Lecœur suggèrent un léger regain en 1953 ; on comprendrait donc mal que l'année 1954 ait provoqué un nouvel affaiblissement de 65 000 à 75 000 adhérents, soit plus de 20 % des effectifs. Que conclure ? Que la période suivant la Libération ne nous donne aucune indication directe sur le niveau des cartes placées auprès des militants. Jusqu'en 1954, le Centre ne dispense que deux types de statistiques, au demeurant plus ou moins maîtrisées. Certaines relèvent de l'hyperbole militante « d'en bas » (les premières demandes de cartes au Centre venant des fédérations) ou de la construction « par en haut » de chiffres ayant fonction de propagande²⁵ : le premier gonflement d'effectifs revendiqués (le million de l'automne 1945) détermine le niveau de référence nécessaire pour énoncer les effectifs suivants. En revanche, d'autres données, publiques ou internes (les états Lecœur) se basent, comme avant 1939, sur les cartes adressées de Paris.

Deux méthodes peuvent être retenues à partir de là. Ou bien on considère, comme le fait Buton, que les registres de Lecœur portent sur les cartes placées et, *de facto*, nous indiquent approximativement le nombre d'adhérents : dans ce cas, on constate que le PCF aurait franchi le seuil des 800 000 adhérents en 1946-1947. Ou bien on juge – option tenue ici la plus vraisemblable – que les statistiques disponibles portent sur les cartes expédiées et que la fourchette d'adhérents « encartés » dans la meilleure période pourrait dès lors se situer, au mieux, entre 500 000 et 600 000, ce qui se rapproche des suggestions faites naguère par Robrieux²⁶.

Que se passe-t-il après 1947 ? Le repli est sensible dès le début de 1948. Le 4 mars, le Bureau politique discute d'un rap-

port de Léon Mauvais qui évoque un recul d'une cinquantaine de milliers d'adhérents²⁷. Mais les chiffres qu'il présente à ses camarades relèvent de la même incertitude que dans la période précédente. Ainsi, le secrétaire à l'Organisation en titre cite, pour l'année 1948, un total de 784 290 cartes expédiées, tandis que les carnets personnels de Lecœur retiennent le chiffre plus modeste de 659 000. En tout état de cause, les années suivantes amplifient la dépression, au moins jusqu'en 1952. Établissant la différence entre les cartes « expédiées », les cartes « placées » et les cartes « payées », Robrieux estime²⁸ que, pour l'année 1953, « les effectifs réels du Parti tournent autour de 160 000 et ne sauraient, dans l'hypothèse la plus favorable, dépasser de beaucoup les 170 000 à 180 000 adhérents ». Il parvient à ce chiffre en utilisant une notation des carnets de Lecœur, en date du 28 mai 1953, dans laquelle le responsable évalue à 48 % les retours des fédérations sur le matériel (cartes et timbres) envoyé par le Centre²⁹. Les estimations de Robrieux portent ainsi sur les cartes payées par les adhérents et retournées vers le siège national³⁰. Peut-on, de la même manière, imaginer le nombre des cartes placées ? Le **tableau 6** énonce trois hypothèses, à partir du total annuel des cartes expédiées consignées par Lecœur : les trois ratios retenus correspondent à des écarts constatés ultérieurement entre les chiffres officiels et les effectifs du classeur « secret ». Comme pour l'entre-deux-guerres, impossible d'aller plus loin : l'écart des « placées » et des « expédiées » n'est jamais fixe ; sans doute se réduit-il entre les premières totalisations optimistes et les dernières, plus réalistes, retenues par l'équipe de Lecœur. On trouvera donc, dans le **tableau 6** précité, une quatrième colonne proposant une « hypothèse d'étape », en attendant d'autres investigations.

4. La « politique du chiffre ».

À la veille du XIII^e Congrès de juin 1954, le tout nouveau secrétaire à l'Organisation, Marcel Servin, a pour référence officielle le chiffre des cartes expédiées, que Thorez a lancé au Congrès précédent, quatre ans plus tôt : 786 855. Au moment où les congressistes se réunissent, à Ivry, Servin a-t-il déjà connaissance de la totalisation remontée des fédérations (275 000 cartes placées) ? En tout cas, il sait que les effectifs de 1954 sont très au-dessous de ceux proclamés en 1950. Or nous sommes encore en pleine « guerre froide ». Évoquer les effectifs réels, même en expliquant que l'on passe des cartes expédiées aux cartes placées, serait reconnaître l'affaiblissement militant du parti. À l'époque, c'est inimaginable. Servin coupe la poire

²⁵ Les archives Thorez (626 AP/224) contiennent ainsi un carnet manuscrit où sont indiqués des effectifs fédéraux pour les années 1945 et 1946. Ces chiffres, curieusement très arrondis, excèdent les effectifs annoncés au Congrès de 20 % environ, pour atteindre un total supérieur à un million.

²⁶ Dans le tome 2 de son *Histoire intérieure*, page 207, Philippe Robrieux considère qu'on ne compte « pas beaucoup plus de 500 000 communistes au début de l'année 1947 ».

²⁷ Mathilde Regnaud, *Au cœur du Parti communiste français. Les notes de Bureau politique de Maurice Thorez 1947-1964*, Thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, 2005.

²⁸ *Histoire intérieure...*, tome II, p. 374.

²⁹ En réalité, les pourcentages de retours sont très variables d'une année sur l'autre. Les archives Thorez-Vermeersch contiennent ainsi une Note d'André Arnault (« Administration ») qui, présentant la situation de trésorerie au 30 juin 1947, précise qu'à cette date les fédérations ont réglé 53 % du matériel expédié contre 36 % en 1946.

³⁰ Charles Tillon se réfère de son côté à 172 000 adhérents en 1949 (*On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 481). En juin 1954, Servin expose quant à lui les résultats d'une enquête menée à partir de 153 163 talons de cartes remplis et retournés par les fédérations, ce qui se rapproche ainsi des données évoquées par Tillon. Les estimations de Robrieux se calent sur ces chiffres.

en deux : les 506 250 adhérents qu'il annonce au Congrès sont presque à mi-chemin des chiffres proclamés de l'année 1949 (- 280 000) et du total inscrit dans le classeur noir (+ 230 000)³¹.

Situation paradoxale : à plusieurs reprises, à partir des années soixante, la « section » puis le « secteur » d'Organisation s'efforcent réellement d'appréhender le niveau réel des effectifs, parfois en redressant les estimations fédérales³². Mais cet effort interne d'introspection reste secret. En fait, de plus en plus prisonniers des communiqués antérieurs, les sommets du parti entérinent ce que Philippe Robrieux, à partir d'un « mot » de Jacques Duclos, appelle la « politique du chiffre »³³ : est seul pertinent le dénombrement qui correspond aux intérêts immédiats du parti. Si l'on se réfère au **tableau 7**, de 1949 à 1994, les chiffres officiels auraient été d'un quart à plus de la moitié au-dessus du total des cartes placées auprès des adhérents.

Quand le PCF retrouve un processus de regain, au début des années 1960, la direction décide de proposer aux cadres et aux adhérents un bilan de santé plus fiable³⁴. Pas question d'énoncer les effectifs du registre d'organisation : ce serait reconnaître que les données précédentes étaient artificiellement gonflées³⁵. Mais, à tout le moins, des informations à peu près correctes³⁶ sont données sur les tendances d'évolution. Pendant quelques décennies, les communistes sont ainsi abreuvés de pourcentages de cartes placées par rapport à l'année précédente... sans jamais savoir quel était le niveau de l'année précédente. L'essentiel n'est-il pas de stimuler l'émulation entre les organisations locales afin d'atteindre et de dépasser... l'objectif du « Plan »³⁷? Pour le reste, quand des statistiques globales sont avancées, notamment à l'occasion des Congrès, elles s'en tiennent rituellement à des niveaux confortables, plus ou moins définis par le nombre des cartes expédiées³⁸.

Jusqu'à la fin des années 1990, ni les membres du Comité central, ni ceux du Bureau politique, ni ceux du Secrétariat, n'ont connaissance de l'effectif national. Même le responsable aux Cadres n'en est pas informé. Chaque dirigeant, fédéral ou

national, peut connaître l'état d'un segment de l'univers communiste ; ceux qui en ont une vision d'ensemble se comptent sur les doigts d'une main. Tel est le pouvoir du savoir... Les effectifs militants relèvent du secret de parti ; le rompre équivaut à une capitulation devant « l'adversaire de classe ». On sait, dans l'appareil, que les chiffres officiels déforment la réalité ; pourtant, nul ne s'avise de réclamer un état réel de l'organisation³⁹. En 1989, encore, le secrétaire à l'Organisation de l'époque, Jean-Claude Gayssot, explique dans un essai politique⁴⁰ pourquoi le PC n'a pas constitué de fichier d'adhérents informatisé. « Quel cadeau [ce serait] pour les renseignements généraux, pour les hommes du patronat », s'exclame-t-il. Dans ce même livre, il annonce que « notre parti compte plus de 600 000 membres » et évoque le chiffre de 27 000 cellules, alors que, la même année, le classeur d'organisation recense 370 000 cartes placées, dispersées dans un peu moins de 19 000 cellules.

Il est vrai que, depuis dix ans, les effectifs du PC sont en décline quasi continue et que les dissidences se sont multipliées. À nouveau, la direction est tentée de minimiser le recul. Alors que l'écart entre les chiffres officiels et les données internes s'était plutôt réduit après 1964, il augmente sensiblement après 1979. L'ultime statistique du secrétariat général de Georges Marchais, en 1994, enregistre la distorsion la plus forte depuis 1954 : 590 000 adhérents annoncés devant le Congrès, contre un peu plus de 270 000 comptabilisés dans le cahier secret, soit une multiplication des effectifs par un peu plus de deux.

5. Nouvelle donne, nouveaux comptes.

Dans la toute dernière période, la direction communiste a modifié sa stratégie de comptabilisation et de communication. Trois données concourent à cette évolution. Le changement des règles de financement des partis politiques pousse les organisations à une plus grande transparence dans la définition de leurs ressources et donc de leur enveloppe de cotisants. L'établissement, décidé en 2001, d'une carte d'adhérent trisannuelle

³¹ Devant le congrès, Marcel Servin reconnaît simplement que, dans les années précédentes, il y a eu « quelques gonflements artificiels d'effectifs », gonflements qu'il s'empresse d'attribuer bien sûr... à Auguste Lecœur.

³² Dans l'entretien qu'il m'a accordé, Guy Fuléro a insisté à plusieurs reprises sur cet effort, qui conduisait le secteur d'Organisation à confronter, chaque fois que cela était possible, les déclarations des fédérations et les éléments d'information remontant des organismes « inférieurs ».

³³ *Histoire intérieure...*, tome 3, p. 504.

³⁴ Après Marcel Servin (1954-1961), les secrétaires à l'Organisation ont été Georges Marchais (1961-1970), André Vieuguet (1970-1976), Paul Laurent (1976-1985), Jean-Claude Gayssot (1985-1990), Pierre Zarka (1991), Maxime Gremetz (1991-1993), Jean-Paul Magnon (1994-1996).

³⁵ On notera toutefois qu'en 1967, Georges Marchais (alors responsable à l'organisation) évoque le nombre des cartes délivrées en ajoutant : « Chacun sait qu'entre les cartes envoyées aux fédérations et les cartes placées, il existe toujours un écart ». Il est vrai que le responsable tempère aussitôt son affirmation troublante en disant de l'écart que « d'ailleurs il se réduit de plus en plus »...

³⁶ La proximité des chiffres annoncés avec les sources internes varie selon les Congrès. Ceux que cite Marcel Servin en 1954 ont un lointain rapport avec la réalité connue de lui ; en revanche, dans les années soixante, les chiffres d'adhésion et la composition des organisations du parti sont dans l'ensemble conformes aux registres de la « section d'Org ».

³⁷ Toutes les semaines, les fédérations reçoivent un bulletin venu du secteur d'Organisation, qui fait état des pourcentages de cartes placées et des initiatives de recrutement, mais, bien sûr, ne donne aucune indication sur le nombre d'adhérents.

³⁸ Les archives Thorez (626 AP/224) contiennent un petit carnet indiquant des effectifs départementaux pour 1963 et 1964. Comme le carnet de 1946, il présente une série de chiffres très arrondis, dont le total s'élève à un peu plus de 410 655 pour 1963 et à 421 450 pour juin 1964, alors que le classeur d'Organisation n'en recense que 270 et 275 000 ces années-là. La totalisation des effectifs mentionnés correspond à peu près aux chiffres officiels dispensés en 1962 et 1964. Faut-il y voir une indication des cartes expédiées par le Centre, ou une suggestion, en prévision du Congrès à venir, pour une distribution départementale qui permettrait de légitimer le futur chiffre officiel en le rendant vraisemblable ?

³⁹ Ce privilège est réservé aux « dissidents ». Au début de 1994, le bulletin des « refondateurs », *Futurs* (n° 28, mars 1994) publie, sous la signature de Roger Martelli et de Lucien Sève, une critique du chiffre officiel des 590 000 adhérents annoncés dans le rapport introductif du Congrès précédent. Leur estimation du niveau réel (entre 350 et 480 000) était en fait encore largement au-dessus du chiffre réel des cartes placées... Dans le numéro suivant, un lecteur attentif, Jean-Yves Follézou, suggère une hypothèse de 240 000, plus proche de la réalité.

⁴⁰ Jean-Claude Gayssot, *Le Parti communiste français*, Messidor/Éditions sociales, 1989, p. 25.

a renforcé le contrôle du centre qui édite directement la carte, désormais nominative, sur la base d'une liste nationale jusqu'alors refusée. Enfin, l'abandon officiel du « centralisme démocratique », au début de 1994, a ouvert la voie à de nouvelles modalités de décision, les communistes s'étant, eux aussi, ralliés aux méthodes de la démocratie directe.

Au tout début de juin 1997, les militants sont ainsi conviés à décider de la participation gouvernementale, à l'issue des législatives gagnées à gauche, par surprise. Les résultats du premier vote militant direct n'ont pas été publiés, la direction se contentant d'évoquer la participation de « dizaines de milliers de militants », qui se seraient prononcés à 80 % en faveur de la présence de ministres communistes. Mais qui dit vote dit corps électoral... et liste électorale. La multiplication des consultations, notamment au moment des Congrès, pousse à stabiliser les procédures de comptage. À cet effet, les nouveaux statuts du PCF, adoptés en 2001, établissent la distinction entre les « adhérents »⁴¹ et les « cotisants »⁴² qui ont seuls le droit de vote.

Les comptabilités antérieures reposaient sur les seules déclarations des fédérations. Depuis 2006, la direction dit s'appuyer sur trois séries de données⁴³ : tous les trois ans, les fédérations lui adressent une liste nominative d'adhérents qui contient quelque 135 000 noms ; par ailleurs, un logiciel centralisé sur un serveur national permet aux sections, aux fédérations et à l'échelon national de mettre à jour ce fichier en temps réel et de l'exploiter (actuellement 68 fédérations utilisent le système, qui recense 95 845 noms au 31 décembre 2009). Ces données, complétées au fur et à mesure par les demandes d'adhésions, servent à l'édition des cartes nominatives pluriannuelles : c'est sur la base du nombre de cartes éditées que la direction fixe le nombre officiel d'adhérents. Enfin, un logiciel, placé sous la responsabilité de la trésorerie nationale et nourri par les associations départementales de financement (les ADF), permet d'évaluer l'état des cotisants, qui sert de base pour dresser la liste électorale interne et à établir les comptes officiels. C'est à partir de ces trois sources que sont désormais publiés les chiffres « légaux » d'effectifs et le total des inscrits aux consultations internes suscitées par le calendrier statutaire (les Congrès) ou par la conjoncture politique et électorale.

Ces chiffres sont reportés ici tels qu'ils ont été transmis, sans que l'on puisse évaluer de façon globale la fiabilité de cette nouvelle méthode comptable⁴⁴, qui arrête désormais les effectifs

tous les trois ans, dans une organisation dont les pouvoirs de contrôle central se sont atténués. Officiellement, les effectifs se seraient stabilisés autour de 130 000 à 135 000 adhérents, ne bougeant plus que de quelques unités entre 2005 et 2009. On notera pour l'instant que les séries présentées présentent des évolutions atypiques par rapport aux enregistrements antérieurs : la quasi stabilité revendiquée entre 2005 et 2009 dissimule des écarts inaccoutumés entre les départements. En quatre ans, la ventilation va d'une croissance de 66 % (Vienne) à une baisse de 40 % (Yonne) ; une dizaine de départements auraient vu leurs effectifs progresser de plus d'un quart (dont la Meurthe-et-Moselle et le Nord), tandis que sept auraient reculé dans la même proportion (dont la Somme et la Dordogne).

6. Le « vrai » chiffre n'existe pas.

L'incertitude des chiffres ne procède pas des seules stratégies des directions. Tout dépend du moment où l'on compte et de ce que l'on compte. Qui est en fait « l'adhérent » ? Celui qui l'on remet sa carte, chaque année, à l'occasion de la cérémonie traditionnelle de la « reprise de carte », ou de la main à la main, par exemple lors de la « tournée » de *l'Humanité-Dimanche*, ou même par un dépôt dans la boîte aux lettres ou par courrier postal ? Davantage que celui qui énonce son appartenance, dans l'exaltation d'une fête ou d'une manifestation, n'est-ce pas plutôt celui qui la confirme, par le paiement plus ou moins régulier d'une cotisation ? Et si l'on accorde à l'engagement partisan le statut d'une mobilisation pérenne en faveur d'une organisation dépositaire d'une idée, ne doit-on pas considérer que le véritable adhérent est celui qui accorde à l'identification partisane un temps social suffisamment étendu pour qu'il devienne un élément structurant de sa propre biographie⁴⁵ ? Que doit-on décompter, l'adhérent institutionnel (« l'encarté »), le cotisant ou le militant ?

La cotisation régulière permettrait, si les sources en étaient accessibles, de jauger le volume d'une activité partisane suffisamment durable pour être volontairement intégrée dans un emploi du temps de vie et quantifiée monétairement pour en asseoir un peu plus la « valeur »⁴⁶. Malheureusement, les données sur ce point ne commencent à se densifier qu'au début des années 2000, quand sont rendus publics les résultats des consultations internes, notamment à l'occasion des congrès nationaux. Dans un premier temps, les annonces procèdent, comme

⁴¹ « Est adhérent-e du Parti communiste français, toute femme ou tout homme qui en exprime la volonté. Il ou elle reçoit sa carte avec les statuts du Parti communiste français. Il ou elle s'engage à payer sa cotisation » (Statuts de 2001).

⁴² « Seul-e-s les adhérent-e-s détenant la carte du Parti communiste français depuis plus de trois mois avant la date du scrutin, à jour de leur cotisation, c'est-à-dire pour les trois derniers mois, au moins, qui précèdent le scrutin, peuvent participer au vote » (Statuts de 2001).

⁴³ Entretien avec Denis Rondepierre, responsable du lien avec les fédérations, au renforcement et à l'implantation, pour le secteur « Vie du Parti » de la direction nationale.

⁴⁴ Dans certains cas, des discordances s'observent entre les sources disponibles. Par exemple, le fichier national relève, pour l'année 2009, un nombre de 8 780 cartes placées dans le Val-de-Marne, alors qu'une source départementale interne évoque le nombre de 6 533 cartes « remises » pour la même année, soit un écart de 25 % entre les deux chiffres.

⁴⁵ Les statuts adoptés au Congrès de Lille, en juin 1926, considèrent que « peut être membre du Parti quiconque accepte le programme et les Statuts de l'IC, s'engage à y travailler activement, à se conformer à toutes les décisions de l'IC et du Parti et acquitte régulièrement sa cotisation ». En 1964, la formule est adoucie, le membre du parti étant « quiconque accepte son programme et ses statuts, adhère à l'une des organisations de base du Parti et acquitte régulièrement ses cotisations ». La référence au militantisme « actif » a donc disparu...

⁴⁶ La pratique du timbre-cotisation est introduite dans le POF en 1894. En principe, le paiement régulier de la cotisation fait partie des obligations de l'adhérent du PCF. Les statuts de 1926 prévoient ainsi que « les membres du Parti qui, sans raison suffisante, ne s'acquittent pas de leurs cotisations pendant trois mois, sont considérés comme radiés ». Cette mention disparaît dans les statuts de juin 1945.

pour les effectifs d'adhérents, des seules déclarations fournies par les fédérations ; la direction nationale actuelle considère qu'elle dispose de possibilités de contrôle plus rigoureux. Officiellement, en tout cas, le nombre de cotisants rendu public par le Centre est passé d'un peu plus de 99 000 en février 2006 à un peu moins de 65 000 en novembre 2009, soit un peu moins de la moitié des cartes déclarées officiellement placées.

Quant au cercle du « militantisme », il est d'autant plus difficile à mesurer que l'activité communiste ne se limite pas à la participation aux activités étroitement partisans (réunions, diffusion de la presse et de la propagande, organisation des campagnes électorales...). L'implantation communiste, on le sait, s'est nourrie d'une triple matrice d'activité extra-partisane : celle du syndicat, celle de l'association et celle de la municipalité. Le militant communiste participe aux activités de sa cellule, mais il est aussi membre d'un syndicat, d'une « organisation de masse », ou bien il fait partie des conseillers municipaux recensés par le parti (plus de 36 000 en 1945, une dizaine de milliers en 2008). Tous ceux-là s'ajoutent et se mêlent, pour dessiner les contours du noyau militant, aux 3 à 4 000 membres des comités fédéraux, et aux membres des 9 à 20 000 bureaux de cellule. En 1997, une enquête conduite par François Platone et Jean Ranger⁴⁷, à partir d'un échantillon d'un millier d'adhérents, estimait à 18 % (21 % d'hommes et 12 % de femmes) celles et ceux qui disaient consacrer plus de 10 heures par mois aux tâches militantes. Rapporté aux effectifs de l'époque, cela équivalait à environ 40 000 personnes investies de façon assez soutenue. Si l'on applique ce ratio à l'ensemble des cartes théoriquement placées entre 1954 et aujourd'hui, on arrive à un volant de « militants » qui oscillerait entre 50 000 et 24 000.

Pour l'instant, la seule série complète disponible est celle qui, depuis 1954, porte sur les cartes « placées ». Les données consignées reposent sur les seules déclarations des fédérations départementales. Elles sont en général vérifiées par la section d'Organisation elle-même⁴⁸, qui ne manque pas d'introduire ses correctifs au fur et à mesure. Mais, dans son ensemble, le classeur ne peut que refléter les effets d'une « politique du chiffre » appliquée de haut en bas. Dans certains cas, l'information est manifestement déformée à dessein. Le **graphique 3** (en annexe) montre ainsi l'évolution, entre 1976 et 2005, des cartes placées dans quatre départements qui, avec Paris, font alors partie du groupe des cinq premiers par leur nombre d'adhérents. Les tendances d'évolution des effectifs fédéraux recouvrent à peu près celle du territoire national, avec une particularité notable pour la période 1986-1989 : alors que le département du Nord enregistre une simple rémission dans le recul, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne annoncent des

regains. Dans le cas des deux départements franciliens, les progressions affichées sont si spectaculaires qu'elles laissent entendre un retour vers le niveau du début des années 1980 ! Or on sait que l'année 1984 marque en Seine-Saint-Denis le début d'une crise intense qui se traduit, un an plus tard, par l'éviction du secrétaire fédéral, François Asensi.

Dans les deux départements de la « petite couronne », la tentation, nourrie ou non par une consigne explicite, a été d'élever au maximum le niveau des effectifs, afin de montrer, y compris à « Fabien », que les mauvais résultats antérieurs résultaient d'une politique « opportuniste », heureusement redressée après 1984. Le **tableau 8** confirme l'anomalie : les fédérations de la région parisienne signalent des augmentations sensibles entre 1986 et 1989, alors que les autres fédérations voient leur recul se poursuivre, à rythme soutenu (sauf en 1988). Ce n'est qu'à partir de 1990 et, plus encore, après 1991 que les tendances franciliennes retrouvent les « trends » nationaux. Gardons-nous donc d'en rester au premier degré des chiffres consignés : fussent-ils à usage interne, ils reflètent un désir, dans l'encadrement national et départemental, de fournir des statistiques infirmant le thème du « déclin historique » et, par la même occasion, invalidant les arguments des critiques de l'intérieur.

Plus généralement, en dehors même de ces périodes d'affrontement intense, l'analyse des flux nationaux devrait se doubler d'une étude plus fine, à l'échelon local. Elle permettrait sans doute, au-delà des effets de conjoncture, de tenir compte des équilibres propres à chaque structure du PCF, des traditions d'organisation (ou de désorganisation...), voire des déterminants individuels ou des micro-stratégies de pouvoir. Beaucoup dépend de la taille même des fédérations, de la concurrence interne qui peut opposer les sections locales, à l'intérieur des départements les mieux pourvus. Le poids des dirigeants nationaux, la proximité à l'égard du Centre (dans le cas de la région parisienne notamment) ne manquent pas d'influer sur les stratégies d'énonciation des effectifs départementaux. D'ores et déjà, un parcours cursif des milliers de chiffres consignés dans le classeur laisse apparaître que tel résultat, parfaitement arrondi, parfois reporté tel quel d'une année sur l'autre, suggère pour le moins une approximation, voire une dissimulation d'une fédération qui ne veut pas se faire morigéner par le Centre⁴⁹. Parfois, les données sont purement et simplement lacunaires⁵⁰.

Sans doute conviendrait-il donc d'appliquer un nouveau coefficient de pondération pour apprécier un niveau des cartes placées vraisemblablement en-deçà de celui suggéré par les classeurs ; mais, en l'état, ce coefficient est indéterminable.

⁴⁷ François Platone et Jean Ranger, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 27, mars 2000.

⁴⁸ Après 1960, les classeurs notent à plusieurs reprises que les résultats de telle ou telle fédération ont été « rectifiés » à la baisse. En fait, il s'agit aussi, par ces remarques, de mettre en cause la gestion de l'organisation par le responsable déchu, Marcel Servin, de même que celui-ci avait, à son arrivée, critiqué celle d'Auguste Lecœur avant lui.

⁴⁹ En novembre 1990, le membre du Comité central qui « suit » la fédération de la Haute-Marne se plaint par note auprès du collaborateur de la section d'Organisation d'une « situation d'organisation catastrophique ne correspondant pas avec les chiffres annoncés cette année et sans doute les précédentes ». Il estime alors à une cinquantaine (sur un total annoncé de 766 cartes) la surévaluation pour l'année 1989. Il ajoute en outre que, cette année-là, 174 cartes ont été adressées par La Poste à des adhérents supposés.

⁵⁰ En 1954, par exemple, le registre ne donne aucune indication pour le Pas-de-Calais et la Loire, départements respectifs d'Auguste Lecœur et de son adjoint de l'époque, Théo Vial. Celui-ci a été contraint de faire son autocritique devant le XIII^e Congrès du PCF, en juin 1954.

7. Prendre sa carte...

Contentons-nous pour l'instant de ce que révèlent les chiffres. « Adhérent » est un terme générique qui recouvre une multitude de rapports individuels à l'organisation à laquelle un individu choisit de s'affilier. De « l'encarté » au « permanent » s'étale une gamme d'appartenances, dont le point commun est l'institutionnalisation d'un lien présumé stable, matérialisé par l'attribution formelle d'une carte et par le paiement de timbres-cotisations. Cet acte de base, à partir de 1954 en tout cas, est mesuré par une direction nationale qui a fini par imposer l'idée d'une nécessaire remontée d'information, théoriquement continue, du feuillet d'effectifs de la cellule jusqu'à la section nationale d'Organisation. L'essentiel du problème est, bien sûr, dans ce « théoriquement ». Les fédérations transmettent des chiffres de cartes placées. Mais entre l'obligation de transparence et la réalité du chiffre transmis, bien des biais peuvent contribuer à déformer la réalité, comme dans toute pratique de comptage des groupes humains. La « remise » est-elle réelle et les cartes déclarées placées le sont-elles toutes auprès d'adhérents authentiques ? En sens inverse, tous ceux qui se définiraient eux-mêmes comme des « adhérents » du PCF ont-ils en poche une carte ? On ne le sait pas. Ceux qui ont une carte se pensent-ils comme adhérent à ce point au parti communiste qu'ils acceptent d'en devenir des « cotisants » ? Sont-ils des « militants » ? Sur tous ces points, on peut tout au plus formuler des hypothèses, multiplier les analyses qualitatives ou s'essayer à des simulations statistiques.

Au final, nous pourrions conclure qu'il n'y a pas de document « vrai ». Pourtant, si le dénombrement des « cartes placées » n'épuise pas la question du nombre des adhérents, sa mesure globale n'en est pas moins fructueuse. Dans quelques cas, la déformation est certes suffisamment forte pour fausser, plus ou moins sensiblement, la totalisation nationale des déclarations venues des départements (comme c'est le cas entre 1986 et 1989). Mais, dans des situations de relative « normalité » politique, on peut penser que les déformations s'atténuent, se corrigent, voire s'annulent sur les grands nombres et sur la durée. Considérons avec distance le chiffre isolé : nous ne saurons pas, avec certitude, combien les organisations du PCF ont placé exactement de cartes à telle ou telle année. En revanche, une série homogène de chiffres permet de fixer des ordres de grandeur dans la distribution des forces militantes, d'estimer des flux d'engagement de de désengagement et, ce faisant, dessine plus nettement quelques grandes lignes d'évolution de l'institution « Parti communiste français ». Ajoutons que, par-delà la statistique qu'il révèle, le classeur « secret » est l'instrument interne par lequel les « sommets » du parti enre-

gistrent l'état de leur organisation, ce qui conditionne en partie leur réflexion et leur pratique. Son contenu, fût-il étroitement diffusé, d'autant plus peut-être qu'il est étroitement diffusé, fait partie des matériaux que doit prendre en considération tout travail se focalisant sur le fonctionnement des directions nationales.

Par-delà son incomplétude, le maillage des cartes placées nous informe sérieusement sur le phénomène communiste français. Le symbole de la carte remise, valorisé par les pratiques cérémonielles organisées, peut être tenu pour le signe matériel, individuel et quantifiable, du degré premier de l'adhésion partisane : l'adhérent est d'abord – et pas simplement d'un point de vue statutaire – celui qui accepte une carte d'identité partisane et qui, par cet acte, entend s'identifier et être identifié. Le PC cultive ses « sympathisants » et s'attache, parfois, à en conserver un volant suffisant autour de ses forces organisées (il y a même eu des « cartes de sympathisant » à la Libération) ; il n'en reste pas moins que la survalorisation de la « remise des cartes » dit, à sa manière, l'importance stratégique de la carte « placée » pour un parti de militants. Le parti de cadres, on le sait, fait reposer son imprégnation politique sur d'autres médiations que celle de son corps partisan. Le PCF a fait lui-même passer sa prégnance culturelle par d'autres canaux que ceux de ses propres cellules et sections, par le charisme « de classe » de ses figures emblématiques ou par ses « matrices », associatives, syndicales ou municipales. Mais son caractère plus populaire que d'autres l'a conduit, dans la durée, à fonder une large part de son influence sur la densité visible de son implantation partisane.

Sans doute, le chercheur ne doit-il pas succomber à la sacralisation d'un acte (la « prise de carte ») qui n'implique pas nécessairement l'enclenchement d'un cursus conduisant de l'implication partisane minimale à l'engagement « total » au service du parti. Toutefois, la comptabilisation des cartes distribuées nous informe sur la capacité d'attraction militante du PCF. *Grosso modo*, leur volume n'indique pas toujours le nombre exact d'adhérents, mais délimite toujours l'espace de sympathie active du PC, le réservoir d'énergie disponible, dans lequel l'appareil puise ses cadres et ses militants, ses adhérents et ses dirigeants. Scruter cet espace de sympathie contribue, à côté de l'analyse électorale, à mesurer l'impact national du communisme politique. En percevoir les mouvements de fond, les inégalités spatiales, les ventilations sociogéographiques est un prisme nécessaire – non suffisant, mais nécessaire – pour l'étude du fait communiste.

La seconde partie s'attachera à ce premier décryptage des flux ; les suivantes s'essaieront à les interpréter.

Partie II.

Dénombrer : les flux et les reflux

[Le graphique d'évolution générale des effectifs se trouve en annexe (graphique 1)]

1. Un héritage en peau de chagrin.

En 1913, la SFIO approchait les 75 000 adhérents ; en 1918, ses effectifs sont réduits de moitié. La fin de la guerre relance la machine, au-delà des attentes : 130 000 adhérents en 1919, près de 180 000 au moment du Congrès de Tours (**tableau 9**). Les gros bataillons se trouvent dans le Nord, en Île-de-France, en Alsace, en Aquitaine, dans le sillon alpin et, dans une moindre mesure, dans le centre et sur le littoral méditerranéen (**carte 1** en annexe). La vague d'adhésions de l'après-guerre se fait sur la base du gauchissement de la ligne politique du parti, qui attire une masse de jeunes profondément marqués par la guerre et par son refus. Jeunes ouvriers, syndicalistes révolutionnaires, anciens combattants et intellectuels pacifistes se retrouvent dans le désir d'un socialisme régénéré, retrouvant la combativité révolutionnaire d'antan. Ce sont eux qui, sur fond d'échecs du mouvement ouvrier, font basculer la SFIO du côté de Moscou. Marcel Sembat, hostile à l'adhésion à la Troisième Internationale, peut bien essayer de tourner vers Londres les regards des congressistes de Tours : il sait, à l'ouverture du Congrès, qu'il a partie perdue.

En octobre 1921, le nouveau Parti communiste annonce qu'il a récupéré environ 60 % des effectifs de la vieille SFIO (110 000 adhérents). La satisfaction est de courte durée : neuf mois plus tard, un quart du patrimoine adhérent a fondu et près d'un tiers supplémentaire l'année suivante. Le reflux révolutionnaire du début des années vingt, les hésitations stratégiques de l'Internationale communiste (IC) et les aléas de la stalinisation du mouvement communiste réduisent l'organisation comme peau de chagrin. Un léger regain, entre 1923 et 1926, laisse espérer une amélioration, confirmée par les résultats relativement rassurants des législatives de 1924 et par la sensible progression des effectifs de la CGTU (de 370 000 en 1921 à 465 000 en 1926). C'est dans cette période, en tout cas, qu'arrive une nouvelle génération de jeunes ouvriers qui constitueront le noyau thorézien des années suivantes (Léon Mauvais, Henri Jourdain, Henri Tanguy dit « Rol », Auguste Lecœur).

Hélas pour eux, le retour de bâton ne se fait guère attendre : en 1929, le parti est passé au-dessous de la barre des 30 000 ; entre 1927 et 1930, il a perdu la moitié de ses adhérents, tout comme la CGTU dans la même période (**tableau 10**). La « bolchevisation » (1924-1926), puis l'orientation de « classe contre classe » se paient cher. Le tissu d'organisation s'est resserré de façon drastique⁵¹ : un peu plus de 3 300 cellules en 1927, environ 1 350 quatre ans plus tard, les cellules d'entreprises passant de 900 à 300 dans cette période. Dans l'ensemble, les pertes du PCF sont d'autant plus sévères qu'il est au départ mieux doté : le Nord, la région lyonnaise et la région marseillaise ont perdu plus de la moitié de leurs adhérents entre 1927 et 1933. Résistent un peu mieux le Languedoc et surtout la région parisienne, dont la part se renforce sensiblement dans l'ensemble militant : 35 % en 1934, contre un peu plus de 18 % en 1927.

2. L'élan du Front populaire.

1933 est la dernière année maigre pour le PCF ; à la fin de la suivante, ses effectifs ont plus que doublé. En 1936, c'est l'envolée et le pic est atteint à l'automne de 1937 avec un dénombrement officiel de près de 330 000 adhérents, plus de dix fois au-dessus du niveau de la décennie commençante. Les deux années suivantes sont moins fastes, à l'image d'un Front populaire qui se délite : quand la guerre se déclenche, le parti est repassé sous la barre des 300 000, sans doute même pour se rapprocher des 200 000 cartes placées auprès des adhérents.

En 1937, seuls 23 départements se trouvent en deçà des effectifs socialistes de 1920, et notamment dans le Nord-Pas-de-Calais, où les outrances sectaires des années trente ont fait le bonheur de la SFIO « maintenue ». Dans l'ensemble, les années du Front populaire ont conforté l'implantation militante initiale. Le Nord prolongé vers l'Île-de-France, l'Est minier et métallurgique, le Rhône, la Loire et le sillon alpin, la Gironde et le littoral méditerranéen constituent les pivots de l'espace militant (**carte 2**).

La carte de la seconde moitié des années trente exprime l'apogée du communisme prolétarien, jeune, urbain et masculin, centré sur la périphérie parisienne. Nous sommes alors au cœur des « années Thorez, années Gabin », ce moment où le monde ouvrier accède à la reconnaissance statutaire et symbolique et sort de la marginalité à laquelle les « classes dangereuses » étaient vouées jusqu'alors.

3. Un parti nationalisé.

La Seconde Guerre mondiale, plus encore que la première, fait fondre le corps militant, sous la triple pression de la mobilisation, de la répression (celle du gouvernement français, puis de l'occupant et de Vichy) et de la démoralisation qui suit le pacte germano-soviétique. L'organisation communiste éclate et ne se reconstitue, lentement, qu'après l'invasion de la France. Impossible d'en mesurer exactement les contours : Philippe Buton suggère avec vraisemblance une fourchette qui va de quelque 5 000 adhérents à l'automne 1939 à 60 000 à l'été de 1944.

La Libération bouleverse la donne. Les effectifs explosent de nouveau : 60 000 à l'été de 1944, entre 240 et 370 000 à la fin de l'année, un effectif encore doublé un an plus tard. Le point culminant est atteint en 1947 (le **tableau 6** en rappelle les estimations). À l'exception de la Lozère, aucun département ne se situe au-dessous du seuil des 1 000 adhérents officiellement dénombrés. La géographie de l'adhésion se nationalise, comme celle du vote : là encore, l'archipel tend à se faire continuent (**carte 3**). Depuis 1937, le parti fait plus que tripler son volume en Bretagne, dans le Sud-Ouest et dans les Alpes. Sa progression est inférieure à la moyenne dans la Région parisienne, dans le Nord, la région lyonnaise et l'Est. Il a conforté son implantation sur les contreforts du Massif central et réussi sa percée en Bretagne. En revanche, il recule en Alsace, où le communisme local s'est déchiré avant-guerre face à la revendication alsacienne.

⁵¹ Serge Wolikow, thèse citée.

L'évolution de la Libération a deux faces. D'un côté, la Résistance a renforcé l'ancrage militant dans la France rurale marquée en longue durée par la tradition plébéienne révolutionnaire : là, le PCF de 1944-1946 prend définitivement la relève du socialisme rural et d'un radicalisme emporté par la débâcle de la Troisième République. En revanche, les départements les plus ouvriers sont ceux où la progression est la plus faible par rapport à l'avant-guerre. La part de la région parisienne se situe désormais entre 18 % et 20 % et Philippe Buton fait justement remarquer que, dans cette région, c'est le centre parisien qui prend l'ascendant sur les bastions ouvriers de la Seine.

4. Les flux de la guerre froide

On a évoqué plus haut les hypothèses permettant de saisir approximativement les contours numériques de l'organisation. Quels que soient les niveaux réels, la tendance est bien sûr la même : en deux ans, de 1947 à 1949, les effectifs ont fondu de plus du tiers⁵² et, après une courte rémission en 1950, ils enregistrent une perte du même ordre en 1951 et 1952. Quand Marcel Servin prend la relève d'Auguste Lecœur, en 1954, le PC se retrouve péniblement au niveau officiel d'août 1939. Les directions affectent de ne pas s'inquiéter outre mesure de ce recul, dont la mesure exacte n'est jamais donnée, ni au Bureau politique ni au Secrétariat. Le 14 septembre 1953, quelque temps avant sa disgrâce, Auguste Lecœur explique tranquillement devant le Bureau politique⁵³ que le parti compte 400 000 adhérents, alors que ses propres états n'en enregistrent que 254 000. Il rappelle le « gonflement exceptionnel » de 1946, pour ajouter que, depuis, « une épuration naturelle et bienfaitrice s'est opérée au cours des luttes et de la répression contre notre Parti ». ⁵⁴ Au début des années 1950, le parti s'est rétracté. À la charnière des années quarante et cinquante, trois chiffres balisent le paysage militant : le chiffre mirifique est celui de Thorez en 1950 (786 855 cartes délivrées par la trésorerie) ; le chiffre le plus près des informations du centre est celui fourni par les archives de Lecœur pour la même année (509 819 cartes expédiées) ; l'étiage est dessiné par le chiffre de Tillon (172 000 cartes payées en 1949).

Globalement, la localisation des adhérents n'a pas changé, avec les mêmes lignes de force et de faiblesse (**carte 4**). Mais la moitié nord s'est éclaircie, les pertes les plus nettes s'enregistrant dans le département du Nord, l'Île-de-France et la Bretagne. Le communisme ruralisé des pourtours du Massif central, des Alpes, du littoral méditerranéen et de la Corse résiste un peu mieux, traçant une carte du rapport adhérents-électeurs qui coupe la France métropolitaine en deux, de part et d'autre d'un arc qui va des Hautes-Pyrénées jusqu'au Rhin.

Après 1952 – paroxysme de la guerre froide pour le PCF – le recul s'atténue peu à peu, avec même une remontée sensible en 1956, stimulée par les espoirs des législatives de janvier et de la victoire du « Front républicain ». Il est vrai que cette année prometteuse se clôt sur le drame hongrois : l'année suivante, en 1957, le déficit de cartes placées est de 10 % sur l'année précédente et les départs avoisinent les 15 % des effectifs, un pourcentage d'autant plus important que l'implantation est plus large et plus ancienne. Le choc de 1958, lui, n'affecte que faiblement l'organisation, alors qu'il ébranle sérieusement l'électorat. Au début de la décennie suivante, les rangs du PC ne se sont éclaircis que de 15 000 unités par rapport à 1958, faisant du PCF, malgré son échec électoral, la force militante à gauche la plus solide au moment où s'affirme le tournant présidentiel de la Cinquième République.

5. La poussée de l'union de la gauche

De 1961 à 1978, le PC va connaître une progression militante presque continue, atteignant en fin de période un niveau d'adhérents exceptionnel qui le rapproche du pic de la Libération (**tableau 11**). La poussée est sensible dès l'année 1962, qui voit coïncider le regain électoral et la bonne santé militante : cette année-là, le nombre des adhésions enregistrées a doublé par rapport à l'année précédente et correspond à un cinquième des effectifs antérieurs. L'ensemble de la décennie maintient le rythme : en 1968, le PC a dépassé de nouveau le seuil des 300 000 cartes placées.

La croissance s'accélère après la signature du programme commun, à l'été de 1972 : les 350 000 cartes placées sont dépassées en 1975. Pendant six ans, le pourcentage des nouvelles adhésions se situe entre un cinquième et un tiers du total antérieur. Entre 1976 et 1978, ce sont près de 400 000 nouveaux membres qui sont comptabilisés par le registre de la section d'Organisation (**graphique 4**). Les plus fortes progressions depuis 1968 s'observent en Normandie, en Picardie, en Champagne-Ardenne, dans la grande couronne parisienne, en Loire-Atlantique, en Gironde, dans le Cantal et dans l'Hérault (**carte 11**). Mais l'expansion est moindre à Paris et dans la petite couronne parisienne, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Pas-de-Calais, ainsi que dans les départements expansifs de la Libération, où le PS vient concurrencer sévèrement le PC qui l'avait supplanté entre 1936 et 1945.

Alors que la grande croissance d'après-guerre s'essouffle, le PCF semble à nouveau à son apogée. Il reste implanté dans le monde du travail et, sur la base d'un effort volontaire soutenu⁵⁵, il renforce la part de ses cellules d'entreprise, parvenant à convaincre une part non négligeable des militants, notamment syndicaux⁵⁶, que le syndicalisme en entreprise ne suffit pas

⁵² La diffusion de *l'Humanité* passe de 450 000 en avril 1947 à 400 000 en 1948, 310 000 en 1949 et 190 000 en 1950.

⁵³ Fonds Thorez-Vermeersch (626 AP/35)

⁵⁴ Dans le même rapport, Lecœur se réjouit ostensiblement de ce que « notre campagne de l'année précédente pour la reprise des cartes, à l'aide des instructeurs politiques de cellules, a permis d'accroître nos effectifs d'une vingtaine de milliers de membres ». On sait que cette initiative des « instructeurs de cellules » sera au centre de l'accusation contre lui, quelques mois plus tard. Il est vrai que la gestion de Lecœur suscite des réticences, comme le montre la mise à l'écart, à l'été de 1953, de Marius Patinaud (adjoind de la section d'Organisation depuis février 1947).

⁵⁵ L'effort de direction pour un renforcement de l'organisation en entreprises se tisse, sous les auspices de Georges Marchais (assisté par Jean Burles) entre le Congrès de juin 1961 et la Conférence nationale de Gennevilliers, en février 1963.

⁵⁶ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

en phase de politisation intense. En dix ans, de 1967 à 1977, la part des organisations d'entreprises passe de 25 % à 37 %. Le PC attire une gauche militante qui rêve de bouleversement social, qui se méfie du PS et ne se laisse pas séduire par une extrême gauche trop brouillonne et mal implantée. Ses adhérents, comme ses électeurs, conservent la même distribution territoriale, mais se rapprochent du profil de la population française⁵⁷ : plus jeunes, plus féminins, moins prolétariens, plus ouverts sur le monde des employés et des couches moyennes salariées (**tableau 14**). La bonne santé militante contredit les doutes électoraux et confirme, en apparence, ce qui était le credo des années soixante : l'union de la gauche finira par profiter à la force la plus dynamique du point de vue militant. Le PCF a pour lui d'être un grand parti populaire en train de se moderniser, comme son grand voisin communiste d'Italie ; la force militante, veulent croire les responsables français, renversera la dynamique électorale hésitante et permettra au PCF de rester la première force à gauche. À la fin des années 1970, au moment même où s'amorce le reflux, on se remet, au sommet du PCF, à rêver du « million d'adhérents » dont on annonce bruyamment la proximité. Toujours pas de théorisation du « parti de masse » (le modèle bolchevique fondateur est inentamé) ; mais la vague de 1974-1977 laisse augurer de nouveaux horizons.

6. Le tassement des années 1980

L'espoir, on le sait, bute sur les élections de 1978 : à l'issue de son premier bras de fer avec le PS de François Mitterrand, le PC est distancé, pour la première fois depuis 1945 (**carte 9**). L'insuccès communiste et la défaite de la gauche, inattendue un an plus tôt, ouvrent une vague de crises internes dont l'ampleur ira croissant, de la fronde intellectuelle du printemps 1978 jusqu'aux dissidences de 1984-1989, en passant par le conflit de la fédération de Paris. De 1979 à 1987, le PCF connaît un mouvement de rétraction ininterrompu qui le rapproche des 350 000 adhérents, soit un tiers des effectifs en moins ; les départs dans cette période pourraient se situer autour de 700 000 adhérents, dont près de 500 000 entre 1979 et 1984 (**tableau 12**).

Trois dates se détachent par l'importance des départs qu'elles occasionnent : par ordre d'importance, il s'agit de 1984, de 1979 et de 1982. Entre 1979 et 1984, le PCF perd chaque année près d'un adhérent sur cinq, le mouvement annuel des adhésions ne parvenant plus à compenser les pertes. Le fléchissement de 1979 est l'effet direct de la rupture de l'union de la gauche : neuf départements voient s'éloigner plus d'un quart de leurs membres, 26 autres entre un cinquième et un quart ; les zones les plus touchées sont la région parisienne, la Normandie et la France de l'Est. La participation gouvernementale décidée en 1981 ne change pas la donne et éloigne, à peu près dans les mêmes territoires, celles et ceux qui ne comprennent pas le retour à l'union avec le PS, cette fois dans un rapport des forces défavorable au PC. Enfin, le choc des Européennes de 1984

apparaît comme la première crise violente à l'intérieur de la direction. Le reflux s'accélère : cette fois, ce sont 12 fédérations qui perdent plus du quart de leurs adhérents et 15 autres entre le cinquième et le quart. Le « noyau » est affecté avec la région parisienne (à l'exception du Val-de-Marne), le Rhône, le Pas-de-Calais, la Sarthe, la Gironde et la Haute-Garonne (**carte 12**).

Après la violence du choc, l'hémorragie se calme quelque peu entre 1985 et le début de la décennie 1990, même si les gonflements de tel ou tel chiffre fédéral (notamment en région parisienne) devraient conduire à réévaluer à la baisse les totaux nationaux de l'époque. En 1988 – année de mobilisation présidentielle – les effectifs semblent même se redresser, pour la première fois depuis dix ans. Le sociologue Jean-Paul Molinari voyait, dans la fugace rémission de ces années, la réaction de certains « électeurs fidèles » qui entendent, en adhérant, exprimer leur désir de « résistance à la démobilisation et la démoralisation, accentuées par la prophétie du déclin historique »⁵⁸. Quoi qu'il en soit, entre 1978 et 1994 – le départ de Georges Marchais – le PCF a perdu la moitié de ses adhérents. Les zones de force résistent un peu mieux que les autres, quels que soient le type et l'ancienneté (l'Allier, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, le Pas-de-Calais et le Nord, la Dordogne, le Gard ou la Seine-Maritime). En revanche, 17 fédérations perdent plus du tiers de leurs effectifs, dont Paris, la Corse, la Haute-Vienne et le Finistère. Le parti est désormais pénalisé par un triple mouvement : le désarroi croissant d'un monde ouvrier qui voit ses conquêtes remises en cause par la crise puis par le tournant de la « rigueur » (c'est le cas notamment de l'Est sidérurgiste et minier) ; les incompréhensions devant les revirements stratégiques successifs d'un PC ne sachant plus comment gérer une union de la gauche qui n'a pas du tout répondu à ses espérances initiales ; le délitement du mouvement communiste international, dont l'existence constituait le « grand arrière » d'un engagement communiste combinant historiquement, au XX^e siècle, l'espérance d'Octobre et l'esprit révolutionnaire français.

Le PCF s'affaiblit dans le monde du travail. La tendance au recul des cellules d'entreprise s'enclenche après 1975, se poursuit en continu jusqu'au milieu des années 1990, ne fait que s'accélérer par la suite (**graphique 6**). Entre 1985 et 1994, la part des cellules d'entreprises passe de 30 % à 26 % ; dans la même période, le nombre des adhérents en entreprise passe, lui, de 18,5 % à 13,3 %⁵⁹. Manifestement, le PCF souffre sur ce plan du recul général du « mouvement ouvrier ». Le reflux industriel, la crise du syndicalisme et les transformations des pratiques de la classe déstabilisent, tout à la fois, les collectifs de travail, les formes classiques de solidarité et la transmission des cultures du labeur. La crise sidérurgique de 1979-1984 ne fait que cristalliser, de façon explosive, le déclin du modèle prolétarien du métal, dont l'expansion avait fait corps avec celle de l'espace communiste. De même, le recul de l'espace public affecte le poids des ouvriers à statut (cheminots, gaziers, électriciens, postiers, etc.) qui formaient l'autre pôle ouvrier de la militance et de l'encadrement du PCF.

⁵⁷ François Platon, « Les adhérents de l'apogée. La composition du PCF en 1979 », *Communisme*, n° 7, 1985.

⁵⁸ Jean-Paul Molinari, « Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », *Communisme*, n° 15-16, 1987.

⁵⁹ Le registre ne mentionne le nombre de militants organisés à l'entreprise qu'entre 1985 et 1994.

L'insubordination ouvrière⁶⁰ passe de moins en moins par les canaux traditionnels de la revendication : le « Parti de la classe ouvrière » enregistre de plein fouet ces mutations, sans pouvoir penser un ancrage de substitution et une redéfinition globale de son ambition sociale. Entre 1978 et 1994, ses effectifs s'effondrent dans le quart Nord-Est, reculent à Paris et dans la petite couronne, fléchissent dans les Alpes, la région lyonnaise et la région PACA. Il résiste un peu mieux dans le Nord-Pas-de-Calais, en Normandie et sur le littoral atlantique.

7. La rétraction des années 1990-2000

Une moitié des adhérents de l'apogée disparus entre 1979 et 1994, au temps de Georges Marchais ; une autre moitié est perdue dans la décennie suivante, sous la houlette de ses successeurs (**tableau 13**). Jusqu'en 1988, les effectifs communistes résistent mieux que ceux de l'électorat : le ratio adhérents/électeurs est d'environ 6 % en 1973 à près de 10 % en 1978 et à 14 % en 1988. À partir de cette date, le ratio diminue d'élection en election : 13 % en 1993, 10 % en 2002, 8 % en 2007 (**graphique 5** et **carte 10**). Désormais, l'affaissement de l'organisation suit les rythmes du reflux électoral.

Le changement de direction, en 1994, et l'élan relatif de la présidentielle de 1995 atténuent le recul. Les années suivantes déçoivent cette attente. Il est vrai que l'organisation communiste se trouve alors doublement pénalisée : la gestion de la nouvelle participation gouvernementale, alors que le PCF est affaibli, déconcerte les militants ; la conduite chaotique de la « mutation » suscite davantage de désarroi qu'elle ne crée d'espoir militante. Les ouvertures ne convainquent pas de nouveaux adhérents et ne provoquent des retours qu'à la marge. La tentative électorale de « double parité » (hommes-femmes, communistes-non communistes), lors des élections européennes de 1999, débouche sur un échec amer. Le congrès de Martignes, au printemps 2000, voit l'entrée au parti et dans sa direction d'une vague de militants issus souvent du mouvement associatif ; or leur agrégation ne fait pas véritablement sens, ni à l'intérieur ni à l'extérieur des rangs de l'organisation. La Bérézina

électorale de la présidentielle de 2002 accélère le repli : entre 1998 et 2002, la perte annuelle d'adhérents oscille entre 10 % et 15 %.

À partir de 2004, on l'a vu, les chiffres officiels suggèrent une stabilisation des effectifs, un peu au-dessus des 130 000 cartes placées. Sous réserve de vérifications ultérieures, le PCF pourrait bien, après le traumatisme électoral de 2002, avoir bénéficié d'une gestion interne plus classique mais plus rassurante et, davantage encore, du regain de mobilisation politique qui accompagne les années 2003-2006. Après les déboires de la « gauche plurielle », entre 1997 et 2002, le PCF esquisse un rapprochement avec la gauche dite « antilibérale », qui culmine au moment du succès du Non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen en mai 2005. L'échec du rassemblement des antilibéraux, en 2007, ne provoque pas de reflux, dans des statistiques officielles tout au moins. Assiste-t-on à la reprise du phénomène observé en 1987-1990, avec la réaction possible d'un espace militant déstabilisé mais qui ne veut pas se laisser aller au pessimisme du déclin inéluctable de l'organisation et de l'idée ? La période à venir dira s'il s'agit là d'une simple rémission, comme l'électorat en connut entre 1993 et 1999, ou d'une stabilisation durable.

La perte militante est générale, mais inégale. Elle est désormais plus sensible dans les zones de force, l'organisation comme l'électorat se délitant dans son centre et plus seulement à sa périphérie (**carte 13**). L'Ouest breton, le bassin aquitain et les contreforts méridionaux du Massif central, les Alpes et le Jura résistent un peu mieux, tandis que s'effondrent les bastions de la région parisienne, de l'Est et du Limousin.

La carte militante s'est éclaircie, le continent redevenant archipel : près de la moitié des adhérents, depuis 1994, sont dans 10 départements et près des deux tiers dans les vingt premiers. À la Libération, la Lozère était le seul département au-dessous de la barre des 1 000 ; aujourd'hui, ils sont 59 dans ce cas et 33 au-dessous de 500. La région Nord étendue vers la Seine-Maritime, la petite couronne parisienne, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, la Dordogne et le Gard sont les zones de plus forte densité (**carte 7**).

⁶⁰ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de Rennes, 2007.

Partie III.

Resituer : le temps long de l'adhésion

L'engagement politique, communiste ou non, est un vaste et complexe processus psychosocial de polarisation des comportements individuels et collectifs, que les politologues désignent depuis longtemps comme la « politisation »⁶¹. Ce processus distingue et raccorde des moments différents, dans lesquels l'affiliation partisane n'est qu'un moment parmi d'autres, dans une gamme d'attitudes, complexes et réversibles, qui vont de l'engagement ponctuel à la professionnalisation politique, de la proximité simple à l'adhésion « totale ».

1. La naissance de l'engagement politique.

La politisation procède au départ du lent mouvement de désenclavement qui affecte la société d'Ancien régime, à la fin du XVIII^e siècle. Le recul de l'extrême pauvreté rurale, la commercialisation croissante des surplus agricoles, la mobilité qui touche le monde rural et les premiers réseaux populaires de circulation de l'information (colportage notamment) nourrissent la conscience balbutiante d'une communauté de destin qui transcende le cadre de la « communauté d'habitants » ancrée dans les paroisses françaises. La révolution des villes amorcée au printemps et à l'été de 1789 cristallise la césure. Les individus ne se situent plus seulement par rapport à la communauté de vie immédiate, mais par rapport à la nation : cet espace de mise en commun est plus concret que le monde, encore impalpable pour le plus grand nombre, tout en étant infiniment plus large que le terroir ou que la paroisse de la vie quotidienne. Les vieilles « émotions » populaires se banalisent dans la multiplication des journées révolutionnaires, tandis que la pétition et la réunion complètent l'occupation de la rue. La politique occupe une part croissante de l'emploi du temps ; elle institutionnalise la réunion en débouchant sur les premières ébauches de l'association (les clubs, puis les sociétés populaires) ; elle inscrit sa marque sur les territoires⁶².

L'échec de la radicalisation révolutionnaire de 1793-1794, le resserrement bourgeois, l'ordre impérial et les contre-révolutions du premier XIX^e siècle font refluer la vague associative de type politique. Des sociétés populaires, l'engagement se déplace vers les formes semi-publiques de l'action sociale (la mutuelle, la coopérative, la société d'entraide), vers les contournements de la censure politique (les clubs et les cafés) ou vers les sociétés clandestines (les sociétés secrètes républicaines) qui sont le premier creuset de l'engagement partisan. « Le » politique se confond avec les premiers rudiments de l'opinion publique et se dissout partiellement dans les formes générales de la sociabilité : « la » politique *stricto sensu* se réfugie plutôt dans les foyers conspirateurs entretenus par de petits groupes d'hommes. Il faut attendre le choc du dernier XIX^e siècle, l'intériorisation et « l'appropriation » du suffrage universel masculin⁶³ et les premiers pas de la démocratie municipale

d'une part et, d'autre part, l'affirmation du groupe ouvrier, pour que se relance la nécessité d'une organisation spécifiquement politique.

2. La politique se spécialise.

À l'échelle de la société tout entière, le triomphe républicain s'accompagne d'une stabilisation et d'une première professionnalisation de l'activité politique. Les effets du suffrage universel sont contradictoires : d'un côté, la régularisation des procédures de vote limite la violence des guerres civiles antérieures et cherche à pacifier les catégories populaires en les domestiquant ; d'un autre côté, le peuple pacifié devient un enjeu politique central. Les républicains « opportunistes » s'enlisent pour n'avoir pas compris le poids grandissant de la question sociale. Les républicains « radicaux », eux, installent leur hégémonie sur le socle de ce qu'Antonio Gramsci appellera plus tard le « bloc jacobin » : l'alliance des classes moyennes et des catégories populaires dominées, autour du projet d'un État de droit, modérément redistributeur, appuyé sur la démocratie communale et garantissant des espaces d'ascension sociale *via* l'école et l'expansion des services d'État. La France radicale légitime ainsi un vote de gauche élargi, puisant ses ressources symboliques dans le legs révolutionnaire et dans l'exaltation populaire du Tiers État.

Dans l'espace ouvrier, les organisations se différencient. L'association ouvrière de type coopératif ou mutualiste marque le pas, tandis que s'approfondit la distinction (au départ concurrentielle) du syndicat (1895) et du parti (1879-1905). Au modèle britannique centré sur la toute-puissance des trade-unions, on préfère une voie intermédiaire entre le modèle social-démocrate « pur » de la subordination syndicale et le modèle libertaire du syndicalisme révolutionnaire, fédérateur privilégié de la classe et ferment de la société de l'avenir. Dans le mouvement socialiste, c'est la méthode du Parti ouvrier de Jules Guesde qui est la plus propulsive, avec son choix d'une fédération de groupes strictement politiques, avec ses 16 000 adhérents en 1893 et avec son électorat conséquent et typé (40 % du total des voix socialistes). Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le parti ouvrier reste une communauté d'idéal (socialiste) et d'objectif (collectiviste), fonctionnant sur le vieux modèle de la fédération des communes ; au début du siècle suivant, il devient un regroupement d'individus, agrégés dans une structure centralisée qui tend en principe à parler d'une seule voix. Tandis que l'élite ouvrière – les « sublimes » du premier XIX^e siècle – partageait la sociabilité coutumière des cercles populaires, les ouvriers de masse du textile ou de la métallurgie s'engagent dans une organisation unifiée qui est pour eux une manière plus efficace et plus moderne d'exprimer l'unité de la classe au travers de celle du parti.

⁶¹ Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2009.

⁶² Michel Vovelle, *La découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution française*, La Découverte, Paris, 1993.

⁶³ La formule est empruntée à Tocqueville décrivant la révolution de 1848. Le processus est analysé par Alain Garrigou, « L'appropriation du suffrage universel », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique, ouvrage cité*.

3. La naissance de « l'adhérent ».

L'engagement partisan, en milieu populaire, participe ainsi de l'évolution générale qui affecte la société française en général et le monde ouvrier en particulier⁶⁴. « L'émotion » d'Ancien régime était affaire de groupes d'affinité (locale et/ou de métier) qui se mobilisent ensemble, dans un moment ou dans un lieu cristallisateur. Le vote de 1848, comme le vote des paroisses de 1789, était encore vécu comme un acte de communauté, ouvrière ou paysanne, qui va par exemple, en cortège, porter le bulletin dans l'urne et accompagner la personnalité qui doit représenter le groupe dans les enceintes instituées. La charnière des XIX^e et XX^e siècles, elle, voit tout à la fois s'installer le caractère individuel et secret du vote (l'intronisation de l'isoloir) et s'institutionnaliser, par la légalisation des associations, la propension à afficher son orientation politique en adhérant à un parti. La fierté ouvrière passe du métier à la classe, en transitant – pour une minorité de ladite classe – par l'adhésion syndicale et l'affiliation au socialisme politique. La voie s'ouvre pour le parti moderne.

Le glissement vers l'identification partisane ne fait pas disparaître les autres ressorts de l'engagement. La plupart du temps, notamment dans l'espace populaire et ouvrier, elle s'articule avec les autres formes de sociabilité, festive, associative ou syndicale. L'identification politique, en fait, se construit dans une biographie et un emploi du temps dont les modulations se déplacent, au gré des cheminements individuels, des trajectoires familiales et des conjonctures politiques. Le passage au politique institué se fait et se défait, sous la forme feutrée des transferts de militance (du temps de l'engagement syndical au politique, et vice-versa) ou sous la forme plus affective de l'affiliation et de la désaffiliation.

4. Miles, militant...

La Grande Guerre, dans un premier temps, fait reculer de façon absolue l'agrégation syndicale et politique et, même, une partie des habitus de classe. L'individu se raccorde au monde extérieur par l'immersion dans la fraternité des tranchées, ou dans la solidarité immédiate du voisinage ou du collectif de travail pour ceux qui restent à l'arrière. Il faut que s'étende la lassitude devant l'interminable guerre et que s'exacerbe la colère devant des privations inégalement partagées, pour que se relance le désir d'identification politique un moment enfoui. La logique de l'adhésion reprend le dessus, dès avant la fin du conflit. Dans une époque de violence généralisée, elle prend une forme différente, plus radicale, à l'image des nouvelles générations ouvrières. Par ailleurs, elle est très vite colorée par les images, plus ou moins mythiques, d'un engagement bolchevique russe qui évoque si immédiatement les souvenirs français de la sans-culotterie et du jacobinisme. Le désir d'organisations renouées, moins notabiliaires et plus agressives, moins parlementaires et plus militantes, se répand dans une fraction non négligeable de la gauche et du mouvement ouvrier. Le modèle de Moscou prend la place laissée vacante par celui de Berlin.

Dans ce contexte, le sens de l'adhésion se déplace, devient plus total, sous la double pression de l'exaltation post-guerre et du modèle russe. La « brutalisation » ouverte par la boucherie de 1914-1918 donne du poids à la métaphore belliqueuse : si l'histoire n'est rien d'autre que celle de la lutte des classes, prendre politiquement parti ne signifie rien d'autre que choisir son camp ou son armée. *Miles*, soldat, militant...

À partir des années 1920, deux phénomènes tendent en France à s'articuler de plus en plus. La polarisation électorale superpose les territoires anciens du courant plébéien révolutionnaire issu de la Révolution française et les espaces ouvriers, ceux des isolats et, de plus en plus, ceux des périphéries urbaines de la seconde révolution industrielle. La polarisation partisane, elle, est au départ très partagée, l'exception française d'une radicalisation majoritaire autour du modèle bolchevique-soviétique laissant, dès le début des années vingt, la place à un retour en force de la « vieille maison » liée à la social-démocratie européenne. Par la suite, le double choc de la crise sociale et de la percée fasciste replace sur le devant de la scène la variante, plus prolétarienne et plus industrielle, du bloc jacobin incarné par le PCF du tournant antifasciste de 1934-1935. L'archipel électoral du PCF se fait continent⁶⁵ : les « terres de mission » se colorent et le vote communiste se nationalise (ce trait perdurera jusqu'en 1978). Quant à l'adhésion au PC, on a vu qu'elle atteint une densité exceptionnelle, quel que soit le niveau retenu *in fine*.

5. Un modèle original.

Avec la création du PCF, s'installe en tout cas un modèle original d'engagement partisan. De façon générale, l'entre-deux-guerres confirme la spécialisation fonctionnelle du champ de la politisation : le déclin du syndicalisme révolutionnaire entérine la séparation définitive du syndicat et du parti, la distinction du « social » et du « politique ». En même temps, le communisme politique théorise la nécessité toute bolchevique d'une immersion du militant d'avant-garde dans le tissu des « organisations de masse », et en premier lieu dans le syndicalisme. Ainsi s'installe un réseau de pratiques communistes articulant les activités syndicales, associatives et proprement politiques, dans un univers politique cohérent qui est celui de la France communiste, et dont le modèle le plus visible se trouve dans le « communisme municipal ». Cette galaxie militante – base de l'hégémonie territoriale du communisme en milieu urbain – est, de façon paradoxale, le meilleur équivalent... de la galaxie social-démocrate dans les pays de l'Europe du Nord et du Nord-est. L'univers communiste réarticule, sous dominante du parti, des pratiques populaires que la politique moderne a dissociées. De ce fait, l'emploi du temps militant ordonne, de façon complexe, des activités personnelles qui, selon les périodes, se portent plutôt vers l'organisation de masse, vers le syndicat ou vers le parti lui-même. Reste à comprendre les processus qui portent vers l'adhésion... et ceux qui poussent vers le départ.

⁶⁴ Raymond Huard, *La naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996.

⁶⁵ Roger Martelli, *L'archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Éditions sociales, 2009.

Partie IV.

Décortiquer : les modalités de l'adhésion au PCF

L'adhésion au PC participe du mouvement général vers une politisation partisane. Il n'est pas pour autant une simple application d'un modèle universel d'affiliation. Pour quelle raison adhère-t-on au PCF ? Que signifie donc cet acte, en apparence simple, par lequel un individu déclare qu'il appartient désormais à une communauté partisane, explicitement référée à une idéologie, une éthique, voire à une conception du monde ? Pas d'explication unique : l'adhésion est socialement déterminée et elle relève, tout à la fois, d'un choix politique rationnel et d'une impulsion affective.

1. Adhésion, adhésions...

L'adhésion, tout d'abord, se décline au pluriel. Adhérer au PCF dans un « bastion », où les communistes dirigent la mairie et contrôlent les associations, ne relève pas de la même intensité que celle qui pousse à « prendre sa carte » en Alsace ou en Lozère. Devenir militant clandestin en 1942 ou adhérer à la Fête de l'Humanité en 1945 ne présente ni les mêmes risques, ni la même charge affective. L'engagement des « natifs » (les communistes de lignées communistes) n'a pas la même signification que celui des « convertis »⁶⁶.

En fait, le processus qui conduit à rejoindre « le Parti » est assez diversifié pour que Georges Lavau⁶⁷ ait pu naguère distinguer au moins cinq classes d'adhésion. Les adhésions d'émotion, expliquait le politologue, sont celles que l'on recueille dans un meeting, une fête ou une campagne électorale ; les adhésions-régularisations, plus nombreuses, parachèvent un compagnonnage plus ou moins long, par le biais notamment des syndicats ou des organisations de masse ; les adhésions-rectifications, après une tentative ailleurs, poussent l'individu vers une organisation plus structurée, plus active ou plus cohérente ; les adhésions d'imprégnation sont plus naturelles, par le prisme des communautés existantes, de famille, de voisinage ou de quartier. Enfin, il plaçait à part les adhésions d'intellectuels, elles-mêmes différentes selon les époques et les milieux concernés. De son côté, Annie Kriegel⁶⁸ distinguait en 1968 les adhésions « politiques » (une manifestation concentrée de la conviction politique), les adhésions existentielles (l'insertion volontaire dans une contre-société) et les adhésions idéologiques, propres notamment aux intellectuels.

Les trajectoires qui conduisent au communisme se déclinent à l'infini. À la limite, on trouve l'irréductibilité de chaque parcours biographique : le cheminement de l'intellectuel ancien combattant Paul Vaillant-Couturier n'est pas le même que celui de l'anarcho-syndicaliste Benoît Frachon ou que celui du jeune juif révolutionnaire venu de Pologne, Michel Feintuch, qui prendra le nom de Jean Jérôme. Nul n'adhère – et ne quitte le parti – pour les mêmes raisons...

2. L'adhésion : un fait social.

Acte individuel par fondation, l'adhésion partisane s'inscrit dans un milieu et dans un contexte. Le milieu fournit des structures d'action et des représentations, qui constituent autant de matériaux, de supports externes de personnalité réorganisés dans des biographies singulières. En cela, l'adhésion renvoie à des histoires où la détermination individuelle s'articule à la vie des groupes.

2.1. La marque ouvrière.

Le PCF s'est voulu fièrement le « parti de la classe ouvrière ». L'expression a souvent été contestée, soit en soulignant que de nombreuses régions ouvrières ne présentent pas de propension particulière au vote communiste ou à l'adhésion au PC (la Franche-Comté par exemple), soit en mettant en valeur le fait que le ratio adhérents/électeurs a été souvent plus élevé dans des départements de ruralité encore marquée : Corse, Creuse, Dordogne, Gers ou Hautes-Alpes (**cartes 8, 9 et 10**). Il n'en reste pas moins que les gros bataillons communistes sont dans les zones très urbaines et très ouvrières : Seine-Maritime, Nord et Pas-de-Calais, Meurthe-et-Moselle, Isère, Var et Bouches-du-Rhône. À quoi s'ajoute bien sûr la couronne parisienne qui manifeste avec éclat ce que l'on sait depuis longtemps : la périphérie urbaine, populaire et ouvrière, est une terre de prédilection du communisme français. La part de la Région parisienne n'a sans doute pas retrouvé, après 1944, son importance d'avant-guerre ; néanmoins, elle rassemble toujours entre un cinquième et un tiers des effectifs du parti (**graphique 2**). Au total, du point de vue du militant, comme de l'électeur, le fait communiste est largement urbain, masculin et ouvrier. C'est, sans nul doute, la source de son originalité : en valorisant le monde industriel et en promouvant une élite ouvrière en son sein et dans les institutions publiques (de la commune à l'État), le PC a constitué « une entreprise de subversion des règles du jeu politique »⁶⁹.

2.2. Des « matrices » sociales d'adhésion.

Cette imbrication du communisme militant et de l'habitus ouvrier ne relève ni du hasard ni de la pure nécessité. Faisant œuvre d'historien, le sociologue Jean-Paul Molinari a mis en évidence, il y a quelques années, un certain nombre de stéréotypes, modèles de cheminement qu'il a désignés comme les « matrices d'adhésion » au communisme⁷⁰. La probabilité de l'adhésion, montrait-il, varie « selon que l'ouvrier se trouve intégré dans des matrices communautaires ou, qu'à l'inverse, il s'en trouve séparé peu ou prou ». Le PCF active ces liens communautaires par des mobilisations volontaires (la fête, le meeting, l'assemblée locale, les appels à la lutte, les campagnes de recrutement) qui stimulent la sociabilité prolétarienne autour du

⁶⁶ La formule est empruntée à Catherine Leclercq, *Histoires d'ex*. Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français, Thèse de science politique, 2007.

⁶⁷ Georges Lavau, *A quoi sert le parti communiste français ?*, Fayard, 1981

⁶⁸ Annie Kriegel, *Les Communistes français*, ouvrage cité.

⁶⁹ Julain Mischi, *Servir la classe ouvrière*, *ouv. cit.*, p. 11.

⁷⁰ Jean-Paul Molinari, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au communisme*, L'Albaron, 1991.

parti. La base de l'affiliation se révèle ainsi, dans une multitude de liens d'association et de représentation, dans des « attentes de déférence et de protection qui lient délégués et délégués »⁷¹. Les matrices d'adhésion s'inscrivent dans les liens familiaux⁷² et, plus encore, dans les relations de travail. Autour du métier, surtout s'il est stable, se tisse une culture qui rayonne au-delà de l'entreprise dans la cité, le quartier ou le village ouvrier, par le truchement du syndicat, des communautés locales et familiales ou des identités locales, de ville ou de quartier. Et cette culture forme le terreau de l'adhésion, qui se colore ainsi de façon différente selon la branche ou la région : il y a le « réseau cheminot », les « filons miniers » et la myriade des « peuples métallurgiques ». À chacun sa matrice et son idéaltype militant...

2.3. La couleur des territoires.

Ajoutons que, quelle que soit en effet son intensité et son noyau sociologique, l'agrégation au communisme – vote ou militantisme – a son environnement, qui est toujours localisé. « La matrice municipale noue les matrices entre elles », rappelle Jean-Paul Molinari⁷³. La France, terre jacobine est aussi terre de la démocratie municipale. Tout en devenant de plus en plus la marque d'une individuation des rapports à la société et au monde, la politisation reste déterminée fortement par les communautés locales qui l'enserrent. Moderne Antée, le communisme a par ce biais puisé une grande partie de sa force dans les terroirs, qui lui ont donné sa durabilité et sa diversité⁷⁴. L'attachement au communisme de la paysannerie rouge de l'Allier, des charbonniers du Cher, et celui des métallurgistes de la banlieue parisienne ou du bassin lorrain sont autant de modalités par lesquelles les classes subalternes trouvent les ressorts pour affirmer leur dignité encore méconnue.

Le poids des organisations et des personnalités, points de repère ou chefs de file, explique toujours qu'il y ait eu ou non, ici ou là, agrégation autour du communisme. Mais ce communisme ne devient un comportement stable et massif que s'il rencontre un tissu qui le reconnaît comme familier, que s'il devient le prolongement légitime de pratiques de sociabilité elles-mêmes enracinées dans une longue histoire. Et dans ces pratiques, l'habitus ouvrier occupe une place déterminante. Le communisme dans Halluin-la-Rouge est celui de tisserands flamands misérables en quête de mieux-vivre et de dignité ; celui des métallurgistes de Longwy est un communisme d'Italiens de la seconde génération, que l'action politique contribue à enraciner dans la communauté française, celui de Bobigny s'enracine dans le combat des mal-lotés. Parlant de Bobigny, l'histo-

rienne Annie Fourcaut parle – formule heureuse – de « patriotisme de clocher à base de classe »⁷⁵. La Corrèze, le Roussillon, la Dordogne : communisme de bastion, « communisme de terroir »⁷⁶...

3. L'adhésion : un fait politique.

Les dimensions multiples du social se nouent dans l'espace politique où, depuis plus de deux siècles, se déploie la dialectique de la détermination et de la liberté, de l'individuel et du collectif, des pulsions et de la raison. L'apparition du parti politique, on l'a vu, coïncide avec l'individuation croissante du champ social. Sans rompre avec les solidarités anciennes, l'engagement politique prend de plus en plus une dimension individuelle, qui s'exprime à la fois dans le vote et dans l'affiliation militante. Choisir son vote ou adhérer à un parti implique toujours, d'une façon ou d'une autre, un calcul stratégique, formalisé ou non. Il est façonné par son environnement géographique ou social, son dispositif psychologique et son contexte historique concret. Mais il découle fondamentalement de l'évaluation, par un individu, d'un nécessaire (individuel ou collectif), d'un possible et d'un « utile ». On adhère pour conforter un parti dont on pense qu'il permet d'agir efficacement, dans un cadre local et/ou national, en fonction des fins collectives que l'on décide de promouvoir, en fonction d'une éthique socialement et familialement déterminée. En cela, ce n'est pas un hasard si les années de forte mobilisation électorale coïncident souvent avec des pics d'adhésion, même dans les phases longues de régression (c'est par exemple le cas de l'année 1988).

Dans le cas de la gauche, cela implique un calcul pour déterminer quelle est la force supposée la plus à gauche, la plus solide et la mieux capable de contribuer, tout à la fois, à la représentation des classes populaires et à la « concentration des gauches », que la bipartition politique à la française (le clivage droite-gauche) rend indispensable dans la perspective du pouvoir. Entre 1934 et 1944, par le biais de la thématique antifasciste puis résistante, le PCF parvient à installer la conviction qu'il est plus performant en ce sens que le radicalisme vieillissant ou que la SFIO qui a « raté » la gestion politique de la seconde moitié des années trente. Pendant quelques décennies, le communisme politique assume ainsi la fonction de force politique de référence, par rapport à laquelle les autres organisations politiques doivent se déterminer, en conflit ou en alliance. À partir des années 1970, la concurrence du socialisme mitterrandien érode peu à peu cette image, jusqu'à la faire basculer nationalement en 1981.

⁷¹ Jean-Paul Molinari, « Les matrices de l'adhésion ouvrière au PCF », article cité.

⁷² Georges Lavau notait même, en 1981, que « le parti communiste de 1972 à 1980 tend à devenir assez largement un parti de fils et de filles de communistes » (*À quoi sert le PCF ?*, ouvrage cité)

⁷³ « Les matrices de l'adhésion ouvrière... », article cité.

⁷⁴ Les études pionnières sur « l'implantation », menées autour de Jacques Girault, ont fait l'objet d'une publication remarquée en 1977 : *Sur l'implantation du parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Éditions sociales.

⁷⁵ Michel Hastings, *Halluin-la-Rouge, aspects d'un communisme identitaire*, Presses Universitaires de Lille, 1991 ; Gérard Noiriel, *Longwy. Immigrés et prolétaires 1880-1980*, PUF, 1984 ; Philippe Graton, « Le communisme rural en Corrèze », *Le Mouvement social*, n° 67, 1969 ; Michel Cadé, *Le Parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées orientales 1920-1939*, Éditions du Chiendent, 1988 ; Laird Boswell, *Rural Communism in France, 1920-1939*, Cornell University, 1998.

⁷⁶ La formule est de Jean-Noël Retière, « D'un enracinement ouvrier à l'enracinement communiste : le cas de Lanester dans le Morbihan », *Communisme*, N° 15-16, 1987.

La capacité à être force de référence est, bien sûr, une construction historique supposant que chaque force mette en évidence les fonctions qu'elle assume, les dynamiques d'attraction qu'elle recèle et les rétributions matérielles ou morales qu'elle assure à ceux qui rejoignent ses rangs. Dans le cas d'un parti fortement ancré dans des couches sociales subalternes, et donc théoriquement dépossédées et taxées d'incompétence politique, l'attraction partisane a été fortement liée à ce que le parti permet, à eux qui y entrent et plus encore à ceux qui acceptent jusqu'au bout ses contraintes, une promotion de fait, qui en fait à la fois des représentants de leur classe et des transfuges⁷⁷. Par ce jeu des « rétributions », l'organisation communiste apparaît comme capable de fusionner, dans la même exaltation du « parti de la classe ouvrière », les déterminations collectives de classe et la réalisation de soi.

4. *L'adhésion : une conviction, un affect*

La raison n'exclut pas la passion : même stratégique, l'adhésion ne se précipite que par l'effet d'une impulsion affective. Non pas la résultante d'« une » passion⁷⁸, mais l'entrelacs « des » multiples passions... Elles sont particulièrement vigoureuses, dans un Parti communiste qui hérite de la ferveur sans-culotte de 1789-1794, du martyrologe ouvrier du XIX^e siècle et de l'exaltation bolchevique de l'Octobre russe. Adhérer au PC ne signifie pas seulement accepter ses règles de vie, mais partager ses représentations supposées et son éthique ; c'est donner sens à sa vie, en s'inscrivant dans une histoire que l'on raconte, que l'on (dé)forme et que l'on transmet⁷⁹. La caractéristique est explicitement travaillée par l'organisation : l'adhésion est sollicitée, encouragée, valorisée par un rituel immuable, celui des campagnes d'adhésion et de la remise solennelle des cartes, dans le cadre de chaque cellule⁸⁰.

Des années 1920 jusqu'à la seconde moitié des années 1970, les données ne manquent pas qui insistent sur le caractère intégrateur d'une organisation centralisée, fonctionnant sur le registre de la discipline consentie et de la fidélité supposée indéfectible. Le PCF a été d'autant plus présenté comme une « institution totale »⁸¹, à la manière de la prison ou de l'hôpital, qu'il s'est lui-même voulu une structure « monolithique », informant la personnalité de chacun de ses membres, définissant les rôles et s'ingérant de façon intrusive dans leur emploi du temps de vie, jusque dans la sphère privée. Le parti, défini comme une « avant-garde » régie par le « centralisme démocratique », est tenu pour la préfiguration de la société future et pour le rempart ultime contre toute altération de l'idée commu-

niste. On peut tout changer, s'autoriser toutes les audaces, pourvu que celles-ci demeurent canalisées dans une centralité descendante, qui protège le parti par la rigueur bolchevique de ses sommets.

Pendant longtemps, l'imagerie communiste associe la force du régime soviétique et le centralisme. Si les bolcheviks l'ont emporté, c'est parce que leur discipline était sans faille ; si l'URSS a résisté à toutes les attaques, c'est parce que les communistes ont constitué une cohorte de fer autour de leur guide génial... Et quand l'image sainte se ternit, avec les révélations pesantes de Khrouchtchev et de ses proches, il reste encore la validité du modèle français. C'est le parti « bolchévisé », répètent à l'envi ses dirigeants, qui a su, parce qu'il s'est astreint à une unité drastique, devenir un grand parti national. Oubliés, ou plutôt recouverts les débats internes des années 1920, les revirements des sommets soviétiques et les remous qui accompagnent les tournants stratégiques subits, en 1939 ou en 1947... Importe, seul, le fantasme de la continuité et du monolithisme, que célèbrent les rites collectifs, de la réunion locale au grand meeting national, de la fête locale qui active la sociabilité des territoires au profit du parti, jusqu'aux anniversaires solennels des dirigeants rappelant le caractère familial et hiérarchique de la forme partisane. Le fantasme légitime l'autodiscipline, le silence que l'on s'impose et la confiance dans le parti : peut-on avoir raison contre le parti ? Il ne faut donc surtout pas toucher au parti. « La forme du parti trouvée une fois pour toutes par Lénine et Staline », écrit François Billoux en 1950.

Tout cela ne renvoie pas au seul registre de l'idéologie fabriquée : l'engagement « total » a correspondu à des périodes réelles de la vie collective de l'organisation, ou à des moments dans des dizaines de milliers de trajectoires biographiques singulières. Les études sur l'action militante, celles sur les récits de vie⁸² et les enquêtes plus récentes sur la désaffiliation au communisme politique montrent l'importance de cet engagement qui trace les contours d'un véritable « bonheur communiste »⁸³. Il est d'autant plus fort, que l'on se trouve dans des générations populaires pour lesquelles la fidélité au groupe (le « nous ») est, à la fois, la meilleure façon de se défendre et la compensation la plus forte d'une délégitimation qui dénie aux classes subalternes la « compétence » censée être à la base de la décision politique⁸⁴. Tout cet univers affectif a coloré l'espace militant pendant quelques décennies ; il a été un élément constitutif de la culture communiste ; il a fonctionné longtemps comme un ciment de l'agrégation militante autour du « Parti ».

⁷⁷ Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du Parti communiste français*, Presses de la FNSP, 1989.

⁷⁸ Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, 2002 et 2005.

⁷⁹ Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, PFNSP, 1994.

⁸⁰ L'association Ciné-Archives, évoquée plus haut, dispose de remarquables documents filmés, dans les années cinquante-soixante, à l'occasion d'assemblées de remise des cartes. La presse communiste, par ailleurs, est friande de comptes-rendus qui montrent l'importance qualitative et quantitative de ces cérémonies annuelles, quelque part entre la réunion publique, l'initiative festive et la distribution des prix.

⁸¹ Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979 ; Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture 1944-1956*, Fayard-Minuit, 1983.

⁸² Claude Penneier, Bernard Pudal, « La politique d'encadrement : l'exemple français », in *Le siècle des communismes, ouvrage cité*.

⁸³ Catherine Leclercq, *Histoires d'ex*, thèse citée. La formule avait été employée en 1977 par Jacqueline Mer, *Le parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français*, Payot.

⁸⁴ Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Seuil, 1978.

5. Conclusion : l'adhésion comme fait « total »

Au final, du bouquet des communismes locaux se dégage un parfum commun suffisamment identifiable pour que, du Trégor jusqu'à la vallée du Paillon, d'Oyonnax à Argenteuil⁸⁵, s'impose la sensation d'un phénomène sociopolitique unique, associé à l'existence du communisme français. La diversité inépuisable des militantismes communistes ne contredit pas l'existence de traits majeurs de communauté. La métaphore religieuse – on entre dans « le Parti » comme on entre en religion – a l'inconvénient d'être descriptive et non explicative, de rabattre les processus historiques concrets sur une forme si intemporelle qu'elle en finit par être pauvrement abstraite. Il n'en reste pas moins que l'adhésion est presque toujours un acte d'identification, affectivement ressenti, par lequel s'affirment une ins-

cription sociale – on adhère au parti de l'ouvrier –, une racine politique – on rejoint le parti le plus à gauche des grandes formations reconnues – ou une volonté idéologique – on adhère au parti du socialisme, voire du rationalisme marxiste ou marxisant. L'identification s'inscrit ou non dans des lignées, notamment ouvrières ; elle peut continuer précocement une histoire familiale antérieure ; elle peut, au contraire, résulter d'un long cheminement et d'une rupture avec l'environnement familial ; la plupart du temps, elle résulte d'une précipitation ou d'une cristallisation, au travers d'événements déclencheurs.

Dans tous les cas, si l'adhésion est un fait social « total », social et politique, rationnel et affectif, individuel et collectif, l'interprétation doit mobiliser cette totalité, pour passer de la description des flux à leur compréhension.

⁸⁵ Dominique Olivesi, « Le ruban rouge de la vallée du Paillon. L'écosystème niçois », *Communisme*, n° 45-46, 1996 ; Charles Sowerwine, « Aux origines du communisme à Oyonnax (Ain) : socialisme et Maison du Peuple » ; Stéphane Gatignon, « Lutttes ouvrières et émergence du communisme à Argenteuil », in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920 – années 1960)*, Publications de la Sorbonne, 2002.

Partie V.
Comprendre : la logique profonde des flux

Comment, à chaque période, fonctionnent les logiques de l'affiliation et de la désaffiliation militante, dans l'espace politique particulier qui est celui du communisme politique ?

1. Une exception française.

La France, on le sait, est un des pays occidentaux dont la propension à la proximité partisane est la plus faible, toutes tendances confondues⁸⁶. Tout se passe comme si se perpétuait la vieille méfiance congénitale à l'égard de toute « faction » qui contredirait l'unité imprescriptible du peuple souverain. La nation peut déléguer ses pouvoirs à des représentants ; elle ne peut confier durablement la gestion de cette représentation à quelque « corps » que ce soit. « Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage », proclame le texte constitutionnel de 1958 ; mais ce concours est tout à la fois entériné (les partis politiques ont le monopole de fait de la sélection des candidatures) et récusé (les partis politiques font partie des institutions les moins aimées du système démocratique français).

En cela, le PCF constitue bien une manière d'exception dans le paysage politique du XX^e siècle⁸⁷. Officiellement, il hérite de la conception bolchevique de l'avant-garde réduite, mais disciplinée à l'extrême. Mais, sans qu'il n'en ait jamais esquissé la formalisation⁸⁸, le PCF est devenu à partir de la seconde moitié des années trente un authentique « parti de masse ». En un demi-siècle, de 1955 à 1995, plus de deux millions d'individus ont pris la décision d'adhérer au parti communiste. Pourtant, ce parti qui attire est en même temps un parti qui repousse. Parti « passoire », pour reprendre une expression qu'Annie Kriegel datait de 1926 en l'attribuant au secrétaire de l'époque, Pierre Sémard : toujours en cinquante ans, plus de deux millions d'individus ont cessé d'être comptabilisés comme membres du PCF. Globalement, seule la décennie 1965-1975 a révélé un solde positif conséquent, tandis que celle de 1986-1995 a vu se creuser le déficit, le *turn over* le plus important se situant entre 1976 et 1985.

Au total, entre 1955 et 1975, ce sont 700 000 adhérents qui manquent à l'appel ; entre 1975 et 1995, ils sont le double. La plus grande part de tous ceux-là constitue ainsi le monde des « ex », dont les mauvaises langues disent depuis longtemps qu'il est... le plus grand parti de France. Il est vrai que les chiffres disponibles confirment, en la quantifiant, l'ampleur exceptionnelle de la socialisation politique accomplie par le communisme français. Engagement militant ou vote, une part non négligeable de la politisation des catégories populaires est bien passée, au XX^e siècle, par leur insertion dans l'espace communiste, archipel ou continent.

PCF : entrants et sortants		
Période	Entrées	Sorties
1955-1965	330 000	320 000
1966-1975	531 000	407 000
1976-1985	821 000	848 000
1986-1994	375 000	480 000

Le calcul des « sorties » est fait à partir des deux colonnes des « adhérents » et des « adhésions ». L'addition des effectifs d'une année et des adhésions de l'année suivante donne les « effectifs attendus ». La différence des effectifs enregistrés et des effectifs attendus donne le volume des « sorties » (départs et décès). Le détail des « entrées » et des « sorties » se trouve en fin de volume, dans les tableaux documentaires extraits des deux classeurs d'organisation.

2. La logique de l'identification.

2.1. L'ampleur de l'affiliation au communisme en France n'est pas un mystère : elle participe d'un processus d'identification, à la fois collectif et individuel, qui renvoie à l'histoire plus spécifiquement française de la politisation ouvrière⁸⁹. Les cultures propres à l'espace ouvrier⁹⁰ s'enracinent dans le rapport concret au travail (le sens du collectif, l'expérience de la coopération comme ferment d'efficacité, les valeurs de l'entraide et de la solidarité) et elles se structurent volontiers dans l'opposition du « eux » et « nous ». Dans ces univers mentaux, la confrontation avec les logiques dominantes d'exploitation et de discrimination produit un rapport global conflictuel à la société et à ses clivages. Elle stimule ce que l'on peut appeler une « politisation pratique »⁹¹, qui ne veut pas se confondre avec une politique institutionnelle renvoyée inexorablement au monde du « eux ». Dans l'habitus ouvrier, la culture syndicale et politique apparaît ainsi à la fois comme un prolongement de la politisation pratique (la continuité de l'affirmation de classe dans l'univers partisan) et comme sa transgression (le passage du « nous » au « eux »), une manifestation de l'identité ouvrière et une rupture avec elle.

2.2. À partir de là, tout dépend du contexte historique et, en premier lieu, de la manière dont se fait le passage à la modernité bourgeoise. Dans les pays où la transition vers la société nouvelle se fait sur la base d'une marginalisation des mouvements populaires (Allemagne, Royaume-Uni), le mouvement

⁸⁶ Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la V^e République*, Montchrestien, 1989 ; Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la FNSP, 1994 ; Pierre Bréchon (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, 2005.

⁸⁷ Sur ce point, voir aussi Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier, *Les partis politiques. Quelles Perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001 ("Logiques Politiques").

⁸⁸ À la différence du PCI de Palmiro Togliatti qui s'efforce après 1944 de théoriser le passage au « *partito di masse* » qui est, selon lui, le fondement du « *partito nuovo* », nourri du bolchevisme tout en s'écarter de son caractère restrictif.

⁸⁹ Bernard Pudal, « Politisations ouvrières et communisme », *Le siècle des communismes*, Éditions de l'Atelier, 2000.

⁹⁰ Michel Verret, *La culture ouvrière*, ACL Edition, 1988.

⁹¹ Alf Lüdtke, cité par Bernard Pudal, voir note ci-dessus.

ouvrier se construit de façon politiquement séparée, autour des deux modèles du travaillisme et de la social-démocratie. L'alliance du monde ouvrier, du travaillisme et de la social-démocratie se tisse dans la mesure où les outils politiques partisans semblent permettre de poser, dans les institutions, la question de la reconnaissance et de l'autonomie du groupe ouvrier. Dans les pays méditerranéens ou est-européens de transition bourgeoise lente ou inachevée, la distinction ouvrière va jusqu'à la rupture à l'égard de toute politisation réputée globalement bourgeoise. Le mouvement ouvrier se construit autour des valeurs de la séparation ouvrière, de l'action directe et de l'auto-organisation du mouvement (le syndicalisme révolutionnaire).

2.3. Par rapport à ces deux grandes évolutions, la France se caractérise par l'échec du compromis à l'anglaise et par l'expérience d'une transition bourgeoise radicale, portée par un mouvement populaire victorieux (1789-1794). Le mouvement ouvrier se construit ici de façon distincte, mais non séparée. Malgré la tentation séparatiste du syndicalisme révolutionnaire, ce qui domine est plutôt l'imbrication, conflictuelle mais inédite, entre le mouvement ouvrier et le républicanisme. La politique ouvrière oscille ainsi, en permanence, entre l'affirmation de l'autonomie au risque de la séparation (et du « solo funèbre », selon Marx) et le choix de l'insertion républicaine au risque de la dilution identitaire. Le jaressisme apparaît comme une première synthèse entre les deux propensions ; elle se relance, après 1934, dans le dispositif communiste thorézien. La nouvelle synthèse communiste se présente à la fois comme une culture de l'extériorité (le « bolchevisme-stalinisme » du PCF est garant de la distinction communiste à l'égard de toutes les pratiques politiques « bourgeoises ») et une culture politique de l'intériorité (l'insertion dans le camp républicain permet de conjurer l'étroitesse « gauchiste »).

2.4. Cette culture est assez solide pour souder l'engagement militant et en assurer la reproduction plus ou moins large dans la durée. Mais on notera dès maintenant que, dans ce cadre spécifique, le rapport du mouvement ouvrier au communisme est ambivalent : le PC se « sert » de son ancrage ouvrier pour légitimer sa fonction et ses actions ; les ouvriers se « servent » du PC pour « représenter » leurs intérêts dans l'espace institutionnel. Il s'agit, en quelque sorte, d'un partage des rôles, mutuellement accepté, mais conditionné par la réciprocité de l'échange, et donc provisoire, voué à une renégociation permanente. Au cours de la phase d'expansion, ce qui assure la solidité de l'implantation sociopolitique du communisme français est une manière de syncrétisme : dans l'espace ouvrier, le militant communiste fusionne le pouvoir charismatique du délégué ouvrier et la promesse d'une société à venir où le travail sera au centre de l'édifice social, et non en position subalterne.

Au final, le PCF ne « représente » pas le groupe ouvrier – toute représentation pure est illusoire – mais il contribue au processus historique d'homogénéisation symbolique et statutaire qui, sur fond de seconde révolution industrielle, autour de

groupes centraux (les métallos), fait des ouvriers dispersés une « classe ». L'homogénéisation est toujours relative ; elle est même pour une part un masque d'une diversité (notamment ethnique) que l'on ne veut plus voir ; elle est en même temps une réalité et une aspiration, la condition perçue de la reconnaissance et de la dignité collective. Dans toute l'Europe industrielle, le processus d'agrégation symbolique s'appuie sur l'essor des partis ouvriers, travaillistes ou sociaux-démocrates ; en France, à partir des années trente, elle s'adosse à l'expansion du communisme politique.

2.5. En fait, le syncrétisme fonctionne tant que le PCF assume collectivement une triple fonction dans l'espace sociopolitique français : sociale, en participant, par le biais de l'association, du syndicat et de la gestion municipale, à l'intégration statutaire du monde industriel et urbain ; projective, par la reformulation (autour du mythe soviétique) de l'espérance d'une société où les humbles ne seraient plus assujettis ; politique, par la capacité à s'inscrire consciemment sur le terrain des grands rassemblements de la gauche française. La classe, la « Sociale », la gauche... Les deux premières fonctions lui assurent un noyau identitaire fort, social et idéologique ; le troisième conditionne sa capacité d'agrégation au-delà du noyau identitaire. Les deux premières se déploient dès les années 1920 ; la troisième prend son essor à partir de 1934.

2.6. L'électorat communiste est passé de l'archipel au continent, pour revenir enfin à l'archipel⁹². L'agrégation électorale s'est inscrite dans un espace préexistant, celui du courant plébien démocratique-révolutionnaire ; elle s'est articulée à une phase du développement social français, celle de l'expansion ouvrière et urbaine accompagnant la seconde révolution industrielle ; elle a été expansive, après 1934, quand le PCF a réussi à exercer simultanément les trois fonctions évoquées plus haut. Alors, un électorat élargi s'est agrégé, autour d'un noyau originel (la carte électorale du PCF est en place, dans son ossature, dès 1924). Il s'est désagrégé quand l'utilité fonctionnelle s'est estompée : la désagrégation s'est faite d'abord à la périphérie de l'électorat, puis dans son centre. Il en est de même pour le monde militant, mais selon des procédures et une chronologie spécifiques.

3. Le temps de l'agrégation militante.

3.1. La première vague – celle de Tours – choisit l'adhésion à l'Internationale communiste parce que, pour les adhérents socialistes qui la composent, le choix de Moscou semble le mieux à même de balayer les habitudes d'une « Union sacrée » renvoyée à une trahison de l'idéal et de la classe. En fait, on ne sait véritablement ni ce qui se passe à Moscou, ni ce qu'est le modèle bolchevique qui ressemble tant, à première vue, aux souvenirs révolutionnaires français. La première vague, en tout cas, est si diverse que les responsables internationaux jugeront

⁹² Roger Martelli, *L'archipel communiste*, ouvrage cité, dernier chapitre (« Résumé/Épilogue. La fin de l'exceptionnalité ? »)

plus tard que les « 21 conditions » ne suffisent pas et qu'il faut faire le tri dans les traditions agrégées sous le sigle nouveau du « Parti communiste-SFIC ».

Les années 1920 procèdent de fait au tri, écartant à la fois ceux qui ne voyaient dans le bolchévisme que la continuation de la gauche socialiste d'avant 1914, ceux qui y retrouvaient une sorte de « minorité agissante » prolongeant la méfiance du syndicalisme révolutionnaire à l'égard de tout mouvement politique, et ceux dont les références officielles au « front unique » heurtent l'antisocialisme fondamental. Globalement la « bolchevisation » stalinienne concentre un effectif rétracté, qui a intériorisé la métaphore militaire de la discipline d'airain et qui, bientôt, voit dans le « marxisme-léninisme » en gestation l'antidote absolu contre toute nouvelle perversion de l'idée. Cette génération-là – qui constitue le noyau dirigeant thorézien au début des années trente – fait de « l'attachement inconditionnel à l'Union soviétique » le critère de la pureté communiste, la ligne de partage entre « les communistes » et « les autres », entre « eux » et « nous ». En même temps, à l'image de Thorez lui-même, elle cultive un sens pratique du terrain, que lui assure la triple matrice d'implantation du communisme français, syndicale, municipale et associative, installée dès les années 1920. Dans cette période, en fait, le communisme s'implante moins par l'organisation partisane elle-même, que par ses relais municipaux et syndicaux. CGTU et PCF forment ainsi des ensembles poreux, aux frontières encore indistinctes.

3.2. Le premier élargissement, entre 1934 et 1937, est avant tout prolétarien. Il s'appuie sur les périphéries urbaines, séduites par la première variante du communisme municipal, et sur les activités industrielles nouvelles – la grande industrie mécanicienne – où la CGTU a pu supplanter l'hégémonie du syndicalisme réformiste dès les années trente. Par ce nouvel apport militant, l'univers mental thorézien s'élargit, de l'encadrement vers le monde militant. La troisième génération communiste se reconnaît dans une culture politique formalisée entre 1934 et 1939, fusionnant le mythe d'Octobre et les souvenirs de la « Grande Révolution »⁹³. C'est à la fois une culture plébéienne et une culture d'ordre, qui fonctionne sur la base d'une valorisation de l'habitus ouvrier dans sa distinction et qui, en même temps, permet une certaine intégration du groupe ouvrier par l'exaltation symbolique du « peuple révolutionnaire ». En cela, le « stalinisme à la française » constitue un facteur de cohésion non négligeable : il est assez original pour « faire la différence » avec les autres cultures de la gauche française ; il est assez familier pour ne pas provoquer un phénomène de rejet massif. En quelque sorte, de la distinction sans la séparation ; de la rigueur inflexible qui écarte, mais aussi de la cohérence qui attire et qui séduit...

Il est vrai que, dans la nouvelle variante du « bloc jacobin » promue par la période du Front populaire, la compo-

sante ouvrière et urbaine se voit sensiblement revalorisée, en même temps que le groupe ouvrier commence à être reconnu dans ses statuts et sa dignité. Continuité : l'ouvrier à casquette, le métallo parisien, le délégué syndical, l'élus communiste, le militant du parti... Cette période est, significativement, celle de la plus grande expansion communiste en région parisienne. La génération militante du Front populaire, malgré l'éloignement de fait que provoque le pacte germano-soviétique, la mobilisation des adhérents (en majorité des hommes jeunes) et la clandestinité précoce, résiste mentalement plutôt bien (à l'exception d'une partie des élus) au choc de 1939⁹⁴. Elle reviendra, dans la guerre et surtout, bien sûr, à la Libération.

3.3. Le second élargissement, en 1944-1946, est plus populaire que prolétarien. Le PCF de la Libération, auréolé de son action résistante exceptionnelle, a conquis en même temps son image de représentant par excellence des classes subalternes (il est celui que tous « les autres » ont combattu à un moment ou à un autre, entre 1939 et 1944). Le modèle soviétique d'alternative au capital est conforté par Stalingrad et le poids de l'URSS comme grande puissance. Enfin, les premières élections de la Libération installent le PCF dans le statut de première force à gauche, et donc politiquement la plus « utile » pour ceux qui entendent se classer le plus à gauche possible, le plus efficacement possible. Dans une société française avide de régénération et d'engagement collectif, la percée électorale se complète, presque naturellement, par l'afflux militant vers celui qui s'est désigné en 1944 comme le « parti des fusillés ». Cet apport fait fusionner la génération d'avant-guerre (le noyau d'encadrement), celle des jeunes résistants et celle des jeunes ouvriers, pour qui le PCF apparaît, par sa triple matrice originelle, comme l'incarnation la plus dynamique de l'insertion nationale du monde ouvrier. Le parti, en tout cas, se fait à la fois vivier de militantisme élargi et appareil structuré, où les « permanents » prennent une place majeure⁹⁵.

3.4. La guerre froide, qui perturbe le dualisme classique de la gauche et de la droite, se traduit par le départ rapide de la vague militante de l'immédiat après-guerre, alors que l'électorat ne descend pas au-dessous de la barre des 25 %. Le monde des militants se resserre, moins sociologiquement qu'idéologiquement. Tandis que les électeurs continuent de se porter vers la force la plus à gauche, une forte minorité se regroupe autour du parti qui incarne le « camp de la paix ». L'implantation militante reste nationalisée. Les gros bataillons, il est vrai, sont toujours dans la France urbaine et industrielle. Mais le ratio adhérents/électeurs distingue la France du Sud, proportionnellement plus militante, et la France du Nord où l'attraction communiste et la visibilité du parti reposent davantage sur l'imprégnation générale (le maillage de la municipalité, du syndicat et de l'association) que sur le poids numérique des adhérents « encartés » (voir **cartes** en annexe).

⁹³ Roger Martelli, « Héritiers de la Révolution française », in Jean-Pierre Azéma et alii, *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Seuil, 1986.

⁹⁴ L'attitude à l'égard du pacte germano-soviétique restera tiutefois longtemps un critère du « bon » communisme. Jusqu'aux années cinquante, les questionnaires servant à la confection des « bios » demanderont systématiquement : « Quelle a été votre position au moment du pacte germano-soviétique ? ».

⁹⁵ L'appareil se diversifie dans les régions. Le PC d'avant-guerre disposait d'un volant réduit de « professionnels ». À la Libération, un état conservé dans le fonds Thorez-Vermeersch (626 AP/224) comptabilise, au 24 avril 1945, 709 permanents appointés par les fédérations, dont près de 80 en région parisienne. Ils s'ajoutent, bien sûr, aux militants investis dans les municipalités et qui consacrent un temps non négligeable aux activités du parti.

Manifestement, l'encadrement du parti a du mal à s'adapter à la nouvelle donne. Les difficultés à évaluer l'état de l'organisation ne sont qu'un signe d'une carence plus globale. En fait, le PC de la Libération a du mal à concilier le bolchevisme culturel et la pratique du « parti de masse » qui est rappelée à plusieurs reprises. « On est resté à 1920, alors que situation, taches et rôle différent », note Maurice Thorez, dans ses carnets personnels, à l'occasion d'une réunion du Bureau politique, le 3 avril 1947⁹⁶. La guerre froide ne provoque pourtant pas un retour pur et simple au temps de « classe contre classe » : le corps militant persiste dans le mélange complexe d'une insertion sociale et symbolique solide et d'une extériorité mentale, aux confins de la « contre-société » chère à Annie Kriegel. La propension à militer dans un cadre partisan s'atténue ; l'attraction politique, elle, perdure. Les générations d'avant-guerre contrôlent le cœur de la direction, tandis que la génération plus jeune occupe peu à peu les échelons intermédiaires ; les unes et les autres intériorisent une idéologie stricte et volontiers binaire, où l'esprit sans-culotte de suspicion à l'égard de l'extérieur l'emporte affectivement sur le jacobinisme rassembleur des temps du Front populaire. Une fois rétracté, entre 1947 et le début des années cinquante, ce bloc se regroupe autour de la figure rassurante de Thorez (l'homme des « deux dangers », celui qui incarne le point d'équilibre entre l'ouverture sans rivage et le repli identitaire). Il résiste plutôt bien aux crispations de la guerre froide. Il est à peine écorné par le choc de 1956 et par le traumatisme électoral des débuts de la Cinquième République.

3.5. Le troisième élargissement, celui des années 1960-1970 se fait, on l'a vu, en deux temps. Le premier, lent et continu à partir de 1961, se rapproche dans sa logique des deux phases précédentes d'expansion : il concerne, à parts égales, la mouvance électorale et l'univers militant qui progressent de conserve, dans un moment où s'amorce la bipolarisation portée par les institutions de la Cinquième République. La crise de la SFIO libère un espace d'engagement militant à gauche, conforté par la radicalisation idéologique de la seconde moitié de la décennie. Les réticences devant la stratégie d'union de la gauche, la percée d'un tiers-mondisme « anti-impérialiste » et la tentation ascétique du maoïsme intransigeant ne touchent qu'une frange du monde communiste, essentiellement du côté de la jeunesse intellectuelle. Le « gauchisme » vilipendé par la direction ne fissure pas l'organisation, même si s'installe un début de clivage entre la représentation salariale classique et les nouveaux apports ouvriers. Cette période voit par ailleurs l'émergence d'une nouvelle génération dirigeante, post-thorézienne (Marchais, Leroy, Laurent, Piquet), qui commence à prendre la relève en 1964, avec le retrait puis la mort de Thorez lui-même.

Le deuxième temps d'expansion, après 1974, amorce le grand hiatus entre l'essoufflement électoral et l'enthousiasme militant qui suit la signature du programme commun. Tandis que l'électorat se tasse par rapport à la seconde moitié des années 1960, le PCF enregistre sa plus forte vague d'adhésions depuis la Libération ; elle aboutit à une certaine « banalisa-

tion » de l'organisation communiste. Déprolétarianisation ? Sans doute, mais pas dépopularisation... Dans ses structures de sexe, d'âge et d'activité, le corps militant du PCF se rapproche des équilibres de la société française tout entière. Davantage ouvert que par le passé sur le monde du travail en mutations, le PC se fait de plus en plus divers, sous la houlette d'un groupe dirigeant qui, à l'image du nouveau numéro un, Georges Marchais, n'est plus soudé par le mythe soviétique, mais garde la conviction de la supériorité intrinsèque d'un parti toujours très centralisé. Ces responsables sont des « héritiers » : ils n'ont connu pour l'essentiel que le parti communiste hégémonique à gauche, situé au cœur d'un espace sociopolitique élargi et fortement typé. Après 1972, ils sont pris à contrepied par une évolution politique qui ne correspond pas au schéma formalisé dans les années 1960 : contrairement à toutes les attentes, le bénéficiaire de la stratégie du programme commun n'est pas le PC, qui en a été l'initiateur, mais le PS qui l'a longtemps refusée. Cette génération militante et dirigeante ne comprend pas ce qui est en train de se passer, et s'efforce de contrecarrer l'évolution négative en s'appuyant sur ce que responsables et militants « savent faire ». Alors que le PS de François Mitterrand se recompose autour de l'idéologie critique post-soixante-huitarde et autour de la militance nouvelle des « nouveaux mouvements sociaux », le PCF est tenté de se replier sur ses pratiques éprouvées... celles qui correspondaient à l'évolution sociale de la seconde révolution industrielle et que le basculement des années 1970 est en train de mettre à mal. Dans une mouvance de gauche qui rêve à haute voix de la rupture et d'une société nouvelle, les communistes prennent leurs distances avec le soviétisme, sans produire pour autant un univers symbolique qui se substitue franchement à celui dont ce soviétisme s'était nourri.

3.6. Le PC élargi, plus divers, culturellement plus ouvert sur les cultures du monde moderne, est en même temps moins homogène et plus volatil. Jusqu'au début des années 1970, le taux des départs se situe dans une fourchette de 10 à 15 % des effectifs ; à partir des années 1970, le seuil se relève progressivement, passe entre 15 et 20 % au milieu de la décennie, connaît de vives oscillations mais en moyenne reste dans cette fourchette dans les années 1980 (**graphique 7**). Dans la décennie 1970, les flux d'entrée font plus que compenser les départs ; ce n'est plus le cas par la suite.

4. Le temps de la désagrégation.

4.1. Le tassement des années quatre-vingt se fait lui-même en deux temps, révélant des logiques différentes de désagrégation. La crise interne qui suit la rupture de l'union de la gauche et l'entrée des relations internationales dans la nouvelle « guerre fraîche » (1975-1985) affecte une première fois l'espace militant, relativement marginalement à la charnière des deux décennies (sauf à Paris), plus fortement à partir de 1982 et du revirement brutal que marque l'entrée des communistes dans le gouvernement Mauroy. En 1984, un nouveau revers électoral

⁹⁶ Mathilde Regnaud, *Au cœur du Parti...*, thèse citée, p. 232.

déplace la crise, de la périphérie militante vers le noyau dirigeant. Jusqu' alors, les crises internes ont toujours été régulées dans la stigmatisation réussie des « groupes » et « fractions » présumés. Le caractère exceptionnellement large de la contestation interne (trois vagues successives de dissidence, celle des « rénovateurs » en 1984, des « reconstruc-teurs » en 1987, puis des « fondateurs » en 1989) montre les limites d'un resserrement opéré autour du secrétaire général, qui dénonce volontiers le « complot ». Il est toutefois à noter que ce resserrement classique de direction ne se traduit pas en France par un retour au soviétisme originel : c'est plutôt le patriotisme classique de parti qui est sollicité pour repousser « l'esprit de doute » et conjurer les tentations centrifuges⁹⁷.

4.2. En cela, dans un monde militant qui s'est culturellement (mais non politiquement) éloigné de l'URSS, l'effondrement du système soviétique européen n'a pas l'effet explosif que l'on pouvait attendre. En revanche, l'échec de la dernière tentative gorbatchévienne de réforme du système soviétique accentue le morcellement culturel du communisme français. Une culture soudait le corps militant et en reproduisait plus ou moins les mécanismes et les dynamiques ; la fin de cette culture fait éclater le PCF en plusieurs ensembles qui peinent à coexister. Au début de la décennie 1990, quand la crise du soviétisme se précipite, des enquêtes d'opinion mettent en évidence l'existence à l'intérieur du parti de deux grands types d'attitudes antagoniques⁹⁸. Un pôle « intégré » se reconnaît fortement dans le discours et la pratique du PCF et de sa direction. Fortement attaché à la symbolique communiste et au mode de fonctionnement originel, ce groupe (20 % environ des militants) se refuse aux changements « en profondeur » de la ligne et des directions. Structuré autour des quadragénaires et des provinciaux, il est plutôt lié à l'appareil par ses responsabilités et se rencontre plus volontiers parmi les militants de la CGT et de la Jeunesse communiste. Au contraire, un pôle « critique » (30 % environ du panel) se distancie ouvertement du mode de fonctionnement de l'époque et s'affirme en faveur de changements profonds. Plus jeune en moyenne que le groupe précédent, il reste attaché aux marques d'identification communiste, mais en insistant sur la nécessaire transformation du dispositif militant. Entre les deux pôles s'étend une gamme complexe de positionnements, mêlant dans des proportions variables l'attachement au parti existant et l'aspiration plus ou moins intuitive à son renouvellement.

4.3. Or le désengagement, comme le suggère Catherine Leclercq, doit être tenu pour un « moment critique » de dés-identification des militants⁹⁹, d'autant plus traumatisant que l'identification était plus forte. On a vu plus haut que l'affilia-

tion initiale reposait sur l'articulation d'une triple fonctionnalité (sociale, projective et politique) et d'une culture politique solidement intégrée¹⁰⁰, mariant elle-même un vieux fond rationaliste européen, une lecture marxiste-léniniste du « continent Marx », une conception bolchevique de la révolution et du parti et une rhétorique républicaine robespierriste-jaurésienne.

Les années 1980-1990 désagrègent définitivement la triple fonctionnalité qui fondait à la fois l'expansion électorale et la force de l'affiliation partisane. La fonction sociologique est affectée par la crise de l'identité ouvrière et du mouvement ouvrier, le recul du modèle prolétarien classique, l'épuisement des groupes « inducteurs » (le métal, le cheminot...), le glissement de la combativité de groupe vers le ressentiment individualisé. La fonction utopique est minée par la crise du soviétisme en particulier et de la symbolique alternative en général (la crise de « l'État providence » et la percée néolibérale disqualifient l'idée d'un postcapitalisme possible). La fonction politique est sapée par l'irruption massive de concurrents du communisme politique, sur sa droite puis sur sa gauche. De ce fait, les ouvriers désapprennent à se servir du PCF et le PCF ne sait plus, ni comment se servir de l'existence ouvrière qui persiste massivement, ni comment passer d'un modèle salarial « prolétarien » à de nouveaux modèles, éventuellement à recomposer. En l'espace de deux décennies, se défont tous les éléments qui structuraient le projet « bolchévique-national » et fondaient, de façon potentiellement large, les procédures individuelles et collectives d'identification au communisme politique.

4.4. Quant à la culture, elle se dénoue progressivement, au gré d'une évolution qui prend plus volontiers l'aspect d'abandons successifs que celui d'une refondation idéologique : abandon de la thèse du parti unique (1963), de la dictature du prolétariat (1976), du marxisme-léninisme (1979), du centralisme démocratique (1994). En l'absence d'unification culturelle assumée, l'espace militant se polarise, au moins depuis la seconde moitié des années 1980, autour de deux vastes univers culturels.

Le premier se développe autour de ce que l'on pourrait appeler une culture plébienne de la contestation sociale. Définie prioritairement par sa charge de refus, elle est une culture politique du conflit, structurée autour de l'anticapitalisme et du refus des « autres », de l'« autre monde » que l'on rejette en bloc. Affectivement, elle fonctionne en partie comme une culture du ressentiment, expression de la classe souffrante, s'appuyant sur ce que la société actuelle porte de motifs de révolte sociale ou morale. En cela, elle prolonge une part importante du dispositif antérieur. Mais elle ne dispose plus de l'arrière-plan du « socialisme réel » et de la charge utopique du mythe d'une révolution réussie. En outre, elle se heurte à la difficulté pour

⁹⁷ Le resserrement idéologique s'observe par exemple dans le dispositif d'éducation. Cf. Nathalie Ethuin, « Des communistes en formation. Entre doutes et ré-enchantement militants », *Revue Espaces Marx Nord*, 2005.

⁹⁸ Roger Martelli, « Trois sondages sur le fait communiste », *Société française*, n° 40, 1991. Voir aussi Stéphane Courtois, « Les Cadres du Parti communiste : la crispation orthodoxe », in SOFRES, *L'État de l'opinion 1992*, Seuil, 1992.

⁹⁹ Catherine Leclercq, « L'identité partisane au prisme de la désidentification. Une approche microscopique du désengagement au PCF », in « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs », Colloque de l'association Française de Science Politique, 2002.

¹⁰⁰ Marc Lazar, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », in Serge Berstein, *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999 ; Roger Martelli, « Peut-on parler de culture communiste ? », *Société française*, n° 47, juillet-août-septembre 1993.

trouver, dans le système politique français, une démarche stratégique qui ait la force d'évidence que pouvaient avoir les stratégies frontistes des années trente et quarante ou des années soixante et soixante-dix. Un tel cadre de représentations n'est pas sans point d'appui sociologique dans une société tendanciellement dualiste. Mais il est menacé, par son traditionalisme, de connaître le destin des minorités contestataires dans les sociétés capitalistes développées.

Le second univers porterait plutôt vers une culture démocratique de l'alternative sociale. Plus ou moins attaché à l'héritage des multiples réformateurs du communisme mondial, il est moins sensible à la recherche d'un enracinement social original qu'à la définition prioritaire d'une alternative sociopolitique. Plus soucieux d'hégémonie que de domination, cet embryon de dispositif culturel garde la matrice anticapitaliste sans se vouloir une culture du ressentiment. Conservant leurs réserves à l'égard de la tradition sociale-démocrate, ceux qui s'inscrivent dans cette visée maintiennent la référence à une identité communiste et donc à un héritage dont ils valorisent et la dimension utopique (l'espérance sociale et un certain volontarisme transformateur) et l'enracinement politique (le sens de la « perspective »). Ces communistes « maintenus » sont moins cohérents que le premier groupe dans leur travail d'identification, plus sensibles à l'individu et à la diversité des trajectoires sociales, fragilisés par l'échec massif de tous les précédents communistes réformateurs. En fait, leur devenir repose sur un double pari incertain : la reproduction en France d'un radicalisme politique autonome, articulant visée sociale alternative et représentations politiques ; l'incapacité des courants socialistes européens à intégrer cette culture, ce qui libérerait un espace politico-culturel pour une nouvelle mouvance, à gauche de la social-démocratie.

4.5. Tant qu'une culture est assez forte pour agréger des générations militantes, les flux d'entrée et de sortie sont rythmés par la conjoncture qui nourrit, selon les moments, les vagues d'affiliation et de désaffiliation. Au fond, l'adhésion partisane est, dans le cas français, exceptionnelle et volatile par essence. Il est rare que l'affiliation à un parti apparaisse, de façon massive, comme suffisamment utile pour justifier un déplacement des emplois du temps et une redéfinition durable des investissements personnels. En France, le *turn over* partisan est donc toujours numériquement conséquent. Mais pendant une longue période, dans la galaxie communiste, la volatilité originelle ne contredit pas la force des grands vecteurs d'identification et d'agrégation. Toute désaffiliation, d'ailleurs, n'équivaut pas à une désidentification : on peut se désaffilier, sans pour autant s'extraire de l'univers des pratiques et des signes qui dessine l'espace du communisme politique. Il arrive ainsi que la désaffiliation soit forte, sans qu'elle s'accompagne d'une désagrégation de l'espace partisan lui-même. Dans cette phase, les flux électoraux et les flux partisans divergent à l'occasion (maintien électoral et reflux militant dans la guerre froide ; percée militante et stagnation électorale dans les années 1970), sans que les fondements de l'implantation se trouvent pour autant érodés.

En revanche, que le coagulant culturel se désagrège et que l'utilité fonctionnelle s'estompe, et c'est l'identification elle-même qui est atteinte. Pendant longtemps, le communisme français a disposé d'une cohérence maximale : elle découlait du dispositif mental fondant le stalinisme à la française. Mais cette culture originale, produit d'une époque exceptionnelle de « brutalisation », vieillit avec les puissantes mutations de l'après-guerre et, plus encore, après les révélations khrouchtchéviennes de 1956. Jusqu'au milieu des années 1960, la direction refuse pourtant les ajustements qu'exigeait la déstalinisation. Elle maintient donc le « ciment » originel ; mais, en le figeant, elle voue l'organisation à la nécrose progressive. Les années 1970 voient les « sommets » du parti prendre conscience des risques que fait courir la stagnation culturelle. La déstalinisation assumée de l'ère Marchais déstabilise ainsi le réseau initial, par à-coups, sans le remplacer par une culture franchement réorganisée. Dès lors, faute d'unifiant symbolique, la volatilité militante s'exaspère et les effets de conjoncture se démultiplient. Les départs se densifient, plus fortement que dans la phase antérieure ; ils ne s'opèrent plus seulement à la périphérie, mais ils atteignent bientôt le cœur, les groupes a priori les plus intégrés au dispositif.

Jusqu'en 1978, ces départs sont compensés par l'afflux des nouveaux adhérents. À partir de cette date, l'attraction militante se tarit, en même temps que l'électorat se rétracte. En perdant sa place centrale à gauche, le parti se met à perdre par tous les bouts : à la fois les « identitaires » et les « unitaires », les « partidaires » et les « mouvementistes », les « réalistes » et les « radicaux ». Les pics de crise se succèdent, en 1979, 1982, 1984, suivis par des rémissions qui ne renversent jamais la tendance générale. Le reflux n'est pas interrompu par la « mutation » ; il se prolonge avec son échec. Pendant des décennies, la désaffiliation se fait la plupart du temps dans le silence ; à partir des années 1980, elle s'affirme, parfois publiquement, à l'occasion collectivement. Jusqu'alors délégitimée, réservée aux groupes les mieux pourvus en « capital symbolique » (les élus, les intellectuels), la parole critique se libère et se diversifie.

À sa manière, Georges Marchais incarnait la dernière figure du Secrétaire général d'autrefois. Un réel charisme lui permet d'incarner le renouvellement communiste au milieu des *seventies* ; du début des années quatre-vingt, sa crispation politique lui aliène une part de l'actif militant, sans annuler complètement son ascendant sur l'appareil ; au milieu de la décennie 1990, son départ ouvre une nouvelle phase d'incertitude, cette fois existentielle. Délitement électoral et désaffection militante se conjuguent : « les effets des technologies d'identification partisane du PCF s'érodent »¹⁰¹ et l'organisation décline sur la base d'une désaffection qui s'intensifie.

4.6. Les modèles de désaffiliation sont aussi variés que ceux de l'adhésion. Une étude attentive en a été récemment produite¹⁰², dans un travail de recherche non encore publié, appuyé sur un corpus d'entretiens biographiques approfondis menés en Région parisienne et dans le Pas-de-Calais. Analysant des récits de vie qui sont autant de « trames discursives », Catherine

¹⁰¹ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière...*, ouvrage cité, p. 313.

¹⁰² Catherine Leclercq, *Histoires d'« ex »...*, thèse citée.

rine Leclercq dégage trois grands modèles de désengagement : le déracinement, le désenchantement et le déplacement.

Le « déracinement » est le fruit d'une histoire militante déchirée, souvent celle d'adhérents issus de lignées communistes (les « natifs »), qui vivent une contradiction traumatisante entre les habitus qui tissaient la trame d'un univers partisan et l'évolution qu'ils perçoivent de l'organisation. Le « désenchantement » résulte d'une histoire militante dégradée, par suite d'un hiatus installé entre des aspirations individuelles ayant fondé l'acte d'affiliation et une expérience vécue qui contredit peu à peu les attentes initiales, qui produit une altération du lien avec l'organisation et qui, au final, provoque une délégitimation de l'institution partisane et une distance affective et symbolique complète avec elle. Enfin, le « déplacement » désigne un glissement graduel et insensible hors du parti, souvent à l'issue de réaménagements généraux du cadre de vie des « déplacés », qui vont ainsi d'un investissement personnel vers un autre, sans récuser l'engagement antérieur, mais en cherchant l'accomplissement de soi dans d'autres pratiques et d'autres univers professionnels ou militants.

La force et les modalités du désengagement varient. Les « déracinés » vivent leur départ comme un drame, une rupture incompréhensible avec un univers perçu au départ comme « naturel » : il y a, dans l'éloignement, le sentiment douloureux d'une dépossession, toujours à la fois partisane (« le Parti m'a quitté ») et sociale (l'univers prolétarien se défait). Les « désenchantés » souffrent d'un éloignement souvent présenté comme une tragédie, qui produit une distance critique forte et une recherche d'apaisement de la souffrance dans d'autres investissements militants, notamment dans le « mouvement social ». Quant aux « déplacés », ils enregistrent l'affaiblissement progressif d'un « bonheur communiste » initial, sans récuser leur attachement passé à l'institution, en cherchant à le continuer au travers d'autres manières d'être communiste.

5. D'hier à aujourd'hui

5.1. Où en est aujourd'hui le PCF ? Officiellement, sa direction annonce quelque 135 000 cartes adressées nominativement aux adhérents (un chiffre présenté comme stabilisé depuis 2003), un fichier national interactif de 96 000 personnes et un total de 65 000 cotisants. On sait par ailleurs que l'association des élus communistes et républicains annonce un nombre d'élus communistes et « apparentés » qui se situerait entre 9 500 et 11 000, dont une grande part ne serait pas en possession d'une carte du PCF. Si l'on applique aux chiffres officiels le ratio établi par Platone et Ranger en 1997 (18 %), cela correspond à un effectif « militant » qui se situerait entre 12 et 25 000 individus. Difficile d'aller pour l'instant au-delà de ces

chiffres. Numériquement, dans un paysage français de très faible implication partisane¹⁰³, ils suggèrent que le PCF reste parmi les partis conséquents de l'espace politique. En tout cas, même spectaculairement affaibli, il est le mieux doté en « encartés » des maigres formations situées à la gauche du Parti socialiste.

5.2. De ces adhérents, on ne sait pas grand-chose de plus que ce qu'a révélé l'enquête de 1997 (**Tableau 14**). Le PCF resterait l'organisation dont la féminisation est la plus poussée : en 2009, les femmes forment 41 % des effectifs, contre 39,8 % en 1997 et 35,3 % en 1979. En revanche, le vieillissement continu (l'âge médian était de 40 ans en 1979 et de 47 ans en 1997) atténue les traits qui faisaient du PC un parti d'actifs : les retraités constituent en 1997 un bon quart du total, contre 15 % en 1979. Au vu des informations officielles¹⁰⁴, le mouvement s'est poursuivi par la suite : en décembre 2009, les moins de 30 ans représentent 6 % des effectifs contre 10,9 % en 1997 et 24,5 % en 1979. Les plus de 65 ans, eux, sont 30 %, alors que les plus de 60 ans étaient 24,4 % en 1997 et 15,6 % en 1979. Sociologiquement, la prépondérance ouvrière a elle aussi marqué le pas : les ouvriers forment moins d'un tiers de l'effectif communiste (un pourcentage voisin de celui de la société française elle-même), contre un cinquième pour les catégories intermédiaires et un dixième pour les cadres supérieurs. Il est vrai que la part des employés se situerait désormais autour du tiers : le PC n'est plus un parti massivement ouvrier, mais il est pour près des deux tiers composé de membres des catégories sociales les plus populaires. Globalement, la carte des effectifs communistes est resté la même, centrée sur la région parisienne et ses prolongements normand ou picard, la région Nord, le littoral méditerranéen et l'Aquitaine (**carte 7**). Mais la géographie du militantisme s'est dénationalisée, comme celle de l'électorat.

5.3. En dehors du référent communiste lui-même, les éléments d'identification de l'organisation sont aujourd'hui incertains. Les opérateurs idéologiques les plus courants sont faiblement distinctifs : le marxisme, la lutte des classes, l'antilibéralisme ou l'anticapitalisme sont largement partagés avec d'autres courants. Les pratiques militantes des adhérents du PCF se mènent dans des espaces associatifs communs, les « organisations de masse » historiquement liées au PC étant souvent en déclin, tandis que le syndicalisme de la CGT s'est structurellement et culturellement émancipé. Même l'idée de la supériorité intrinsèque du parti n'est pas propre au seul univers du PC : l'extrême gauche du NPA et le néo-républicanisme de gauche de Jean-Luc Mélenchon fustigent allègrement les tentatives du « mouvementisme », pour faire l'apologie des partis politiques tels qu'ils sont. L'habitus populaire et ouvrier s'est défait, la culture bolchevique-nationale a disparu ; restent la mémoire communiste et le patriotisme de parti.

¹⁰³ Dans son étude sur *Les partis politiques français* (La Documentation française, édition de 2005), Pierre Bréchon estime que les effectifs des partis, après avoir atteint un pic de 900 000 adhérents au début des années 1980, sont retombés au niveau des débuts de la V^e république, qu'il estime à 450 000. Mais à la fin de l'année 2006, dans le feu des préparatifs de l'élection présidentielle, un comptage des effectifs déclarés aboutissait à un total de près de 850 000 adhérents.

¹⁰⁴ À la fin de l'année 2009, la direction communiste a publié une analyse partielle du sexe et des tranches d'âge de ses membres, à partir de son fichier national d'adhérents (COCIEL). Cette analyse a été publiée dans le bulletin interne *Communistes*, en date du 9 décembre.

5.4. L'organisation communiste est ainsi dans une situation paradoxale. Ses effectifs déclarés et son volant d'élus territoriaux en font une force importante à la gauche de la gauche. Ceux qui adhèrent au PCF semblent être à la recherche d'une activité politique continue, qui combine la radicalité du projet (« l'alternative » et la « révolution ») et l'insertion dans des constructions politiques à visée majoritaire. Il s'agit d'une propension d'abord négative : par son histoire, le PC offre ce que n'apportent ni le PS ni l'extrême gauche. Or cette détermination ne suffit pas à épaissir le liant que seuls un projet et une culture peuvent produire. À l'intérieur des rangs du PCF actuel, les vues sont manifestement discordantes sur leurs conditions d'émergence, certains envisageant même l'insertion de la sensibilité communiste au sein d'une formation politique nouvelle, regroupant l'ensemble des forces critiques, de la gauche de gauche, du « mouvement social » et de « l'altermondialisme ». Le PCF de la période expansive parvenait à fixer durablement un noyau d'encadrement aux traits sociologiques et culturels fortement marqués ; rien ne dit que l'organisation actuelle parvienne à la même constitution d'un noyau central stabilisé. En

l'absence de l'eldorado unificateur, en tout cas, le PC contemporain est une force réelle dont l'efficacité est altérée et la visibilité amoindrie.

5.5. Les données statistiques rassemblées ici laissent donc ouverte la question centrale. Depuis 1921, des centaines de milliers d'individus ont choisi de s'affilier et de se désaffilier à un sigle unique, celui du « Parti communiste français ». Reste à déterminer si cette unicité symbolique recouvre la même réalité historique. Tant que se reproduit la référence explicite ou implicite à un modèle fondateur de type « bolchevique », on peut considérer que la diversité des choix stratégiques s'est inscrite dans la continuité essentielle d'une organisation, de ses modes de fonctionnement et de sa culture. Dès l'instant où cette référence s'estompe, la continuité est moins assurée. Il existe toujours « un » parti communiste français, avec ses militants et ses élus. Est-ce toujours « le » parti communiste français ? Il n'y a pas effet de pirouette à rappeler que la réponse n'incombe pas à l'historien.

Les annexes de l'introduction : les chiffres

Tableau 1 : Les effectifs nationaux du PCF : les estimations anciennes

	Cartes placées (Kriegel)	Cartes délivrées (Kriegel)	Cartes placées (Elleinstein)	Cartes délivrées (Elleinstein)	Cartes expédiées (Robrieux)	Cartes placées (Buton)	Estimations (Andolfatto)	Chiffres officiels (cartes délivrées)	Série reconstituée (cartes placées)
oct-21	109 391					109 391			109 391
juil-22	78 828					78 828			78 828
1923	55 598					55 598			55 598
1924	60 000					57 000			57 000
1925	60 000					58 593			58 593
1926	55 000					55 213			55 213
1927	53 000					53 917			53 917
1928	52 000					52 372			52 372
1929	45 000					38 447			38 447
1930	39 000		30 000			31 500			31 500
1931	35 000					30 743			30 743
1932	30 000								
1933	28 000					28 825			28 825
1934	40 000		40 000			42 578			42 578
1935	86 902					86 902			53 000
avr-36						106 551			87 000
sept-36						254 000			208 000
déc-36	280 000					288 483			237 000
sept-37	328 647		328 647		325 453	328 547			269 000
sept-38	320 000					305 000			250 000
août-39	300 000					270 000			221 000
1940						5 000			5 000
1941						15 000			15 000
1942						10 000			10 000
août-44						60 000			60 000
sept-44						205 323			205 323
déc-44						367 960			240 000
1945	387 098		544 989						
avr-45	544 989					543 889			
déc-45					791 373	785 292			515 000
1946	804 229		800 229		804 229	814 285		1 034 000 / 804 229	525 000
janv-47		809 030							
juin-47		895 130							
déc-47		907 785		907 785	813 638	760 302		907 787	540 000
1948		788 459			659 260	650 400		798 459	435 000
1949		786 855			543 120	550 100		786 855	360 000
1950					509 819	482 700			335 000
1951					408 790	408 779			270 000
1952					331 607	330 000			220 000
1953					339 269	351 400			250 000
1954		506 250				358 400			275 051
1955		389 000						389 030	251 266
1956		429 653		429 653				429 653	278 429
1957						330 000			259 404
1959	225 000	425 150						425 150	252 482
1960		414 100			300 000	300 000		414 100	242 437
1961	195 000	407 000	300 000	407 000		300 000		407 000	242 802
1962	213 000					318 000		405 492	257 993
1963	225 000	405 492				330 000			270 086
1964	226 000	420 000	300 000	407 000		330 000		420 000	275 290
1966	236 000	425 800	350 000	425 800		341 000		425 800	276 589

	Cartes placées (Kriegel)	Cartes délivrées (Kriegel)	Cartes placées (Elleinstein)	Cartes délivrées (Elleinstein)	Cartes expédiées (Robrieux)	Cartes placées (Buton)	Estimations (Andolfatto)	Chiffres officiels (cartes délivrées)	Série reconstituée (cartes placées)
1967	245 000	427 050				350 000		427 050	288 414
1968		454 005						454 005	303 169
1969		454 350	3 800 000	454 640		380 000		454 350	305 640
1970	275 000	459 600				380 000		459 600	305 540
1971						375 000			304 936
1972			390 000	456 640		390 000		457 000	311 440
1973			410 000	471 000		410 000		454 640	331 502
1974			450 000	500 900		450 000		501 000	366 684
1975			491 000	556 170		491 000			401 759
1976									441 696
1977									528 462
1978							520 000		565 058
1979								703 000	540 537
1982	710 138	457 864							
1984						380 000	380 000	608 543	380 100
1986						340 000	340 000	604 285	368 609
1987						330 000		605 234	362 233
1990								610 000	351 881
1994							200 000	590 000	281 004
1999							100 000		183 173
2003							70 000		130 063
2004							55 000		132 820

Tableau 2 : les chiffres de 1935-1939

Années	Données retenues par A. Kriegel et Ph. Buton	Cartes expédiées juin 1937 (1)	Effectif général du parti (2)	Prise des cartes par région (2)	État au 18 mai 1938 (2)	Cartes délivrées aux régions (28 février 1938) (2)
1935	86 902	70 201	63 873			
15-mars-36				101 178		
avr-36	106 551					
juin-36		171 050				
sept-36	254 000					
31-déc-36	288 483			284 194		
1936			235 285			
févr-37						312 650
15-mars-37				301 743		
mai 1937					345 858	
juin-37		327 411				
sept-37	328 547		338 260			
1937			340 729			
févr-38						306 715
mai-38					340 060	
sept-38	305 000					
août-39	270 000					

(1) Fonds Thorez-Vermeersch, 626 AP/35

(2) Fonds français de l'Internationale communiste (communiqués par Serge Wolikow)

Tableau 3 : 1935-1939 – Combien de cartes placées ?

Années	Hypothèse 15 %	Hypothèse 18 %	Hypothèse 25 %
1935	60 000	53 000	53 000
avr-36	90 000	87 000	80 000
sept-36	216 000	208 000	190 000
31-déc-36	245 000	237 000	216 000
sept-37	279 000	269 000	246 000
1937	292 000	282 000	257 000
sept-38	259 000	250 000	229 000
août-39	229 000	221 000	202 000

Tableau 4 : les comptes incertains de la Libération

Les chiffres de juin 1945		Les chiffres de juin 1947		Les chiffres de Maurice Thorez (avril 1950)		Les chiffres d'Auguste Lecœur (cités par Robrieux) (1)	
30-sept-37	333 247	Fin mars 1945	749 357 (cartes expédiées)	1947	907 785	déc-44	367 960
31-déc-44	385 005	déc-45	775 342	1948	798 459	déc-45	791 373
31-mars-45	544 889 (cartes payées)	Déc-46	804 229	1949	786 855	1946	804 229
30-avr-45	824 757 (« matériel pris au Centre »)	31-janv-47	809 030 (cartes expédiées)			1947	813 638

(1) Cités par Ph. Robrieux, *Histoire intérieure*, cit., tome 3, p. 506.

Tableau 5 : les comptes d'Auguste Lecœur (1945-1953)

	Chiffres cités par Robrieux	Chiffres cités par Buton
1945	791 373	785 292
1946	804 229	814 285
1947	813 638	774 629
1948	659 260	650 400
1949	543 120	550 100
1950	509 819	482 700
1951	408 790	408 779
1952	331 607	330 000
1953	339 269	351 400

Tableau 6 : 1944-1953 – Combien de cartes placées ?

ANNEES	DONNEES INTERNES (LECŒUR)	ESTIMATIONS SELON L'ECART ESTIME ENTRE LES CARTES « EXPEDIEES » ET LES « PLACEES »			HYPOTHESE D'ETAPE
		ÉCART 35 %	ÉCART 30 %	ÉCART 25 %	
DEC-44	367 960	239 000	243 000	276 000	240 000
DEC-45	791 373	514 000	522 000	593 000	515 000
1946	804 229	523 000	531 000	603 000	525 000
DEC-47	813 638	529 000	537 000	610 000	540 000
1948	659 260	428 000	435 000	494 000	435 000
MAI-49	543 120	353 000	358 000	407 000	360 000
1950	509 819	331 000	336 000	382 000	335 000
1951	408 790	266 000	270 000	307 000	270 000
1952	331 607	215 000	219 000	249 000	220 000
1953	339 269	220 000	224 000	254 000	250 000

Tableau 7 : chiffres officiels, chiffres réels

Années	Chiffres officiels	Données du classeur (cartes placées)	Cartes placées/ chiffres officiels (%)
1954	506 250	275 051	54,3
1956	429 653	278 429	64,8
1959	425 150	252 482	59,4
1963	405 482	270 086	66,6
1964	420 000	275 290	65,5
1967	427 050	288 414	67,5
1970	459 600	305 540	66,5
1972	457 000	311 440	68,1
1974	501 000	366 684	73,2
1979	703 000	540 565	76,9
1982	710 138	458 280	64,5
1987	605 234	356 233	58,9
1990	610 000	345 611	56,7
1994	590 000	272 889	47,6

Tableau 8 : Les effectifs de la région parisienne entre 1985 et 1993 (évolution)

Années	Total Région parisienne	Total national	France en dehors de la RP
1985	-2,5	-1,6	-1,3
1986	0,6	-0,9	-1,4
1987	2,2	-3,9	-6,2
1988	5,5	5,3	5,2
1989	0,8	-1,6	-2,6
1990	-1,6	-4,7	-6,0
1991	-4,1	-6,3	-7,3
1992	-4,0	-4,8	-5,2
1993	-4,2	-4,7	-4,9

Tableau 9 : La SFIO de 1913 à 1920 (1)

ANNEES	EFFECTIFS	ÉVOLUTION D'UNE ANNEE SUR L'AUTRE (%)
1913	74 579	
1918	36 754	-50,7
1919	131 492	257,8
1920	176 767	34,4

(1) Les effectifs de 1913 à 1920 sont calculés à partir des tableaux publiés dans Jean Charles, Jacques Girault, Jean-Louis Robert, Danielle Tartakowsky, Claude Willard, *Le Congrès de Tours*, Éditions sociales, 1980.

Tableau 10 : Les effectifs du PCF (1921-1934) (1)

ANNEES	NOMBRE	ÉVOLUTION D'UNE ANNEE SUR L'AUTRE (%)
OCT-21	109 391	-38,1
JUIL-22	78 828	-27,9
1923	55 598	-29,5
1924	57 000	2,5
1925	58 593	2,8
1926	55 213	-5,8
1927	55 480	0,5
1929	42 615	-23,2
1930	28 105	-34,0
1931	25 288	-10,0
1932	32 242	27,5
1933	28 446 (2)	-11,8
1934	41 310 (2)	45,2

(1) Sources : Annie Kriegel, Philippe Buton, Serge Wolikow

(2) Pour 1933 et 1934, un récapitulatif des archives Thorez (626 AP/35) fait état de 41 277 et de 48 585 adhérents

Tableau 11 : Les cartes placées de 1954 à 1978

ANNEES	CARTES PLACEES	ÉVOLUTION D'UNE ANNEE SUR L'AUTRE	TRI DES EVOLUTIONS	
1954	275 051	8,3	1977	19,6
1955	251 266	-8,6	1956	10,8
1956	278 429	10,8	1974	10,6
1957	259 404	-6,8	1976	9,9
1958	256 342	-1,2	1975	9,6
1959	252 482	-1,5	1954	8,3
1960	242 437	-4,0	1978	7,2
1961	242 802	0,2	1973	6,4
1962	257 993	6,3	1962	6,3
1963	270 086	4,7	1968	5,1
1964	275 290	1,9	1963	4,7
1965	277 788	0,9	1967	4,3
1966	277 674 (1)	0,0	1972	2,1
1967	288 414	4,3	1964	1,9
1968	303 169	5,1	1965	0,9
1969	305 640	0,8	1969	0,8
1970	305 540	0,0	1961	0,2
1971	304 936	-0,2	1970	0,0
1972	311 440	2,1	1966	0,0
1973	331 502	6,4	1971	-0,2
1974	366 684	10,6	1958	-1,2
1975	401 759	9,6	1959	-1,5
1976	441 696	9,9	1960	-4,0
1977	528 462	19,6	1957	-6,8
1978	566 492	7,2	1955	-8,6

(1) Pour l'année 1966, le classeur d'organisation contient des données portant à la fois sur le découpage départemental ancien de la région parisienne et sur le nouveau découpage décidé en 1964. En fait, les totalisations diffèrent légèrement. On a donc retenu ici le total correspondant aux anciens départements, en faisant l'hypothèse que le changement de structures a perturbé les modes de calcul la première année.

Tableau 12 : Les cartes placées de 1979 à 1994

ANNEES	CARTES PLACEES	ÉVOLUTION D'UNE ANNEE SUR L'AUTRE	TRI DES EVOLUTIONS	
1979	540 537	-4,3	1988	3,6
1980	525 458	-2,8	1986	-1,4
1981	510 877	-2,8	1989	-1,6
1982	457 864	-10,4	1985	-1,6
1983	436 706	-4,6	1987	-1,7
1984	380 100	-13,0	1981	-2,8
1985	373 941	-1,6	1980	-2,8
1986	368 609	-1,4	1979	-4,3
1987	362 233	-1,7	1983	-4,6
1988	375 187	3,6	1990	-4,7
1989	369 167	-1,6	1993	-4,7
1990	351 881	-4,7	1992	-4,8
1991	329 680	-6,3	1994	-6,0
1992	313 719	-4,8	1991	-6,3
1993	298 991	-4,7	1982	-10,4
1994	281 004	-6,0	1984	-13,0

Tableau 13 : Les cartes placées de 1995 à 2009

ANNEES	CARTES PLACEES	ÉVOLUTION D'UNE ANNEE SUR L'AUTRE	TRI DES ÉVOLUTIONS	
1995	274 449	-2,3	2003	3,6
1996	248 607	-9,4	2006	1,7
1997	225 394	-9,3	2005	1,5
1998	203 433	-9,7	2004	0,9
1999	183 173	-10,0	2009	-1,4
2000	164 181	-10,4	1995	-2,3
2001	147 511	-10,2	1997	-9,3
2002	125 547	-14,9	1996	-9,4
2003	130 063	3,6	1998	-9,7
2004	131 201	0,9	1999	-10,0
2005	133 174	1,5	2001	-10,2
2006	135 377	1,7	2000	-10,4
2009	133 476	-1,4	2002	-14,9

Tableau 14 : Les adhérents du PCF en 1979 et en 1997 (1)

	1979	1997
Hommes	64,7	60,2
Femmes	35,3	39,8
Moins de 20 ans	2,3	1,5
20 à 29 ans	22,2	9
30 à 39 ans	24,2	18,8
40 à 49 ans	18,9	27,3
50 à 59 ans	16,8	19,1
60 à 69 ans	8,7	12,8
70 à 79 ans	5,7	8,2
80 ans et plus	1,2	3,4
Actifs ayant un emploi	69,1	52
Retraités	15,5	24,5
Chômeurs, autres inactifs, sans réponse	15,4	23,5
Agriculteurs exploitants	3,4	1,6
Commerçants, artisans, chefs d'entreprise	5,3	3,2
Professions libérales, cadres supérieurs	4,9	11,3
Professions intermédiaires, cadres moyens	14,7	19,8
Employés, personnels de service	25,4	32,9
Ouvriers, salariés agricoles	46,5	31,3

(1) Reproduit dans Marie-Claire Lavabre et François Platone, *Que reste-t-il du PCF?*, CEVIPOF-Autrement, 2003.

Les annexes de l'introduction :

- les images**
- les cartes**
- Les graphiques**

Les cartes et les graphiques ont été réalisés par l'Atelier Géomatique de la direction de l'Aménagement et du Développement du département de la Seine-Saint-Denis

Les annexes de l'introduction : les images

Clin

	adhérents	adhésions	sections	cellules	F	R	L	Bureaux
1937	933		8	74	5		69	
1945	4.000		34	173	25		148	
1946	8.168		46	422	46	220	156	
1954	2.457		31	209	38	104	67	
1955	2.253	180	38	196	36	86	74	
1956	2.513	416	37	220	39	105	77	
1957	2.600	386	40	237	44	112	81	
1958	2.476	175	40	224	37	106	81	
1959	2.220	137	36	207	36	89	82	
1960	2.092	150	37 ⁽¹⁾	205	35	99	71	
1961	2.102	118	38	223	38	100	85	
1962	2.150	220	37 ⁽²⁾	224	39	107	78	170
1963	2.216	248	37	237	40	114	83	150
1964	2.295	235	36	229	40	108	81	145
1965	2.228	126	35	218	32	104	82	
- 1966.	2.180	132	36	217	31	102	84	100
1967	2.162	161	36	214	31	98	85	105

(1) plus 2 cellules isolées - (2) plus 11 cellules isolées.

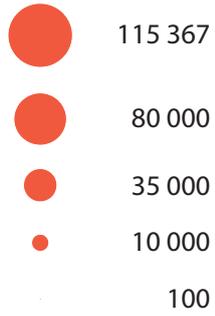
	adhérents	adhésions	Section	cellules	E.	R.	L.	Bureaux
1968	2165	239	35	211	29	100	82	115
1969	2101	136	35	203	27	99	77	!
1970	2063	145	35	206	31	99	75	50
1971	2098	155	34	199	28/2	91	80	
1972	2158	220	37	193	27/3	97	79	
1973	2306	331	38	183	28/3	75	90	105
1974	2502	428	36	186	30/5	85	81	
1975	2651	421	36	194	41/4	73	80	120
1976	2951	460	38	197	45/10	71	81	120
1977	3418	876	37	202	49/8	68	85	100
1978	3533	534	35	198	46/7	84	98	103
1979	3446	315	34	203	53/4	62	88	127
1980	3207	496	35	205	54	63	88	102
1981	3162	412	35	210	57/9	61	92	132
1982	2706	154	32	186	46/8	37	103	95
1983	2679	125	27/2	184	47/7	36	101	
1984	2305	125	27/2	174	42/6	30	102	75

01 - Ain.

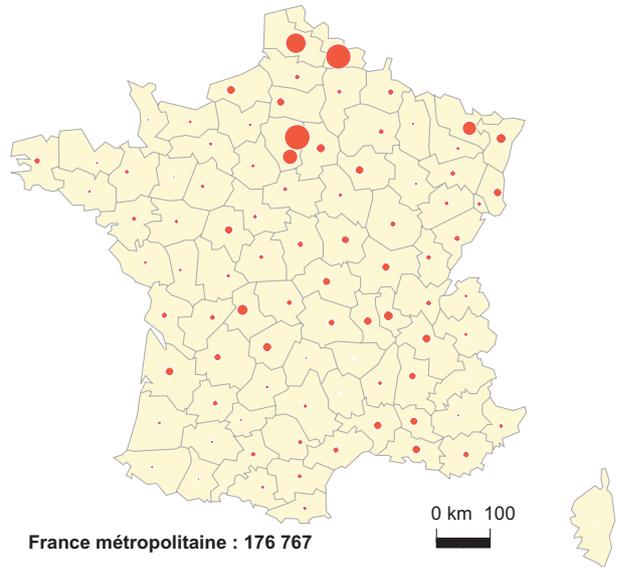
	ADHERENTS	ADHESIONS	SECTIONS	CELLULES	E.	R.	L.	BUREAUX.
1985.	2219 357	214 32	20 1	167	43 7	29	95	92
1986.	2160 362	214 22	20 1	167	42 7	29	96	90
1987	1971 317	305 69	22 1	136	37 7	22	77	90?
1988	2098 348	299 83	19 1?	153	40 7	23	77	90?
1989	1922 312	153 42	18 0	153? ?	40? 7?	23? ?	77? ?	137
1990	1757 ?	145 ?	18? 0	153? ?	40? 7?	23? ?	77? ?	137?
1991	1442 249 38	136 37 1	14 0	124	40? 17	23? ?	77? ?	100
1992	1191 225 23	72 13	15 0	114	32 4	15? ?	82 67?	100?
1993	1152 195 34	83 12	11 0	114	32	15	67	68?
1994	1156 188 30	119 8	10 0	114	32 3	15? ?	82	?
1995								
1996	1116 198	151 28	10	102	26	24	52	68

**Les annexes de l'introduction :
les cartes**

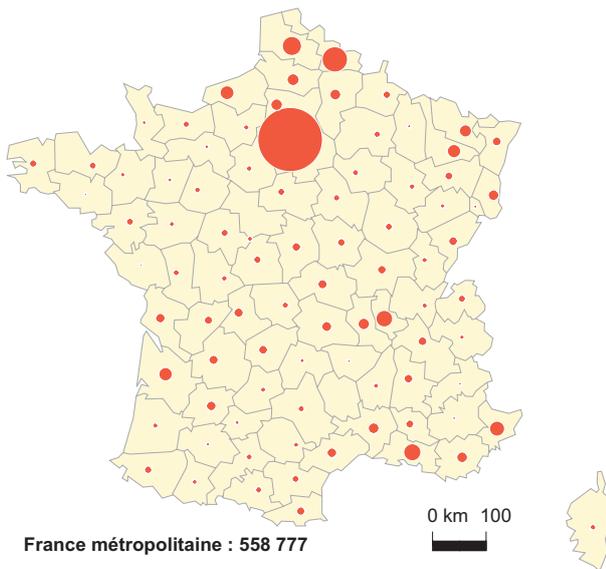
LES EFFECTIFS ADHÉRENTS



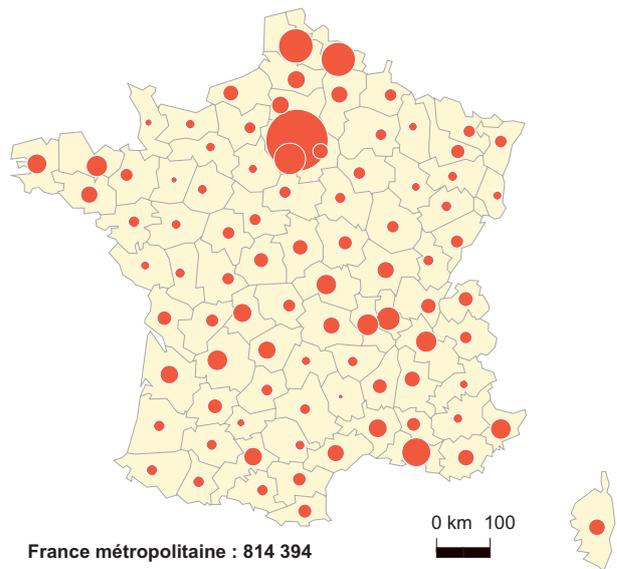
Carte 1 : la SFIO en 1920



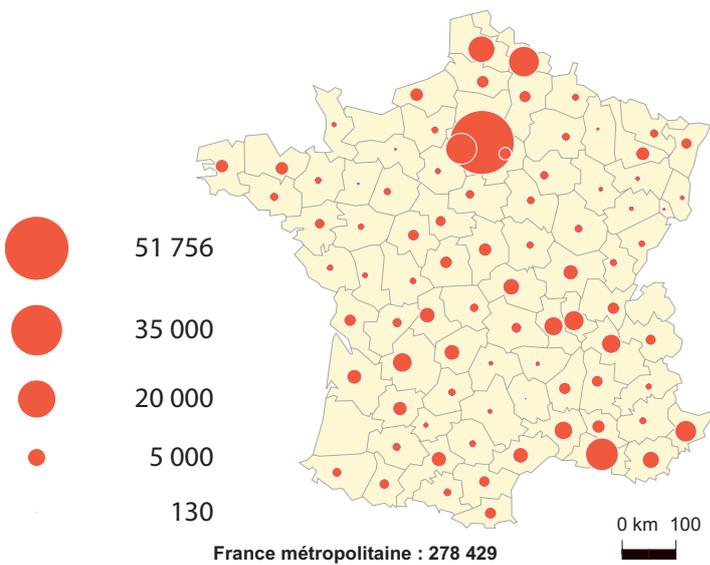
Carte 2 : le PCF en 1937



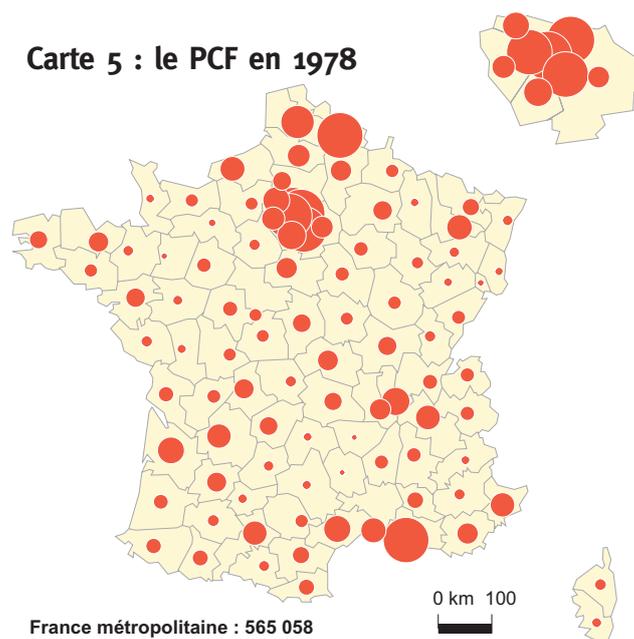
Carte 3 : le PCF en 1946



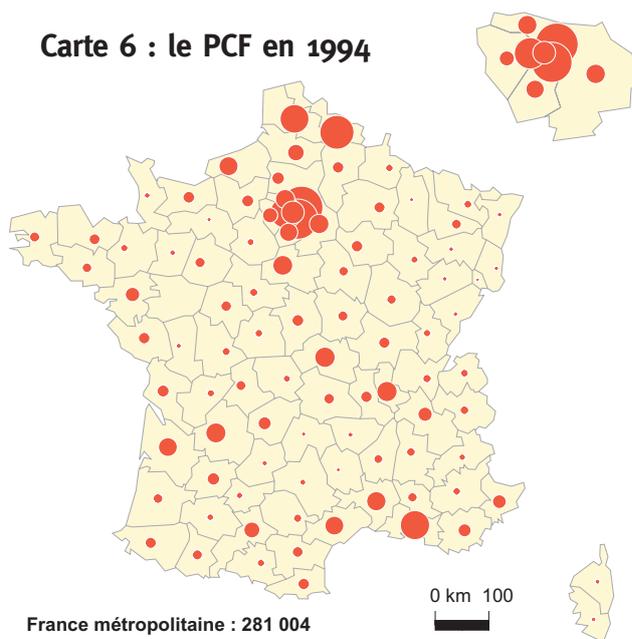
Carte 4 : le PCF en 1956



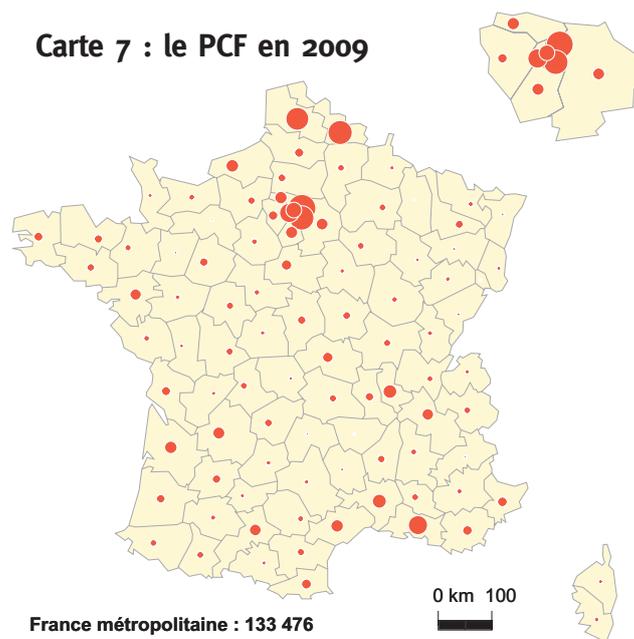
Carte 5 : le PCF en 1978



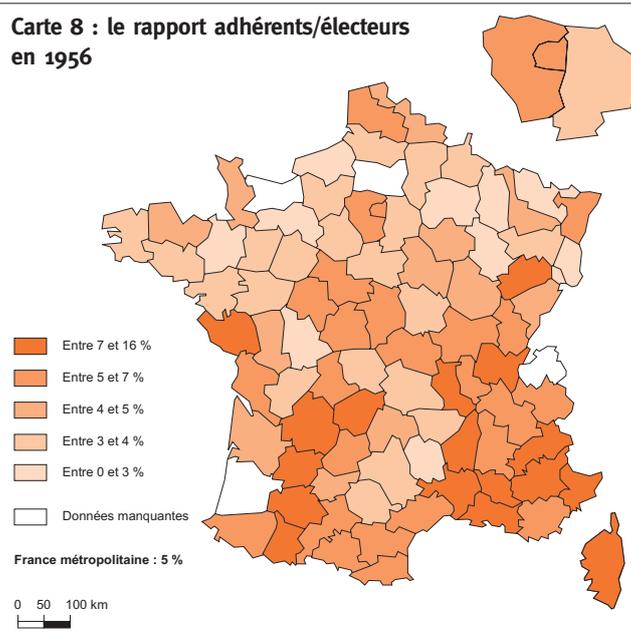
Carte 6 : le PCF en 1994



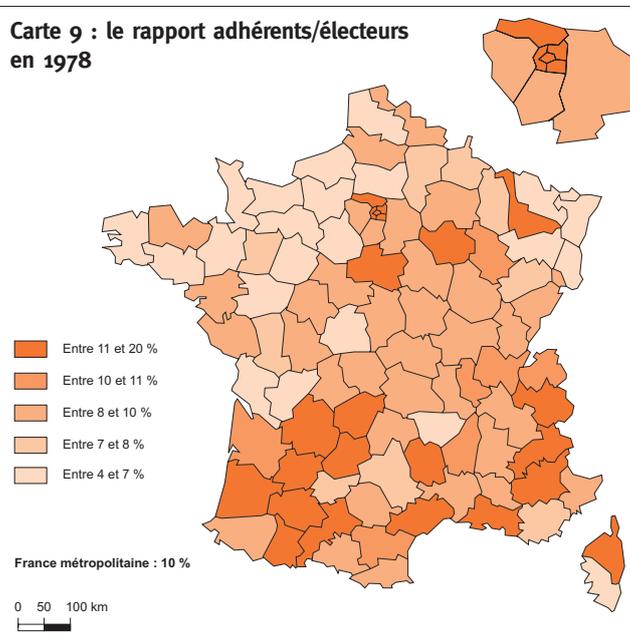
Carte 7 : le PCF en 2009



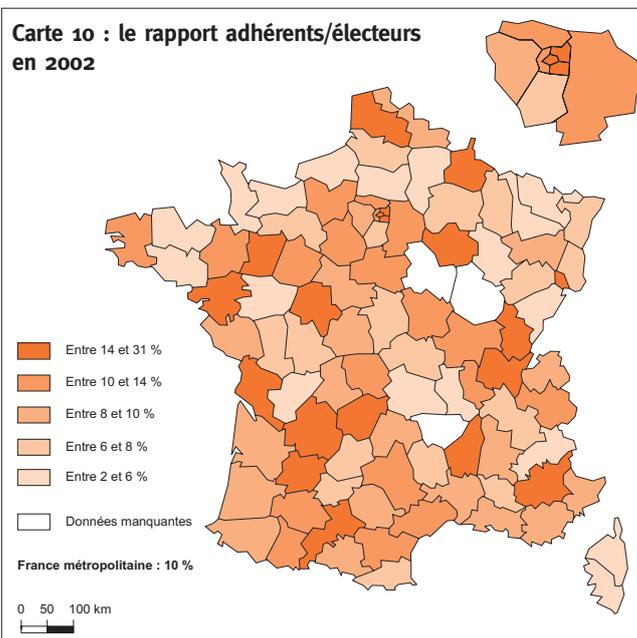
Carte 8 : le rapport adhérents/électeurs en 1956



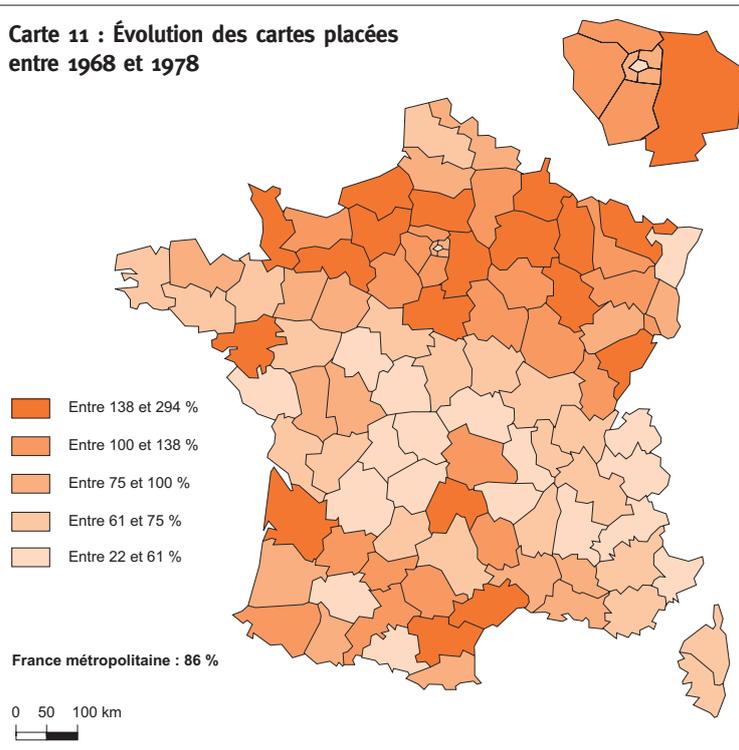
Carte 9 : le rapport adhérents/électeurs en 1978



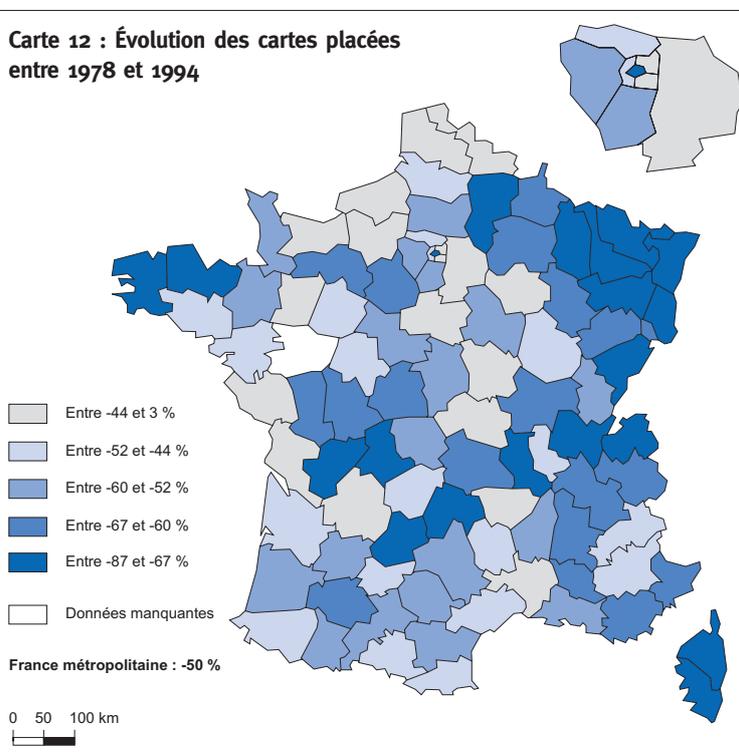
Carte 10 : le rapport adhérents/électeurs en 2002

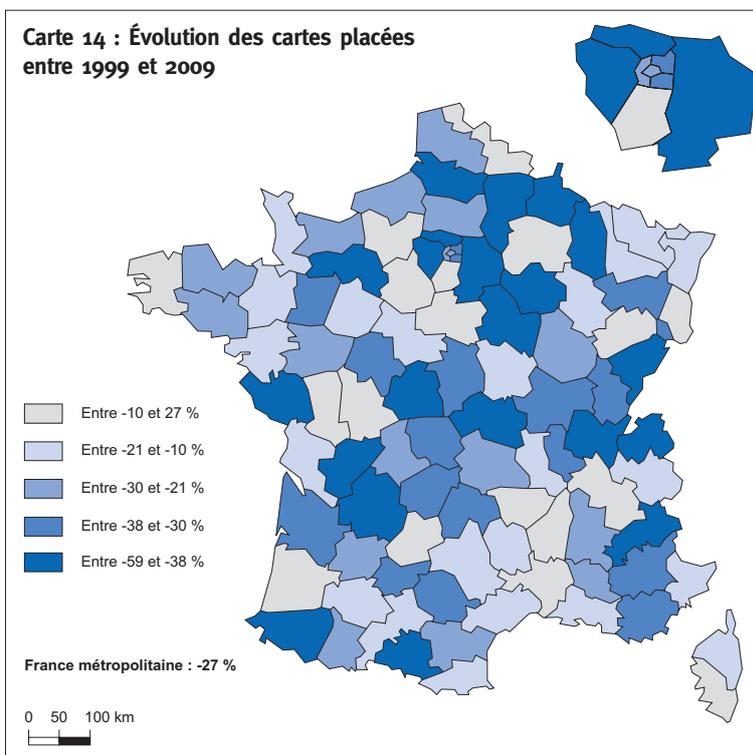
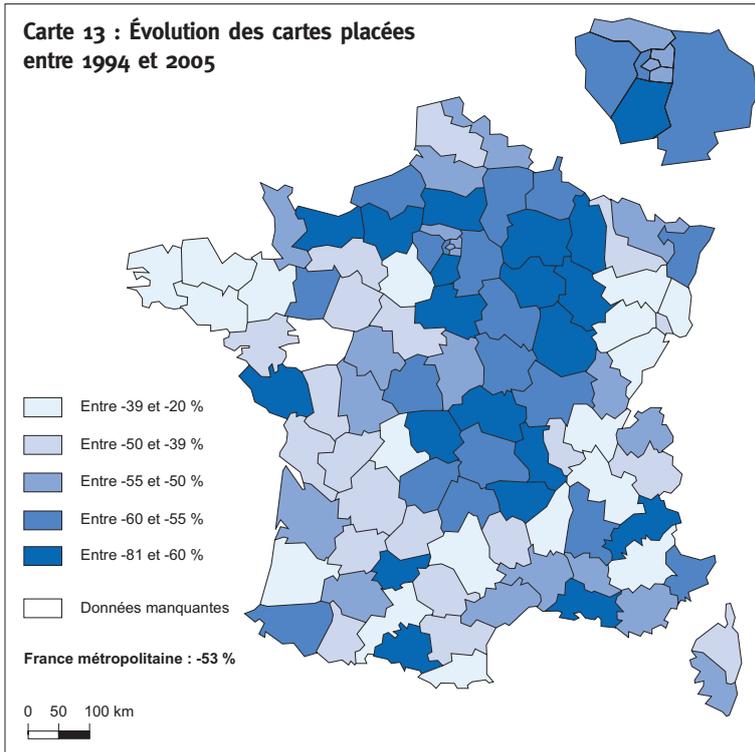


**Carte 11 : Évolution des cartes placées
entre 1968 et 1978**



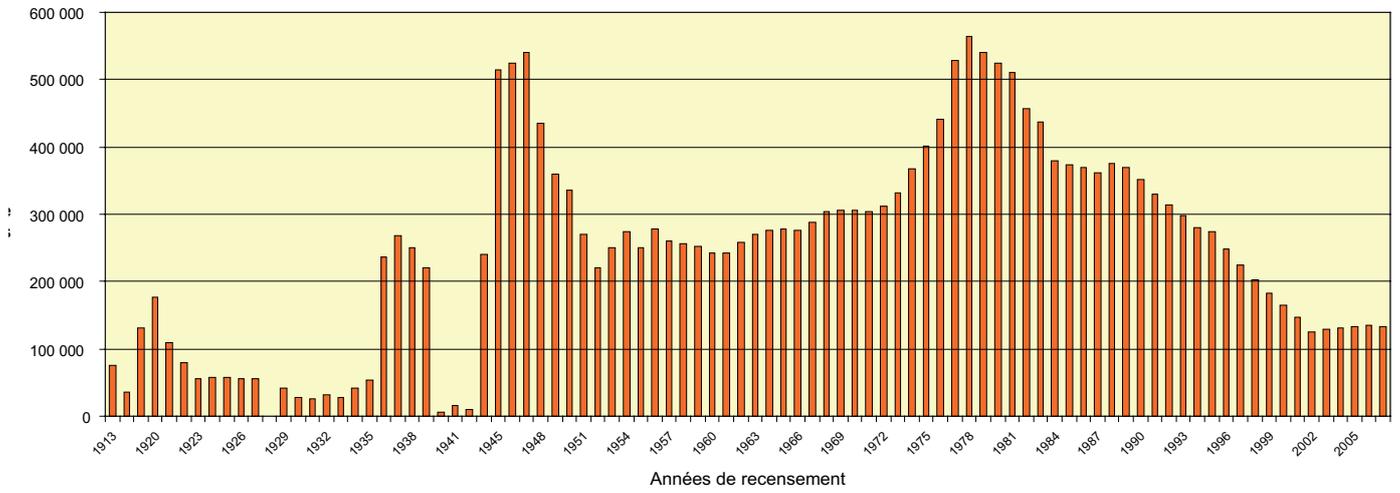
**Carte 12 : Évolution des cartes placées
entre 1978 et 1994**



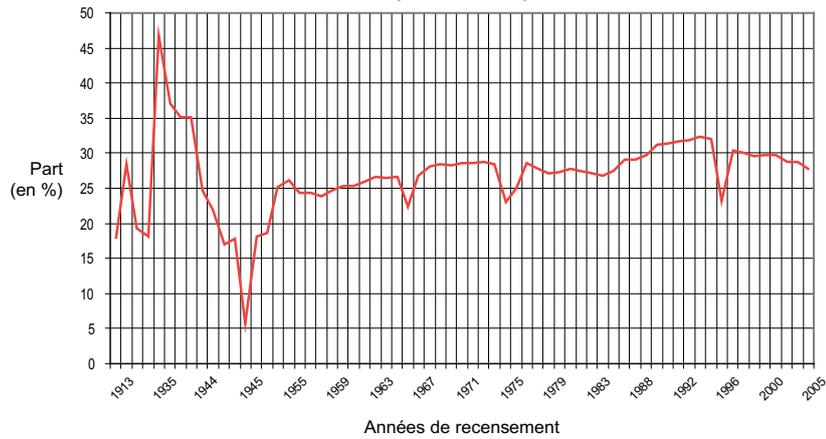


Les annexes de l'introduction : les graphiques

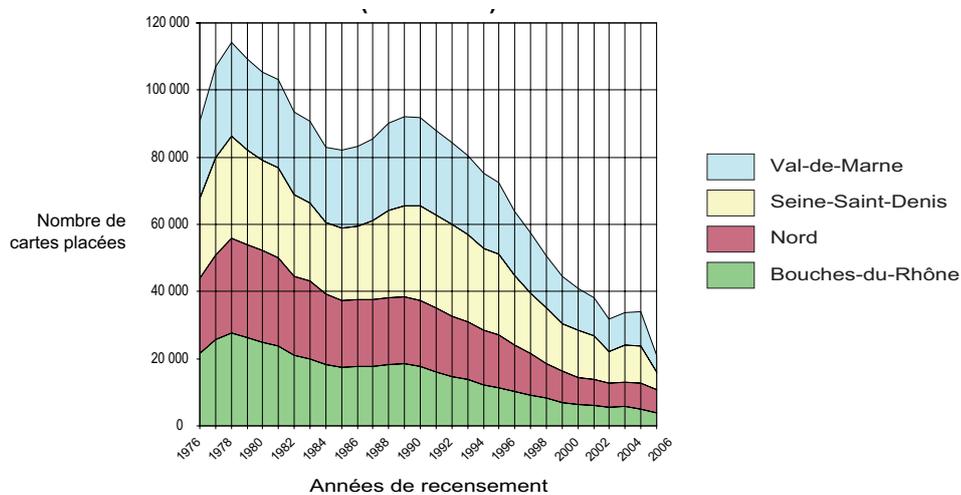
Nombre de cartes placées



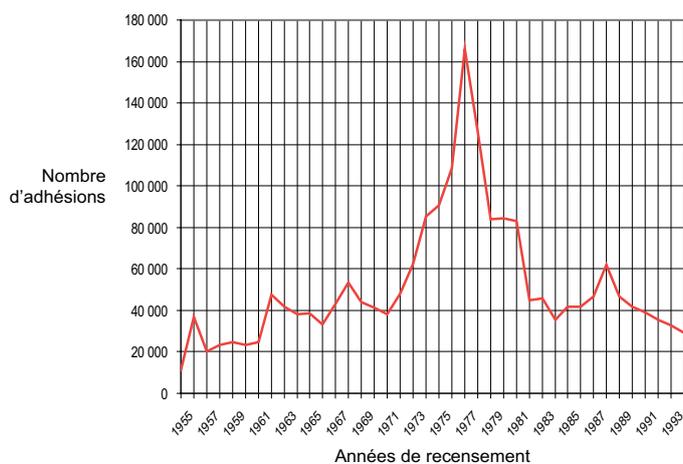
Graphique 1 : La SFIO puis le PCF (cartes placées) 1913-2009



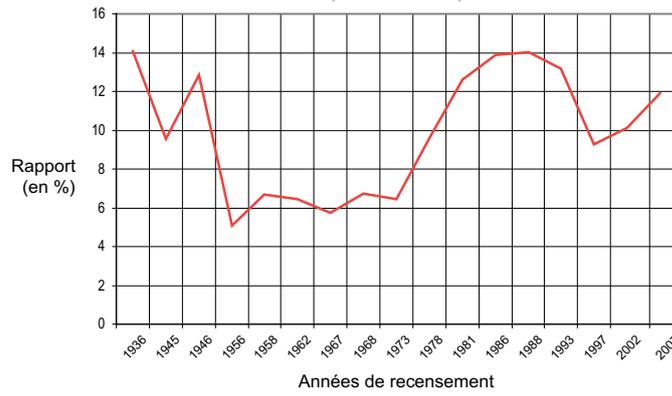
Graphique 2 : La part de la région parisienne (1913-2005)



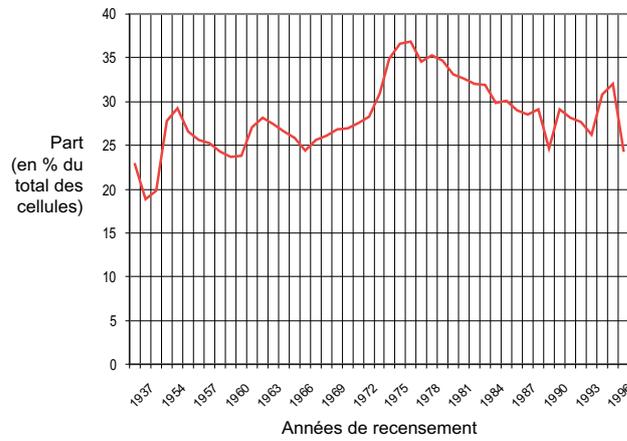
Graphique 3 : Évolution des cartes placées (1976-2006)



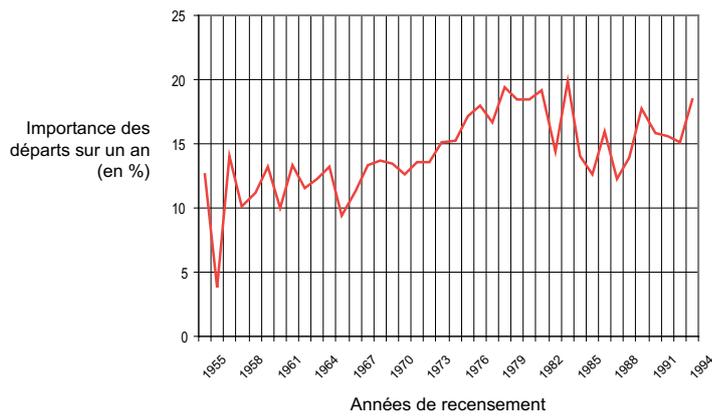
Graphique 4 : L'attractivité : les flux annuels d'adhésions (1955-1994)



Graphique 5 : Rapport entre adhérents et électeurs (1936-2007)



Graphique 6 : la part des cellules d'entreprise (1937-1997)



Graphique 7 : Les départs du PCF (1955-1994)

**Les documents :
les chiffres des classeurs d'organisation**

Document 1 : La synthèse du classeur d'Organisation (1954-1994)

Années	Adhérents	Adhésions	Sections	Cellules	Entreprises	Rurales	Locales	Bureaux
1954	275 051	938	1 918	15 770	4 381	4 757	6 001	
1955	251 266	11 021	1 883	15 375	4 492	4 679	5 878	
1956	278 429	36 808	2 109	15 584	4 148	5 411	5 837	
1957	259 404	20 248	2 218	16 229	4 150	5 747	6 321	
1958	256 342	23 214	1 967	15 031	3 799	5 093	6 359	
1959	252 482	24 879	2 195	15 565	3 776	5 088	6 788	
1960	242 437	23 210	2 309	15 983	3 779	5 016	7 218	
1961	242 802	24 600	2 175	16 050	3 819	4 802	7 445	22
1962	257 993	47 671	2 375	17 316	4 694	4 810	7 721	8 309
1963	270 086	41 868	2 524	17 998	5 078	5 485	7 677	9 600
1964	275 290	38 192	2 454	18 449	5 068	5 705	7 748	9 567
1965	277 788	38 792	2 525	18 689	4 975	5 741	7 966	11 235
1966	276 589	33 075	2 738	21 279	5 781	5 810	9 716	11 518
1967	288 414	42 963	2 542	19 652	4 805	5 659	9 124	11 316
1968	303 169	53 207	2 555	18 801	4 879	5 723	8 508	9 476
1969	305 640	44 062	2 535	19 277	5 038	5 527	8 765	9 339
1970	305 540	41 138	2 487	19 144	5 125	5 335	8 666	10 006
1971	304 936	37 967	2 499	19 147	5 154	5 256	8 870	8 838
1972	311 440	48 057	2 513	19 419	5 354	5 167	8 998	9 913
1973	331 502	62 221	2 537	19 974	5 614	5 251	9 113	8 433
1974	366 684	85 375	2 476	21 364	6 571	5 335	9 429	8 537
1975	401 759	90 821	2 556	23 131	8 074	5 456	9 593	8 854
1976	441 696	108 571	2 701	24 404	8 879	5 602	9 969	11 412
1977	528 462	166 231	2 920	26 604	9 747	6 020	10 832	11 474
1978	566 492	126 201	3 040	27 601	9 494	5 940	11 528	12 103
1979	540 565	84 007	3 101	27 077	9 472	6 029	11 606	20 166
1980	525 515	84 495	2 905	26 607	9 228	5 890	13 565	15 507
1981	511 591	83 245	3 011	26 240	8 621	5 791	11 652	13 492
1982	458 280	44 860	2 838	24 954	8 128	5 499	11 282	1 178
1983	437 843	45 724	2 631	23 918	7 646	5 121	10 941	0
1984	386 551	35 545	2 571	22 340	7 196	4 764	10 753	10 211
1985	373 941	41 809	2 161	21 275	6 348	4 155	9 976	10 512
1986	368 609	41 707	2 200	20 551	6 178	4 351	9 975	9 543
1987	362 233	46 528	1 753	19 320	5 581	4 224	9 301	9 777
1988	375 187	62 046	1 641	19 257	5 499	4 085	9 604	9 178
1989	369 167	46 794	1 513	18 655	5 439	3 738	9 301	8 973
1990	351 881	41 579	1 444	18 267	4 499	3 658	8 626	9 559
1991	329 680	39 199	1 405	17 522	5 107	2 818	9 736	9 511
1992	313 719	35 246	1 403	16 931	4 758	2 402	9 572	9 026
1993	298 991	32 604	1 548	16 118	4 461	1 538	9 477	8 610
1994	281 004	29 318	1 298	14 797	3 884	1 155	10 019	8 591

Evolution d'une année sur l'autre (effectifs)

Années	Adhérents	Adhésions	Sections	Cellules	Entreprises	Rurales	Locales	Bureaux
1955	-23 785		-35	-395	111	-78	-123	
1956	27 163	25 787	226	209	-344	732	-41	
1957	-19 025	-16 560	109	645	2	336	484	
1958	-3 062	2 966	-251	-1 198	-351	-654	38	
1959	-3 860	1 665	228	534	-23	-5	429	
1960	-10 045	-1 669	114	418	3	-72	430	
1961	365	1 390	-134	67	40	-214	227	22
1962	15 191	23 071	200	1 266	875	8	276	8 287
1963	12 093	-5 803	149	682	384	675	-44	1 291
1964	5 204	-3 676	-70	451	-10	220	71	-33
1965	2 498	600	71	240	-93	36	218	1 668
1966	-1 199	-5 717	213	2 590	806	69	1 750	283
1967	11 825	9 888	-196	-1 627	-976	-151	-592	-202
1968	14 755	10 244	13	-851	74	64	-616	-1 840
1969	2 471	-9 145	-20	476	159	-196	257	-137
1970	-100	-2 924	-48	-133	87	-192	-99	667
1971	-604	-3 171	12	3	29	-79	204	-1 168
1972	6 504	10 090	14	272	200	-89	128	1 075
1973	20 062	14 164	24	555	260	84	115	-1 480
1974	35 182	23 154	-61	1 390	957	84	316	104
1975	35 075	5 446	80	1 767	1 503	121	164	317
1976	39 937	17 750	145	1 273	805	146	376	2 558
1977	86 766	57 660	219	2 200	868	418	863	62
1978	38 030	-40 030	120	997	-253	-80	696	629
1979	-25 927	-42 194	61	-524	-22	89	78	8 063
1980	-15 050	488	-196	-470	-244	-139	1 959	-4 659
1981	-13 924	-1 250	106	-367	-607	-99	-1 913	-2 015
1982	-53 311	-38 385	-173	-1 286	-493	-292	-370	-12 314
1983	-20 437	864	-207	-1 036	-482	-378	-341	-1 178
1984	-51 292	-10 179	-60	-1 578	-450	-357	-188	10 211
1985	-12 610	6 264	-410	-1 065	-848	-609	-777	301
1986	-5 332	-102	39	-724	-170	196	-1	-969
1987	-6 376	4 821	-447	-1 231	-597	-127	-674	234
1988	12 954	15 518	-112	-63	-82	-139	303	-599
1989	-6 020	-15 252	-128	-602	-60	-347	-303	-205
1990	-17 286	-5 215	-69	-388	-940	-80	-675	586
1991	-22 201	-2 380	-39	-745	608	-840	1 110	-48
1992	-15 961	-3 953	-2	-591	-349	-416	-164	-485
1993	-14 728	-2 642	145	-813	-297	-864	-95	-416
1994	-17 987	-3 286	-250	-1 321	-577	-383	542	-19

Evolution d'une année sur l'autre (pourcentages)

Années	Adhérents	Adhésions	Sections	Cellules	Entreprises	Rurales	Locales	Bureaux
1955	-8,6		-1,8	-2,5	2,5	-1,6	-2	
1956	10,8	234	12	1,4	-7,7	15,6	-0,7	
1957	-6,8	-45	5,2	4,1	0	6,2	8,3	
1958	-1,2	14,6	-11,3	-7,4	-8,5	-11,4	0,6	
1959	-1,5	7,2	11,6	3,6	-0,6	-0,1	6,7	
1960	-4	-6,7	5,2	2,7	0,1	-1,4	6,3	
1961	0,2	6	-5,8	0,4	1,1	-4,3	3,1	
1962	6,3	93,8	9,2	7,9	22,9	0,2	3,7	
1963	4,7	-12,2	6,3	3,9	8,2	14	-0,6	15,5
1964	1,9	-8,8	-2,8	2,5	-0,2	4	0,9	-0,3
1965	0,9	1,6	2,9	1,3	-1,8	0,6	2,8	17,4
1966	-0,4	-14,7	8,4	13,9	16,2	1,2	22	2,5
1967	4,3	29,9	-7,2	-7,6	-16,9	-2,6	-6,1	-1,8
1968	5,1	23,8	0,5	-4,3	1,5	1,1	-6,8	-16,3
1969	0,8	-17,2	-0,8	2,5	3,3	-3,4	3	-1,4
1970	0	-6,6	-1,9	-0,7	1,7	-3,5	-1,1	7,1
1971	-0,2	-7,7	0,5	0	0,6	-1,5	2,4	-11,7
1972	2,1	26,6	0,6	1,4	3,9	-1,7	1,4	12,2
1973	6,4	29,5	1	2,9	4,9	1,6	1,3	-14,9
1974	10,6	37,2	-2,4	7	17	1,6	3,5	1,2
1975	9,6	6,4	3,2	8,3	22,9	2,3	1,7	3,7
1976	9,9	19,5	5,7	5,5	10	2,7	3,9	28,9
1977	19,6	53,1	8,1	9	9,8	7,5	8,7	0,5
1978	7,2	-24,1	4,1	3,7	-2,6	-1,3	6,4	5,5
1979	-4,6	-33,4	2	-1,9	-0,2	1,5	0,7	66,6
1980	-2,8	0,6	-6,3	-1,7	-2,6	-2,3	16,9	-23,1
1981	-2,6	-1,5	3,6	-1,4	-6,6	-1,7	-14,1	-13
1982	-10,4	-46,1	-5,7	-4,9	-5,7	-5	-3,2	-91,3
1983	-4,5	1,9	-7,3	-4,2	-5,9	-6,9	-3	-100
1984	-11,7	-22,3	-2,3	-6,6	-5,9	-7	-1,7	
1985	-3,3	17,6	-15,9	-4,8	-11,8	-12,8	-7,2	2,9
1986	-1,4	-0,2	1,8	-3,4	-2,7	4,7	0	-9,2
1987	-1,7	11,6	-20,3	-6	-9,7	-2,9	-6,8	2,5
1988	3,6	33,4	-6,4	-0,3	-1,5	-3,3	3,3	-6,1
1989	-1,6	-24,6	-7,8	-3,1	-1,1	-8,5	-3,2	-2,2
1990	-4,7	-11,1	-4,6	-2,1	-17,3	-2,1	-7,3	6,5
1991	-6,3	-5,7	-2,7	-4,1	13,5	-23	12,9	-0,5
1992	-4,8	-10,1	-0,1	-3,4	-6,8	-14,8	-1,7	-5,1
1993	-4,7	-7,5	10,3	-4,8	-6,2	-36	-1	-4,6
1994	-6	-10,1	-16,1	-8,2	-12,9	-24,9	5,7	-0,2

Document 2 : 1954-1994 : pourcentages d'évolution d'une année sur l'autre (tris)

Adhérents	Adhésions		Sections		Cellules		Entreprises		Rurales		Locales	
1977	19,6	93,8	1956	12	1966	13,9	1962	22,9	1956	15,6	1966	22
1956	10,8	53,1	1959	11,6	1977	9	1975	22,9	1963	14	1980	16,9
1974	10,6	37,2	1993	10,3	1975	8,3	1974	17	1977	7,5	1991	12,9
1976	9,9	33,4	1962	9,2	1962	7,9	1966	16,2	1957	6,2	1977	8,7
1975	9,6	29,9	1966	8,4	1974	7	1991	13,5	1986	4,7	1957	8,3
1978	7,2	29,5	1977	8,1	1976	5,5	1976	10	1964	4	1959	6,7
1973	6,4	26,6	1963	6,3	1957	4,1	1977	9,8	1976	2,7	1978	6,4
1962	6,3	23,8	1976	5,7	1963	3,9	1963	8,2	1975	2,3	1960	6,3
1988	5,3	19,5	1960	5,2	1978	3,7	1973	4,9	1973	1,6	1994	5,7
1968	5,1	17,6	1957	5,2	1959	3,6	1972	3,9	1974	1,6	1976	3,9
1963	4,7	14,6	1978	4,1	1973	2,9	1969	3,3	1979	1,5	1962	3,7
1967	4,3	11,6	1981	3,6	1960	2,7	1955	2,5	1966	1,2	1974	3,5
1972	2,1	7,2	1975	3,2	1969	2,5	1970	1,7	1968	1,1	1988	3,3
1964	1,9	6,4	1965	2,9	1964	2,5	1968	1,5	1965	0,6	1961	3,1
1965	0,9	6	1979	2	1972	1,4	1961	1,1	1962	0,2	1969	3
1969	0,8	1,9	1986	1,8	1956	1,4	1971	0,6	1959	-0,1	1965	2,8
1961	0,2	1,6	1973	1	1965	1,3	1960	0,1	1978	-1,3	1971	2,4
1970	0	0,6	1972	0,6	1961	0,4	1957	0	1960	-1,4	1975	1,7
1971	-0,2	-0,2	1968	0,5	1971	0	1964	-0,2	1971	-1,5	1972	1,4
1966	-0,4	-1,5	1971	0,5	1988	-0,3	1979	-0,2	1955	-1,6	1973	1,3
1958	-1,2	-5,7	1992	-0,1	1970	-0,7	1959	-0,6	1981	-1,7	1964	0,9
1986	-1,4	-6,6	1969	-0,8	1981	-1,4	1989	-1,1	1972	-1,7	1979	0,7
1959	-1,5	-6,7	1955	-1,8	1980	-1,7	1988	-1,5	1990	-2,1	1958	0,6
1989	-1,6	-7,5	1970	-1,9	1979	-1,9	1965	-1,8	1980	-2,3	1986	0
1987	-1,7	-7,7	1984	-2,3	1990	-2,1	1980	-2,6	1967	-2,6	1963	-0,6
1981	-2,6	-8,8	1974	-2,4	1955	-2,5	1978	-2,6	1987	-2,9	1956	-0,7
1980	-2,8	-10,1	1991	-2,7	1989	-3,1	1986	-2,7	1988	-3,3	1993	-1
1985	-3,3	-10,1	1964	-2,8	1992	-3,4	1982	-5,7	1969	-3,4	1970	-1,1
1960	-4	-11,1	1990	-4,6	1986	-3,4	1984	-5,9	1970	-3,5	1992	-1,7
1983	-4,5	-12,2	1982	-5,7	1991	-4,1	1983	-5,9	1961	-4,3	1984	-1,7
1979	-4,6	-14,7	1961	-5,8	1983	-4,2	1993	-6,2	1982	-5	1955	-2
1990	-4,7	-17,2	1980	-6,3	1968	-4,3	1981	-6,6	1983	-6,9	1983	-3
1993	-4,7	-22,3	1988	-6,4	1985	-4,8	1992	-6,8	1984	-7	1989	-3,2
1992	-4,8	-24,1	1967	-7,2	1993	-4,8	1956	-7,7	1989	-8,5	1982	-3,2
1994	-6	-24,6	1983	-7,3	1982	-4,9	1958	-8,5	1958	-11,4	1967	-6,1
1991	-6,3	-33,4	1989	-7,8	1987	-6	1987	-9,7	1985	-12,8	1968	-6,8
1957	-6,8	-45	1958	-11,3	1984	-6,6	1985	-11,8	1992	-14,8	1987	-6,8
1955	-8,6	-46,1	1985	-15,9	1958	-7,4	1994	-12,9	1991	-2,3	1985	-7,2
1982	-10,4		1994	-16,1	1967	-7,6	1967	-16,9	1994	-24,9	1990	-7,3
1984	-11,7		1987	-20,3	1994	-8,2	1990	-17,3	1993	-36	1981	-14,1

Document 3 : L'implantation de l'organisation (les 20 premiers départements)

1913		1920		1936	
Total France métropolitaine	74 579	Total France métropolitaine	176 767	Total France métropolitaine	284 537
NORD	12 400	VILLE-DE-PARIS	21 200	VILLE-DE-PARIS	99 838
VILLE-DE-PARIS	11 120	NORD	20 700	NORD	17 740
PAS-DE-CALAIS	3 275	PAS-DE-CALAIS	14 000	BOUCHES-DU-RHONE	15 300
GARD	2 400	SEINE-ET-OISE	7 950	PAS-DE-CALAIS	8 660
GIRONDE	2 212	MOSELLE	7 000	SOMME	8 490
HAUTE-VIENNE	2 050	HAUTE-VIENNE	4 300	RHONE	7 500
BOUCHES-DU-RHONE	1 725	BAS-RHIN	3 500	GIRONDE	7 450
RHONE	1 500	RHONE	3 400	ALPES-MARITIMES	7 380
SEINE-ET-OISE	1 470	CORREZE	3 000	MEURTHE-ET-MOSELLE	5 925
ISERE	1 450	SEINE-ET-MARNE	3 000	SEINE-MARITIME	5 800
VAR	1 403	ISERE	2 853	BAS-RHIN	5 004
ARDENNES	1 306	SEINE-MARITIME	2 800	AUDE	4 650
ALLIER	1 300	GIRONDE	2 700	SEINE-ET-MARNE	4 402
SAONE-ET-LOIRE	1 300	AUBE	2 700	MOSELLE	4 296
AUBE	1 200	HAUT-RHIN	2 600	LOIRE	3 950
VAUCLUSE	1 095	BOUCHES-DU-RHONE	2 600	ALSACE	3 950
LOIRE	1 065	INDRE-ET-LOIRE	2 550	HAUTE-VIENNE	3 500
SOMME	1 030	LOIRE	2 506	GARD	3 350
HAUTE-GARONNE	1 000	GARD	2 500	CHER	3 175
HERAULT	1 000	OISE	2 450	ISERE	3 000
% des 10 premiers	53,1	% des 10 premiers	49,8	% des 10 premiers	64,7
% des 20 premiers	68,8	% des 20 premiers	64,7	% des 20 premiers	78,5

nov-46		1968		1978	
Total France métropolitaine	814 394	Total France métropolitaine	303 169	Total France métropolitaine	565 058
VILLE-DE-PARIS	108 089	VILLE-DE-PARIS	20 575	VILLE-DE-PARIS	31 341
PAS-DE-CALAIS	37 000	SEINE SAINT DENIS	17 140	SEINE SAINT DENIS	30 557
NORD	36 616	HAUTS DE SEINE	15 637	NORD	28 104
SEINE-ET-OISE	31 324	BOUCHES-DU-RHONE	15 568	VAL DE MARNE	27 910
BOUCHES-DU-RHONE	26 726	VAL DE MARNE	14 873	BOUCHES-DU-RHONE	27 684
RHONE	18 243	NORD	14 210	HAUTS DE SEINE	27 605
LOIRE	15 762	PAS-DE-CALAIS	9 122	PAS-DE-CALAIS	15 650
ISERE	15 127	RHONE	7 117	ESSONNE	11 827
COTES-D'ARMOR	15 075	ALPES-MARITIMES	6 157	RHONE	11 560
DORDOGNE	14 188	DORDOGNE	6 102	HERAULT	10 612
ALPES-MARITIMES	14 134	LOIRE	5 589	VAL D'OISE	10 513
ALLIER	14 000	GARD	5 294	GIRONDE	10 502
FINISTERE	13 160	ISERE	5 238	MEURTHE-ET-MOSELLE	9 484
HAUTE-VIENNE	12 167	VAL D'OISE	5 194	GARD	9 312
GARD	12 062	ESSONNE	5 124	SEINE-MARITIME	9 111
HAUTE-GARONNE	11 609	HAUTE-VIENNE	4 580	ISERE	9 010
GIRONDE	11 460	MEURTHE-ET-MOSELLE	4 395	HAUTE-GARONNE	8 803
CORREZE	11 231	ALLIER	4 252	ALPES-MARITIMES	8 800
SOMME	11 189	HERAULT	4 214	DORDOGNE	8 773
OISE	10 622	CORREZE	4 056	YVELINES	7 952
Total France métropolitaine	39,1	Total France métropolitaine	41,7	Total France métropolitaine	39,4
Total France métropolitaine	54	Total France métropolitaine	57,5	Total France métropolitaine	55,8

1990		1994		2009	
Total France métropolitaine	345 611	Total France métropolitaine	272 889	Total France métropolitaine	133 476
SEINE SAINT DENIS	28 268	SEINE SAINT DENIS	24 532	SEINE SAINT DENIS	10 434
VAL DE MARNE	26 291	VAL DE MARNE	22 204	VAL DE MARNE	8 780
NORD	19 695	NORD	16 190	NORD	8 596
BOUCHES-DU-RHONE	17 724	HAUTS DE SEINE	14 007	PAS DE CALAIS	7 739
HAUTS DE SEINE	17 583	BOUCHES-DU-RHONE	12 212	HAUTS DE SEINE	5 680
PAS-DE-CALAIS	11 785	PAS-DE-CALAIS	11 902	BOUCHES DU RHONE	5 529
VILLE-DE-PARIS	11 640	VILLE-DE-PARIS	7 667	VILLE-DE-PARIS	3 819
RHONE	7 399	ALLIER	6 229	GARD	3 053
VAL D'OISE	7 249	RHONE	6 151	RHONE	2 915
DORDOGNE	6 930	DORDOGNE	6 042	SEINE MARITIME	2 515
HERAULT	6 615	LOIRET	5 905	HERAULT	2 455
GARD	6 594	SEINE-ET-MARNE	5 706	GIRONDE	2 434
ALLIER	6 451	GARD	5 624	VAL D'OISE	2 403
SEINE-ET-MARNE	6 381	VAL D'OISE	5 579	ESSONNE	2 315
SEINE-MARITIME	6 243	SEINE-MARITIME	5 465	DORDOGNE	2 303
LOIRET	6 050	HERAULT	5 370	SEINE ET MARNE	2 218
ESSONNE	6 022	GIRONDE	5 331	HAUTE GARONNE	2 166
SOMME	5 400	ESSONNE	5 051	ISERE	2 118
HAUTE-GARONNE	5 174	SOMME	4 206	LOIRE ATLANTIQUE	2 030
ALPES-MARITIMES	5 032	HAUTE-GARONNE	3 902	LOIRET	1 736
Total France métropolitaine	44,7	Total France métropolitaine	46,6	Total France métropolitaine	44,2
Total France métropolitaine	62,1	Total France métropolitaine	65,7	Total France métropolitaine	60,9

Document 4 : Entrées et sorties (1955-1994) *

Années	Adhérents	Adhésions	% d'adhésions	Ecart annuel	% de l'écart	Effectifs attendus	Ecart attendu/réel	% des «sorties»	Tri par importance des écarts annuels		Tri par importance des «sorties»		Tri par importance des «entrées»		
									1977	1976	1984	1983	1977	1976	1984
1954	275 051														
1955	251 266	11 021	4	-23 785	-8,6	286 072	-34 806	-12,7	1977	1976	1984	1983	1977	1976	37,6
1956	278 429	36 808	14,6	27 163	10,8	288 074	-9 645	-3,8	1956	10,8	1979	1978	1976	1975	27
1957	259 404	20 248	7,3	-19 025	-6,8	298 677	-39 273	-14,1	1974	10,6	1982	1981	1974	1973	25,8
1958	256 342	23 214	8,9	-3 062	-1,2	282 618	-26 276	-10,1	1976	9,9	1981	1980	1975	1974	24,8
1959	252 482	24 879	9,7	-3 860	-1,5	281 221	-28 739	-11,2	1975	9,6	1994	1993	1978	1977	23,9
1960	242 437	23 210	9,2	-10 045	-4	275 692	-33 255	-13,2	1978	7,2	1980	1979	1978	1977	20
1961	242 802	24 600	10,1	365	0,2	267 037	-24 235	-10	1973	6,4	1977	1976	1962	1961	19,6
1962	257 993	47 671	19,6	15 191	6,3	290 473	-32 480	-13,4	1962	6,3	1990	1989	1968	1967	18,4
1963	270 086	41 868	16,2	12 093	4,7	299 861	-29 775	-11,5	1968	5,1	1976	1975	1988	1987	17,1
1964	275 290	38 192	14,1	5 204	1,9	308 278	-32 988	-12,2	1963	4,7	1978	1977	1963	1962	16,2
1965	277 788	38 792	14,1	2 498	0,9	314 082	-36 294	-13,2	1967	4,3	1991	1990	1981	1980	15,8
1966	276 589	24 911	9	-1 199	-0,4	302 699	-26 110	-9,4	1988	3,8	1992	1991	1972	1971	15,8
1967	288 414	42 963	15,5	11 825	4,3	319 552	-31 138	-11,3	1972	2,1	1975	1974	1980	1979	15,6
1968	303 169	53 207	18,4	14 755	5,1	341 621	-38 452	-13,3	1964	1,9	1974	1973	1967	1966	15,5
1969	305 640	44 062	14,5	2 471	0,8	347 231	-41 591	-13,7	1965	0,9	1993	1992	1979	1978	14,8
1970	305 540	41 138	13,5	-100	0	346 778	-41 238	-13,5	1969	0,8	1987	1986	1956	1955	14,6
1971	304 936	37 967	12,4	-604	-0,2	343 507	-38 571	-12,6	1961	0,2	1983	1982	1969	1968	14,5
1972	311 440	48 057	15,8	6 504	2,1	352 993	-41 553	-13,6	1970	0	1957	1956	1964	1963	14,1
1973	331 502	62 221	20	20 062	6,4	373 661	-42 159	-13,5	1971	-0,2	1985	1984	1965	1964	14,1
1974	366 684	85 375	25,8	35 182	10,6	416 877	-50 193	-15,1	1966	-0,4	1989	1988	1970	1969	13,5
1975	401 759	90 821	24,8	35 075	9,6	457 505	-55 746	-15,2	1958	-1,2	1969	1968	1987	1986	12,6
1976	441 696	108 571	27	39 937	9,9	510 330	-68 634	-17,1	1986	-1,4	1988	1987	1989	1988	12,5
1977	528 462	166 231	37,6	86 766	19,6	607 927	-79 465	-18	1989	-1,4	1972	1971	1971	1970	12,4
1978	566 492	126 201	23,9	38 030	7,2	654 663	-88 171	-16,7	1959	-1,5	1973	1972	1991	1990	11,4
1979	540 565	84 007	14,8	-25 927	-4,6	650 499	-109 934	-19,4	1987	-1,7	1970	1969	1990	1989	11,3
1980	525 515	84 495	15,6	-15 050	-2,8	625 060	-99 545	-18,4	1981	-2,6	1962	1961	1986	1985	11,2
1981	511 591	83 245	15,8	-13 924	-2,6	608 760	-97 169	-18,5	1980	-2,8	1968	1967	1985	1984	10,8
1982	458 280	44 860	8,8	-53 311	-10,4	556 451	-98 171	-19,2	1985	-3,3	1965	1964	1992	1991	10,7
1983	437 843	45 724	10	-20 437	-4,5	504 004	-66 161	-14,4	1960	-4	1960	1959	1993	1992	10,4
1984	386 551	35 545	8,1	-51 292	-11,7	473 388	-86 837	-19,8	1983	-4,5	1955	1954	1961	1960	10,1
1985	373 941	41 809	10,8	-12 610	-3,3	428 360	-54 419	-14,1	1991	-4,5	1971	1970	1983	1982	10
1986	368 609	41 707	11,2	-5 332	-1,4	415 648	-47 039	-12,6	1979	-4,6	1986	1985	1995	1994	10
1987	362 233	46 528	12,6	-6 376	-1,7	415 137	-52 904	-14,4	1993	-4,7	1964	1963	1994	1993	9,8
1988	374 538	62 046	17,1	12 305	3,4	424 279	-49 741	-13,7	1992	-4,9	1963	1962	1959	1958	9,7
1989	369 167	46 794	12,5	-5 371	-1,4	421 332	-52 165	-13,9	1990	-6,5	1967	1966	1960	1959	9,2
1990	345 092	41 579	11,3	-24 075	-6,5	410 746	-65 654	-17,8	1957	-6,8	1959	1958	1966	1965	9
1991	329 680	39 199	11,4	-15 412	-4,5	384 291	-54 611	-15,8	1955	-8,6	1958	1957	1958	1957	8,9
1992	313 661	35 246	10,7	-16 019	-4,9	364 926	-51 265	-15,5	1994	-8,7	1961	1960	1982	1981	8,8
1993	298 811	32 604	10,4	-14 850	-4,7	346 265	-47 454	-15,1	1982	-10,4	1966	1965	1984	1983	8,1
1994	272 889	29 318	9,8	-25 922	-8,7	328 129	-55 240	-18,5	1984	-11,7	1956	1955	1957	1956	7,3

* Le calcul des « sorties » est fait à partir des deux colonnes des « adhérents » et des « adhésions ». L'addition des effectifs d'une année et des adhésions de l'année suivante donne les « effectifs attendus ». La différence des effectifs enregistrés et des effectifs attendus donne le volume des « sorties » (départs et décès).

Document 5 : Le rapport adhérents/électeurs (pourcentages triés)

	1945	1946	1956	1958	1962	1967	1968						
CORSE	26,6	CORSE	24	CORSE	20,4	CORSE	15,6	CORSE	15,9				
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	25,8	DOUBS	HAUTES-SAONE	16,2	SAVOIE	15,6	DORDOGNE	11,4	DORDOGNE	10,9			
HAUTES-ALPES	17,6	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	22,9	LOIR-ET-GARONNE	12	HAUTES-PYRENEES	11	GERS	10,8	HAUTES-ALPES	12,3		
LOIR-ET-GARONNE	17,2	DORDOGNE	22,1	HAUTES-ALPES	9,6	DORDOGNE	11,9	AIN	10,7	CORREZE	10,8	HAUTES-PYRENEES	11,5
RHONE	16,8	ALLIER	21,9	DORDOGNE	9,6	HAUTES-PYRENEES	11,9	BOUCHES-DU-RHONE	10,4	HAUTES-ALPES	9,9	CORREZE	11,5
COTES-D'ARMOR	16,6	PAS-DE-CALAIS	21,4	BOUCHES-DU-RHONE	8,7	AIN	11,8	LOIRE	10,3	HAUTES-PYRENEES	9,4	HERS	11,5
GERS	16,3	LOT	21,3	GERS	8,5	GERS	11,3	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	10,2	HAUTES-VAOIE	9,3	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	10,2
DORDOGNE	16,2	HERS	21,3	HAUTES-ALPES	8,5	HAUTES-ALPES	11	HAUTES-ALPES	9,8	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	8,8	VAL DE MARNE	10,9
ILLE-ET-VILAINE	15,9	HAUTES-ALPES	21,3	LOIR-ET-GARONNE	8,3	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	10,9	ALPES-MARITIMES	9,5	LANDES	8,5	VILLE-DE-PARIS	10,1
LOT	15,8	CORREZE	21,2	ALPES-MARITIMES	8,3	LOIRE	10,9	SAVOIE	9,5	LOIRE	8,5	HAUTE-VAOIE	9,8
PAS-DE-CALAIS	15,7	HAUTE-VAOIE	21,2	CORREZE	7,9	ALPES-MARITIMES	10,4	HAUTE-VAOIE	9,2	AIN	8,5	AIN	9,8
CANTAL	15,7	DROME	20,3	VAUCLUSE	7,7	BOUCHES-DU-RHONE	10,4	GARD	8,8	SAVOIE	8,5	LANDES	9,7
HAUTE-GARONNE	15,7	PUY-DE-DOME	20,2	GARD	7,6	TERRITOIRE DE BELFORT	10,3	GERS	8,7	LOIR-ET-GARONNE	8,4	BOUCHES-DU-RHONE	9,6
COTE-D'OR	15,7	AIN	19,2	LOIRE	7,3	GARD	10,2	LANDES	8,6	BOUCHES-DU-RHONE	8,1	VENDEE	9,6
CORREZE	15,7	HAUTE-VIENNE	18,9	ARDECHE	7	CORREZE	9,6	CORREZE	8,5	VAL DE MARNE	7,9	SAVOIE	9,5
CHARENTE	15,5	COTE-D'OR	18,8	AIN	7	HAUTE-VAOIE	9,6	ALLIER	8,5	VILLE-DE-PARIS	7,5	LOIRE	9,3
INDRE	15	HAUTES-PYRENEES	18,7	VENDEE	7	ARDECHE	9,1	HAUTE-VIENNE	8,2	HAUTE-GARONNE	7,3	HAUTS DE SEINE	9
ALPES-MARITIMES	15	INDRE	18,7	ISERE	6,9	ALLIER	9	DROME	8	GARD	7,3	SEINE SAINT DENIS	8,8
HAUTE-VIENNE	14,7	ARIEGE	18,6	ARIEGE	6,9	JURA	9	ARDECHE	7,9	ARIEGE	7,1	INDRE-ET-LOIRE	8,6
TARN-ET-GARONNE	14,7	LOIRE	18,5	AUDE	6,7	VAUCLUSE	9	VAR	7,8	ALPES-MARITIMES	7,1	LOIR-ET-GARONNE	8,6
DROME	14,6	HAUTE-GARONNE	18,5	SAVOIE	6,7	VAR	9	LOIR-ET-CHER	7,8	HAUTE-VIENNE	7,1	ARIEGE	8,5
AISNE	14,5	ARDECHE	18,5	ALLIER	6,7	ISERE	8,8	INDRE-ET-LOIRE	7,7	ALLIER	6,9	LOT	8,4
HAUTE-VAOIE	14,5	ISERE	18,4	VAR	6,6	BAS-RHIN	8,3	PRENEES-ATLANTIQUES	7,6	INDRE-ET-LOIRE	6,9	PRENEES-ATLANTIQUES	8,4
HAUTES-PYRENEES	14,3	ALPES-MARITIMES	18,3	LOT	6,2	AUDE	8,2	RHONE	7,6	HAUTS DE SEINE	6,9	RHONE	8,2
MORBIHAN	14,2	LOIR-ET-GARONNE	18,2	PRENEES-ORIENTALES	6,1	PYRENEES-ATLANTIQUES	8,2	HAUTE-GARONNE	7,6	SEINE SAINT DENIS	6,8	GARD	8,1
PUY-DE-DOME	14	AUDE	18,1	VILLE-DE-PARIS	6,1	COTE-D'OR	8,2	VILLE-DE-PARIS	7,6	CHER	6,7	HAUTE-VIENNE	8,1
VAR	13,9	GARD	18	HAUTE-GARONNE	6,1	RHONE	8,1	ISERE	7,6	DROME	6,6	DROME	7,8
HAUT-RHIN	13,5	MORBIHAN	17,7	HAUTE-VIENNE	6,1	ARIEGE	8,1	VAUCLUSE	7,5	PYRENEES-ATLANTIQUES	6,6	ALLIER	7,7
CREUSE	13,2	COTES-D'ARMOR	17,4	LOIR-ET-CHER	5,9	DROME	8	CHARENTE-MARITIME	7,4	JURA	6,5	ALPES-MARITIMES	7,5
ALLIER	13,1	NIEVRE	17,2	INDRE	5,8	LANDES	7,9	LOZERE	7,4	RHONE	6,3	ISERE	7,3
HAUTE-LOIRE	13,1	AUBE	17,2	CHARENTE-MARITIME	5,8	INDRE	7,9	ARIEGE	7,2	LOT	6,3	LOIR-ET-CHER	7,3
DEUX-SEVRES	12,9	RHONE	17,1	DROME	5,7	VILLE-DE-PARIS	7,9	AUDE	7,2	HERAULT	6,2	HERAULT	7,2
ARIEGE	12,6	BOUCHES-DU-RHONE	17	CHER	5,5	CHARENTE-MARITIME	7,8	INDRE	7,1	ISERE	6,2	LOZERE	7,1
LANDES	12,4	CREUSE	16,9	PRENEES-ATLANTIQUES	5,5	HAUTE-GARONNE	7,7	VENDEE	7	VAR	6,2	ARDECHE	7,1
GARD	12,2	VAUCLUSE	16,8	RHONE	5,5	SAONE-ET-LOIRE	7,7	CHER	6,9	ARDECHE	6,1	SAONE-ET-LOIRE	6,9
SOMME	12,1	LOIR-ET-CHER	16,8	HERAULT	5,5	INDRE-ET-LOIRE	7,6	HERAULT	6,9	LOIR-ET-CHER	5,9	Total France métropolitaine	6,7
SAVOIE	12,1	HAUTE-LOIRE	16,7	JURA	5,4	LOT	7,5	JURA	6,8	AUDE	5,9	TERRITOIRE DE BELFORT	6,7
NIEVRE	12	OISE	16,5	PAS-DE-CALAIS	5,4	HAUTE-VIENNE	7,4	CREUSE	6,6	VAUCLUSE	5,9	VAR	6,7
BOUCHES-DU-RHONE	11,9	CHER	16,1	INDRE-ET-LOIRE	5,3	LOIR-ET-CHER	7,3	TERRITOIRE DE BELFORT	6,6	Total France métropolitaine	5,7	VAUCLUSE	6,7
MEUSE	11,8	PRENEES-ORIENTALES	15,9	BAS-RHIN	5,3	CHER	7,3	SAONE-ET-LOIRE	6,5	SAONE-ET-LOIRE	5,7	HAUTE-VAOIE	6,6
VAUCLUSE	11,8	LANDES	15,8	Total France métropolitaine	5,1	VENDEE	6,9	LOIR-ET-GARONNE	6,5	INDRE	5,7	CHER	6,6
LOIRE	11,4	VAR	15,7	SAONE-ET-LOIRE	5,1	HERAULT	6,9	HAUTE-VAOIE	6,5	CREUSE	5,7	AUDE	6,6
EURE	11,2	GRONDE	15,5	DOUBS	4,8	PYRENEES-ORIENTALES	6,8	Total France métropolitaine	6,4	LOZERE	5,7	CHARENTE-MARITIME	6,4
OISE	11,2	HAUTE-SAONE	15,4	CANTAL	4,6	GIRONDE	6,7	PYRENEES-ORIENTALES	6,4	NIEVRE	5,6	TARN-ET-GARONNE	6,4
ISERE	11,1	SOMME	15,1	YONNE	4,6	Total France métropolitaine	6,7	BAS-RHIN	6,3	VENDEE	5,6	VAL DOISE	6,3
ARDECHE	11,1	EURE	15	TARN-ET-GARONNE	4,6	HAUTE-VAOIE	6,6	PAS-DE-CALAIS	6,3	CANTAL	5,4	JURA	6,3
VENDEE	11	CHARENTE-MARITIME	15	COTE-D'OR	4,5	PUY-DE-DOME	6,4	COTE-D'OR	6	CHARENTE-MARITIME	5,4	AVEYRON	6,1
CHER	10,9	ORNE	14,9	AUBE	4,4	MANCHE	6,3	AUBE	6	PAS-DE-CALAIS	5,2	ESSONNE	6,1

	1945	1946	1956	1958	1962	1967	1968						
AUBE	10,7	JURA	14,8	MANCHE	4,4	AUBE	6,2	PUY-DE-DOME	5,9	HAUTE-SAONE	5,1	AUBE	6
GIROUDE	10,7	MEUSE	14,6	COTES-D'ARMOR	4,3	HAUTE-SAONE	6,2	DEUX-SEVRES	5,8	PYRENEES-ORIENTALES	5,1	LOIRE-ATLANTIQUE	6
ARDENNES	10,6	TARN-ET-GARONNE	14,2	DEUX-SEVRES	4,3	PAS-DE-CALAIS	6,1	GIROUDE	5,8	AVEYRON	5	TARN	6
AUDE	10,5	HERAULT	14,1	NORD	4,2	DOUBS	6	YONNE	5,5	AUBE	5	CREUSE	6
EURE-ET-LOIR	10,4	ARDENNES	14	GRONDE	4,2	TARN-ET-GARONNE	5,9	AIN	5,3	TARN-ET-GARONNE	5	YONNE	5,9
SARTHE	10,4	HAUTE-MARNE	13,8	PUY-DE-DOME	3,9	CANTAL	5,9	LOT	5,2	TARN	4,9	NIEVRE	5,9
MAINE-ET-LOIRE	10,3	CANTAL	13,8	LOIRE-ATLANTIQUE	3,8	YONNE	5,8	CANTAL	5,2	LOIRE-ATLANTIQUE	4,9	GIROUDE	5,8
NORD	10,1	INDRE-ET-LOIRE	13,5	LOIRET	3,8	CREUSE	5,6	TARN-ET-GARONNE	5,2	ESSONNE	4,8	DEUX-SEVRES	5,7
AVEYRON	10	DEUX-SEVRES	13,1	VOSGES	3,8	MAINE-ET-LOIRE	5,2	LOIRET	5,1	LOIRET	4,8	HAUTE-LOIRE	5,7
LOIR-ET-CHER	10	SAONE-ET-LOIRE	13	HAUTE-LOIRE	3,8	NORD	5,2	NIEVRE	5,1	YONNE	4,8	PYRENEES-ORIENTALES	5,7
AIN	9,8	Total France métropolitaine	12,9	CHARENTE	3,7	HAUTE-LOIRE	5,1	DOUBS	4,9	VAL-D'OISE	4,8	PUY-DE-DOME	5,6
JURA	9,7	AVEYRON	12,9	CREUSE	3,7	MORBHAN	5	CHARENTE	4,9	PUY-DE-DOME	4,8	INDRE	5,6
Total France métropolitaine	9,6	HAUT-RHIN	12,8	AVEYRON	3,7	AIN	4,9	COTES-D'ARMOR	4,8	NORD	4,7	DOUBS	5,5
SAONE-ET-LOIRE	9,4	NORD	12,6	EURE	3,6	VIENNE	4,9	SOMME	4,8	GIROUDE	4,6	PAS-DE-CALAIS	5,5
PYRENEES-ORIENTALES	9,3	BAS-RHIN	12,1	SEINE-ET-MARNE	3,5	LOZERE	4,7	LOIRE-ATLANTIQUE	4,8	HAUTE-LOIRE	4,6	SOMME	5,4
INDRE-ET-LOIRE	9,3	MAYENNE	12,1	NIEVRE	3,5	NIEVRE	4,6	SEINE-ET-MARNE	4,7	SEINE-ET-MARNE	4,6	COTE-D'OR	5,3
SEINE-ET-MARNE	8,8	AIN	11,9	MAYENNE	3,5	LOIRE-ATLANTIQUE	4,5	NORD	4,6	SOMME	4,5	COTES-D'ARMOR	5,3
HERAULT	8,4	CHARENTE	11,9	EURE-ET-LOIR	3,5	SOMME	4,5	TARN	4,5	TERRITOIRE DE BELFORT	4,5	NORD	5,3
YONNE	8,2	ILLE-ET-VILAINE	11,8	MORBHAN	3,4	LOIRET	4,4	VOSGES	4,5	AIN	4,5	EURE-ET-LOIR	5,2
TARN	8	SAVOIE	11,8	TARN	3,3	COTES-D'ARMOR	4,4	MOSELLE	4,1	COTES-D'ARMOR	4,4	MARNE	5
ORNE	7,9	LOIRET	11,8	SOMME	3,3	CHARENTE	4,4	VIENNE	4,1	COTE-D'OR	4,4	LOIRET	5
VIENNE	7,8	PYRENEES-ATLANTIQUES	11,7	MAINE-ET-LOIRE	3,3	VOSGES	4,4	MAINE-ET-LOIRE	4,1	CHARENTE	4,1	VIENNE	4,7
DOUBS	7,4	YONNE	11,6	SARTHE	3,2	OISE	4,3	AVEYRON	4,1	MORBHAN	4,1	AIN	4,7
CHARENTE-MARITIME	7,4	SEINE-ET-MARNE	11,4	AIN	3	ILLE-ET-VILAINE	4,2	MAYENNE	4	MARNE	4,1	YVELINES	4,7
PYRENEES-ATLANTIQUES	7,4	MOSELLE	11,2	ARDENNES	3	SARTHE	4,2	EURE-ET-LOIR	4	DOUBS	4	MAYENNE	4,6
CAUVADOS	6,9	VIENNE	11	VIENNE	2,9	EURE-ET-LOIR	4,2	OISE	3,9	EURE-ET-LOIR	3,8	CHARENTE	4,6
HAUTE-MARNE	6,8	VENDEE	10,7	ILLE-ET-VILAINE	2,8	AVEYRON	4	HAUTE-MARNE	3,9	DEUX-SEVRES	3,7	BAS-RHIN	4,5
BAS-RHIN	6,7	LOIRE-ATLANTIQUE	10,6	HAUTE-MARNE	2,8	MAYENNE	4	ARDENNES	3,8	YVELINES	3,6	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	4,5
LOIRE-ATLANTIQUE	6,7	EURE-ET-LOIR	10,3	MARNE	2,5	TARN	3,8	MARNE	3,7	HAUTE-MARNE	3,6	MORBHAN	4,5
MARNE	6,5	MAINE-ET-LOIRE	10,2	TERRITOIRE DE BELFORT	2,3	EURE	3,7	HAUT-RHIN	3,6	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	3,5	VOSGES	4,3
MANCHE	5,7	SARTHE	10,1	MOSELLE	2,3	MARNE	3,7	SARTHE	3,6	OISE	3,4	HAUTE-MARNE	4,2
LOIRET	5,6	MANCHE	10	SEINE-MARITIME	2,1	ARDENNES	3,6	HAUTE-LOIRE	3,5	ILLE-ET-VILAINE	3,3	ILLE-ET-VILAINE	4,1
MOSELLE	5,3	MARNE	9,9	HAUT-RHIN	2,1	SEINE-ET-MARNE	3,6	MORBHAN	3,4	BAS-RHIN	3,3	SEINE-ET-MARNE	3,9
SEINE-MARITIME	5,2	TARN	9	ORNE	2,1	ORNE	3,5	ILLE-ET-VILAINE	3,2	VOSGES	3,3	MAINE-ET-LOIRE	3,9
HAUTE-SAONE	4,1	VOSGES	8,4	MEUSE	1,8	CAUVADOS	3,2	EURE	3,2	EURE	3,2	SARTHE	3,8
VOSGES	3,9	CAUVADOS	8,4	LOZERE	1,5	MEUSE	3	CAUVADOS	3,1	VIENNE	3,2	ORNE	3,7
MAYENNE	3,6	SEINE-MARITIME	7	HAUTE-SAVOIE	0	SEINE-MARITIME	2,7	MANCHE	3	SARTHE	3,1	MOSELLE	3,7
LOZERE	3,1	LOZERE	5,2	OISE	0	HAUTE-MARNE	2,2	MEUSE	2,9	ORNE	2,9	OISE	3,7
FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0	LANDES	0	MOSELLE	0	ORNE	2,8	MOSELLE	2,8	CANTAL	3,6
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	CAUVADOS	0	HAUT-RHIN	0	SEINE-MARITIME	2,6	MEUSE	2,8	CAUVADOS	3,6
VILLE-DE-PARIS	0	VILLE-DE-PARIS	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0	MANCHE	2,8	EURE	3,4
HAUTS-DE-SEINE	0	HAUTS-DE-SEINE	0	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	CAUVADOS	2,8	HAUT-RHIN	3,3
SEINE SAINT DENIS	0	SEINE SAINT DENIS	0	HAUTS-DE-SEINE	0	HAUTS-DE-SEINE	0	HAUTS-DE-SEINE	0	HAUT-RHIN	2,7	MEUSE	3,1
TERRITOIRE DE BELFORT	0	TERRITOIRE DE BELFORT	0	SEINE SAINT DENIS	0	SEINE SAINT DENIS	0	SEINE SAINT DENIS	0	MAYENNE	2,6	ARDENNES	3
YVELINES	0	YVELINES	0	YVELINES	0	YVELINES	0	YVELINES	0	MAINE-ET-LOIRE	2,4	MANCHE	2,8

	1973	1978	1981	1986	1988	1993	2002					
PAS-DE-CALAIS	5,6	8,7	BOUCHES-DU-RHONE	12,3	ISERE	12,6	ALLIER	1,3	HAUTE-MARNE	10,5	BOUCHES-DU-RHONE	8,8
VAUCLUSE	5,5	8,7	CALVADOS	12,3	MARNE	12,5	LOZERE	1,3	AIN	10,5	HAUTE-VIENNE	8,8
DOUBS	5,5	MARNE	VIENNE	12,1	SOMME	12,3	TARN-ET-GARONNE	12,9	LANDES	10,3	LANDES	8,8
CHARENTE-MARITIME	5,4	HAUTE-VIENNE	CREUSE	12	INDRE	12,3	SOMME	12,8	ALPES-MARITIMES	10,3	LOIR-ET-CHER	8,7
PYRENEES-ORIENTALES	5,3	COTES-D'ARMOR	HAUTE-SAONE	12	DOUBS	12,2	DOUBS	12,2	HAUTE-LOIRE	10,2	YVELINES	8,5
YONNE	5,2	CREUSE	ALLIER	11,8	SAONE-ET-LOIRE	12,2	JURA	12,5	HAUTE-SAONIE	10,2	GRONDE	8,5
JURA	5,2	TARN	YVELINES	11,6	NIEVRE	12,1	CORREZE	12,4	CORSE DU SUD	10,1	HAUTE-SAONIE	8,4
DEUX-SEVRES	5,1	SEINE-ET-MARNE	MARNE	11,6	DROME	12,1	MARNE	12,3	SAVOIE	10,1	VENDEE	8,1
CHARENTE	5,1	YVELINES	MOSELLE	11,5	CHARENTE-MARITIME	11,8	HAUTE-VAUCLUSE	12,2	ARDECHE	10	NORD	8
AVEYRON	5,1	JURA	LOIRE	11,5	HAUTE-LOIRE	11,8	VAUCLUSE	12,2	AUDE	10	ALPES-MARITIMES	8
LOIRE-ATLANTIQUE	5,1	SOMME	BAS-RHIN	11,5	NORD	11,7	YONNE	11,8	LOIR-ET-CHER	9,9	LOZERE	7,9
SOMME	5	NORD	JURA	11,4	VAUCLUSE	11,4	ESSONNE	11,6	TARN-ET-GARONNE	9,6	TARN-ET-GARONNE	7,9
COTES-D'ARMOR	4,9	PYRENEES-ORIENTALES	HAUTE-LOIRE	11,3	BAS-RHIN	11,4	PYRENEES-ORIENTALES	11,3	INDRE	9,6	PYRENEES-ORIENTALES	7,8
INDRE	4,9	VIENNE	CHARENTE-MARITIME	11,3	HAUTE-MARNE	11,3	DROME	11,3	EURE	9,6	HAUTES-SEVRES	7,7
CREUSE	4,9	VENDEE	ESSONNE	11,2	AUDE	11,2	VIENNE	11,3	YONNE	8,9	MEUSE	7,7
MARNE	4,9	VAUCLUSE	VAR	11,2	VIENNE	11,1	TARN	11,2	OISE	8,8	VAUCLUSE	7,7
SEINE-ET-MARNE	4,9	HAUTE-SAONE	VAL D'OISE	10,9	HAUT-RHIN	11,1	ISERE	10,8	YONNE	8,7	CHER	7,5
TERRITOIRE DE BELFORT	4,9	VAR	DEUX-SEVRES	10,9	YONNE	10,6	EURE-ET-LOIR	10,8	LOT	8,7	DEUX-SEVRES	7,5
LOIRET	4,8	AISNE	AVEYRON	10,8	PUY-DE-DOME	10,5	PUY-DE-DOME	10,8	TARN	8,7	VIENNE	7,3
YVELINES	4,8	MAYENNE	ISERE	10,7	LOIRE	10,4	YVELINES	10,6	PUY-DE-DOME	8,6	MARNE	7,1
COTE D'OR	4,7	MEUSE	ALPES-MARITIMES	10,5	EURE	10,4	MEUSE	10,5	CHARENTE	8,5	HAUT-RHIN	6,9
TARN	4,7	DEUX-SEVRES	GARD	10,1	ILLE-ET-VILAINE	10	VAR	10,5	SEINE-MARITIME	8,4	ORNE	6,8
AISNE	4,7	TARN-ET-GARONNE	VAUCLUSE	10,1	HAUTE-VIENNE	10	NORD	10,5	DROME	8,4	LOT	6,8
MORBIHAN	4,6	ARDENNES	MANCHE	10,1	VAR	10	AVEYRON	10	CHER	8,4	ISERE	6,6
HAUTE-LOIRE	4,5	AVEYRON	COTES-D'ARMOR	10,1	DEUX-SEVRES	9,8	PAS-DE-CALAIS	10	ARDENNES	8,1	SOMME	6,5
CANTAL	4,2	OISE	EURE-ET-LOIR	10	MANCHE	9,7	SARTHE	9,8	MEUSE	8,1	BAS-RHIN	6,4
BAS-RHIN	4,2	CHARENTE	NORD	9,8	CALVADOS	9,6	EURE	9,6	VAUCLUSE	8,1	ESSONNE	6,2
MEUSE	4,2	CORSE DU SUD	VOSGES	9,7	TARN	9,6	CHER	9,5	ISERE	8,1	ALLIER	6,2
MAYENNE	4,1	CHARENTE-MARITIME	YONNE	9,7	MEUSE	9,5	BAS-RHIN	9	CANTAL	8	CALVADOS	5,8
VIENNE	4,1	EURE-ET-LOIR	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	9,6	EURE-ET-LOIR	9,4	LOIRE	9	EURE-ET-LOIR	7,8	HAUTE-MARNE	5,8
EURE-ET-LOIR	4	CALVADOS	SOMME	9,4	AVEYRON	9,1	ILLE-ET-VILAINE	8,8	DEUX-SEVRES	7,7	DOUBS	5,8
VOSGES	3,9	INDRE	HAUTE-VIENNE	9,3	OISE	9	MORBIHAN	8,5	AISNE	7,2	MORBIHAN	5,6
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	3,9	PAS-DE-CALAIS	HAUT-RHIN	9,2	SEINE-MARITIME	9	ORNE	8,4	LOIRE	7,1	COTES-D'ARMOR	5,6
OISE	3,8	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	PYRENEES-ORIENTALES	9,1	PAS-DE-CALAIS	8,7	OISE	8,4	VAR	7	SEINE-MARITIME	5,4
SARTHE	3,8	MORBIHAN	ILLE-ET-VILAINE	9,1	PYRENEES-ORIENTALES	8,7	COTES-D'ARMOR	8,2	AVEYRON	6,8	CHARENTE	5,4
MOSELLE	3,6	VOSGES	INDRE	9	COTES-D'ARMOR	8,6	MANCHE	8,1	VOSGES	6,7	MAINE-ET-LOIRE	5,3
CALVADOS	3,5	BAS-RHIN	ORNE	9	ORNE	8,4	HAUT-RHIN	8	ILLE-ET-VILAINE	6,5	HAUTE-CORSE	4,7
MAINE-ET-LOIRE	3,4	ORNE	CHARENTE	8,7	ARDENNES	8,1	MOSELLE	8	DOUBS	6,5	HAUTES-ALPES	4,6
HAUTE-MARNE	3,4	MANCHE	SARTHE	8,7	MORBIHAN	8,1	HAUTE-SAONE	7,8	MANCHE	6,3	PUY-DE-DOME	4,5
HAUT-RHIN	3,2	MOSELLE	MORBIHAN	8,7	CHER	7,8	ARDENNES	7,8	COTES-D'ARMOR	6,1	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	4,2
ILLE-ET-VILAINE	3,2	SARTHE	MAINE-ET-LOIRE	8,6	MOSELLE	7,2	SEINE-MARITIME	7,7	ORNE	6,1	LOIRE	4
ARDENNES	3,1	HAUTE-LOIRE	ARDENNES	8,4	SARTHE	7,1	HAUTE-VIENNE	7,6	MORBIHAN	5,9	MOSELLE	3,7
EURE	3	HAUT-RHIN	OISE	7,9	AISNE	7,1	CHARENTE	7,5	HAUT-RHIN	5,9	CORSE DU SUD	2,9
MANCHE	2,8	EURE	EURE	7,8	HAUTE-SAONE	6,9	MAINE-ET-LOIRE	7,4	HAUTE-SAONE	5,7	AISNE	2,6
SEINE-MARITIME	2,8	SEINE-MARITIME	PAS-DE-CALAIS	7,6	CHARENTE	6,9	VOSGES	7,4	BAS-RHIN	5,4	OISE	2,4
			AISNE	7	VOSGES	6,7	AISNE	7	MOSELLE	5,4	MANCHE	2,2
			SEINE-MARITIME	6,8	MAINE-ET-LOIRE	6,6	DEUX-SEVRES	0	MAINE-ET-LOIRE	5,1		
			FINISTERE NORD	5,3	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0
			HAUTE-GARONNE	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0	FINISTERE NORD	0

Document 6 : La hiérarchie départementale des sorties (% des effectifs de l'année précédente)

1957		1968		1978		1979	
EURE	-34,6	SEINE-ET-MARNE	-31,4	TERRITOIRE DE BELFORT	-34,2	HAUT-RHIN	-28
TERRITOIRE DE BELFORT	-33,2	MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	-25,6	CREUSE	-32,1	ORNE	-27
COTES-D'ARMOR	-30,5	CALVADOS	-22,5	ORNE	-25,4	SEINE SAINT DENIS	-26,4
HAUTE-MARNE	-30,2	CANTAL	-21	HAUTE-GARONNE	-25,3	BAS-RHIN	-26,1
SEINE-ET-MARNE	-28,2	AUBE	-20,3	MEUSE	-23,2	SEINE-MARITIME	-25,8
ORNE	-27,5	HAUTE-MARNE	-20,1	SEINE SAINT DENIS	-23,1	VILLE-DE-PARIS	-25,7
SEINE-MARITIME	-25,8	SEINE-MARITIME	-20,1	SEINE-MARITIME	-23	HAUTE-GARONNE	-25,6
PAS-DE-CALAIS	-25,1	MORBIHAN	-19,9	MAYENNE	-22,4	GIROUDE	-25,5
CORSE	-25	MANCHE	-19,6	ILLE-ET-VILAINE	-22,4	SOMME	-25,1
LOIRE-ATLANTIQUE	-24,2	OISE	-19,3	CANTAL	-21,9	ARDENNES	-24,5
CANTAL	-24	AISNE	-19	HAUT-RHIN	-21,4	ESSONNE	-24,4
FINISTERE	-23,9	ORNE	-18,7	EURE-ET-LOIR	-21,1	DOUBS	-24,1
CREUSE	-22,3	HAUT-RHIN	-18,5	RHONE	-20,9	MANCHE	-24
ILLE-ET-VILAINE	-22,1	VILLE-DE-PARIS	-18,3	CALVADOS	-20,7	HAUTS DE SEINE	-23,8
HAUTES-ALPES	-21,6	MEUSE	-18,1	MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	-20,4	HAUTE-SAONE	-23,8
SEINE-OUEST	-20,6	VOSGES	-17,9	VILLE-DE-PARIS	-20,4	TERRITOIRE DE BELFORT	-23,5
HAUT-RHIN	-20,4	HAUTS DE SEINE	-17,5	ESSONNE	-20,4	MARNE	-23,3
VOSGES	-19,8	LOIRET	-17,5	AISNE	-20,1	HAUTE-MARNE	-23
EURE-ET-LOIR	-19,4	TERRITOIRE DE BELFORT	-17,3	MANCHE	-20,1	YVELINES	-22,9
MAYENNE	-18,1	SEINE SAINT DENIS	-16,9	VOSGES	-19,6	VAL D'OISE	-22,9
MORBIHAN	-17,9	MAINE-ET-LOIRE	-16,4	GARD	-19,6	OISE	-22,8
MANCHE	-17,6	COTES-D'ARMOR	-16,4	OISE	-19,2	RHONE	-22,7
SAVOIE	-17,2	NIEVRE	-16,3	CORSE DU SUD	-19,2	EURE-ET-LOIR	-22
CORREZE	-17,1	MAYENNE	-16,2	HERAULT	-19,1	SEINE-ET-MARNE	-22
HAUTE-VIENNE	-17	SOMME	-15,9	MARNE	-19,1	COTE-D'OR	-21,9
AUDE	-16,8	EURE	-15,7	FINISTERE NORD	-18,6	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	-21,9
LOIR-ET-CHER	-16,7	SARTHE	-15,7	YVELINES	-18,6	VOSGES	-21,6
SEINE-NORD-EST	-16,5	MOSELLE	-15,3	ISERE	-18,5	VAL DE MARNE	-21,5
VAUCLUSE	-16,4	VAL DE MARNE	-15,2	HAUTE-MARNE	-18,3	EURE	-21,5
MEUSE	-16,4	DOUBS	-15,2	COTE-D'OR	-18,3	PYRENEES-ORIENTALES	-21
HERAULT	-16	LOIR-ET-CHER	-15	SEINE-ET-MARNE	-18,2	HAUTE-SAVOIE	-20,6
MARNE	-15,9	JURA	-14,9	VAL DE MARNE	-18,2	AUDE	-20,5
AUBE	-15,9	FINISTERE	-14,8	LOIRET	-18,2	MEUSE	-20,5
INDRE	-15,4	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	-14,1	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	-17,9	MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	-20,3
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-15	PUY-DE-DOME	-13,9	VAL D'OISE	-17,9	YONNE	-20,1
HAUTE-GARONNE	-15	EURE-ET-LOIR	-13,8	HAUTS DE SEINE	-17,9	LOIRET	-19,9
SOMME	-15	HERAULT	-13,6	LOIR-ET-CHER	-17,6	HERAULT	-19,5
VAR	-14,7	NORD	-13,5	DOUBS	-17,3	Total France métropolitaine	-19,4
ISERE	-14,7	HAUTE-GARONNE	-13,5	INDRE-ET-LOIRE	-17,2	PAS-DE-CALAIS	-19,4
SEINE-ET-OISE NORD	-14,6	BOUCHES-DU-RHONE	-13,5	PUY-DE-DOME	-17,2	LOIRE	-19,3
VILLE-DE-PARIS	-14,6	VAL D'OISE	-13,4	NIEVRE	-17,1	MAYENNE	-19,3
AVEYRON	-14,6	INDRE-ET-LOIRE	-13,4	PYRENEES-ORIENTALES	-17	PUY-DE-DOME	-19,1
SEINE-SUD	-14,5	Total France métropolitaine	-13,3	JURA	-16,7	AUBE	-19
Total France métropolitaine	-14,1	ARDENNES	-13,3	Total France métropolitaine	-16,7	CALVADOS	-18,7
BAS-RHIN	-13,8	RHONE	-13,2	EURE	-16,7	NORD	-18,6
BOUCHES-DU-RHONE	-13,1	LOIRE-ATLANTIQUE	-13,2	SAONE-ET-LOIRE	-16,6	NIEVRE	-18,6
CHARENTE	-13	INDRE	-12,8	HAUTE-LOIRE	-16,5	HAUTES-PYRENEES	-18,1
COTE-D'OR	-12,6	PYRENEES-ORIENTALES	-12,7	LOIRE-ATLANTIQUE	-16	MORBIHAN	-17,8
VIENNE	-12,4	HAUTE-LOIRE	-12,7	HAUTE CORSE	-15,8	INDRE-ET-LOIRE	-17,8
RHONE	-12,4	YONNE	-12,6	YONNE	-15,8	LOIRE-ATLANTIQUE	-17,3
DOUBS	-12,3	LOIRE	-12,5	CHARENTE-MARITIME	-15,3	COTES-D'ARMOR	-17,3
ARDECHE	-12,2	MARNE	-12,4	BAS-RHIN	-15,3	PYRENEES-ATLANTIQUES	-17,2
SAONE-ET-LOIRE	-12	ESSONNE	-12,4	ARDENNES	-15,1	FINISTERE NORD	-17,1
AIN	-11,9	HAUTE-SAONE	-12,3	HAUTE-SAONE	-15,1	ISERE	-16,9
DEUX-SEVRES	-11,8	SAONE-ET-LOIRE	-12,2	DROME	-15,1	AISNE	-16,9
JURA	-11,8	TARN	-12,1	ALPES-MARITIMES	-15	VENDEE	-16,9
LOIRET	-11,7	COTE-D'OR	-12,1	NORD	-14,9	VAR	-16,3
AISNE	-11,6	CHARENTE-MARITIME	-12	CHARENTE	-14,9	VAUCLUSE	-16,2
ALPES-MARITIMES	-10,5	YVELINES	-11,7	PAS-DE-CALAIS	-14,8	SARTHE	-16,1
ARDENNES	-10,5	AUDE	-11,7	CHER	-14,6	LOIR-ET-CHER	-16,1
DROME	-10,5	GIROUDE	-11,5	VENDEE	-14,4	DEUX-SEVRES	-15,9
INDRE-ET-LOIRE	-10,3	ISERE	-11,2	LOZERE	-14,2	JURA	-15,9
VENDEE	-10,3	DROME	-11,1	INDRE	-14,1	CANTAL	-15,9
CHER	-10,2	VIENNE	-11,1	MORBIHAN	-14,1	SAONE-ET-LOIRE	-15,7
YONNE	-10,1	AIN	-10,9	HAUTE-VIENNE	-13,6	BOUCHES-DU-RHONE	-15,4
HAUTE-LOIRE	-10,1	ARDECHE	-10,9	HAUTES-PYRENEES	-13,5	LOZERE	-15,4
ARIEGE	-9,9	DEUX-SEVRES	-10,8	HAUTES-ALPES	-13,5	ARIEGE	-14,8
PYRENEES-ORIENTALES	-9,6	VAR	-10,7	TARN-ET-GARONNE	-13,2	MAINE-ET-LOIRE	-14,6
MAINE-ET-LOIRE	-9,5	CHER	-10,4	GERS	-13,2	CHER	-14,4
NORD	-9,2	LOT-ET-GARONNE	-10,2	BOUCHES-DU-RHONE	-13,1	LOT-ET-GARONNE	-14,4
NIEVRE	-9,1	GERS	-10,1	VAR	-12,8	TARN	-14,2
DORDOGNE	-8,8	GARD	-10	MAINE-ET-LOIRE	-12,6	ALPES-MARITIMES	-13,8
MOSELLE	-8,4	HAUTE-SAVOIE	-9,9	SARTHE	-12,5	CHARENTE-MARITIME	-13,8
ALLIER	-8,3	SAVOIE	-9,9	SOMME	-12,5	CORREZE	-13,7
SARTHE	-7,7	LOT	-9,8	HAUTE-SAVOIE	-12,3	TARN-ET-GARONNE	-13,2
GARD	-7,1	ALPES-MARITIMES	-9,6	AIN	-12,3	CORSE DU SUD	-12,9
LOT	-7,1	DORDOGNE	-9,5	COTES-D'ARMOR	-12,2	FINISTERE SUD	-12,9
MEURTHE-ET-MOSELLE	-7	VAUCLUSE	-9,2	LOIRE	-12,2	SAVOIE	-12,7
LOIRE	-5,4	ILLE-ET-VILAINE	-8,9	ALLIER	-12,1	HAUTE CORSE	-12,7
LOT-ET-GARONNE	-4,8	CORREZE	-8,9	SAVOIE	-12,1	GARD	-12,5
GIROUDE	-3,7	HAUTES-ALPES	-8,6	DEUX-SEVRES	-12	DORDOGNE	-12,2
GERS	-3,1	TARN-ET-GARONNE	-8,3	MOSELLE	-11,9	ARDECHE	-12
CHARENTE-MARITIME	-1,2	HAUTE-VIENNE	-8,2	FINISTERE SUD	-11,8	DROME	-12
HAUTE-SAONE	-0,5	HAUTES-PYRENEES	-8,1	VIENNE	-11,6	MOSELLE	-11,8
TARN-ET-GARONNE	0	CHARENTE	-8	GIROUDE	-11,5	HAUTE-VIENNE	-11,6
PUY-DE-DOME	0,8	CORSE	-7,4	LOT-ET-GARONNE	-11,4	AIN	-11,4
		PYRENEES-ATLANTIQUES	-7,2	CORREZE	-11,3	ALLIER	-11,2
		BAS-RHIN	-7,1	DORDOGNE	-11,3	CHARENTE	-10,8
		ALLIER	-7	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-10,1	ILLE-ET-VILAINE	-10,8
		ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-7	PYRENEES-ATLANTIQUES	-10,1	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-10,3
		VENDEE	-6,1	LOT	-9,7	INDRE	-10,2
		AVEYRON	-6,1	AVEYRON	-9,6	CREUSE	-9,5
		ARIEGE	-6,1	ARIEGE	-9,5	LANDES	-9,3
		LOZERE	-5,9	AUDE	-9,3	LOT	-9,1
		CREUSE	-5,8	VAUCLUSE	-7,9	HAUTE-LOIRE	-9
		LANDES	-5,5	ARDECHE	-7,7	VIENNE	-8,4
		PAS-DE-CALAIS	-2,7	LANDES	-7,3	GERS	-7,9
		SEINE-ET-OISE NORD		TARN	-5,4	HAUTES-ALPES	-7,3
		SEINE-NORD-EST		AUBE	-1,1	AVEYRON	-5,9

1982		1984		1990		1994	
DOUBS	-39,7	ORNE	-54,8	GIRONDE	-112,4	HAUTS DE SEINE	-29,4
HAUTE-MARNE	-34,9	SEINE-ET-MARNE	-35,5	LOT	-33,1	VOSGES	-27,3
VILLE-DE-PARIS	-32,6	SARTHE	-32,8	HAUTE-MARNE	-25,5	CORSE DU SUD	-24,7
BAS-RHIN	-29,9	HAUTE CORSE	-31,3	HAUTS DE SEINE	-25,3	VAL D'OISE	-23
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	-28,2	ARDENNES	-27,9	LOIRE	-25,3	SEINE SAINT DENIS	-23
MEUSE	-27,7	ESSONNE	-27,2	CALVADOS	-25,3	CHARENTE	-22,9
SEINE-MARITIME	-27	HAUTS DE SEINE	-26,8	TERRITOIRE DE BELFORT	-25,1	HAUTE-LOIRE	-22,7
MANCHE	-25,5	YVELINES	-26,5	SARTHE	-24,5	ALPES-MARITIMES	-22,7
ARDENNES	-25,2	LOT	-26	OISE	-24	EURE-ET-LOIR	-21
MAYENNE	-25,1	MARNE	-25,7	ARIEGE	-23,7	SARTHE	-20,5
YVELINES	-23,4	AUBE	-25	ARDENNES	-23,6	AUBE	-20,3
MARNE	-23,4	MOSELLE	-24,7	CHARENTE	-23,3	OISE	-20,2
AISNE	-23,2	RHONE	-23,5	AUBE	-23,1	VILLE-DE-PARIS	-19,2
TARN	-23	OISE	-23,5	MARNE	-22	CALVADOS	-19,1
VOSGES	-22,9	AISNE	-23,3	CANTAL	-21,8	MOSELLE	-19,1
AUBE	-22,9	HAUTE-MARNE	-23,3	AISNE	-21,4	Total France métropolitaine	-18,5
VAL D'OISE	-22,6	GIRONDE	-23,1	SEINE-ET-MARNE	-21,3	HAUTES-ALPES	-18,4
TERRITOIRE DE BELFORT	-22,6	SOMME	-22,3	VAUCLUSE	-21,1	BOUCHES-DU-RHONE	-18,3
VAUCLUSE	-22,6	SEINE SAINT DENIS	-21,8	YONNE	-21,1	SEINE-ET-MARNE	-17,7
MOSELLE	-22,4	HAUTE-GARONNE	-21,7	BAS-RHIN	-20,4	ESSONNE	-17,7
HAUTE-GARONNE	-21,9	PAS-DE-CALAIS	-21,6	PYRENEES-ORIENTALES	-20,2	FINISTERE	-17,4
EURE-ET-LOIR	-21,8	INDRE-ET-LOIRE	-21,1	VILLE-DE-PARIS	-20	SOMME	-17,3
ESSONNE	-21,7	TERRITOIRE DE BELFORT	-20,9	DOUBS	-19,6	CANTAL	-16,8
SEINE-ET-MARNE	-21,4	MAINE-ET-LOIRE	-20,6	YVELINES	-19,4	BAS-RHIN	-16,5
ORNE	-21,4	CHER	-20,2	ALPES-MARITIMES	-19,3	VAL DE MARNE	-16
SEINE SAINT DENIS	-21,3	LOIRE-ATLANTIQUE	-20,1	EURE-ET-LOIR	-19,2	VENDEE	-15,9
LOT	-21,3	ILLE-ET-VILAINE	-20	DEUX-SEVRES	-19,1	HAUTE-GARONNE	-15,7
GARD	-21,1	LOIRE	-19,9	SEINE SAINT DENIS	-18,9	GARD	-15,2
YONNE	-20,9	VOSGES	-19,9	RHONE	-18,4	ILLE-ET-VILAINE	-15,1
PYRENEES-ORIENTALES	-20,8	Total France métropolitaine	-19,8	PUY-DE-DOME	-18,1	RHONE	-15
VAL DE MARNE	-20,8	VAL D'OISE	-19,6	MANCHE	-17,9	MARNE	-14,7
HAUTS DE SEINE	-20,5	SEINE-MARITIME	-19,5	VENDEE	-17,9	COTES-D'ARMOR	-14,6
LOIRE-ATLANTIQUE	-20,3	HERAULT	-19,1	Total France métropolitaine	-17,6	TERRITOIRE DE BELFORT	-14,5
JURA	-20,3	VILLE-DE-PARIS	-18,9	LOT-ET-GARONNE	-17,6	INDRE	-14,5
GIRONDE	-20,2	SAONE-ET-LOIRE	-18,8	MORBIHAN	-17,6	NORD	-14,4
VIENNE	-19,9	AIN	-18,6	INDRE-ET-LOIRE	-17,5	SEINE-MARITIME	-14,4
OISE	-19,8	LOZERE	-17,8	NIEVRE	-17,4	MANCHE	-14,4
INDRE-ET-LOIRE	-19,6	NORD	-17,8	COTES-D'ARMOR	-17,3	LOIRE-ATLANTIQUE	-14,4
COTE-D'OR	-19,5	PUY-DE-DOME	-17,8	ISERE	-17	PUY-DE-DOME	-14,3
LOT-ET-GARONNE	-19,4	YONNE	-17,7	VAL D'OISE	-16,8	DEUX-SEVRES	-14,2
AIN	-19,3	VAL DE MARNE	-17,7	ESSONNE	-16,5	AISNE	-13,8
Total France métropolitaine	-19,2	LOT-ET-GARONNE	-17,6	HAUT-RHIN	-16,5	SAVOIE	-13,8
NIEVRE	-18,7	CANTAL	-17,5	TARN-ET-GARONNE	-16,3	HAUTE-VIENNE	-13,8
HAUT-RHIN	-18,4	INDRE	-17,5	AIN	-16,1	HAUTE-MARNE	-13,5
NORD	-18,4	CALVADOS	-17,4	GERS	-16	VIENNE	-13,4
BOUCHES-DU-RHONE	-18,3	AUDE	-17,3	VIENNE	-15,9	ARDENNES	-13,3
HERAULT	-17,9	MORBIHAN	-16,8	HAUTE-SAONE	-15,7	GIRONDE	-13,3
ALPES-MARITIMES	-17,9	DROME	-16,7	VAL DE MARNE	-15,7	HERAULT	-13,2
PUY-DE-DOME	-17,8	JURA	-16,7	INDRE	-15,6	ISERE	-12,7
ISERE	-17,7	CHARENTE	-16,4	SOMME	-15,6	MORBIHAN	-12,6
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	-17,5	BOUCHES-DU-RHONE	-16,3	TARN	-15,4	LOT-ET-GARONNE	-12,4
AUDE	-17,2	ISERE	-16,2	AUDE	-15,3	HAUT-RHIN	-12,3
FINISTERE NORD	-16,9	MEUSE	-15,9	CORSE DU SUD	-15,2	CHARENTE-MARITIME	-12
COTES-D'ARMOR	-16,8	MANCHE	-15,6	VOSGES	-14,9	CREUSE	-11,8
RHONE	-16,8	COTES-D'ARMOR	-15,2	JURA	-14,9	LOIRET	-11,6
CANTAL	-16,7	BAS-RHIN	-14,4	VAR	-14,7	AUDE	-11,6
CHER	-16,7	FINISTERE NORD	-14,4	CHARENTE-MARITIME	-14,6	SAONE-ET-LOIRE	-11,5
SOMME	-16,6	LOIR-ET-CHER	-14,3	GARD	-14,5	MAYENNE	-11,4
DORDOGNE	-16,6	EURE	-14,2	BOUCHES-DU-RHONE	-14,2	CORREZE	-11,3
CHARENTE	-16,5	HAUTES-ALPES	-13,8	EURE	-14,1	YVELINES	-11,1
HAUTE-SAVOIE	-16,3	DEUX-SEVRES	-13,8	MAYENNE	-14	ORNE	-11,1
LOIRE	-16,2	HAUTES-PYRENEES	-13,7	HAUTE-VIENNE	-14	JURA	-11
HAUTE CORSE	-16	VAUCLUSE	-13,7	DROME	-13,9	HAUTES-PYRENEES	-11
SAONE-ET-LOIRE	-15,9	NIEVRE	-13,5	HAUTE-SAVOIE	-13,8	VAUCLUSE	-10,8
MORBIHAN	-15,9	AVEYRON	-13,5	LOIRE-ATLANTIQUE	-13,7	LANDES	-9,9
VENDEE	-15,8	CHARENTE-MARITIME	-13,3	SAONE-ET-LOIRE	-13,5	LOIR-ET-CHER	-9,9
GERS	-15,4	PYRENEES-ORIENTALES	-13,2	MAINE-ET-LOIRE	-13,5	PAS-DE-CALAIS	-9,9
MAINE-ET-LOIRE	-15,2	DOUBS	-13,2	SEINE-MARITIME	-13,1	YONNE	-9,7
LOIRET	-15,2	HAUTE-SAONE	-12,9	LOIRET	-13,1	LOZERE	-9,3
ILLE-ET-VILAINE	-15,2	PYRENEES-ATLANTIQUES	-12,9	MEUSE	-13,1	EURE	-9,3
CALVADOS	-15	EURE-ET-LOIR	-12,9	SAVOIE	-12,9	NIEVRE	-9,2
SAVOIE	-14,6	TARN-ET-GARONNE	-12,8	AVEYRON	-12,9	TARN	-9,1
EURE	-14,6	FINISTERE SUD	-12,7	PYRENEES-ATLANTIQUES	-12,8	AIN	-9,1
DEUX-SEVRES	-14,6	GARD	-12,5	NORD	-12,5	INDRE-ET-LOIRE	-9,1
ARDECHE	-14,3	HAUTE-SAVOIE	-12,1	CHER	-12,4	PYRENEES-ATLANTIQUES	-8,8
LOIR-ET-CHER	-14,2	HAUTE-VIENNE	-11,9	ARDECHE	-12,3	VAR	-8,7
HAUTES-ALPES	-13,9	VENDEE	-11,6	COTE-D'OR	-12,2	DROME	-8,5
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-13,7	CORSE DU SUD	-11,4	HAUTE-GARONNE	-11,4	ARDECHE	-7,7
PYRENEES-ATLANTIQUES	-13,4	DORDOGNE	-11,3	ORNE	-11,1	HAUTE CORSE	-7,6
HAUTE-VIENNE	-13,3	TARN	-10,9	CREUSE	-11,1	PYRENEES-ORIENTALES	-7,6
CORREZE	-13,2	ALPES-MARITIMES	-10,7	LOIR-ET-CHER	-10,5	AVEYRON	-7,5
INDRE	-12,6	ARIEGE	-10,6	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-10,3	ALLIER	-7,4
ARIEGE	-12,2	COTE-D'OR	-10,4	HAUTE-LOIRE	-10,1	ARIEGE	-6,5
DROME	-12,2	VIENNE	-10,3	LANDES	-10,1	MEUSE	-6,3
LOZERE	-12	CORREZE	-10,2	FINISTERE	-9,5	GERS	-6,2
TARN-ET-GARONNE	-12	ALLIER	-10,2	MOSELLE	-9,4	DORDOGNE	-5,7
SARTHE	-11,7	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-9,8	HAUTES-PYRENEES	-9,4	TARN-ET-GARONNE	-4,9
CHARENTE-MARITIME	-11,7	LANDES	-9,8	LOZERE	-9,2	HAUTE-SAONE	-4,8
FINISTERE SUD	-11,4	CREUSE	-8,2	HERAULT	-8,9	HAUTE-SAVOIE	-3,1
CORSE DU SUD	-11,1	GERS	-8	ALLIER	-8,2	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	-3
HAUTE-SAONE	-10,6	ARDECHE	-7,9	CORREZE	-7,8		
PAS-DE-CALAIS	-10,4	HAUTE-LOIRE	-7,2	PAS-DE-CALAIS	-7,7		
AVEYRON	-10,3	MAYENNE	-7,2	DORDOGNE	-6,9		
CREUSE	-9,5	VAR	-7,1	HAUTE CORSE	-6,6		
ALLIER	-9,3	HAUT-RHIN	-6,5	ILLE-ET-VILAINE	-5		
HAUTES-PYRENEES	-8,5	SAVOIE	-6,1	HAUTES-ALPES	-4,8		
VAR	-7,5	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	29,4	MEURTHE-ET-MOSELLE	-3		
LANDES	-7,2						
HAUTE-LOIRE	-6,9						

Document 7 : Les effectifs de la SFIO et du PCF (1913-1947)

	1913	1918	1919	1920
Ain	370	100	670	1 225
Aisne	895	45	495	900
Allier	1 300	250	1 500	2 300
Basses-Alpes	160	45	240	390
Hautes-Alpes	100	40	149	100
Alpes-Maritimes	272	60	430	810
Ardèche	235	80	390	770
Ardennes	1 306	130	950	1 400
Ariège	240	75	220	600
Aube	1 200	390	1 600	2 700
Aude	400	510	710	900
Aveyron	600	226	395	720
Bouches-du-Rhône	1 725	900	2 300	2 600
Calvados	70	110	800	550
Cantal	126	25	164	300
Charente	320	330	910	1 250
Charente-Inférieure	510	520	1 150	1 400
Cher	815	400	950	1 450
Corrèze	423	270	2 000	3 000
Corse	47	144	222	180
Côte-d'Or	300	490	1 010	1 300
Côtes-du-Nord	119	22	79	350
Creuse	570	195	700	1 200
Dordogne	880	800	1 180	1 900
Doubs	350	450	860	1 400
Drôme	460	320	1 100	2 040
Eure	100	70	200	550
Eure-et-Loir	288	120	495	600
Finistère	780	400	900	1 500
Gard	2 400	1 250	2 200	2 500
Hte-Garonne	1 000	350	750	1 000
Gers	120	68	195	400
Gironde	2 212	970	2 850	2 700
Hérault	1 000	200	600	1 350
Ille-et-Villaine	170	100	580	800
Indre	280	160	710	900
Indre-et-Loire	550	750	1 850	2 550
Isère	1 450	600	1 400	2 853
Jura	386	250	870	1 110
Landes	164	60	100	500
Loir-et-Cher	270	140	360	800
Loire	1 065	425	1 700	2 506
Haute-Loire	130	60	160	120
Loire-Inférieure	510	700	870	950
Loiret	150	233	720	850
Lot	110	206	352	505
Lot-et-Garonne	288	164	850	1 200
Lozère	160	40	110	135
Maine-et-Loire	190	97	550	710
Manche	106	76	290	275
Marne	525	155	655	1 200
Haute-Marne	169	240	280	400
Mayenne		0	126	210
Meurthe-et-Moselle	200	25	1 420	600
Meuse		0	300	400
Morbihan	380	100	450	550
Moselle			4 500	7 000
Nièvre	800	335	1 210	2 200
Nord	12 400	1 055	14 700	20 700
Oise	669	212	1 385	2 450
Orne	30	40	185	600
Pas-de-Calais	3 275	2 050	11 950	14 000
Puy-de-Dôme	990	190	880	1 700
Basses-Pyrénées	318	458	470	382
Hautes-Pyrénées	110	100	175	250
Pyrénées-Orientales	753	398	500	675
Bas-Rhin			3 200	3 500
Haut-Rhin			4 300	2 600
Rhône	1 500	1 200	2 600	3 400
Haute-Saône		50	385	840
Saône-et-Loire	1 300	1 000	1 900	2 390
Sarthe	100	180	500	710
Savoie	275	70	530	600
Haute-Savoie	175	35	155	532
Seine	11 120	8 860	18 075	21 200
Seine-et-Oise	1 470	1 400	5 600	7 950
Seine-et-Marne	828	170	1 666	3 000
Total Région parisienne				
Seine-Inférieure	700	655	2 200	2 800
Deux-Sèvres	300	125	340	500
Somme	1 030	280	775	1 050
Tarn	700	300	414	1 004
Tarn-et-Garonne	135	150	300	325
Var	1 403	200	1 050	1 500
Vaucluse	1 095	350	1 200	2 200
Vendée	160	75	210	500
Vienne	430	430	700	700
Haute-Vienne	2 050	775	2 700	4 300
Vosges	680	48	960	1 200
Yonne	625	247	1 010	750
Territoire de Belfort	212	380	700	800
Total France métropolitaine	74 579	36 754	131 492	176 767

	1935	1936	1937	1938
Ain	(Rhône)	(Rhône)	900	2 500
Aisne	1 100	3 950	3 950	3 350
Allier	1 650	2 450	2 900	2 850
Basses-Alpes	(Alp.-Marit.)	(Alp.-Marit.)	250	70
Hauts-Alpes	(Isère)	(Isère)	250	
Alpes-Maritimes	1 450	7 380	7 600	4 144
Ardèche	(Drôme)	(Drôme)	800	1 880
Ardennes	600	1 650	1 900	1 850
Ariège	(Hte-Garo.)	(Hte-Garo.)	1 236	300
Aube	600	1 660	1 200	1 860
Aude	1 150	4 650	1 600	1 185
Aveyron	265	705	1 200	900
Bouches-du-Rhône	6 450	15 300	9 832	13 460
Calvados	541	1 300	1 300	1 300
Cantal	115	550	550	700
Charente	600	2 300	2 200	1 800
Charente-Inférieure	600	2 900	3 050	3 000
Cher	1 200	3 175	2 500	4 900
Corrèze	1 100	2 500	2 650	2 900
Corse	700	775	1 000	600
Côte-d'Or	645	2 395	1 645	1 600
Côtes-du-Nord	1 000	1 850	1 600	1 300
Creuse	(Hte-Vien.)	(Hte-Vien.)	1 270	
Dordogne	1 035	2 900	2 850	2 630
Doubs	275	1 080	2 575	2 000
Drôme	385 -	2 405	2 500	1 270
Eure	(Seine-Inf.)	(Seine-Inf.)	900	
Eure-et-Loir	265	865	1 000	1 030
Finistère	650	1 800	1 800	
Gard	1 975	3 350	3 917	4 250
Hte-Garonne	650	2 070	1 164	1 800
Gers	(Lot)	(Lot)	380	
Gironde	2 275	7 450	6 100	5 800
Hérault	(Aude)	(Aude)	3 100	3 115
Ille-et-Villaine	280	650	650	1 175
Indre	(Cher)	(Cher)	1 800	
Indre-et-Loire	456	1 375	1 700	1 800
Isère	700	3 000	2 600	2 500
Jura	210	760	920	950
Landes	(Bas.-Pyr.)	(Bas.-Pyr.)	900	
Loir-et-Cher	(Loiret)	(Loiret)	791	2 750
Loire	1 125	3 950	4 440	3 500
Haute-Loire	(Loire)	(Loire)	260	950
Loire-Inférieure	285	1 325	1 621	2 200
Loiret	850	1 850	1 659	
Lot	380	670	850	750
Lor-et-Garonne	2 800	3 000	3 120	3 200
Lozère	(Gard)	(Gard)		(Gard)
Maine-et-Loire	140	760	800	850
Manche	229	345	470	750
Marne	850	1 150	1 350	1 400
Haute-Marne	(Aube)	(Aube)	1 000	
Mayenne	(Ille-et-V.)	(Ille-et-V.)	500	
Meurthe-et-Moselle	845	5 925	6 000	5 600
Meuse	(Meurthe-et-M.)		350	
Morbihan	(Finistère)	(Finistère)	200	2 500
Moselle	1 300	4 296	5 000	6 000
Nièvre	600	1 500	1 900	2 200
Nord	8 250	17 740	20 800	22 600
Oise	(Somme)	(Somme)	4 500	4 000
Orne	95	500	470	520
Pas-de-Calais	4 660	8 660	12 200	12 600
Puy-de-Dôme	1 400	2 150	3 330	3 100
Basses-Pyrénées	810	2 125	1 850	2 650
Hauts-Pyrénées	90	625	750	850
Pyrénées-Orientales	850	2 300	2 400	2 150
Bas-Rhin	2 150	5 004	2 653	
Haut-Rhin	(Bas-Rhin)	(Bas-Rhin)	3 847	
Rhône	2 400	7 500	9 267	5 970
Haute-Saône	250	590	622	600
Saône-et-Loire	650	2 000	2 450	1 550
Sarthe	139	925	1 050	1 300
Savoie	475	1 724	600	2 100
Haute-Savoie	(Savoie)	(Savoie)	1 700	
Seine				
Seine-et-Oise				
Seine-et-Marne				
Total Région parisienne	28 860	99 343	115 367	104 845
Seine-Inférieure	1 175	5 800	6 500	7 500
Deux-Sèvres	435	923	1 250	1 050
Somme	1 600	8 490	4 800	4 100
Tarn	230	505	800	590
Tarn-et-Garonne	380	580	500	325
Var	(B.-du-Rh.)	(B.-du-Rh.)	3 860	3 500
Vaucluse	(B.-du-Rh.)		2 100	
Vendée	(Loire-Inf.)	(Loire-Inf.)	179	
Vienne	365	840	1 050	1 100
Haute-Vienne	850	3 500	2 930	4 000
Vosges	(Meurthe-et-M.)	(Meurthe-et-M.)	2 060	1 800
Yonne	(Cote d'Or)		1 300	1 500
Territoire de Belfort	(Hte-Saône)		308	
Total France métropolitaine	94 055	279 568	328 043	303 719

Document 7 (suite) : Les effectifs de la SFIO et du PCF (1913-1947)

	sept-44	déc-44	avr-45	déc-45	Mai 1946 Effectifs (THOR AP 35)	1946	1947
Ain	852	2 254	4 000	7 621	7 890	8 168	8 197
Aisne	1 000	4 200	10 457	12 020	12 020	9 852	8 996
Allier	6 000	5 800	9 000	12 559	12 559	14 000	12 673
Basses-Alpes	1 080	2 600	3 400	3 177	3 198	3 198	3 453
Hautes-Alpes		1 200	2 000	2 310	2 940	2 680	2 430
Alpes-Maritimes	1 400	5 650	10 691	14 096	14 289	14 134	13 993
Ardèche	3 500	1 500	4 029	5 843	7 003	7 600	7 335
Ardennes	500	1 717	4 027	5 426	5 345	5 525	5 103
Ariège	2 000	2 600	3 190	5 345	5 345	4 570	4 341
Aube	1 500	2 000	3 359	4 428	4 428	5 500	4 124
Aude	1 100	1 900	3 546	5 531	5 829	6 323	5 785
Aveyron	1 515	1 176	2 700	3 100	3 100	4 122	3 211
Bouches-du-Rhône	8 000	14 000	19 501	26 892	24 207	26 726	31 662
Calvados	370	868	1 450	3 214	3 214	3 200	3 678
Cantal	542	1 737	2 592	3 505	3 528	2 997	3 167
Charente	1 000	3 000	5 672	7 200	7 200	6 000	7 526
Charente-Maritime	500	1 842	2 621	5 678	6 406	7 332	7 776
Cher	2 000	5 500	6 000	8 500	9 500	8 250	7 392
Corrèze	3 000	5 471	8 152	11 017	11 082	11 231	10 888
Corse	4 642	7 100	8 250	7 418	7 814	9 322	7 827
Côte-d'Or	604	1 800	3 240	5 050	5 187	5 350	5 371
Côtes-du-Nord	3 398	7 646	12 078	13 708	14 211	15 075	14 518
Creuse	1 500	3 080	4 046	5 766	5 766	5 809	5 805
Dordogne	1 700	5 626	9 058	12 000	12 700	14 188	13 978
Doubs	250	485	1 800	4 500	5 000	5 900	5 109
Drôme	1 876	2 334	5 054	7 607	8 392	8 797	8 552
Eure	500	1 800	2 688	3 470	5 061	5 000	4 481
Eure-et-Loir	1 000	1 294	2 575	3 500	2 758	3 000	3 406
Finistère	2 278	5 057	8 922	11 200	11 234	13 000	10 585
Gard	5 550	5 611	7 903	11 820	12 070	12 062	12 538
Hte-Garonne	4 700	7 140	8 304	11 786	11 877	11 609	12 221
Gers	284	1 200	2 344	3 748	3 748	4 183	3 785
Gironde	2 500	5 000	6 401	10 665	10 622	11 460	12 064
Hérault	2 540	3 500	5 300	8 171	9 537	10 064	10 682
Ille-et-Villaine	1 330	2 917	5 600	5 800	8 572	5 816	5 243
Indre	1 500	3 666	5 268	7 022	7 509	7 644	7 215
Indre-et-Loire	600	2 055	3 309	4 967	4 967	5 570	5 681
Isère	1 500	5 610	7 943	15 433	14 820	15 127	14 475
Jura	490	1 724	3 053	5 691	5 204	4 155	4 805
Landes	200	1 059	2 516	3 562	3 562	4 531	4 753
Loir-et-Cher	950	2 500	2 993	4 500	4 500	5 100	5 143
Loire	4 590	8 909	10 133	15 934	14 622	15 762	15 762
Haute-Loire	1 000	1 800	2 800	4 000	4 000	3 800	2 759
Loire-Inférieure	1 200	1 991	2 413	5 120	5 120	4 540	5 130
Loiret		1 400	2 252	4 180	4 750	5 195	5 325
Lot	2 000	2 240	3 258	4 362	5 000	4 853	4 281
Lot-et-Garonne	817	3 065	6 645	8 800	8 800	7 670	8 033
Lozère			665	870	870	850	913
Maine-et-Loire	400	1 325	2 250	3 275	2 250	3 408	3 216
Manche	220	374	589	1 290	1 290	1 800	2 224
Marne	1 500	3 500	3 600	5 000	5 000	4 800	4 484
Haute-Marne	245	850	1 280	2 945	2 945	2 800	2 477
Mayenne	110	500	720	1 000	1 200	1 400	1 273
Meurthe-et-Moselle	245	3 079	3 510	6 488	6 232	6 993	9 518
Meuse		650	1 500	2 246	2 246	2 716	2 298
Morbihan	1 002	2 070	5 000	7 000	6 774	10 100	7 370
Moselle		1 300	2 500	4 800	5 587	5 301	6 075
Nièvre	1 100	3 459	4 938	5 525	6 801	6 883	5 938
Nord	30 000	20 000	29 404	40 400	40 400	36 616	40 147
Oise	2 500	6 000	6 389	10 127	10 424	10 662	9 010
Orne	165	500	1 060	1 297	2 850	3 200	2 387
Pas-de-Calais		17 985	23 954	38 650	38 650	37 000	34 480
Puy-de-Dôme	874	5 069	8 000	11 000	11 000	9 923	9 328
Basses-Pyrénées	1 000	1 627	2 674	4 010	4 140	4 312	4 287
Hautes-Pyrénées	1 536	1 929	3 000	3 857	3 857	4 606	4 743
Pyrénées-Orientales	1 060	3 200	3 963	5 550	6 714	6 714	5 848
Bas-Rhin		1 000	2 610	5 370	5 445	5 553	5 552
Haut-Rhin		400	1 984	3 400	3 380	2 919	2 503
Rhône	5 500	13 203	17 364	20 608	20 210	18 243	18 944
Haute-Saône	155	403	1 447	3 840	3 840	3 965	3 387
Saône-et-Loire	1 126	3 061	7 227	11 022	11 039	10 000	10 599
Sarthe	700	1 928	2 212	2 800	2 874	3 441	4 354
Savoie	2 000	3 000	4 464	4 464	6 059	5 433	6 254
Haute-Savoie	3 000	4 411	4 866	7 215	6 739	7 637	6 338
Seine					89 911	108 092	
Seine-et-Oise					28 425	31 324	
Seine-et-Marne					6 447	8 032	
Total Région parisienne	50 553	78 684	92 538	138 652			150 751
Seine-Inférieure	631	3 500	5 084	7 135	7 135	8 507	10 790
Deux-Sèvres	612	1 520	2 682	3 506	3 506	3 705	3 917
Somme	900	4 988	8 199	11 537	11 794	11 189	10 939
Tarn	538	1 208	3 000	4 850	5 000	3 422	3 875
Tarn-et-Garonne	800	1 800	2 150	2 600	3 322	2 300	2 743
Var	4 000	5 968	8 559	10 696	9 547	9 446	9 949
Vaucluse	1 408	3 200	4 300	6 650	6 781	6 700	6 675
Vendée	1 300	1 275	2 198	3 200	3 200	2 879	3 222
Vienne	1 200	2 150	3 094	5 500	5 942	5 393	4 605
Haute-Vienne	2 100	5 325	8 300	11 188	11 188	12 167	12 576
Vosges	345	750	1 211	1 668	1 668	3 500	3 615
Yonne	1 100	1 792	2 871	4 047	4 047	4 365	4 629
Territoire de Belfort							
Total France métropolitaine	205 283	375 607	543 889	778 020	783 215	814 286	808 381

Document 8 : Les effectifs du PCF de 1954 à 1966 (cartes placées)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Ain	2 457	2 253	2 513	2 600	2 476	2 220	2 092	2 102	2 150	2 216	2 295	2 228	2 180
Aisne	2 266	2 400	2 432	2 537	2 625	2 590	2 580	2 501	2 590	2 708	2 765	2 605	2 627
Allier	4 829	5 000	4 382	4 385	4 426	4 501	3 708	3 708	3 894	3 909	3 937	3 941	3 911
Basses-Alpes	1 134	1 058	1 210	1 028	1 023	1 027	1 034	1 024	1 041	1 056	1 116	1 150	1 154
Hautes-Alpes	886	824	985	797	750	775	622	682	678	805	829	834	871
Alpes-Maritimes	7 607	7 400	7 100	6 588	6 151	5 927	5 446	5 442	5 798	5 745	5 791	5 600	5 500
Ardèche	2 452	2 261	2 482	2 366	2 293	2 031	1 700	1 900	1 924	1 928	1 938	1 969	1 965
Ardennes	1 416	1 174	1 152	1 055	898	959	800	870	904	816	840	711	694
Ariège	1 446	1 352	1 377	1 257	1 229	1 134	1 082	1 082	1 190	1 221	1 192	1 245	1 215
Aube	1 900	1 285	1 537	1 402	1 447	1 460	1 411	1 351	1 475	1 492	1 427	1 513	1 514
Aude	1 884	1 835	2 153	1 948	1 865	1 872	1 794	1 744	1 687	1 800	1 854	1 852	1 901
Aveyron	740	650	700	618	596	601	551	507	606	682	698	704	706
Bouches-du-Rhône	15 020	14 420	15 180	14 045	13 245	12 891	12 757	13 147	13 776	14 115	14 121	14 232	14 201
Calvados	645	760		832	826	859	760	800	874	1 064	1 120	1 183	1 102
Cantal	637	629	651	560	561	496	438	428	503	506	492	504	547
Charente	1 490	1 550	1 780	1 662	1 550	1 655	1 610	1 610	1 678	1 680	1 592	1 592	1 609
Charente-Maritime	2 527	2 462	2 508	2 518	2 318	2 227	2 024	1 925	2 145	2 256	2 179	2 189	2 102
Cher	2 585	2 320	2 926	2 912	2 900	2 600	2 643	2 543	2 819	2 831	3 004	2 966	3 048
Corrèze	4 339	3 823	3 915	3 454	3 787	3 731	3 311	3 311	3 331	3 744	4 264	4 058	4 033
Corse	3 259	3 200	3 295	2 607	2 609	2 713	2 564	2 564	2 874	2 571	2 552	2 320	2 156
Côte-d'Or	1 344	1 184	1 400	1 250	1 292	1 301	1 298	1 300	1 300	1 300	1 250	1 315	1 300
Côtes-du-Nord	3 200	1 905	2 921	2 424	2 363	2 427	2 225	2 227	2 450	2 716	3 024	2 963	3 049
Creuse	1 800	1 541	1 558	1 387	1 315	1 245	1 236	1 273	1 254	1 217	1 252	1 283	1 312
Dordogne	5 734	5 452	5 920	5 517	5 286	5 274	5 203	5 127	5 176	5 399	5 586	5 609	6 013
Doubs	1 050	878	1 056	950	900	900	900	900	857	944	952	1 000	995
Drôme	2 230	2 200	2 272	2 181	2 046	2 122	1 944	2 060	2 130	2 171	2 193	2 198	2 130
Eure	1 036	832	1 147	750	870	840	819	752	773		778	747	860
Eure-et-Loir	665	682	943	805	780	681	587	727	750	810	881	856	821
Finistère	2 378	2 306	2 900	2 432	2 379	2 171	2 256	2 213	2 531	2 801	3 027	3 133	2 860
Gard	5 516	5 200	5 325	5 223	5 190	5 199	4 900	4 633	4 837	4 873	4 856	4 996	5 055
Hte-Garonne	3 549	3 374	3 628	3 210	3 076	2 758	2 987	2 995	3 260	3 439	3 517	3 538	3 542
Gers	1 508	1 038	1 448	1 498	1 340	1 275	750	1 162	1 084	1 123	1 258	1 291	1 382
Gironde	4 369	3 988	3 490	3 610	3 560	3 485	3 251	3 035	3 254	3 412	3 351	3 337	3 226
Hérault	3 603	3 792	3 850	3 514	3 470	3 479	3 271	3 271	3 595	3 565	3 522	3 653	3 699
Ille-et-Villaine	1 014	1 015	1 130	980	929	887	888	905	800	897	939	962	973
Indre	2 680	2 350	2 610	2 383	2 285	2 262	2 100	2 159	2 056	2 071	2 091	2 106	2 070
Indre-et-Loire	2 369	2 156	2 306	2 213	2 293	2 232	2 083	2 100	2 208	2 303	2 294	2 231	2 256
Isère	6 426	5 317	5 694	5 157	4 886	4 722	4 447	4 360	4 544	4 697	4 720	4 758	4 775
Jura	1 630	1 469	1 200	1 194	1 200	1 071	1 067	1 073	1 147	1 247	1 284	1 233	1 270
Landes	1 731	1 702			1 500	1 283	1 407	1 453	1 537	1 585	1 610	1 685	1 764
Loir-et-Cher	1 590	1 715	2 050	2 000	1 640	1 562	1 550	1 372	1 655	1 801	1 632	1 671	1 580
Loire		5 200	5 600	5 500	5 300	4 710	4 820	4 920	5 256	5 519	5 585	5 597	5 496
Haute-Loire	475	485	606	545	529	502	418	418	387	390	459	449	430
Loire-Inférieure	1 850	1 543	1 914	1 605	1 516	1 566	1 459	1 400	1 685	2 022	2 057	2 074	2 016
Loiret	1 516	1 425	1 580	1 509	1 369	1 360	1 408	1 460	1 513	1 798	1 740	1 633	1 591
Lot	1 434	1 319	1 283	1 298	1 148	1 213	1 012	878	905	1 008	1 021	1 028	1 003
Lot-et-Garonne	4 525	3 461	3 319	3 422	3 272	3 320	2 108	2 108	2 108	2 772	2 912	2 931	2 943
Lozère	211	199	218		201				286	270	221	213	239
Maine-et-Loire	1 000	951	1 040	1 049	1 035	944	783	783	813	733	767	782	800
Manche	472	517	739	650	579	495	505	426	327	311		401	380
Marne	1 396	1 200	1 411	1 313	1 396	1 308	1 344	1 109	1 412	1 513	1 561	1 682	1 789
Haute-Marne	268	500	650	545	312	489	483	523	600	642	620	688	607
Mayenne	338	350	349	315	312	317	316	320	324	349	361	372	373
Meurthe-et-Moselle	4 000	2 658	3 100	3 100	2 923	2 812	2 914	2 914	3 413	3 628	3 886	3 751	3 704
Meuse	203	300	390	356	342	315	324	293	376	382	338	340	343
Morbihan	1 447		1 494	1 375	1 474	1 155	1 282	1 227	1 060	1 280	1 363	1 396	1 513
Moselle	2 247	1 670	1 504	1 377		1 189	1 221	1 280	1 393	1 582	1 707	1 730	1 800
Nièvre	1 508	1 100	1 256	1 208	1 235	1 281	1 231	1 231	1 375	1 468	1 481	1 450	1 494
Nord	15 066		13 489	13 110	12 206	11 000	10 860	10 529	11 225	11 684	11 556	12 256	12 376
Oise	2 200	1 866		2 074	1 876	1 623	1 450	1 451	1 720	1 610	1 670	1 750	1 705
Orne	270		353	300	306	312	225	225	250	282	309	318	296
Pas-de-Calais		8 500	10 500	8 533	9 100	8 760	8 410	9 017	9 029	9 132	9 145	9 328	9 180
Puy-de-Dôme	2 352	2 077	1 952	2 020	2 066	1 980	2 032	1 977	2 023	2 297	2 213	2 225	2 161
Basses-Pyrénées	1 565	1 600	1 691		1 505	1 433	1 595	1 610	1 597	1 620	1 620	1 730	1 697
Hautes-Pyrénées	1 987	1 791	1 900		1 700	1 654	1 630	1 729	1 742	1 810	1 835	1 900	1 915
Pyrénées-Orientales	1 969	2 041	2 383	2 302	2 144	2 320	2 089	1 951	2 078	2 148	2 168	2 228	2 205
Bas-Rhin	2 243	1 570	2 120	1 930	1 810	1 850	1 300	1 300	1 300	1 323	1 336	1 206	1 124
Haut-Rhin	627	600	657	588			573	534	553	612	685	699	597
Rhône	6 952	6 200	6 202	6 000	5 820	5 574	5 217	5 288	5 572	5 882	6 405	6 045	5 728
Haute-Saône	470	356	637	670	600	642	562	562	605	498	574	625	597
Saône-et-Loire	3 550	3 100	3 713	3 415	3 352	3 171	3 154	3 097	3 152	3 173	3 109	3 082	3 088
Sarthe	1 275	1 104	1 253	1 357	1 256	1 215	1 177	1 210	1 318	1 484	1 485	1 690	1 706
Savoie	2 118	2 001	2 058	1 907	1 969	1 830	1 751	1 818	2 032	2 081	2 163	2 234	2 207
Haute-Savoie	2 315	1 616		1 639	1 557	1 568	1 601	1 702	1 720	2 005	2 036	2 040	2 028
Seine	51 666	49 651	51 756	48 362	47 781	47 443	47 196	46 921	51 800	54 630	55 500	56 363	56 960
Seine-et-Oise	15 081	13 272	13 600	12 747	11 797	12 934	12 500	12 688	13 016	14 689	14 743	14 971	15 165
Seine-et-Marne	2 455	2 735	2 428	1 844	1 760	1 898	1 838	1 913	2 344	2 492	2 557	2 450	2 454
Seine-Inférieure	2 501	2 171	3 009	2 552	2 573	2 657	2 706	2 680	2 694	2 730	2 834	2 844	3 015
Deux-Sèvres	1 000	1 000	900	833	771	721	700	686	652	688	692	693	664
Somme	2 820	2 400	2 593	2 848	2 816	3 004	2 964	2 953	2 934	3 353	3 472	3 508	3 551
Tarn	1 218	1 200	1 105		973	1 033	1 043	1 130	1 162	1 259	1 279	1 312	1 350
Tarn-et-Garonne	693	796	771	830	676	800	593	641	616	620	650	700	691
Var	4 608	4 364	4 564	4 053	3 963	3 685	3 352	3 533	3 771	3 837	3 909	3 902	3 819
Vaucluse	2 460	2 450	2 840	2 528	2 398	2 400	1 790	1 790	2 292	2 333	2 418	2 150	1 870
Vendée	866	865	1 012	1 055	960	910	1 018	1 050	1 066	1 084	1 091	1 120	1 130
Vienne	906	872	1 076	1 038	1 180	1 150	1 027	1 057	1 040	980	1 012	1 096	1 131
Haute-Vienne	3 518	3 346	3 885	3 588	4 028	4 252	4 106	4 050	4 051	4 105	4 250	4 226	4 207
Vosges	849	650	646	578	569	622	670	645	647	731	757	813	825
Yonne	1 240	1 127	1 360	1 374	1 356	1 290	1 286	1 161	1 319	1 411	1 431	1 493	1

Document 9 : Les effectifs du PCF de 1966 à 1977 (cartes placées)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
01-Ain	2 180	2 162	2 165	2 101	2 063	2 098	2 158	2 306	2 502	2 661	2 961	3 418
02-Aisne	2 627	2 820	2 857	2 867	2 812	2 705	3 002	3 235	3 701	4 172	4 857	6 256
03-Allier	3 911	4 082	4 252	4 403	4 421	4 330	4 064	3 935	4 167	4 469	4 942	6 096
04-Alpes-de-Haute-Provence	1 154	1 158	1 213	1 232	1 253	1 289	1 354	1 401	1 535	1 617	1 735	1 843
05-Hautes-Alpes	871	908	1 000	1 007	1 009	938	953	968	1 060	1 103	1 275	1 382
06-Alpes-Maritimes	5 500	5 750	6 157	6 160	6 100	6 150	6 180	6 320	6 750	7 085	7 467	8 757
07-Ardèche	1 965	1 929	1 894	1 931	1 905	1 885	2 022	2 151	2 302	2 439	2 610	2 861
08-Ardenne	694	707	815	829	804	842	880	950	1 062	1 184	1 465	1 885
09-Ariège	1 215	1 236	1 245	1 182	1 220	1 152	1 168	1 216	1 300	1 387	1 464	1 721
10-Aube	1 514	1 553	1 458	1 501	1 424	1 425	1 484	1 710	1 936	2 203	2 456	2 502
11-Aude	1 901	1 909	1 870	1 887	1 903	1 906	1 905	2 108	2 398	2 544	2 833	3 679
12-Aveyron	706	753	810	850	821	781	785	764	1 014	1 148	1 116	1 282
13-Bouches-du-Rhône	14 201	14 292	15 568	15 600	15 200	14 718	15 152	16 093	17 305	19 335	21 644	25 723
14-Calvados	1 102	1 167	1 225	1 158	1 222	1 294	1 409	1 380	1 807	1 955	2 195	2 675
15-Cantal	547	586	517	552	534	567	636	645	839	1 012	1 153	1 254
16-Charente	1 609	1 643	1 730	1 700	1 611	1 551	1 580	1 849	2 057	2 106	2 282	2 552
17-Charente-Maritime	2 102	2 118	2 212	2 217	2 228	2 234	2 280	2 439	2 810	3 016	3 155	3 598
18-Cher	3 048	3 143	3 249	3 229	3 223	3 261	3 316	3 405	3 605	3 641	4 101	5 106
19-Corrèze	4 033	4 045	4 056	4 038	4 055	3 976	4 048	4 110	4 367	4 554	4 920	5 360
20-Corse	2 156	2 164	2 320	2 447	2 350	2 295	2 290	2 333	2 360	2 497		
2A-Corse-du-Sud											1 101	1 486
2B-Haute-Corse											1 713	2 148
21-Côte-d'Or	1 300	1 336	1 350	1 210	1 305	1 315	1 340	1 508	1 750	2 057	2 135	2 800
22-Côtes-d'Armor	3 049	3 056	3 213	3 138	3 127	3 075	3 233	3 406	3 794	3 864	4 430	5 138
23-Creuse	1 312	1 289	1 309	1 335	1 346	1 325	1 062	1 032	1 208	1 375	1 526	1 868
24-Dordogne	6 013	6 036	6 102	6 017	6 014	6 027	6 129	6 335	6 708	7 130	7 419	8 089
25-Doubs	995	1 199	1 250	1 170	1 180	1 198	1 265	1 464	1 589	1 780	1 956	2 747
26-Drôme	2 130	2 172	2 180	2 168	2 149	2 072	2 146	2 203	2 358	2 534	2 744	3 050
27-Eure	860	1 005	1 030	1 053	1 048	984	993	1 151	1 360	1 548	1 800	2 400
28-Eure-et-Loir	821	915	959	1 001	1 034	927	953	1 010	1 070	1 140	1 260	1 800
29-Finistère	2 860	2 937	3 009	2 926	2 663	2 718	2 759	2 886	3 245	3 554	3 916	4 653
30-Gard	5 055	5 250	5 294	5 416	5 472	5 573	5 588	5 720	5 920	6 489	7 338	8 782
31-Haute-Garonne	3 542	3 705	3 820	3 881	4 019	4 053	4 350	4 593	5 150	6 025	7 246	10 438
32-Gers	1 382	1 420	1 434	1 405	1 460	1 450	1 287	1 371	1 693	1 728	1 915	2 147
33-Gironde	3 226	3 327	3 485	3 650	3 945	4 075	4 483	4 900	5 250	5 500	5 950	9 152
34-Hérault	3 699	4 049	4 214	4 284	4 284	4 305	4 588	5 444	6 124	7 042	7 985	10 008
35-Ille-et-Vilaine	973	1 036	1 088	1 081	1 086	1 080	1 090	1 125	1 266	1 431	1 653	1 908
36-Indre	2 070	2 115	2 132	2 022	1 812	1 712	1 768	1 861	1 903	2 084	2 172	2 580
37-Indre-et-Loire	2 256	2 244	2 299	2 216	2 221	2 164	2 181	2 232	2 449	2 667	2 916	3 405
38-Isère	4 775	4 954	5 238	5 038	5 062	5 116	5 256	5 647	6 155	6 540	7 118	8 205
39-Jura	1 270	1 096	1 015	911	892	909	916	955	1 168	1 400	1 503	1 905
40-Landes	1 764	1 823	1 861	1 940	1 940	1 935	1 992	2 142	2 425	2 612	2 822	3 166
41-Loir-et-Cher	1 580	1 536	1 538	1 544	1 602	1 584	1 641	1 820	2 049	2 243	2 513	2 709
42-Loire	5 496	5 564	5 589	5 261	5 314	4 979	4 262	4 351	4 472	4 792	5 055	5 906
43-Haute-Loire	430	450	434	403	349	400	372	407	435	462	558	655
44-Loire-Atlantique	2 016	2 117	2 198	2 115	2 140	2 158	2 182	2 362	2 612	3 065	3 900	4 891
45-Loiret	1 591	1 742	1 727	1 735	1 763	1 835	1 914	2 221	2 579	2 907	3 505	5 550
46-Lot	1 003	1 040	1 091	1 111	1 113	1 114	1 124	1 189	1 201	1 254	1 380	1 605
47-Lot-et-Garonne	2 943	2 954	2 976	2 982	2 871	2 882	2 520	3 145	3 926	4 550	4 750	5 394
48-Lozère	239	255	263	227	234	229	212	251	295	374	455	579
49-Maine-et-Loire	800	837	927	953	940	902	951	950	1 060	1 206	1 303	1 450
50-Manche	380	408	371	415	384	395	483	511	700	787	910	1 111
51-Marne	1 789	1 973	2 287	2 319	2 420	2 444	2 486	2 678	2 901	3 011	3 376	5 060
52-Haute-Marne	607	633	649	618	613	572	622	667	893	933	1 204	1 924
53-Mayenne	373	358	380	400	388	380	380	352	400	485	507	580
54-Meurthe-et-Moselle	3 704	4 302	4 395	4 596	4 603	4 425	4 567	4 860	5 886	6 593	7 757	9 230
55-Meuse	343	437	437	431	445	469	483	545	603	607	780	1 039
56-Morbihan	1 513	1 670	1 616	1 568	1 617	1 574	1 670	1 789	1 890	2 048	2 233	2 617
57-Moselle	1 800	1 844	1 878	1 746	1 795	1 719	1 971	2 155	2 330	2 617	2 766	4 056
58-Nièvre	1 494	1 511	1 531	1 554	1 489	1 301	1 395	1 520	1 552	1 841	2 039	2 659
59-Nord	12 376	13 627	14 210	15 106	15 502	15 920	16 330	17 279	19 412	21 031	22 352	25 067
60-Oise	1 705	1 876	1 985	2 050	2 083	2 004	2 033	2 340	3 170	3 234	3 855	4 957
61-Orne	296	332	358	337	384	388	375	388	430	608	763	968
62-Pas-de-Calais	9 180	9 241	9 122	9 306	10 013	10 052	10 278	11 114	12 214	13 018	13 570	14 442
63-Puy-de-Dôme	2 161	2 235	2 246	2 322	2 318	2 387	2 513	2 862	3 204	3 554	4 091	5 051
64-Pyrénées-Atlantiques	1 697	1 730	1 827	1 846	1 937	2 035	2 060	2 139	2 318	2 472	2 753	3 058
65-Hautes-Pyrénées	1 915	2 000	2 060	2 156	2 145	2 100	2 222	2 438	2 804	3 070	3 430	3 975
66-Pyrénées-Orientales	2 205	2 346	2 256	2 139	2 172	2 082	2 127	2 303	2 860	3 061	3 327	3 755
67-Bas-Rhin	1 124	1 078	1 118	1 158	1 140	1 135	1 155	1 180	1 334	1 500	1 619	1 820
68-Haut-Rhin	597	626	615	610	569	550	615	714	796	915	817	1 169
69-Rhône	5 728	6 321	7 117	7 178	7 076	7 069	7 199	7 479	8 221	9 504	10 821	11 565
70-Haute-Saône	597	624	665	622	618	656	651	827	867	1 070	1 043	1 200
71-Saône-et-Loire	3 088	3 156	3 196	3 165	3 088	3 108	3 142	3 177	3 643	3 859	4 155	5 182
72-Sarthe	1 706	1 726	1 750	1 768	1 780	1 730	1 790	1 924	2 026	2 088	2 239	2 665
73-Savoie	2 207	2 321	2 353	2 330	2 232	2 140	2 165	2 239	2 347	2 496	2 677	3 091
74-Haute-Savoie	2 028	2 122	2 162	2 148	2 083	2 049	2 127	2 148	2 472	2 572	2 665	3 042
75-Paris	19 388	19 622	20 575	20 058	19 691	19 044	19 076	20 066	22 076	25 007	27 166	30 879
76-Seine-Maritime	3 015	3 450	3 659	3 595	3 699	3 807	3 931	4 159	4 733	5 537	6 457	8 332
77-Seine-et-Marne	2 454	2 654	2 207	2 270	2 295	2 357	2 708	3 225	3 704	4 196	4 785	6 167
78-Yvelines	3 003	3 166	3 518	3 617	3 653	3 813	4 050	4 405	5 072	5 700	6 288	7 792
79-Deux-Sèvres	664	660	701	694	670	720	728	796	881	970	1 010	1 290
80-Somme	3 551	3 671	3 957	3 826	3 803	3 848	4 148	4 482	5 130	5 612	5 986	6 732
81-Tarn	1 350	1 340	1 365	1 357	1 344	1 307	1 360	1 322	1 443	1 650	1 695	2 410
82-Tarn-et-Garonne	691	665	671	661	717	653	719	811	1 041	1 087	1 183	1 333
83-Var	3 819	3 882	3 895	4 148	4 216	4 223	4 056	4 450	4 931	5 073	5 520	6 518
84-Vaucluse	1 870	2 100	2 300	2 315	2 217	2 290	2 176	2 300	2 530	2 700	3 088	3 756
85-Vendée	1 130	1 173	1 421	1 435	1 425	1 461	1 504	1 550	1 738	1 691	1 649	1 830
86-Vienne	1 131	1 220	1 395	1 376	1 382	1 326	1 335	1 395	1 678	1 787	2 036	2 455
87-Haute-Vienne	4 207	4 381	4 580	4 548	4 474	4 479	4 695	4 755	4 953	5 247	5 481	6 028
88-Vosges	825	871	846	1 013	1 012	964	986	995	1 138	1 239	1 305	1 677
89-Yonne	1 443	1 496	1 538	1 468	1 423	1 441	1 656	1 703	1 920	2 102	2 232	3 002
90-Territoire de Belfort	300	307	351	338	266	245	270	311	401	471	570	760
91-Essonnes	4 034	4 330	5 124	5 344	5 440	5 701						

Document 10 : Les effectifs du PCF de 1978 à 1994 (cartes placées)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
01-Ain	3 533	3 446	3 207	3 162	2 706	2 679	2 305	2 219	2 160
02-Aisne	6 788	6 760	4 876	4 660	4 302	4 039	3 512	3 222	3 072
03-Allier	6 511	6 483	6 496	6 508	6 482	6 449	6 417	6 458	6 467
04-Alpes-de-Haute-Provence	1 977	2 032	1 978	2 030	1 852	1 804	1 700	1 604	1 588
05-Hautes-Alpes	1 293	1 401	1 320	1 342	1 203	1 145	1 022	934	987
06-Alpes-Maritimes	8 800	8 335	8 016	7 628	6 676	6 292	6 065	5 560	5 703
07-Ardèche	3 140	2 965	2 990	2 854	2 570	2 487	2 440	2 259	2 134
08-Ardennes	2 860	2 728	2 666	2 672	2 246	2 091	1 656	1 576	1 643
09-Ariège	1 922	2 015	2 060	2 108	2 014	1 986	1 867	1 650	1 565
10-Aube	3 286	3 295	3 008	3 023	2 537	2 539	2 160	2 286	2 308
11-Aude	4 560	4 436	4 426	4 063	3 657	3 482	3 062	2 741	2 602
12-Aveyron	1 351	1 393	1 342	1 359	1 281	1 266	1 147	1 090	833
13-Bouches-du-Rhône	27 684	26 147	24 962	23 695	21 115	19 974	18 335	17 540	17 705
14-Calvados	2 755	2 655	2 600	2 600	2 542	1 947	1 875	1 859	1 951
15-Cantal	1 268	1 295	1 300	1 280	1 137	1 072	961	952	965
16-Charente	3 010	3 050	2 830	2 610	2 307	2 215	2 013	1 925	1 820
17-Charente-Maritime	3 671	3 683	3 686	3 586	3 342	3 209	2 937	2 831	2 705
18-Cher	5 337	5 401	5 408	5 196	4 578	4 379	3 735	3 571	3 244
19-Corrèze	5 322	5 150	5 000	4 850	4 553	4 460	4 250	3 720	3 711
2A-Corse-du-Sud	1 576	1 567	1 476	1 460	1 426	1 402	1 388	1 329	1 270
2B-Haute-Corse	2 170	2 161	2 155	2 211	2 072	2 057	1 543	1 386	1 194
21-Côte-d'Or	2 889	2 684	2 609	2 564	2 200	2 127	2 066	1 762	1 754
22-Côtes-d'Armor	6 252	5 719	5 404	5 111	4 472	4 206	3 754	3 427	3 258
23-Creuse	2 002	2 006	1 850	1 779	1 691	1 546	1 470	1 420	1 420
24-Dordogne	8 773	8 747	8 627	7 945	7 269	7 296	7 066	6 863	7 042
25-Doubs	3 056	2 856	2 721	2 751	1 830	1 817	1 769	1 704	1 660
26-Drôme	3 305	3 245	3 004	2 912	2 702	2 675	2 297	2 157	2 055
27-Eure	2 650	2 500	2 540	2 507	2 425	2 406	2 213	2 283	2 339
28-Eure-et-Loir	2 050	1 850	1 550	1 548	1 340	1 182	1 230	1 142	1 140
29-Finistère	5 050	4 874	4 462	4 211	3 844	3 840	3 560	3 280	3 130
30-Gard	9 312	8 937	8 512	8 354	7 319	7 267	6 993	6 784	6 802
31-Haute-Garonne	8 803	8 775	8 718	8 004	7 588	6 451		5 561	5 366
32-Gers	2 254	2 204	2 102	2 101	1 825	1 643	1 575	1 527	1 429
33-Gironde	10 502	9 309	9 321	9 319	8 151	8 275	7 004	6 558	6 560
34-Hérault	10 612	9 960	9 906	9 475	8 497	8 352	7 412	6 980	6 900
35-Ille-et-Vilaine	1 837	1 945	1 682	1 551	1 475	1 483	1 349	1 363	1 312
36-Indre	2 615	2 582	2 555	2 493	2 280	2 309	1 993	1 865	1 868
37-Indre-et-Loire	3 564	3 387	3 431	3 426	3 172	3 051	2 638	2 593	2 552
38-Isère	9 010	8 507	8 150	7 732	6 800	6 697	6 028	5 800	5 280
39-Jura	2 031	2 033	1 961	1 963	1 741	1 717	1 569	1 503	1 450
40-Landes	3 430	3 358	3 325	3 130	3 014	2 973	2 759	2 665	2 548
41-Loir-et-Cher	2 678	2 583	2 514	2 357	2 159	2 075	1 877	1 726	1 654
42-Loire	6 860	6 579	6 265	6 028	5 508	5 401	4 532	4 120	3 850
43-Haute-Loire	625	635	626	640	646	664	667	670	673
44-Loire-Atlantique	5 729	5 470	4 964	4 832	4 170	4 014	3 502	3 507	3 386
45-Loiret	6 800	6 761	6 749	6 701	6 213	6 251		6 134	6 034
46-Lot	1 760	1 789	1 820	1 828	1 523	1 521	1 184	1 184	1 196
47-Lot-et-Garonne	6 047	6 312	6 401	6 459	5 620	5 447	4 763	4 273	4 118
48-Lozère	618	614	555	555	475	471	418	402	383
49-Maine-et-Loire	1 580	1 598	1 505	1 497	1 343	1 211	1 012	1 007	993
50-Manche	1 253	1 153	1 148	1 158	948	874	840	845	848
51-Marne	5 781	5 484	5 125	5 150	4 542	4 306	3 619	3 333	3 367
52-Haute-Marne	2 359	2 514	2 350	2 225	1 559	1 473	1 217	978	932
53-Mayenne	726	703	688	713	572	615	634	676	703
54-Meurthe-et-Moselle	9 484	9 059	8 888	8 839	7 508	6 517	5 542	5 237	4 692
55-Meuse	1 183	1 185	1 113	1 140	906	807	749	663	617
56-Morbihan	2 797	2 583	2 305	2 278	2 086	1 970	1 811	1 763	1 786
57-Moselle	4 572	4 776	4 875	4 827	4 483	3 068	2 512	2 221	2 089
58-Nievre	2 675	2 585	2 618	2 540	2 308	2 279	2 181	2 189	2 210
59-Nord	28 104	27 738	27 215	26 316	23 327	23 186	21 023	19 818	19 854
60-Oise	5 404	5 155	4 600	4 320	3 820	3 585	3 122	3 100	3 000
61-Orne	980	940	942	959	823	840	422	436	438
62-Pas-de-Calais	15 650	14 839	14 861	13 944	13 531	12 772	11 267	10 992	11 006
63-Puy-de-Dôme	5 088	4 726	4 654	4 405	3 838	3 455	3 031	2 750	2 506
64-Pyrénées-Atlantiques	3 699	3 571	3 582	3 616	3 448	3 445	3 250	2 935	2 809
65-Hautes-Pyrénées	3 960	3 627	3 559	3 535	3 377	3 187	2 904	2 771	2 725
66-Pyrénées-Orientales	4 002	3 818	3 986	3 810	3 240	3 250	2 992	2 707	2 587
67-Bas-Rhin	1 740	1 400	1 430	1 304	1 009	1 006	911	775	795
68-Haut-Rhin	1 159	919	790	851	747	693	707	680	682
69-Rhône	11 560	10 957	10 986	10 378	9 610	9 559	8 153	7 913	7 739
70-Haute-Saône	1 250	1 105	1 100	1 150	1 148	1 152	1 106	1 130	578
71-Saône-et-Loire	5 577	5 623	5 097	4 607	4 108	3 973	3 370	3 015	2 934
72-Sarthe	3 271	3 180	3 325	3 350	3 100	2 880	2 230	2 377	2 407
73-Savoie	3 186	3 045	2 858	2 732	2 461	2 355	2 310	2 178	2 047
74-Haute-Savoie	3 172	2 802	2 573	2 472	2 163	2 001	1 847	1 771	1 669
75-Paris	31 341	27 106	26 348	26 038	19 689	18 008	16 089	14 710	14 140
76-Seine-Maritime	9 111	8 452	8 418	8 431	7 279	7 005	6 432	6 442	6 431
77-Seine-et-Marne	7 109	7 214	7 757	7 782	7 218	6 857	5 130	5 136	5 290
78-Yvelines	7 952	7 580	7 560	7 285	6 632	6 346	5 312	5 035	4 938
79-Deux-Sèvres	1 355	1 280	1 180	1 120	1 009	930	886	828	785
80-Somme	7 680	7 450	7 586	7 200	6 856	6 226	5 500	5 220	5 256
81-Tarn	2 788	2 740	2 597	2 527	2 023	2 011	1 891	1 719	1 666
82-Tarn-et-Garonne	1 493	1 502	1 492	1 489	1 402	1 280	1 220	1 231	1 240
83-Var	6 802	6 546	6 529	6 485	6 253	6 194	6 010	4 249	4 192
84-Vaucluse	4 283	4 302	4 283	4 128	3 427	3 267	3 003	2 830	2 835
85-Vendée	2 046	2 089	2 005	1 955	1 798	1 730	1 680	1 576	1 537
86-Vienne	2 730	2 790	2 565	2 470	2 107	1 940	1 867	1 720	1 674
87-Haute-Vienne	6 121	6 132	5 987	5 832	5 365	4 885	4 511	4 370	4 201
88-Vosges	1 744	1 607	1 547	1 456	1 231	1 090	939	826	755
89-Yonne	3 176	3 083	3 094	2 531	2 292	2 110	1 891	1 834	1 798
90-Territoire de Belfort	775	740	680	660	601	598	539	550	554
91-Essonnes	11 827	11 283	10 939	10 448	9 830	8 758	7 143	6 480	6 506
92-Hauts-de-Seine	27 605	25 904	25 911	25 850	23 759	22 638	19 298	18 058	17 705
93-Seine-Saint-Denis	30 557	28 180	27 023	26 847	24 464	23 252	21 166	21 544	22 018
94-Val-de-Marne	27 910	27 043	26 122	26 253	24 526	24 263	22 553	23 114	23 693
95-Val-d'Oise	10 513	9 810	9 526	8 849	7 551	6 728	6 200	6 244	6 596
Total France métropolitaine	565 058	540 537	525 458	510 877	457 864	436 706	380 100	373 941	368 609

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
01-Ain	1 971	2 098	1 922	1 757	1 442	1 191	1 152	1 156
02-Aisne	2 950	3 118	3 119	2 776	2 557	2 206	2 029	2 056
03-Allier	6 482	6 506	6 491	6 451	6 451	6 361	6 267	6 229
04-Alpes-de-Haute-Provence	1 523	1 503	1 430	1 326	1 176	1 074	981	980
05-Hautes-Alpes	991	854	854	859	864	759	843	709
06-Alpes-Maritimes	6 006	5 760	5 765	5 032	4 393	3 937	3 636	2 949
07-Ardèche	1 948	2 028	1 869	1 682	1 507	1 449	1 338	1 290
08-Ardennes	1 428	1 537	1 378	1 203	1 218	1 156	1 004	985
09-Ariège	1 570	1 571	1 539	1 243	1 047	1 017	948	922
10-Aube	2 410	2 602	2 360	2 018	2 016	2 040	2 257	2 073
11-Aude	2 671	2 700	2 620	2 420	2 184	2 030	1 938	1 841
12-Aveyron	862	833	747	698	667	671	640	623
13-Bouches-du-Rhône	17 722	18 218	18 434	17 724	16 062	14 647	13 712	12 212
14-Calvados	2 015	2 350	2 510	2 456	2 326	2 292	2 257	2 182
15-Cantal	945	951	922	749	647	584	398	365
16-Charente	1 715	1 705	1 630	1 360	1 245	1 166	1 060	900
17-Charente-Maritime	2 620	2 850	2 679	2 491	2 453	2 338	2 259	2 275
18-Cher	3 246	3 207	3 105	2 878	2 608	2 608	2 319	2 180
19-Corrèze	3 700	3 560	3 492	3 375	3 109	2 936	2 877	2 679
2A-Corse-du-Sud	1 190	1 122	1 061	961	720	720	514	402
2B-Haute-Corse	969	957	980	960	615	450	446	435
21-Côte-d'Or	1 785	1 781	1 825	1 813	1 768	1 641	1 608	1 412
22-Côtes-d'Armor	3 207	3 181	3 006	2 611	2 471	2 285	2 082	1 885
23-Creuse	1 376	1 304	1 262	1 177	1 026	976	897	820
24-Dordogne	7 018	7 020	7 010	6 930	6 300	6 020	6 012	6 042
25-Doubs	1 607	1 586	602	551	502	466	450	420
26-Drôme	1 920	1 910	1 810	1 622	1 480	1 383	1 266	1 211
27-Eure	2 400	2 514	2 514	2 400	2 280	2 268	2 160	2 257
28-Eure-et-Loir	1 122	1 189	1 086	980	950	855	838	810
29-Finistère	2 690	2 789	2 612	2 482	2 068	2 038	1 887	1 650
30-Gard	6 813	6 921	6 851	6 594	6 292	5 750	5 776	5 624
31-Haute-Garonne	5 270	5 281	5 280	5 174	4 866	4 384	4 138	3 902
32-Gers	1 312	1 296	1 192	1 028	844	844	785	757
33-Gironde	6 392	6 653	6 654	6 268	5 747	5 561	5 346	5 331
34-Hérault	6 700	6 750	6 748	6 615	6 231	5 983	5 816	5 370
35-Ille-et-Vilaine	1 315	1 331	1 272	1 278	1 064	1 001	970	878
36-Indre	1 805	1 742	1 568	1 413	1 191	1 140	1 100	966
37-Indre-et-Loire	2 404	2 435	2 301	2 021	1 903	1 808	1 830	1 784
38-Isère	5 028	5 042	4 798	4 395	4 091	3 727	3 383	3 133
39-Jura	1 435	1 448	1 400	1 282	1 110	1 063	960	901
40-Landes	2 445	2 320	2 202	2 017	1 875	1 751	1 648	1 535
41-Loir-et-Cher	1 582	1 594	1 616	1 507	1 359	1 234	1 173	1 090
42-Loire	3 700	3 724	3 733	3 020	2 502	2 250	2 150	2 050
43-Haute-Loire	678	683	671	649	628	599	577	463
44-Loire-Atlantique	3 388	3 537	3 540	3 540	3 423	3 324	3 302	3 204
45-Loiret	6 095	6 115	6 081	6 050	6 002	5 997	5 993	5 905
46-Lot	1 197	1 192	1 107	784	676	676	585	493
47-Lot-et-Garonne	4 076	3 964	3 729	3 377	3 154	3 031	2 630	2 432
48-Lozère	364	387	391	392	365	328	323	318
49-Maine-et-Loire	970	1 012	1 002	932	840	779	709	565
50-Manche	843	829	764	730	670	626	584	565
51-Marne		3 158	2 656	2 373	2 160	2 130	2 034	1 942
52-Haute-Marne	985	1 063	974	766	795	908	837	837
53-Mayenne	734	804	813	771	705	646	621	550
54-Meurthe-et-Moselle	4 000	4 051	3 804	3 866	3 238	3 238	1 603	1 560
55-Meuse	632	619	544	490	426	407	368	357
56-Morbihan	1 802	1 868	1 803	1 603	1 491	1 515	1 498	1 480
57-Moselle	2 022	2 009	1 825	1 812	1 451	1 301	1 168	1 018
58-Nièvre	2 168	2 312	2 275	2 085	1 937	1 721	1 648	1 651
59-Nord	19 860	19 875	19 875	19 595	18 956	18 026	17 291	16 190
60-Oise	3 010	3 214	3 250	2 906	2 911	2 810	2 622	2 460
61-Orne	457	454	414	409	400	397	378	360
62-Pas-de-Calais	10 997	11 497	11 649	11 785	11 963	11 983	11 996	11 902
63-Puy-de-Dôme	2 402	2 403	2 360	2 067	2 019	2 048	1 940	1 788
64-Pyrénées-Atlantiques	2 745	2 868	2 718	2 571	2 352	2 121	1 985	1 971
65-Hautes-Pyrénées	2 741	2 749	2 618	2 480	2 280	2 004	1 740	1 645
66-Pyrénées-Orientales	2 666	2 748	2 757	2 515	2 410	2 215	2 097	2 097
67-Bas-Rhin	745	751	683	576	502	480	486	436
68-Haut-Rhin	642	545	509	506	413	384	390	375
69-Rhône	7 748	8 074	7 917	7 399	6 872	6 675	6 414	6 151
70-Haute-Saône	675	675	585	555	494	494	415	415
71-Saône-et-Loire	2 900	3 007	2 968	2 753	2 372	2 162	2 135	2 011
72-Sarthe	2 515	2 744	2 773	2 350	1 990	1 886	1 886	1 662
73-Savoie	1 939	1 910	1 783	1 618	1 508	1 508	1 333	1 211
74-Haute-Savoie	1 461	1 500	1 444	1 298	1 159	1 069	1 005	1 005
75-Paris	13 790	13 789	13 069	11 640	10 907	10 015	8 759	7 667
76-Seine-Maritime	6 382	6 471	6 437	6 243	5 926	5 778	5 691	5 465
77-Seine-et-Marne	5 906	6 398	6 460	6 381	6 386	6 255	6 006	5 706
78-Yvelines	4 710	4 828	4 673	4 350	4 120	3 711	3 520	3 520
79-Deux-Sèvres	724	749	659	563	550	558	520	474
80-Somme	5 242	5 718	5 802	5 400	4 800	4 435	4 462	4 206
81-Tarn	1 661	1 715	1 586	1 442	1 320	1 245	1 214	1 141
82-Tarn-et-Garonne	1 150	1 110	1 066	961	856	806	708	723
83-Var	3 999	4 001	3 762	3 390	3 053	2 790	2 659	2 662
84-Vaucluse	2 838	2 869	2 672	2 245	1 950	1 704	1 560	1 446
85-Vendée	1 520	1 533	1 540	1 685	1 950	2 160	2 160	2 094
86-Vienne	1 563	1 602	1 485	1 332	1 223	1 148	1 096	1 056
87-Haute-Vienne	3 241	2 881	2 881	2 730	2 239	1 887	1 705	1 596
88-Vosges	702	715	657	602	511	511	513	415
89-Yonne	1 852	2 046	2 003	1 842	1 680	1 471	1 459	1 459
90-Territoire de Belfort	525	521	443	362	347	312	275	276
91-Essonnes	6 359	6 558	6 329	6 022	5 200	5 187	5 187	5 051
92-Hauts-de-Seine	17 475	17 730	18 035	17 583	17 169	16 413	16 289	14 007
93-Seine-Saint-Denis	23 410	26 022	27 231	28 268	27 853	27 222	26 025	24 532
94-Val-de-Marne	24 507	26 095	26 460	26 291	25 107	24 469	23 346	22 204
95-Val-d'Oise	6 960	7 378	7 386	7 349	6 744	6 094	6 094	5 579
Total France métropolitaine	362 233	375 187	369 167	351 881	329 680	313 719	298 991	281 004

Document 11 : Les effectifs du PCF de 1995 à 2009 (cartes placées)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 *	2000 **	2001	2002	2003	2004	2005	2006 **	2009
01-Ain	1 128	1 116	1 216	1 217	1 217	1 195	1 126	1 075	868	841	843	883	901	631
02-Aisne	2 031	2 025	1 887	1 500	1 510	1 202	1 202	1 028	528	934	912	912	874	793
03-Allier	6 201	6 011	4 010	3 525	3 508	3 355	3 056	2 238	1 714	1 866	1 828	1 791	1 823	1 710
04-Alpes-de-Haute-Provence	983	933	890	840	770	672	666	644	595	658	660	636	644	499
05-Hautes-Alpes	649	385	373	385	347	312	312	292	120	236	236	236	157	178
06-Alpes-Maritimes	2 749	2 510	2 328	2 096	1 950	1 655	1 488	1 390	1 300	1 300	1 300	1 377	1 392	1 546
07-Ardèche	1 319	1 237	1 191	1 082	1 028	941	903	956	833	534	870	896	900	942
08-Ardennes	972	892	844	732	726	550	550	416	400	420	428	450	424	368
09-Ariège	902	850	751	750	630	527	499	494	425	423	359	493	529	338
10-Aube	2 104	1 900	1 737	1 531	1 307	1 078	1 042	995	965	925	750	730	754	785
11-Aude	1 804	1 689	1 563	1 441	1 269	1 158	1 149	1 046	951	963	975	975	1 068	891
12-Aveyron	604	559	495	495	459	413	391	407	400	419	336	412	428	399
13-Bouches-du-Rhône	11 463	10 186	9 221	8 162	6 871	6 327	6 509	6 067	5 618	5 413	5 496	4 842	5 139	5 529
14-Calvados	2 093	1 861	1 370	1 053	806	555	555	440	449	341	240	577	447	607
15-Cantal	350	310	318	271	249	228	228	204	195	203	105	156	160	172
16-Charente	850	700	716	628	612	601	444	502	398	500	497	502	509	325
17-Charente-Maritime	2 266	1 918	1 830	1 730	1 628	1 405	1 363	1 265	1 085	1 230	1 270	1 305	1 352	1 359
18-Cher	2 113	2 026	1 809	1 723	1 658	1 380	1 379	1 286	1 200	1 214	1 013	1 032	1 147	1 156
19-Corrèze	2 638	2 033	1 909	1 766	1 601	1 384	1 384	1 236	1 196	1 019	1 077	1 094	1 125	993
2A-Corse-du-Sud	359	332	273	247	313	383	74	237	140	250	220	304	362	397
2B-Haute-Corse	417	340	383	241	435	290	160	160	160	160	181	426	436	344
21-Côte-d'Or	1 371	1 232	1 169	1 000	778	600	598	526	405	507	512	550	609	581
22-Côtes-d'Armor	1 885	1 812	1 696	1 600	1 613	1 861	1 405	1 180	1 040	1 500	1 500	1 500	1 050	1 133
23-Creuse	752	636	564	512	427	348	350	412	372	372	220	238	287	272
24-Dordogne	5 812	5 304	5 207	5 065	4 698	4 015	4 015	3 856	3 201	3 395	3 324	3 324	3 366	2 303
25-Doubs	429	425	415	402	386	254	254	257	255	258	258	288	301	217
26-Drôme	1 220	1 080	1 079	991	869	738	738	703	685	517	467	700	710	621
27-Eure	2 279	1 922	1 067	1 017	934	847	817	852	769	795	800	693	697	941
28-Eure-et-Loir	826	755	722	620	572	505	492	542	523	523	525	536	503	584
29-Finistère	1 707	1 693	1 697	1 545	1 411	1 361	1 361	1 257	1 146	1 124	1 086	1 127	1 234	1 315
30-Gard	5 699	5 330	5 282	4 066	3 265	3 338	3 330	2 765	2 415	2 422	2 639	2 639	2 415	3 053
31-Haute-Garonne	3 940	3 602	2 900	2 904	2 577	2 908	2 474	2 650	2 905	2 602	2 490	2 490	2 664	2 166
32-Gers	767	732	698	650	580	554	547	527	509	521	372	370	554	469
33-Gironde	5 375	4 890	4 500	4 102	3 528	3 042	2 967	2 675	2 136	2 224	2 269	2 462	2 592	2 434
34-Hérault	4 800	3 814	3 508	3 220	2 900	2 831	2 765	2 782	2 443	2 538	2 490	2 490	2 130	2 455
35-Ille-et-Vilaine	907	861	892	822	744	780	772	723	739	739	621	634	688	661
36-Indre	969	863	814	774	700	700	639	493	383	405	389	408	436	373
37-Indre-et-Loire	1 791	1 624	1 561	1 402	1 267	1 120	1 123	999	939	961	802	900	971	867
38-Isère	3 148	3 018	2 853	2 650	2 341	2 026	1 971	1 915	1 782	1 848	1 927	1 942	2 078	2 118
39-Jura	918	846	820	781	639	513	513	581	580	477	447	463	494	470
40-Landes	1 590	1 539	1 488	1 436	1 279	1 227	1 196	1 077	821	855	945	972	976	1 218
41-Loir-et-Cher	1 050	887	836	776	691	718	724	709	528	551	555	545	521	551
42-Loire	2 000	1 985	1 850	1 540	1 394	1 000	872	880	765	875	864	847	1 044	1 159
43-Haute-Loire	432	415	369	200	170	122	122	108	85	98	117	136	147	158
44-Loire-Atlantique	3 169	3 037	2 950	2 832	2 507	2 183	2 030	1 911	1 730	1 730	1 764	1 723	1 757	2 030
45-Loiret	5 787	5 438	2 600	1 959	1 782	1 566	1 319	1 605	1 505	1 505	1 505	2 213	1 605	1 736
46-Lot	514	514	516	448	369	348	339	320	308	310	349	367	378	401
47-Lot-et-Garonne	2 284	2 032	1 737	1 670	1 519	1 302	1 190	1 107	1 100	1 235	1 236	1 275	1 345	1 156
48-Lozère	335	316	315	289	261	280	223	202	150	162	179	191	194	207
49-Maine-et-Loire	653	625	590	509	524	491	491	466	323	438	420	420	399	394
50-Manche	540	561	573	510	409	375	368	334	301	309	276	311	326	325
51-Marne	1 758	1 337	1 278	969	797	665	653	670	595	726	729	729	749	800
52-Haute-Marne	860	668	498	488	330	259	254	212	216	216	216	310	330	293
53-Mayenne	498	440	404	360	308	283	281	273	222	228	229	209	213	191
54-Meurthe-et-Moselle	1 600	1 494	1 339	1 204	1 201	969	922	930	850	850	850	850	659	1 076
55-Meuse	330	313	313	289	230	209	230	162	116	116	134	134	119	130
56-Morbihan	1 582	1 503	1 509	1 456	1 321	1 187	1 054	1 005	861	872	1 143	918	926	964
57-Moselle	925	812	768	694	554	616	600	513	400	412	412	500	502	470
58-Nièvre	1 701	1 645	1 528	1 379	1 198	1 031	870	901	751	807	732	732	695	1 010
59-Nord	15 611	13 907	12 251	10 442	9 376	8 089	7 586	7 642	6 970	7 893	7 893	6 797	7 163	8 596
60-Oise	2 497	2 294	2 058	1 717	1 423	1 104	709	873	603	737	839	872	939	1 053
61-Orne	335	316	342	345	346	318	318	180	140	158	130	152	165	156
62-Pas-de-Calais	11 854	11 823	11 892	11 247	10 051	9 721	9 721	8 432	7 428	7 132	6 498	6 498	6 463	7 739
63-Puy-de-Dôme	1 810	1 602	1 389	1 223	1 134	977	959	858	801	799	750	811	804	895
64-Pyrénées-Atlantiques	1 936	1 652	1 564	1 402	1 233	1 047	1 047	920	960	1 005	803	855	858	763
65-Hautes-Pyrénées	1 534	1 382	1 273	1 178	1 068	1 095	1 082	802	900	1 020	965	965	926	820
66-Pyrénées-Orientales	2 060	1 900	1 800	1 803	1 817	1 562	1 562	1 376	1 455	1 549	1 549	1 603	1 747	1 587
67-Bas-Rhin	429	436	422	350	267	228	212	219	197	187	187	220	245	212
68-Haut-Rhin	353	329	287	274	253	244	242	241	243	243	243	257	289	321
69-Rhône	6 048	5 569	5 308	5 023	4 534	4 118	3 707	3 600	2 110	3 387	3 370	3 399	3 536	2 915
70-Haute-Saône	429	414	414	416	420	420	410	400	330	330	330	342	397	418
71-Saône-et-Loire	2 057	1 868	1 700	1 528	1 360	1 085	1 084	896	870	881	840	801	831	856
72-Sarthe	1 638	1 571	1 535	1 206	1 446	1 220	1 220	1 278	900	1 042	1 090	1 156	1 240	1 142
73-Savoie	1 221	1 151	1 008	988	927	828	803	758	756	737	737	771	795	780
74-Haute-Savoie	928	845	819	757	688	545	528	507	429	481	443	500	524	357
75-Paris	7 474	6 917	6 295	5 704	5 263	4 536	4 460	4 040	3 738	3 784	3 826	3 764	3 896	3 819
76-Seine-Maritime	5 324	4 590	4 165	3 876	3 536	3 290	3 040	3 135	2 402	2 442	2 371	2 371	2 568	2 515
77-Seine-et-Marne	5 141	4 731	4 472	4 081	3 658	3 336	3 206	2 760	2 307	2 531	2 481	2 481	2 673	2 218
78-Yvelines	3 311	3 103	3 038	2 788	2 468	2 004	2 003	1 800	1 319	1 506	1 563	1 501	1 526	1 456
79-Deux-Sèvres	487	442	400	382	330	247	247	202	231	231	237	297	268	310
80-Somme	4 188	3 880	3 196	3 442	3 338	2 973	2 536	2 927	1 400	457	1 937	1 946	2 204	1 380
81-Tarn	1 144	1 055	1 017	1 001	937	799	768	746	660	716	680	680	732	631
82-Tarn-et-Garonne	723	664	591	581	534	386	383	410	245	366	283	325	388	357
83-Var	2 666	2 590	2 332	2 351	2 235	1 700	1 795	1 650	1 229	1 257	1 210	1 276	1 319	1 501
84-Vaucluse	1 371	1 337	1 302	1 169	1 071	970	954	736	688	716	669	669	708	807
85-Vendée	2 096	1 985	1 848	1 384	1 050	780	780	810	400	404	600	600	348	576

Document 12 : La dernière décennie (1999-2009)

DEPARTEMENTS	Cartes placées									Évolution (absolus)									
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2009	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2009	2005-2009	1999-2009
1 AIN	1 217	1 126	1 075	868	841	843	883	901	631	-91	-51	-207	-27	2	40	18	-270	-252	-586
2 AISNE	1 510	1 202	1 028	528	934	912	912	874	793	-308	-174	-500	406	-22	0	-38	-81	-119	-717
3 ALLIER	3 508	3 056	2 238	1 714	1 866	1 828	1 791	1 823	1 710	-452	-818	-524	152	-38	-37	-32	-113	-81	-1 798
4 ALPES Hte PROVENCE	770	666	644	595	658	660	636	644	499	-104	-22	-49	63	2	-24	8	-145	-137	-271
5 HAUTES ALPES	347	312	292	120	236	236	236	157	178	-35	-20	-172	116	0	0	-79	21	-58	-169
6 ALPES MARITIMES	1 950	1 488	1 390	1 300	1 300	1 300	1 377	1 392	1 546	-462	-98	-90	0	0	77	15	154	169	-404
7 ARDECHE	1 028	903	956	833	534	870	896	900	942	-125	53	-123	-299	336	26	4	42	46	-86
8 ARDENNES	726	550	416	400	420	428	450	424	368	-176	-134	-16	20	8	22	-26	-56	-82	-358
9 ARIEGE	630	499	404	425	423	359	493	529	338	-131	-95	21	-2	-64	134	36	-191	-155	-292
10 AUBE	1 307	1 042	995	965	925	750	730	754	785	-265	-47	-30	-40	-175	-20	24	31	55	-522
11 AUDE	1 269	1 149	1 046	951	963	975	975	1 068	891	-120	-103	-95	12	12	0	93	-177	-84	-378
12 AVEYRON	459	391	407	400	419	336	412	428	399	-68	16	-7	19	-83	76	16	-29	-13	-60
13 BOUCHES DU RHONE	6 871	6 509	6 067	5 618	5 413	5 496	4 842	5 139	5 529	-362	-442	-449	-205	83	-654	297	390	687	-1 342
14 CALVADOS	806	555	440	449	341	240	577	447	607	-251	-115	9	-108	-101	337	-130	160	30	-199
15 CANTAL	249	228	204	195	203	105	156	160	172	-21	-24	-9	8	-98	51	4	12	16	-77
16 CHARENTE	612	444	502	398	500	497	502	509	325	-168	58	-104	102	-3	5	7	-184	-177	-287
17 CHARENTE MARITIME	1 628	1 363	1 265	1 085	1 230	1 270	1 305	1 352	1 359	-265	-98	-180	145	40	35	47	7	54	-269
18 CHER	1 658	1 379	1 286	1 200	1 214	1 013	1 032	1 147	1 156	-279	-93	-86	14	-201	19	115	9	124	-502
19 CORREZE	1 601	1 384	1 236	1 196	1 019	1 077	1 094	1 125	993	-217	-148	-40	-177	58	17	31	-132	-101	-608
21 COTE D'OR	778	598	526	405	507	512	550	609	581	-180	-72	-121	102	5	38	59	-28	31	-197
22 COTES D'ARMOR	1 613	1 405	1 180	1 040	1 500	1 500	1 500	1 050	1 133	-208	-225	-140	460	0	0	-450	83	-367	-480
23 CREUSE	427	350	412	372	372	220	238	287	272	-77	62	-40	0	-152	18	49	-15	34	-155
24 DORDOGNE	4 698	4 015	3 856	3 201	3 395	3 324	3 324	3 366	2 303	-683	-159	-655	194	-71	0	42	-1 063	-1 021	-2 395
25 DOUBS	386	254	257	255	258	258	288	301	217	-132	3	-2	3	0	30	13	-84	-71	-169
26 DROME	869	738	703	685	517	467	700	710	621	-131	-35	-18	-168	-50	233	10	-89	-79	-248
27 EURE	934	817	852	769	795	800	693	697	941	-117	35	-83	26	5	-107	4	244	248	7
28 EURE ET LOIR	572	492	542	523	523	525	536	503	584	-80	50	-19	0	2	11	-33	81	48	12
29 FINISTERE	1 411	1 361	1 257	1 146	1 124	1 086	1 127	1 234	1 315	-50	-104	-111	-22	-38	41	107	81	188	-96
30 GARD	3 265	3 330	2 765	2 415	2 422	2 639	2 639	2 415	3 053	65	-565	-350	7	217	0	-224	638	414	-212
31 HAUTE GARONNE	2 577	2 474	2 650	2 905	2 602	2 490	2 490	2 664	2 166	-103	176	255	-303	-112	0	174	-498	-324	-411
32 GERS	580	547	527	509	521	372	370	554	469	-33	-20	-18	12	-149	-2	184	-85	99	-111
33 GIRONDE	3 528	2 967	2 675	2 136	2 224	2 269	2 462	2 592	2 434	-561	-292	-539	88	45	193	130	-158	-28	-1 094
34 HERAULT	2 900	2 765	2 782	2 443	2 538	2 490	2 490	2 130	2 455	-135	17	-339	95	-48	0	-360	325	-35	-445
35 ILLE ET VILAINE	744	772	723	739	739	621	634	688	661	28	-49	16	0	-118	13	54	-27	27	-83
36 INDRE	700	639	493	383	405	389	408	436	373	-61	-146	-110	22	-16	19	28	-63	-35	-327
37 INDRE ET LOIRE	1 267	1 123	999	939	961	802	900	971	867	-144	-124	-60	22	-159	98	71	-104	-33	-400
38 ISERE	2 341	1 971	1 915	1 782	1 848	1 927	1 942	2 078	2 118	-370	-56	-133	66	79	15	136	40	176	-223
39 JURA	679	513	581	580	477	447	463	494	470	-166	68	-1	-103	-30	16	31	-24	7	-209
40 LANDES	1 279	1 196	1 077	821	855	945	972	976	1 218	-83	-119	-256	34	90	27	4	242	246	-61
41 LOIR ET CHER	691	724	709	528	551	555	545	521	551	33	-15	-181	23	4	-10	-24	30	6	-140
42 LOIRE	1 394	872	880	765	875	864	847	1 044	1 159	-522	8	-115	110	-11	-17	197	115	312	-235
43 HAUTE LOIRE	170	122	108	85	98	117	136	147	158	-48	-14	-23	13	19	19	11	11	22	-12
44 LOIRE ATLANTIQUE	2 507	2 030	1 911	1 730	1 730	1 764	1 723	1 757	2 030	-477	-119	-181	0	34	-41	34	273	307	-477
45 LOIRET	1 782	1 319	1 605	1 505	1 505	1 505	2 213	1 605	1 736	-463	286	-100	0	0	708	-608	131	-477	-46
46 LOT	369	339	320	308	310	349	367	378	401	-30	-19	-12	2	39	18	11	23	34	32
47 LOT ET GARONNE	1 519	1 190	1 107	1 100	1 235	1 236	1 275	1 345	1 156	-329	-83	-7	135	1	39	70	-189	-119	-363
48 LOZERE	261	223	202	150	162	179	191	194	207	-38	-21	-52	12	17	12	3	13	16	-54
49 MAINE ET LOIRE	524	491	466	323	438	420	420	399	394	-33	-25	-143	115	-18	0	-21	-5	-26	-130
50 MANCHE	409	368	334	301	309	276	311	326	325	-41	-34	-33	8	-33	35	15	-1	14	-84
51 MARNE	797	653	670	595	726	729	729	749	800	-144	17	-75	131	3	0	20	51	71	3
52 HAUTE MARNE	330	254	212	216	216	216	310	330	293	-76	-42	4	0	0	94	20	-37	-17	-37
53 MAYENNE	308	281	273	222	228	229	209	213	191	-27	-8	-51	6	1	-20	4	-22	-18	-117
54 MEURTHE MOSELLE	1 201	922	930	850	850	850	850	659	1 076	-279	8	-80	0	0	0	-191	417	226	-125
55 MEUSE	230	230	162	116	116	134	134	119	130	0	-68	-46	0	18	0	-15	11	-4	-100
56 MORBIHAN	1 321	1 054	1 005	861	872	1 143	918	926	964	-267	-49	-144	11	271	-225	8	38	46	-357
57 MOSELLE	554	600	513	400	412	412	500	502	470	46	-87	-113	12	0	88	2	-32	-30	-84
58 NIEVRE	1 198	870	901	751	807	732	732	695	1 010	-328	31	-150	56	-75	0	-37	315	278	-188
59 NORD	9 376	7 586	7 642	6 970	7 893	7 893	6 797	7 163	8 596	1790	56	-672	923	0	1096	366	1 433	1 799	-780
60 OISE	1 423	709	873	603	737	839	872	939	1 053	-714	164	-270	134	102	33	67	114	181	-370
61 ORNE	346	318	180	140	158	130	152	165	156	-28	-138	-40	18	-28	22	13	-9	4	-190
62 PAS DE CALAIS	10 051	9 721	8 432	7 428	7 132	6 498	6 498	6 463	7 739	-330	1289	1004	-296	0	-35	1 276	1 241	-2 312	
63 PUY DE DOME	1 134	959	858	801	799	750	811	804	895	-175	-101	-57	-2	-49	61	-7	91	84	-239
64 PYRENEES ATLANT.	1 233	1 047	920	960	1 005	803	855	858	763	-186	-127	40	45	-202	52	3	-95	-92	-470
65 HAUTES PYRENEES	1 068	1 082	802	900	1 020	965	965	926	820	14	-280	98	120	-55	0	-39	-106	-145	-248
66 PYRENEES ORIENTA.	1 817	1 562	1 376	1 455	1 549	1 549	1 603	1 747	1 587	-255	-186	79	94	0	54	144	-160	-16	-230
67 BAS RHIN	267	212	219	197	187	187	220	245	212	-55	7	-22	-10	0	33	25	-33	-8	-55
68 HAUT RHIN	253	242	241	243	243	243	257	289	321	-11	-1	2	0	0	14	32	32	64	68
69 RHONE	4 534	3 707	3 600	2 110	3 387	3 370	3 399	3 536	2 915	-827	-107	1490	1277	-17	29	137	-621	-484	-1 619
70 HAUTE SAONE	420	410	400	330	330	330	342	397	418	-10	-10	-70	0	0	12	55	21	76	-2
71 SAONE ET LOIRE	1 360	1 084	896	870	881	840	801	831	856	-276	-188	-26	11	-41	-39	30	25	55	-504
72 SARTHE	1 446	1 220	1 278	900	1 042	1 090	1 156	1 240	1 142	-226	58	-378	142	48	66	84	-98	-14	-304
73 SAVOIE	927	803	758	756	737	737	771	795	780	-124	-45	-2	-19	0	34	24	-15	9	-147

Évolution (%)								Tris						
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2005-2009	1999-2009	2009 (cartes placées)	2005-2009	1999-2009			
-7,5	-4,5	-19,3	-3,1	0,2	4,7	2	-28,5	-48,2	SEINE SAINT DENIS	10 434	VIENNE	65,8	HAUT RHIN	26,9
-20,4	-14,5	-48,6	76,9	-2,4	0	-4,2	-13	-47,5	VAL DE MARNE	8 780	NIEVRE	38	CORSE SUD	26,8
-12,9	-26,8	-23,4	8,9	-2	-2	1,8	-4,5	-51,3	NORD	8 596	LOIRE	36,8	VIENNE	21
-13,5	-3,3	-7,6	10,6	0,3	-3,6	1,3	-21,5	-35,2	PAS DE CALAIS	7 739	EURE	35,8	LOT	8,7
-10,1	-6,4	-58,9	96,7	0	0	-33,5	-24,6	-48,7	HAUTS DE SEINE	5 680	CORSE SUD	30,6	EURE ET LOIR	2,1
-23,7	-6,6	-6,5	0	0	5,9	1,1	12,3	-20,7	BOUCHES DU RHONE	5 529	GERS	26,8	EURE	0,7
-12,2	5,9	-12,9	-35,9	62,9	3	0,4	5,1	-8,4	PARIS	3 819	MEURTHE MOSELLE	26,6	MARNE	0,4
-24,2	-24,4	-3,8	5	1,9	5,1	-5,8	-18,2	-49,3	GARD	3 053	NORD	26,5	HAUTE SAONE	-0,5
-20,8	-19	5,2	-0,5	-15,1	37,3	7,3	-31,4	-46,3	RHONE	2 915	LANDES	25,3	LOIRET	-2,6
-20,3	-4,5	-3	-4,1	-18,9	-2,7	3,3	7,5	-39,9	SEINE MARITIME	2 515	HAUT RHIN	24,9	LANDES	-4,8
-9,5	-9	-9,1	1,3	1,2	0	9,5	-8,6	-29,8	HERAULT	2 455	HAUTE SAONE	22,2	DEUX SEVRES	-6,1
-14,8	4,1	-1,7	4,8	-19,8	22,6	3,9	-3,2	-13,1	GIRONDE	2 434	OISE	20,8	ESSONNE	-6,3
-5,3	-6,8	-7,4	-3,6	1,5	-11,9	6,1	14,2	-19,5	VAL D'OISE	2 403	VAUCLUSE	20,6	GARD	-6,5
-31,1	-20,7	2	-24,1	-29,6	140,4	-22,5	5,2	-24,7	ESSONNE	2 315	PAS DE CALAIS	19,1	FINISTERE	-6,8
-8,4	-10,5	-4,4	4,1	-48,3	48,6	2,6	10,3	-30,9	DORDOGNE	2 303	LOIRE ATLANTIQUE	17,8	HAUTE LOIRE	-7,1
-27,5	13,1	-20,7	25,6	-0,6	1	1,4	-35,3	-46,9	SEINE ET MARNE	2 218	VAR	17,6	NORD	-8,3
-16,3	-7,2	-14,2	13,4	3,3	2,8	3,6	4,1	-16,5	HAUTE GARONNE	2 166	FINISTERE	16,7	ARDECHE	-8,4
-16,8	-6,7	-6,7	1,2	-16,6	1,9	11,1	12	-30,3	ISERE	2 118	HAUTE LOIRE	16,2	ISERE	-9,5
-13,6	-10,7	-3,2	-14,8	5,7	1,6	2,8	-9,2	-38	LOIRE ATLANTIQUE	2 030	GARD	15,7	MEURTHE MOSELLE	-10,4
-23,1	-12	-23	25,2	1	7,4	10,7	5,6	-25,3	LOIRET	1 736	ESSONNE	14,3	ILLE ET VILAINE	-11,2
-12,9	-16	-11,9	44,2	0	0	-30	-24,5	-29,8	ALLIER	1 710	CREUSE	14,3	HAUTE MARNE	-11,2
-18	17,7	-9,7	0	-40,9	8,2	20,6	14,3	-36,3	PYRENEES ORIENTA.	1 587	BOUCHES DU RHONE	14,2	PYRENEES ORIENTA.	-12,7
-14,5	-4	-17	6,1	-2,1	0	1,3	-30,7	-51	ALPES MARITIMES	1 546	ALPES MARITIMES	12,3	AVEYRON	-13,1
-34,2	1,2	-0,8	1,2	0	11,6	4,5	-24,7	-43,8	VAR	1 501	CHER	12	MOSELLE	-15,2
-15,1	-4,7	-2,6	-24,5	-9,7	49,9	1,4	-11,3	-28,5	YVELINES	1 456	PUY DE DOME	10,4	HERAULT	-15,3
-12,5	4,3	-9,7	3,4	0,6	-13,4	0,6	35,8	0,7	SOMME	1 380	CANTAL	10,3	NIEVRE	-15,7
-14	10,2	-3,5	0	0,4	2,1	-6,2	9	2,1	CHARENTE MARITIME	1 359	TARN ET GARONNE	9,8	SAVOIE	-15,9
-3,5	-7,6	-8,8	-1,9	-3,4	3,8	9,5	16,7	-6,8	FINISTERE	1 315	MARNE	9,7	HAUTE GARONNE	-15,9
2	-17	-12,7	0,3	9	0	-8,5	15,7	-6,5	LANDES	1 218	LOT	9,3	CHARENTE MARITIME	-16,5
-4	7,1	9,6	-10,4	-4,3	0	7	-13	-15,9	LOIRE	1 159	ISERE	9,1	LOIRE	-16,9
-5,7	-3,7	-3,4	2,4	-28,6	-0,5	49,7	26,8	-19,1	CHER	1 156	EURE ET LOIR	9	LOIRE ATLANTIQUE	-19
-15,9	-9,8	-20,1	4,1	2	8,5	5,3	-1,1	-31	LOT ET GARONNE	1 156	LOZERE	8,4	GERS	-19,1
-4,7	0,6	-12,2	3,9	-1,9	0	-14,5	-1,4	-15,3	SARTHE	1 142	AUBE	7,5	BOUCHES DU RHONE	-19,5
3,8	-6,3	2,2	0	-16	2,1	8,5	4,3	-11,2	COTES D'ARMOR	1 133	SAONE ET LOIRE	6,9	LOIR ET CHER	-20,3
-8,7	-22,8	-22,3	5,7	-4	4,9	6,9	-8,6	-46,7	MEURTHE MOSELLE	1 076	SEINE MARITIME	6,1	MANCHE	-20,5
-11,4	-11	-6	2,3	-16,5	12,2	7,9	-3,7	-31,6	OISE	1 053	COTE D'OR	5,6	BAS RHIN	-20,6
-15,8	-2,8	-6,9	3,7	4,3	0,8	7	9,1	-9,5	NIEVRE	1 010	CALVADOS	5,2	LOZERE	-20,7
-24,4	13,3	-0,2	-17,8	-6,3	3,6	6,7	1,5	-30,8	CORREZE	993	ARDECHE	5,1	ALPES MARITIMES	-20,7
-6,5	-9,9	-23,8	4,1	10,5	2,9	0,4	25,3	-4,8	MORBIHAN	964	MORBIHAN	5	HAUTE CORSE	-20,9
4,8	-2,1	-25,5	4,4	0,7	-1,8	-4,4	1,1	-20,3	ARDECHE	942	MANCHE	4,5	SARTHE	-21
-37,4	0,9	-13,1	14,4	-1,3	-2	23,3	36,8	-16,9	EURE	941	DEUX SEVRES	4,4	PUY DE DOME	-21,1
-28,2	-11,5	-21,3	15,3	19,4	16,2	8,1	16,2	-7,1	PUY DE DOME	895	ILLE ET VILAINE	4,3	HAUTS DE SEINE	-21,8
-19	-5,9	-9,5	0	2	-2,3	2	17,8	-19	AUDE	891	CHARENTE MARITIME	4,1	PAS DE CALAIS	-2,3
-26	21,7	-6,2	0	0	4,7	-27,5	-21,6	-2,6	INDRE ET LOIRE	867	ORNE	2,6	HAUTES PYRENEES	-23,2
-8,1	-5,6	-3,8	0,6	12,6	5,2	3	9,3	8,7	VIENNE	859	JURA	1,5	LOT ET GARONNE	-23,9
-21,7	-7	-0,6	12,3	0,1	3,2	5,5	-9,3	-23,9	SAONE ET LOIRE	856	PARIS	1,5	VAUCLUSE	-24,6
-14,6	-9,4	-25,7	8	10,5	6,7	1,6	8,4	-20,7	HAUTES PYRENEES	820	SAVOIE	1,2	CALVADOS	-24,7
-6,3	-5,1	-30,7	35,6	-4,1	0	-5	-6,2	-24,8	VAUCLUSE	807	LOIR ET CHER	1,1	MAINE ET LOIRE	-24,8
-10	-9,2	-9,9	2,7	-10,7	12,7	4,8	4,5	-20,5	MARNE	800	HAUTS DE SEINE	0,8	COTE D'OR	-25,3
-18,1	2,6	-11,2	22	0,4	0	2,7	9,7	0,4	HAUTE VIENNE	796	France métropolitaine	0,2	OISE	-26
-23	-16,5	1,9	0	0	43,5	6,5	-5,5	-11,2	AIN	793	PYRENEES ORIENTA.	-1	HAUTE VIENNE	-26,2
-8,8	-2,8	-18,7	2,7	0,4	-8,7	1,9	-8,6	-38	AUBE	785	GIRONDE	-1,1	MORBIHAN	-27
-23,2	0,9	-8,6	0	0	0	-22,5	26,6	-10,4	SAVOIE	780	SARTHE	-1,2	France métropolitaine	-27,1
0	-29,6	-28,4	0	15,5	0	-11,2	-3	-43,5	PYRENEES ATLANT.	763	HERAULT	-1,4	PARIS	-27,4
-20,2	-4,6	-14,3	1,3	31,1	-19,7	0,9	5	-2,7	ILLE ET VILAINE	661	MEUSE	-3	DROME	-28,5
8,3	-14,5	-22	3	0	21,4	0,4	-6	-15,2	AIN	631	YVELINES	-3	SEINE MARITIME	-28,9
-27,4	3,6	-16,6	7,5	-9,3	0	-5,1	38	-15,7	TARN	631	AVEYRON	-3,2	COTES D'ARMOR	-29,8
-19,1	0,7	-8,8	13,2	0	-13,9	5,4	26,5	-8,3	DROME	621	TERRITOIRE BELFORT	-3,2	AUDE	-29,8
-50,2	23,1	-30,9	22,2	13,8	3,9	7,7	20,8	-26	CALVADOS	607	BAS RHIN	-3,6	CHER	-30,3
-8,1	-43,4	-22,2	12,9	-17,7	16,9	8,6	2,6	-54,9	EURE ET LOIR	584	INDRE ET LOIRE	-3,7	VOSGES	-30,5
-3,3	-13,3	-11,9	-4	-8,9	0	-0,5	19,1	-2,3	COTE D'OR	581	VENDEE	-4	JURA	-30,8
-15,4	-10,5	-6,6	-0,2	-6,1	8,1	-0,9	10,4	-21,1	VENDEE	576	ALLIER	-4,5	SEINE SAINT DENIS	-30,8
-15,1	-12,1	4,3	4,7	-20,1	6,5	0,4	-10,8	-38,1	LOIR ET CHER	551	HAUTE MARNE	-5,5	CANTAL	-30,9
1,3	-25,9	12,2	13,3	-5,4	0	-4	-15	-23,2	ALPES Hte PROVENCE	499	SEINE SAINT DENIS	-5,6	GIRONDE	-31
-14	-11,9	5,7	6,5	0	3,5	9	-1	-12,7	JURA	470	MOSELLE	-6	INDRE ET LOIRE	-31,6
-20,6	3,3	-10	-5,1	0	17,6	11,4	-3,6	-20,6	MOSELLE	470	MAINE ET LOIRE	-6,2	TARN	-32,7
-4,3	-0,4	0,8	0	0	5,8	12,5	24,9	26,9	GERS	469	TARN	-7,2	VAR	-32,8
-18,2	-2,9	-41,4	60,5	-0,5	0,9	4	-14,2	-35,7	HAUTE SAONE	418	INDRE	-8,6	TARN ET GARONNE	-33,1
-2,4	-2,4	-17,5	0	0	3,6	16,1	22,2	-0,5	LOT	401	MAYENNE	-8,6	ALPES Hte PROVENCE	-35,2
-20,3	-17,3	-2,9	1,3	-4,7	-4,6	3,7	6,9	-37,1	AVEYRON	399	AUDE	-8,6	RHONE	-35,7
-15,6	4,8	-29,6	15,8	4,6	6,1	7,3	-1,2	-21	CORSE SUD	397	CORREZE	-9,2	TERRITOIRE BELFORT	-36,1
-13,4	-5,6	-0,3	-2,5	0	4,6	3,1	1,2	-15,9	MAINE ET LOIRE	394	LOT ET GARONNE	-9,3	CREUSE	-36,3
-23,3	-4	-15,4	12,1	-7,9	12,9	4,8	-28,6	-48,1	YONNE	390	VAL D'OISE	-10	SAONE ET LOIRE	-37,1
-15,3	-9,4	-7,5	1,2	1,1	-1,6	3,5	1,5	-27,4	INDRE	373	SEINE ET MARNE	-10,6	VAL DE MARNE	-37,5
-14	3,1	-23,4	1,7	-2,9	0	8,3	6,1	-28,9	ARDENNES	368	PYRENEES ATLANT.	-10,8	CORREZE	-38
-12,4	-13,9	-16,4	9,7	-2	0	7,7	-10,6	-39,4	HAUTE SAVOIE	357	DROME	-11,3	MAYENNE	-38
-18,8	-10,1	-26,7	14,2	3,8	-4	1,7	-3	-41	TARN ET GARONNE	357	HAUTE GARONNE	-13	PYRENEES ATLANT.	-38,1
-25,2	-18,2	14,4	0	2,6	25,3	-9,8	4,4	-6,1	HAUTE CORSE	344	AIN	-13	SEINE ET MARNE	-39,4
-24	15,4	-52,2	-67,4	323,9	0,5	13,3	-29,1	-58,7	ARIEGE	338	VAL DE MARNE	-13,3	AUBE	-39,9
-18	-2,9	-11,5	8,5	-5	0	7,6	-7,2	-32,7	CHARENTE	325	RHONE	-14,2	YVELINES	-41
-28,3	7	-40,2	49,4	-22,7	14,8	19,4	9,8	-33,1	MANCHE	325	VOSGES	-14,4	MEUSE	-43,5
-19,7	-8,1	-25,5	2,3	-3,7	5,5	3,4	17,6	-32,8	HAUT RHIN	321	HAUTES PYRENEES	-15	DOUBS	-43,8
-10,9	-22,9	-6,5	4,1	-6,6	0	5,8	20,6	-24,6	DEUX SEVRES	310	ARDENNES	-18,2	VENDEE	-45,1
-25,7	3,8	-50,6	1	48,5	0	-4,2	-4	-45,1	HAUTE MARNE	293	HAUTE CORSE	-19,2	VAL D'OISE	-45,6
-15,6	0,8	-14,2	0,4	-3,5	3,2	6,4	65,8	21	CREUSE	272	HAUTE VIENNE	-20,8	ARIEGE	-46,3
-9,5	4,2	-1,3	0	0	0	-4,4	-20,8	-26,2	VOSGES	226	ALPES Hte PROVENCE	-21,5	INDRE	-46,7
-38,8	18,6	7,2	1,6	2,7	0	-15,2	-14,4	-30,5	DOUBS	217	LOIRET	-21,6	CHARENTE	-46,9
-16,8	7,1	0,9	0	-6,7	0	-19,3	-40,2	-49,9	BAS RHIN	212	COTES D'ARMOR	-24,5	AIN	-47,5
-23,2	-8,4	-2,4	0,6	-4,3	0	9,1	-3,2	-36,1	LOZERE	207	HAUTES ALPES	-24,6	HAUTE SAVOIE	-48,1
-11,3	-7,2	-22,4	15,3	9,5	1,6	19,6	14,3	-6,3	MAYENNE	191	DOUBS	-24,7	AIN	-48,2
-15,7	-11,4	-2	3,4	4,3	-1,6	2,3	0,8	-21,8	HAUTES ALPES	178	AIN	-28,5	HAUTES ALPES	-48,7
-9,7	-3,7	-27,3	-5,9	15,5	6,7	-3	-5,6	-30,8	CANTAL	172	HAUTE SAVOIE	-28,6	ARDENNES	-49,3
-15	-5,7	-14,3	6,8	-1,7	0	2,2	-13,3	-37,5	HAUTE LOIRE	158	SOMME	-29,1	YONNE	-49,9
-7,9	-16,2	-19,7	8,5	-15,7	6,6	8,7	-10	-45,6	ORNE	156	DORDOGNE	-30,7	DORDOGNE	-51

Document 13 : Nombre des cellules du PCF

	1937	1945	1946	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
AIN	74	173	422	209	196	220	237	224	207	205	223	224	237	229	218
AINSE	130	427	463	147	145	163	180	187	192	187	188	205	221	232	231
ALLIER	139	406	450	273	277	278	277	267	274	274	249	257	261	260	260
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	39	152	168	94	75	89		88	70	74	86	91	91	95	99
HAUTES-ALPES		80	135	71	75	74	65	65	64	64	64	68	74	74	71
ALPES-MARITIMES	392	552	555	354	348	350	328	329	306	305	295	316	322	326	329
ARDECHE	52	255	320	169	126	160	158	153	152	114	132	122	130	127	127
ARDENNES	79	244	306	109		80	89	71	79	41	72	80	86	76	76
ARIEGE		179	270	126	129	131	116	115	109	101	99	105	104	104	104
AUBE	62	210	249	128	92	157	126	119	117	122	113	118	123	118	122
AUDE	68	201	285	133	111	114	109	113	125	122	126	121	125	131	127
AVEYRON	45	4	217	62	57	55	47	40	44	36	32	41	45	48	47
BOUCHES-DU-RHONE	647	1 150	1 355	750	770	758	760	696	673	676	690	733	804	819	833
CALVADOS	50	82	178	81	70			71	77	74	77	79	84	8	89
CANTAL	32	128	168	72	72	80	75	57	56	52	49	51	56	52	52
CHARENTE	115	198	192	174	157	154	163	165	155	142	144	156	164	169	174
CHARENTE-MARITIME	142	182	394	184	194	179	185	179	173	160	163	181	189	180	182
CHER	143	153	320	182	150	172	182	182	201	185	201	212	214	214	215
CORREZE	115	323	423	263	246	249	227	25	232	223	224	235	267	283	282
CORSE DU SUD															
CORSE	38	409	439		124	211	179	166	167	167	174	160	164	174	182
HAUTE CORSE															
COTE-D'OR	74	185	372	106	108	109	109	101	103	101	31	97	98	102	106
COTES-D'ARMOR	87	622	722	245	190	228	212	210	197	198	209	207	29	244	247
CREUSE	55	175	263	123	139	151	152	112	124	120	123	127	132	134	134
DORDOGNE	118	452	591	393		410	378	391	401	400	403	403	412	416	414
DOUBS	80	85	340	66	76	79	70	64	59	57	60	63	76	77	74
DROME	86	276	431	196	200	175	169	171	161	140	163	167	168	169	175
EURE	69	167	260	107	85	95		72	63	58	55	63	10	67	64
EURE-ET-LOIR	50	100	225		66	73	67	78	64	65	78	76	76	81	77
FINISTERE NORD															
FINISTERE	55	468	539	184	169	213	177	164	141	151	152	162	185	195	198
FINISTERE SUD															
GARD	158	363	516	290	299	296	289	284	286	300	271	276	285	287	291
HAUTE-GARONNE	53	471	561	284	280	284	279	210	217	212	220	233	247	258	260
GERS	32	136	163	145	143	147	147	138	132	132	125	136	141	138	145
GIROUDE	251	320	579	312	299		270	272	268	246	246	253	262	272	274
HERAULT	164	273	451	208	239	228	222	207	207	198	193	202	213	210	211
ILLE-ET-VILAINE	31	446	250		71	84	89	65	65	60	61	54	53	64	65
INDRE	42	189	319	196	191	200	213	209	197	191	176	179	179	175	178
INDRE-ET-LOIRE	97	208	321	179	178	189	196	192	186	203	198	218	235	232	232
ISERE	146	953	705	368	301	311	301	300	287	251	235	284	298	302	304
JURA	40	209	301	103	107	118	100	93	87	102	102	106	107	113	114
LANDES	78	159	270	140	145			138	138	125	127	125	126	127	132
LOIR-ET-CHER		191	190	160	164	184	178	141	144	132	137	160	173	158	159
LOIRE	168	416	622	281	275	289	298	290	292	264	269	293	303	313	320
HAUTE-LOIRE	17	113	111	44	43	52	42	36	41	32	33	35	41	45	46
LOIRE-ATLANTIQUE	66	168	260	137	127	139	129	130	124	118	116	130	151	152	155
LOIRET	62	151	332	96	111	124	125	106	98	106	111	117	136	140	145
LOT	54	164	275	121	111	115	114	109	93	94	89	91	97	101	102
LOT-ET-GARONNE	147	281	346	305		236	249	223	235	241	246	247	205	223	224
LOZERE		35	46	21	21	19		13				20	21	22	22
MAINE-ET-LOIRE	43	145	212	83	83	104	86	78	77	73	68	71	65	68	66
MANCHE	30	25	76	49		48	48	47	42	45	46	36	32		35
MARNE	69	313	291	95	75	79	96	104	107	105	90	107	122	127	133
HAUTE-MARNE	40	81	189	52	41		46		42	43	40	42	54	56	54
MAYENNE	6	41	72	26	35	37	38	38	39	39	36	34	38	37	39
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD															
MEURTHE-ET-MOSELLE	170	215	319		166	169	149	149	135	142	151	266	276	299	288
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD															
MEUSE	18	37	143	25	25	22	22	30	11	11	23	34	26	24	24
MORBIHAN	21	163	315	116	105	100	97	98	95	88	90	79	85	87	86
MOSELLE	176		264	69		75			83	87	84	108	117	115	110
NIEVRE	90	324	381		119		110	106	108	100	99	107	114	117	113
NORD	452	872	1 115	529		529	536		422	474	537	556	559	559	534
OISE	157	353			138		135	128	113	113	108	129	126	134	161
ORNE	16	62	132	32	41	45	44	46	44	47	33	25	27	32	38
PAS-DE-CALAIS	253	762	1 101				264		317	330	342	364	368	381	396
PUY-DE-DOME	157	337	430	172	154		145	166	145	142	138	157	184	187	179
PYRENEES-ATLANTIQUES	57	168	282	102	105	103		104	90	107	109	108	121	125	129
HAUTES-PYRENEES	32	140	259	117	124	114		100	102	103	111	117	117	122	126
PYRENEES-ORIENTALES	107	205	254	144	146		150	134	155	157	147	139	147	142	144
BAS-RHIN	112	94	212	124	89	62	65	71	71	71	73	79	80	80	79
HAUT-RHIN	124	63	132	41	39	39	36		42	41	41	48	50	48	
RHONE	290	710	695	492	460	445	433	398	388	389	379	406	439	445	456
HAUTE-SAONE	22	41	215	37	41	40	39	36	39	39	37	35	27	35	39
SAONE-ET-LOIRE	104	353	552	267	267	268	269	259	247	255	254	272	273	269	266
SARTHE	45	128	184	108	113	112	117	115	102	107	109	120	130	133	139
SAVOIE	48	203	267	158	140	163	163	151	145	139	137	165	166	171	172
HAUTE-SAVOIE	38	248	368	167	153		111	107	106	117	117	129	145	153	151
VILLE-DE-PARIS				1 229	1 284	1 242	1 121	1 082	1 055	1 057	1 058	1 161	1 234	1 237	1 215
SEINE-SUD				503	523	542	528	510	534	566	614	695	756	779	784
SEINE-NORD-EST				403	386	403	412	429	423	436	458	534	565	581	591
SEINE-OUEST				482	494		445	425	434	461	460	521	525	524	515
SEINE-ET-OISE NORD	821	1 246	1 396		760	788	756	769	783	793	788	828	483	508	535
SEINE-ET-OISE SUD													411	394	417
SEINE-ET-MARNE	205	292	444	154	155	156	156	156	145	136	142	151	170	175	171
YVELINES															
ESSONNE															
HAUTS DE SEINE															
SEINE SAINT DENIS															
VAL DE MARNE															
VAL D'OISE															
SEINE-MARITIME	267	310	452	200	189	222	202	193	201	218	212	223	235	227	235
DEUX-SEVRES	65	151	219	70	76	87	85	71	73	73	75	76	85	85	81
SOMME	156	477	526	179	185	162	186	189	197	200	195	193	214	221	222
TARN	30	115	145	110	113	111		98	90	93	97	106	112	117	117
TARN-ET-GARONNE	18	101	123	70	74	70	65	60	63	51	48	49	47	52	53
VAR	159	379	411	210	191	216	195	188	172	175	202	207	218	222	222
VAUCLUSE	82	227	290	164	165	177	163	155	161	133	128	154	159	159	149
VENDEE	7	118</													

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
AIN	217	214	211	203	206	199	193	183	186	194	197	202	198	203	205
AISNE	227	246	251	248	243	246	256	262	284	301	332	361	375	367	287
ALLIER	254	258	263	260	261	259	253	255	255	270	275	290	293	293	305
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	100	101	107	107	107	108	107	107	114	120	129	133	129	131	131
HAUTES-ALPES	78	80	86	80	93	90	93	73	72	79	78	82	84	76	73
ALPES-MARITIMES	319	328	334	340	344	346	342	344	353	379	390	403	406	384	388
ARDECHE	123	120	120	117	113	122	129	125	128	138	138	141	152	158	150
ARDENNES	74	64	68	70	70	73	63	68	74	84	95	104	117	120	121
ARIEGE	104	105	107	104	86	84	90	92	94	104	107	110	112	117	138
AUBE	123	124	122	123	123	97	105	43	147	196	215	246	263	273	274
AUDE	128	126	125	118	112	113	117	122	134	132	146	163	188	186	188
AVEYRON	44	45	45	48	50	50	50	52	57	62	60	62	66	73	70
BOUCHES-DU-RHONE	803	823	835	845	853	854	849	871	911	984	1 017	1 049	1 067	1 081	1 093
CALVADOS	89	88	93	92	94	98	114	118	129	145	151	176	183	176	165
CANTAL	57	58	56	54	54	54	54	71	81	92	97	102	100	103	
CHARENTE	175	180	183	184	150	153	159	170	181	193	184	190	210	192	196
CHARENTE-MARITIME	171	167	164	160	159	154	158	158	166	163	171	195	198	199	196
CHER	207	219	219	220	228	217	216	225	227	221	248	274	268	280	279
CORREZE	278	275	271	276	275	272	261	273	276	282	283	290	307	287	282
CORSE DU SUD											64	74	78	79	78
CORSE	190	173	185	198	188	176	177	183	185	189					
HAUTE CORSE											114	125	107	127	128
COTE-D'OR	111	109	111	110	105	106	102	107	122	126	160	194	210	202	203
COTES-D'ARMOR	262	249	254	253	255	259	240	257	261	267	281	295	332	333	325
CREUSE	130	133	134	135	135	134	90	104	107	114	121	127	128	126	135
DORDOGNE	418	424	418	418	415	416	416	416	416	419	422	432	440	444	441
DOUBS	79	80	81	84	85	88	87	84	98	108	116	149	154	148	147
DROME	172	176	170	175	175	174	174	175	172	181	186	195	198	202	202
EURE	68	72	76	75	76	74	75	83	95	122	133	151	145	140	149
EURE-ET-LOIR	74	75	67	70	70	67	66	71	84	92	95	117	118	110	106
FINISTERE NORD					80	82	81	81	87	100	107	114	123	122	121
FINISTERE	174	188	196	190											
FINISTERE SUD					115	40	110	115	117	121	122	122	132	25	130
GARD	296	300	294	298	305	308	305	316	331	346	360	364	380	345	347
HAUTE-GARONNE	260	262	268	262	263	266	278	298	324	356	394	522	527	501	487
GERS	136	147	148	149	150	150	146	134	137	139	145	146	150	151	145
GIRONDE	251	242	242	245	240	258	294	312	348	382	390	505	578	586	587
HERAULT	226	227	232	236	236	246	249	276	289	309	354	417	441	415	418
ILLE-ET-VILAINE	70	74	74	78	82	84	82	84	89	109	117	146	146	159	144
INDRE	154	157	162	164	152	152	152	153	157	168	186	194	197	147	137
INDRE-ET-LOIRE	226	231	231	233	237	235	238	244	238	238	240	258	260	257	257
ISERE	300	306	315	305	315	314	317	326	345	373	395	421	417	413	411
JURA	108	108	107	107	101	99	96	97	100	110	119	136	144	140	131
LANDES	136	135	131	132	128	130	128	135	136	149	159	170	177	175	176
LOIR-ET-CHER	159	157	151	155	162	157	161	170	177	184	191	191	198	186	190
LOIRE	321	328	326	332	315	299	289	288	288	294	298	318	329	356	351
HAUTE-LOIRE	46	46	41	41	34	40	43	48	48	48	46	48	47	43	44
LOIRE-ATLANTIQUE	148	150	150	148	150	148	151	156	165	192	219	251	267	267	278
LOIRET	136	142	146	148	150	153	153	154	169	181	189	256	297	300	30
LOT	101	101	101	101	101	101	101	100	100	102	104	104	107	107	107
LOT-ET-GARONNE	224	222	225	226	227	224	205	220	247	255	266	280	320	327	314
LOZERE	22	23	22	20	20	20	20	20	20	21	25	27	29	28	28
MAINE-ET-LOIRE	67	71	68	72	77	72	80	79	82	92	93	110	110	108	103
MANCHE	35	34	32	36	31	27	36	39	46	58	52	65	79	76	73
MARNE	144	156	166	166	173	177	190	191	206	216	230	270	283	298	296
HAUTE-MARNE	50	57	62	62	63	55	53	62	65	64	75	82	99	104	104
MAYENNE	37	40	42	42	40	38	38	40	43	4	47	51	59	68	65
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	179	187	180	188	178	181	164	165	168	178	182	206	199	206	204
MEURTHE-ET-MOSELLE															
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	87	114	123	138	136	137	143	141	173	195	223	240	251	240	242
MEUSE	24	28	29	26	30	24	23	24	28	33	36	43	41	41	45
MORBIHAN	87	90	91	94	97	93	97	103	108	119	130	142	141	144	136
MOSELLE	112	1 010	115	108	108	109	105	115	115	132	139	173	154	176	159
NIEVRE	110	114	105	111	108	98	99	101	105	105	115	140	148	148	151
NORD	523	540	550	569	575	596	615	617	718	854	878	992	1 018	844	969
OISE	138	150	148	145	140	137	144	170	199	211	248	279	308	301	285
ORNE	37	42	43	41	42	41	42	34	37	49	55	60	76	79	63
PAS-DE-CALAIS	402	420	412	414	424	435	449	461	506	545	558	557	570	607	577
PUY-DE-DOME	174	183	176	172	179	178	187	199	206	217	234	280	294	300	278
PYRENEES-ATLANTIQUES	124	128	132	136	146	144	141	144	152	163	180	179	215	239	251
HAUTES-PYRENEES	132	135	134	134	136	134	135	140	146	156	166	178	181	186	189
PYRENEES-ORIENTALES	143	147	141	135	129	131	133	134	143	154	165	172	177	174	176
BAS-RHIN	48	56	55	56	45	47	54	55	59	60	61	66	69	59	55
HAUT-RHIN	44	40	38	37	32	36	36	43	59	67	69	71	77	73	73
RHONE	450	453	476	485	483	477	493	485	515	557	608	662	673	645	628
HAUTE-SAONE	40	40	40	39	42	44	46	48	51	59	63	70	74	64	68
SAONE-ET-LOIRE	268	268	268	269	259	251	251	254	266	277	289	310	318	316	303
SARTHE	140	143	138	135	139	142	140	144	146	155	157	174	185	179	178
SAVOIE	175	180	180	176	171	162	162	160	161	170	178	182	186	187	184
HAUTE-SAVOIE	154	161	161	158	157	158	158	161	167	181	188	202	212	209	187
VILLE-DE-PARIS	1 182	1 203	1 201	1 202	1 212	1 209	1 195	1 224	1 279	1 482	1 559	1 612	1 625	1 528	1 430
SEINE-SUD															
SEINE-NORD-EST															
SEINE-OUEST															
SEINE-ET-OISE NORD															
SEINE-ET-OISE SUD															
SEINE-ET-MARNE	176	173	170	176	161	177	188	213	247	274	289	322	354	361	378
YVELINES	199	204	219	234	237	244	252	280	326	352	382	436	461	472	463
ESSONNE	268	281	312	331	325	316	333	361	399	438	454	487	505	501	499
HAUTS-DE-SEINE	752	755	802	836	846	855	879	897	967	1 063	1 098	1 142	1 147	1 089	1 050
SEINE SAINT DENIS	769	768	811	846	865	904	933	963	1 044	1 132	1 207	1 321	1 365	1 320	1 345
VAL DE MARNE	624	648	690	716	721	723	724	769	811	901	937	1 046	1 088	1 066	1 008
VAL D'OISE	235	252	280	300	296	306	324	343	371	408	433	431	448	475	482
SEINE-MARITIME	224	237	235	235	229	240	242	236	272	325	350	416	444	445	430
DEUX-SEVRES	74	69	70	72	72	72	72	76	84	91	89	96	93	91	91
SOMME	223	227	230	238	208	226	244	260	289	313	323	339	344	342	336
TARN	115	1													

Document 13 (suite) : Nombre des cellules du PCF

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
AIN	210	186	184	174	167	167	136	153	153	153	124	114	114	114
AISNE	269	231	229	181	178	176	179	159	162	165	165	124	124	124
ALLIER	285	287	290	280	283	285	276	260	261	261	249	249	214	215
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	134	126	114	112	113	114	113	111	108	106	106	101	101	89
HAUTES-ALPES	77	66	66	60	60	56	52	52	43	43	43	43	43	44
ALPES-MARITIMES	386	366	358	348	321	311	282	277	270	260	255	240	220	193
ARDECHE	158	153	158	144	140	18	140	132	130	117	109	109	109	105
ARDENNES	115	112	106	105	76	78	72	73	70	71	68	68	61	64
ARIEGE	135	119	119	121	109	108	108	108	109	111	112	112	112	85
AUBE	228	230	179	182	166	157	141	133	125	113	129	129	114	114
AUDE	177	164	163	139	139	137	138	138	139	139	125	123	118	118
AVEYRON	76	68	68	61	58	59	58	48	48	49	47	47	46	46
BOUCHES-DU-RHONE	1 102	1 102	962	983	983	914	889	869	809	808	779	764	731	676
CALVADOS	153	159	136	147	136	130	131	145	155	159	157	152	150	115
CANTAL	92	70	68	68	65	65	65	48	48	42	41	40	32	28
CHARENTE	196	173	174	174	173	148	148	140	140	127	126	112	100	95
CHARENTE-MARITIME	192	189	185	183	173	167	167	162	162	163	162	150	142	128
CHER	269	265	250	249	248	243	247	247	247	247	250	250	250	250
CORREZE	280	265	264	254	254	211	211	191	178	160	150	166	166	115
CORSE DU SUD	79	70	76	73		65	65	65	65	65	65	65	25	24
CORSE														
HAUTE CORSE	136	136	134	136		110	117	117	120	68	68	40	41	41
COTE-D'OR	198	146	125	110	92	94	94	90	90	80	81	68	68	68
COTES-D'ARMOR	313	312	286	286	265	257	245	236	214	214	188	189	189	190
CREUSE	130	128	122	111	103	96	90	84	84	76	76	74	72	68
DORDOGNE	431	436	418	416	408	392	395	373	374	361	360	300	258	418
DOUBS	139	115	114	117	115	115	93	93	5	36	36	36	36	36
DROME	201	193	187	166	151	136	136	139	128	128	113	110	110	94
EURE	149	132	111	115	115	110	104	98	98	100	92	90	90	90
EURE-ET-LOIR	112	111	102	104	97	94	91	87	84	73	75	75	65	71
FINISTERE NORD	123	111	112	111	109									
FINISTERE						201	185	164	166	168	156	151	149	140
FINISTERE SUD	126	117	114	111	108									
GARD	355	355	359	322	325	270	244	240	218	233	217	220	200	200
HAUTE-GARONNE	485	442	435	425	379	364	359	330	316	300	289	290	278	270
GERS	145	144	145	125	104	102	95	95	75	75	75	75	70	70
GIIRONDE	580	568	561	511	416	396	382	349	330	326	316	298	286	275
HERAULT	427	370	370	359	351	358	353	342	330	330	318	304	301	293
ILLE-ET-VILAINE	136	137	125	113	109	107	107	104	100	97	85	81	79	69
INDRE	130	130	129	131	128	123	115	107	111	114	104	94	94	92
INDRE-ET-LOIRE	251	243	238	229	214	208	179	159	159	160	164	154	155	128
ISERE	389	383	366	347	312	287	270	261	243	234	226	216	200	200
JURA	123	109	110	112	103	102	102	90	91	91	82	90	75	75
LANDES	175	175	171	165	161	163	160	143	143	138	133	126	126	117
LOIR-ET-CHER	186	180	177	164	159	154	148	141	142	128	123	110	99	98
LOIRE	336	322	293	250	215	215	182	174	165	160	168	152	152	152
HAUTE-LOIRE	44	44	43	43	42	42	42	42	42	42	40	40	32	28
LOIRE-ATLANTIQUE	263	240	223	209	203	197	196	197	220	230	232	234	235	231
LOIRET	320	319	315		341	342	344	341	341	337	345	345	345	349
LOT	107	82	82	82	82	82	72	42	42	42	42	42	41	41
LOT-ET-GARONNE	322	320	327	316	301	300	265	255	250	238	236	217	218	222
LOZERE	28	24	24	25	23	23	21	19	19	19	19	18	17	16
MAINE-ET-LOIRE	101	96	95	88	71	71	69	68	64	64	59	55	55	55
MANCHE	76	76	64	57	49	45	44	41	40	37	37	34	31	29
MARNE	270	241	240	236	234	218	218	174	157	162	159	159	159	142
HAUTE-MARNE	101	96	81	73	51	51	51	48	48	48	48	48	48	49
MAYENNE	59	59	54	55	51	53	55	56	56	54	46	46	46	48
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	199	186	171	310										
MEURTHE-ET-MOSELLE					300	296	?	174	152	169	168	168	81	
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	235	210	195											
MEUSE	44	33	33	31	31	31	27	27	25	20	20	19	18	17
MORBIHAN	132	128	128	127	125	121	121	119	120	117	116	118	114	115
MOSELLE	158	142	126	121	103	103	103	103	103	103	77	68	68	62
NIEVRE	147	151	149	142	142	143	140	136	129	128	120	119	114	115
NORD	852	872	802	731	711	725	703	705	696	665	537	535	508	473
OISE	266	223	218	203	172	173	166	173	154	137	130	135	120	120
ORNE	62	62	59	39	40	36	31	33	33	28	24	25	24	24
PAS-DE-CALAIS	583	531	534	454	425	404	432	412	400	400	386	381	381	382
PUY-DE-DOME	278	256	255	238	221	198	163	172	167	169	151	168	156	140
PYRENEES-ATLANTIQUES	250	247	228	230	211	196	162	150	148	147	150	144	138	132
HAUTES-PYRENEES	172	172	172	173	165	129	129	125	112	112	109	103	101	101
PYRENEES-ORIENTALES	172	165	170	164	153	155	155	154	153	155	155	155	154	154
BAS-RHIN	54	52	54	50	50	50	48	44	44	42	34	30	29	26
HAUT-RHIN	57	59	55	49	47			34	42	42	40	36	36	35
RHONE	621	592	586	576	516	506	485	476	467	453	442	447	449	400
HAUTE-SAONE	73	73	73	74	75	45	45	45	46	44	40	40	29	29
SAONE-ET-LOIRE	313	298	304	296	279	253	245	246	250	222	200	179	166	167
SARTHE	179	179	160	162	162	162	162	151	157	158	158	144	144	122
SAVOIE	187	180	181	175	181	176	172	164	166	169	138	138	137	106
HAUTE-SAVOIE	172	165	144	123	115	114	108	105	98	95	90	90	89	89
VILLE-DE-PARIS	1 364	1 251	1 162	1 147	1 038	931	891	868	818	776	743	709	704	643
SEINE-SUD														
SEINE-NORD-EST														
SEINE-OUEST														
SEINE-ET-OISE NORD														
SEINE-ET-OISE SUD														
SEINE-ET-MARNE	372	346	338	319	284	284	284	289	296	298	300	300	305	274
YVELINES	458	425	377	361	323	296	296	261	256	255	252	245	235	235
ESSONNE	492	485	485	439	399	400	407	395	396	400	339	332	332	281
HAUTS-DE-SEINE	1 000	980	926	876	878	857	784	754	717	716	664	651	616	557
SEINE SAINT DENIS	1 305	1 235	1 215	1 174	1 005	1 021	1 026	1 019	1 059	949	930	890	871	839
VAL DE MARNE	1 027	986	1 004	1 006	964	948	910	907	916	913	901	886	804	804
VAL D'OISE	430	395	368	346	341	342	339	339	324	331	331	316	316	281
SEINE-MARITIME	437	414	388	372	358	353	351	356	349	333	328	321	315	294
DEUX-SEVRES	89	87	85	85	80	79	74	64	63	60	35	34	32	43
SOMME	339	328	297	281	260	253	253	244	247	249	249	242	245	178
TARN	151	146	131	123	111	111	97	84	0	85	83	83	82	82
TARN-ET-GARONNE	92	81	80	80	72	77		74	60	54	53	53	53	50
VAR	277	276	276	271	210	214	202	202	205	190	190	180	36	176
VAUCLUSE	224	185	181	176	170	167	162	152	146	125	125	125	117	117
VENDEE	137	136	129	129	126	127	123	126	132	140	151	130	183	130
Vienne	165	157	156	156	130	130	123	106	95	91	88	86	72	72
HAUTE-VIENNE	313	312	286	284	276	261	236	236	224	222	221	189</		

Document 14 : La part des cellules d'entreprises (% du total, tri par ordre de grandeur)

1937		1946		1956		1962		1968	
SEINE-MARITIME	61,8	LOIRE	52,7	VILLE-DE-PARIS	64,9	SEINE-OUEST	63,5	VILLE-DE-PARIS	61,2
DOUBS	56,3	BOUCHES-DU-RHONE	47,7	RHONE	50,8	VILLE-DE-PARIS	60,5	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	60
LOIRE	54,2	HAUTE-GARONNE	40,3	SEINE-NORD-EST	48,9	MOSELLE	60,2	HAUTS DE SEINE	52,9
MAYENNE	50	LOIRE-ATLANTIQUE	38,8	LOIRE	48,8	MEURTHE-ET-MOSELLE	56	MOSELLE	50,4
BOUCHES-DU-RHONE	49,3	HAUTES-PYRENEES	38,6	MEURTHE-ET-MOSELLE	48,5	TERRITOIRE DE BELFORT	44,4	TERRITOIRE DE BELFORT	45
RHONE	45,9	MEURTHE-ET-MOSELLE	38,6	MOSELLE	46,7	RHONE	44,1	HAUT-RHIN	42,1
MOSELLE	40,9	RHONE	37	TERRITOIRE DE BELFORT	45,9	LOIRE	43,3	RHONE	40,3
MEURTHE-ET-MOSELLE	40,6	PAS-DE-CALAIS	28,9	SEINE-SUD	44,8	SEINE-NORD-EST	41,4	DOUBS	38,3
INDRE-ET-LOIRE	38,1	SEINE-MARITIME	28,3	SEINE-MARITIME	40,1	ORNE	40	MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	38,2
MARNE	31,9	MAINE-ET-LOIRE	27,8	BOUCHES-DU-RHONE	38,8	SEINE-MARITIME	39	LOIRE	38
HAUT-RHIN	31,5	GARD	27,5	DOUBS	35,4	SEINE-SUD	37	SEINE-MARITIME	37,9
PUY-DE-DOME	30,6	ISERE	26,2	TARN	34,2	DOUBS	36,5	SEINE SAINT DENIS	36,5
HAUTE-GARONNE	30,2	VAR	26	LOIRE-ATLANTIQUE	31,7	BOUCHES-DU-RHONE	36,4	LOIRE-ATLANTIQUE	36
PAS-DE-CALAIS	29,6	NORD	25,3	ISERE	31,5	ISERE	34,9	MEUSE	34,5
MAINE-ET-LOIRE	27,9	LOIRET	25	ORNE	31,1	PUY-DE-DOME	31,8	SAVOIE	32,2
ALLIER	27,3	MOSELLE	24,2	HAUT-RHIN	30,8	HAUTE-GARONNE	30,9	ISERE	32,1
SARTHE	26,7	ALLIER	24,2	MAINE-ET-LOIRE	28,8	LOIRE-ATLANTIQUE	30	VAL DE MARNE	31,9
GARD	26,6	CHER	23,4	SAVOIE	28,2	NORD	30	PUY-DE-DOME	31,8
ALPES-MARITIMES	26,3	GIRONDE	23,1	VIENNE	28,2	SAVOIE	29,7	MAINE-ET-LOIRE	30,9
LOIRE-ATLANTIQUE	24,2	PUY-DE-DOME	22,1	ALPES-MARITIMES	26,9	MEUSE	29,4	BOUCHES-DU-RHONE	30,5
INDRE	23,8	NIEVRE	22	SEINE-ET-OISE NORD	26,6	HAUT-RHIN	29,3	ILLE-ET-VILAINE	28,4
TARN	23,3	SEINE-ET-OISE NORD	21,6	Total France métropolitaine	26,6	CALVADOS	29,1	ESSONNE	26,9
Total France métropolitaine	22,8	SAONE-ET-LOIRE	21	MARNE	26,6	OISE	27,9	CALVADOS	26,9
NORD	22,8	INDRE-ET-LOIRE	20,2	HAUTES-PYRENEES	26,3	Total France métropolitaine	27,1	COTE-D'OR	26,1
HAUTE-MARNE	22,5	HAUTE-MARNE	20,1	HAUTE-GARONNE	25,7	MARNE	27,1	CHER	26
ISERE	21,9	TARN	20	VAR	25,5	MAINE-ET-LOIRE	26,8	Total France métropolitaine	25,6
NIEVRE	21,1	Total France métropolitaine	19,8	MAYENNE	24,3	AUBE	26,3	YVELINES	25,6
CORSE	21,1	MARNE	19,6	PYRENEES-ATLANTIQUES	24,3	LOIRET	25,6	MARNE	25,3
SEINE-ET-OISE NORD	20,3	DOUBS	19,1	LOIRET	24,2	SARTHE	25	AVEYRON	24,4
GIRONDE	19,5	MORBIHAN	19	SARTHE	24,1	ARDENNES	25	VAR	24
HAUTES-PYRENEES	18,8	PYRENEES-ATLANTIQUES	17,4	ALLIER	23,7	INDRE-ET-LOIRE	24,8	SARTHE	23,9
ORNE	18,8	HAUTE-VIENNE	17,3	HERAULT	23,2	ALLIER	24,5	MAYENNE	23,8
LOIRET	17,7	ARDECHE	16,9	NORD	21,6	TARN	23,6	AUBE	23,8
COTE-D'OR	17,6	HERAULT	16,9	ILLE-ET-VILAINE	21,4	VAR	23,3	HAUTES-PYRENEES	22,4
EURE	17,4	ILLE-ET-VILAINE	16,8	AUBE	21	SEINE-ET-OISE NORD	23,2	SAONE-ET-LOIRE	22
MANCHE	16,7	CHARENTE-MARITIME	16,5	VAUCLUSE	20,9	SAONE-ET-LOIRE	23,2	INDRE-ET-LOIRE	21,6
ARDENNES	16,5	CORREZE	16,1	GARD	20,3	CHER	22,9	NIEVRE	21
CALVADOS	16	DEUX-SEVRES	15,5	COTE-D'OR	20,2	NIEVRE	22,4	OISE	20,9
VOSGES	16	ALPES-MARITIMES	15,5	INDRE-ET-LOIRE	20,1	HAUTES-PYRENEES	22,2	ORNE	20,9
GERS	15,6	SARTHE	15,2	AVEYRON	20	PYRENEES-ATLANTIQUES	22,2	NORD	20,9
SOMME	15,4	CALVADOS	15,2	EURE	18,9	HERAULT	21,8	ALPES-MARITIMES	20,7
SAONE-ET-LOIRE	15,4	COTE-D'OR	15,1	SAONE-ET-LOIRE	18,3	GIRONDE	21,3	ARDENNES	20,6
AISNE	15,4	SOMME	15	BAS-RHIN	17,7	AISNE	21	LOIRET	20,5
AUBE	14,5	SAVOIE	15	AIN	17,7	ALPES-MARITIMES	20,9	VIENNE	20,5
VAR	14,5	VIENNE	14,8	MORBIHAN	17	MAYENNE	20,6	ALLIER	20,5
CHER	13,3	AUBE	14,1	CHER	16,9	HAUTE-SAVOIE	20,2	PYRENEES-ATLANTIQUES	20,5
HERAULT	12,8	VAUCLUSE	13,8	CHARENTE-MARITIME	16,8	CHARENTE-MARITIME	19,9	HERAULT	20,3
DROME	12,8	MEUSE	13,3	AISNE	16,6	COTE-D'OR	19,6	AISNE	19,5
BAS-RHIN	12,5	BAS-RHIN	13,2	SOMME	14,8	HAUTE-MARNE	19	EURE-ET-LOIR	19,4
FINISTERE	10,9	HAUTE-SAVOIE	12,5	HAUTE-VIENNE	14,5	BAS-RHIN	19	HAUTE-MARNE	19,4
SEINE-ET-MARNE	10,7	AVEYRON	12	DROME	14,3	VOSGES	18,8	VAL D'OISE	18,6
SAVOIE	10,4	VENDEE	12	ARDECHE	13,8	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	18,7	GIRONDE	18,2
PYRENEES-ORIENTALES	10,3	INDRE	11,9	MEUSE	13,6	SEINE-ET-MARNE	18,5	GARD	18
LOT-ET-GARONNE	10,2	MANCHE	11,8	JURA	13,6	ILLE-ET-VILAINE	18,5	VOSGES	17,9
JURA	10	DROME	11,4	EURE-ET-LOIR	12,3	VIENNE	17,9	TARN	17,8
ILLE-ET-VILAINE	9,7	HAUT-RHIN	11,4	VENDEE	11,6	PAS-DE-CALAIS	17,6	DEUX-SEVRES	17,1
PYRENEES-ATLANTIQUES	8,8	PYRENEES-ORIENTALES	11	DEUX-SEVRES	11,5	AIN	17,4	HAUTE-SAVOIE	16,8
EURE-ET-LOIR	8	AIN	10,9	FINISTERE	11,3	GARD	17,4	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	15,9
DEUX-SEVRES	7,7	LOIR-ET-CHER	10,5	CORREZE	11,2	DEUX-SEVRES	17,1	CHARENTE-MARITIME	15,2
AUDE	7,4	ARDENNES	10,5	SEINE-ET-MARNE	10,9	AVEYRON	17,1	INDRE	14,8
HAUTE-VIENNE	6,9	FINISTERE	10,4	ARIEGE	10,7	MORBIHAN	15,2	SOMME	14,8
AIN	6,8	AISNE	10,4	INDRE	10,5	VAUCLUSE	14,9	SEINE-ET-MARNE	14,7
CANTAL	6,3	AUDE	10,2	MANCHE	10,4	HAUTE-LOIRE	14,3	DROME	14,1
CORREZE	6,1	CANTAL	10,1	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	10,1	ARDECHE	13,9	AIN	13,7
CHARENTE	6,1	LOT-ET-GARONNE	10,1	LOT	9,6	FINISTERE	13,6	FINISTERE	13,3
CHARENTE-MARITIME	5,6	LANDES	10	VOSGES	8,9	JURA	13,2	HAUTE-VIENNE	13
TARN-ET-GARONNE	5,6	DORDOGNE	9,5	DORDOGNE	8,5	DROME	13,2	EURE	11,8
HAUTE-SAVOIE	5,3	CORSE	9,3	HAUTE-LOIRE	7,7	EURE-ET-LOIR	13,2	VAUCLUSE	11,6
VAUCLUSE	4,9	LOT	9,1	HAUTE-SAONE	7,5	YONNE	12,5	PAS-DE-CALAIS	11,2
DORDOGNE	4,2	MAYENNE	8,3	YONNE	7,5	HAUTE-VIENNE	12,5	CORREZE	11,1
ARDECHE	3,8	TARN-ET-GARONNE	8,1	COTES-D'ARMOR	7,5	ARIEGE	12,4	VENDEE	10,6
LANDES	3,8	HAUTE-LOIRE	8,1	TARN-ET-GARONNE	7,1	LOIR-ET-CHER	11,9	ARIEGE	10,3
VIENNE	3,3	SEINE-ET-MARNE	7,2	CHARENTE	7,1	HAUTE-SAONE	11,4	CORSE	10,3
COTES-D'ARMOR	2,3	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	7,1	HAUTES-ALPES	6,8	LOT	11	MORBIHAN	9,9
OISE	1,9	JURA	6,6	CORSE	6,6	INDRE	10,6	LOIR-ET-CHER	9,3
LOT	1,9	ARIEGE	6,3	LOIR-ET-CHER	6,5	LOZERE	10	ARDECHE	9,2
CREUSE	1,8	COTES-D'ARMOR	5,8	LOT-ET-GARONNE	6,4	SOMME	9,8	LOT	8,9
YONNE	1,4	EURE	5,8	AUDE	6,1	CORREZE	9,8	AUDE	8,8
		EURE-ET-LOIR	5,3	CANTAL	5	VENDEE	9,7	JURA	8,4
		YONNE	5,2	GERS	2,7	CORSE	9,4	LANDES	8,4
		VOSGES	4,8	CREUSE	1,3	AUDE	8,3	COTES-D'ARMOR	8,3
		ORNE	4,5	ARDENNES	0	CANTAL	7,8	TARN-ET-GARONNE	7,5
		LOZERE	4,3	LOZERE	0	HAUTES-ALPES	7,4	HAUTE-LOIRE	7,3
		CHARENTE	3,1			LOT-ET-GARONNE	7,3	CANTAL	7,1
		GERS	3,1			DORDOGNE	7,2	CHARENTE	7,1
		CREUSE	2,3			PYRENEES-ORIENTALES	7,2	PYRENEES-ORIENTALES	7,1
		HAUTES-ALPES	2,2			EURE	6,3	YONNE	7
		HAUTE-SAONE	0			COTES-D'ARMOR	6,3	HAUTES-ALPES	7
						LANDES	5,6	DORDOGNE	6,7
						MANCHE	5,6	LOT-ET-GARONNE	6,7
						CHARENTE	4,5	MANCHE	6,3
						TARN-ET-GARONNE	4,1	GERS	2
						GERS	1,5	CREUSE	0,7
						CREUSE	0,8		

1978		1984		1990		1992		1994	
VILLE-DE-PARIS	69	VILLE-DE-PARIS	65,2	VILLE-DE-PARIS	67	VILLE-DE-PARIS	67	VILLE-DE-PARIS	65
HAUTS DE SEINE	57,2	TERRITOIRE DE BELFORT	59,4	COTE-D'OR	47,5	LOIRE-ATLANTIQUE	2,6	LOIRE-ATLANTIQUE	48,1
TERRITOIRE DE BELFORT	54,3	HAUTS DE SEINE	49,3	HAUTS DE SEINE	46,8	RHONE	44,8	RHONE	41,3
RHONE	51	RHONE	49,1	RHONE	44,8	SEINE-MARITIME	44,1	SEINE-MARITIME	40,5
AUBE	50,2	COTE-D'OR	48,2	SEINE-MARITIME	44,1	TERRITOIRE DE BELFORT	42,9	TERRITOIRE DE BELFORT	40
MEURTHE-ET-MOSELLE SUD	49	CALVADOS	46,9	TERRITOIRE DE BELFORT	42,9	LOIRET		LOIRET	39,8
DOUBS	48,1	AUBE	46,2	VAL DE MARNE	42,6	CALVADOS	35,8	CALVADOS	36,5
LOIRE-ATLANTIQUE	47,9	VAL DE MARNE	44,9	MARNE	38,2	MARNE	38,2	MARNE	35,9
VAL DE MARNE	47,9	DOUBS	44,4	AUBE	38,1	AUBE	38,1	AUBE	35,1
SEINE-MARITIME	45,3	BAS-RHIN	42	SARTHE	36,1	VAL DE MARNE	42,6	VAL DE MARNE	34,5
MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	45,2	SEINE-MARITIME	40,9	CALVADOS	35,8	HAUTS DE SEINE	46,8	HAUTS DE SEINE	34,3
SEINE SAINT DENIS	45	LOIRE-ATLANTIQUE	39,7	SEINE SAINT DENIS	35,7	PYRENEES-ATLANTIQUES	34	PYRENEES-ATLANTIQUES	32,6
LOIRE	44,4	SEINE SAINT DENIS	39,1	YVELINES	35,7	ILLE-ET-VILAINE	5,2	ILLE-ET-VILAINE	31,9
ILLE-ET-VILAINE	42,5	YVELINES	38,5	MAYENNE	35,2	YVELINES	35,7	YVELINES	31,5
PUY-DE-DOME	41,8	ISERE	38,3	PYRENEES-ATLANTIQUES	34	PUY-DE-DOME	32,5	PUY-DE-DOME	31,4
HAUT-RHIN	41,6	MEURTHE-ET-MOSELLE NORD	38,1	EURE	34	HAUT-RHIN	23,8	HAUT-RHIN	31,4
ISERE	41	LOIRE	37,6	DOUBS	33,3	SEINE SAINT DENIS	35,7	SEINE SAINT DENIS	31,3
SARTHE	40	ILLE-ET-VILAINE	37,2	BOUCHES-DU-RHONE	32,9	NIEVRE	32	NIEVRE	31,3
CALVADOS	39,9	HAUT-RHIN	36,7	PUY-DE-DOME	32,5	MAYENNE	35,2	MAYENNE	31,3
YVELINES	39,7	MOSELLE	36,4	NIEVRE	32	CHARENTE-MARITIME	26,4	CHARENTE-MARITIME	30,5
COTE-D'OR	39,5	PUY-DE-DOME	36,1	HAUTE-SAVOIE	31,6	SARTHE	36,1	SARTHE	29,5
LOIRET	39,4	BOUCHES-DU-RHONE	36	SAVOIE	31,4	HAUTE CORSE	23,5	HAUTE CORSE	29,3
ESSONNE	38,6	SARTHE	35,2	BAS-RHIN	31	ORNE	28,6	ORNE	29,2
BAS-RHIN	37,7	ESSONNE	34,6	HAUTES-PYRENEES	30,4	GIROUDE	2,1	GIROUDE	28,7
MARNE	37,1	OISE	34,5	DEUX-SEVRES	30	SEINE-ET-MARNE	25,2	SEINE-ET-MARNE	28,5
HAUTE-SAVOIE	36,8	MARNE	33,9	ESSONNE	29,5	HAUTE-GARONNE	2,7	HAUTE-GARONNE	28,1
CHER	36,6	CHER	33,3	ORNE	28,6	AIN	26,1	AIN	28,1
OISE	36,4	INDRE-ET-LOIRE	33,2	OISE	28,5	VIENNE	27,5	VIENNE	27,8
SAVOIE	36	AINSE	33,1	ALPES-MARITIMES	28,1	ISERE	5,6	ISERE	27,5
MAINE-ET-LOIRE	35,5	SAVOIE	32,6	VIENNE	27,5	INDRE-ET-LOIRE	3,8	INDRE-ET-LOIRE	27,3
INDRE-ET-LOIRE	35,4	GIROUDE	32,5	HAUTE-MARNE	27,1	HAUTE-MARNE	27,1	HAUTE-MARNE	26,5
EURE	35,2	NIEVRE	32,4	AVEYRON	26,5	Total France métropolitaine	24,6	Total France métropolitaine	26,2
GIROUDE	34,8	HAUTES-PYRENEES	32,4	CHARENTE-MARITIME	26,4	OISE	28,5	OISE	25,8
Total France métropolitaine	34,6	PYRENEES-ATLANTIQUES	32,2	VAL D'OISE	26,3	EURE	34	EURE	25,6
SAONE-ET-LOIRE	34,3	Total France métropolitaine	31,9	AIN	26,1	SAONE-ET-LOIRE	23	SAONE-ET-LOIRE	25,1
PYRENEES-ATLANTIQUES	33,5	HAUTE-SAVOIE	31,7	SEINE-ET-MARNE	25,2	ESSONNE	29,5	ESSONNE	24,9
NIEVRE	33,1	MAYENNE	30,9	Total France métropolitaine	24,6	HAUTES-PYRENEES	30,4	HAUTES-PYRENEES	24,8
EURE-ET-LOIR	33,1	VIENNE	30,8	MOSELLE	24,3	TARN	23,5	TARN	24,4
VAR	33	VAR	30,3	HAUT-RHIN	23,8	AVEYRON	26,5	AVEYRON	23,9
VAL D'OISE	32,8	EURE-ET-LOIR	29,8	TARN	23,5	ALPES-MARITIMES	28,1	ALPES-MARITIMES	23,8
SEINE-ET-MARNE	32,8	SEINE-ET-MARNE	29,8	HAUTE CORSE	23,5	NORD	17,1	NORD	23,7
TARN	32,2	SAONE-ET-LOIRE	29,7	SAONE-ET-LOIRE	23	HAUTE-SAVOIE	31,6	HAUTE-SAVOIE	23,6
MOSELLE	31,8	NORD	28,5	TARN-ET-GARONNE	22,2	MOSELLE	24,3	MOSELLE	22,6
ORNE	31,6	MAINE-ET-LOIRE	28,4	VENDEE	22,1	GARD	3,9	GARD	22,5
NORD	31,4	ORNE	28,2	VAR	22,1	DROME	21,9	DROME	22,3
AINSE	30,9	HERAULT	28,1	DROME	21,9	VAL D'OISE	26,3	VAL D'OISE	21,7
FINISTERE NORD	30,9	EURE	27,8	CHER	21,1	SAVOIE	31,4	SAVOIE	21,7
ARDENNES	30,8	JURA	27,7	MEURTHE-ET-MOSELLE	20,7	HERAULT	6,1	HERAULT	21,2
MAYENNE	30,5	TARN	27,4	SOMME	18,9	EURE-ET-LOIR	17,8	EURE-ET-LOIR	21,1
VOSGES	30,1	DEUX-SEVRES	27,1	AINSE	18,8	CORSE DU SUD	9,2	CORSE DU SUD	20,8
DEUX-SEVRES	30,1	FINISTERE NORD	27	ARDENNES	18,3	HAUTE-SAONE	11,4	HAUTE-SAONE	20,7
MEUSE	29,3	MANCHE	26,3	EURE-ET-LOIR	17,8	BOUCHES-DU-RHONE	32,9	BOUCHES-DU-RHONE	20,1
HERAULT	29,3	VAL D'OISE	26,3	PYRENEES-ORIENTALES	17,4	TARN-ET-GARONNE	22,2	TARN-ET-GARONNE	20
JURA	28,5	HAUTE-MARNE	26	NORD	17,1	SOMME	18,9	SOMME	19,7
SOMME	27,3	ARDENNES	24,8	MORBIHAN	17,1	BAS-RHIN	31	BAS-RHIN	19,2
HAUTE-MARNE	27,3	CHARENTE-MARITIME	24,6	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	17	ARDENNES	18,3	ARDENNES	18,8
HAUTES-PYRENEES	27,1	AIN	24,1	ALLIER	16,5	DEUX-SEVRES	30	DEUX-SEVRES	18,6
DROME	26,8	ALPES-MARITIMES	23,6	YONNE	15,7	PYRENEES-ORIENTALES	17,4	PYRENEES-ORIENTALES	17,5
HAUTE CORSE	26,2	AVEYRON	23	HAUTE-VIENNE	14,4	VAR	22,1	VAR	16,5
CHARENTE-MARITIME	25,8	VENDEE	22,5	VAUCLUSE	14,4	ALLIER	16,5	ALLIER	16,3
MORBIHAN	25,5	HAUTE CORSE	22,1	FINISTERE	14,3	JURA		JURA	16
ALPES-MARITIMES	25,4	GARD	21,7	ARDECHE	13,7	LOT-ET-GARONNE	3,4	LOT-ET-GARONNE	15,8
MANCHE	25,3	SOMME	21,4	ARIEGE	13,5	MORBIHAN	17,1	MORBIHAN	15,7
VIENNE	25,3	PYRENEES-ORIENTALES	20,7	CHARENTE	13,4	YONNE	15,7	YONNE	15,6
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	24,8	VOSGES	19,7	PAS-DE-CALAIS	12,5	LOIR-ET-CHER	2,3	LOIR-ET-CHER	15,3
HAUTES-ALPES	23,8	MORBIHAN	18,9	CANTAL	11,9	FINISTERE	14,3	FINISTERE	15
TARN-ET-GARONNE	23,3	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	18,8	CORREZE	11,9	VENDEE	22,1	VENDEE	14,6
ALLIER	23,2	CHARENTE	18,4	COTES-D'ARMOR	11,7	VAUCLUSE	14,4	VAUCLUSE	14,5
GARD	23,2	ALLIER	17,9	HAUTE-SAONE	11,4	CANTAL	11,9	CANTAL	14,3
VENDEE	23	VAUCLUSE	17,6	AUDE	10,8	MANCHE	0	MANCHE	13,8
PYRENEES-ORIENTALES	22,6	HAUTE-SAONE	17,6	HAUTES-ALPES	9,3	HAUTE-VIENNE	14,4	HAUTE-VIENNE	13,8
VAUCLUSE	22,1	DROME	17,5	CORSE DU SUD	9,2	AINSE	18,8	AINSE	13,7
HAUTE-LOIRE	21,3	LOIR-ET-CHER	17,1	VOSGES	8,9	LOZERE	0	LOZERE	12,5
HAUTE-VIENNE	20,4	PAS-DE-CALAIS	17	DORDOGNE	8,9	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	17	ALPES-DE-HTE-PROVENCE	12,4
PAS-DE-CALAIS	19,6	ARDECHE	16,7	HERAULT	6,1	ARIEGE	13,5	ARIEGE	11,8
CANTAL	19,6	HAUTE-LOIRE	16,3	ISERE	5,6	CHARENTE	13,4	CHARENTE	11,6
CHARENTE	19	HAUTE-VIENNE	16,2	ILLE-ET-VILAINE	5,2	HAUTES-ALPES	9,3	HAUTES-ALPES	11,4
HAUTE-SAONE	18,9	MEUSE	16,1	MEUSE	5	CORREZE	11,9	CORREZE	11,3
YONNE	18,8	INDRE	15,3	GARD	3,9	INDRE	0,9	INDRE	10,9
AVEYRON	18,2	ARIEGE	14,9	LOIRE	3,8	ARDECHE	13,7	ARDECHE	10,5
LOIR-ET-CHER	18,2	YONNE	14,8	INDRE-ET-LOIRE	3,8	PAS-DE-CALAIS	12,5	PAS-DE-CALAIS	10,5
INDRE	17,3	LOT-ET-GARONNE	14,6	LOT-ET-GARONNE	3,4	AUDE	10,8	AUDE	9,3
CORREZE	16,6	FINISTERE SUD	14,4	HAUTE-GARONNE	2,7	LANDES	0,7	LANDES	7,7
ARDECHE	16,4	LANDES	12,7	CREUSE	2,6	COTES-D'ARMOR	11,7	COTES-D'ARMOR	7,4
ARIEGE	16,1	CORREZE	12,6	LOIRE-ATLANTIQUE	2,6	HAUTE-LOIRE		HAUTE-LOIRE	7,1
FINISTERE SUD	15,9	LOZERE	12	LOIR-ET-CHER	2,3	DORDOGNE	8,9	DORDOGNE	6
LANDES	15,8	COTES-D'ARMOR	11,9	GIROUDE	2,1	MEUSE	5	MEUSE	5,9
CORSE DU SUD	15,4	CANTAL	11,8	INDRE	0,9	GERS	0	GERS	5,7
LOT-ET-GARONNE	15	HAUTES-ALPES	11,7	LANDES	0,7	CREUSE	2,6	CREUSE	2,9
AUDE	13,3	AUDE	11,5			VOSGES	8,9	VOSGES	2,6
COTES-D'ARMOR	13	CORSE DU SUD	11			COTE-D'OR	47,5		
DORDOGNE	10,7	DORDOGNE	9,6			DOUBS	33,3		
LOZERE	10,3	LOT	7,3			CHER	21,1		
LOT	10,3	CREUSE	6,3			MEURTHE-ET-MOSELLE	20,7		
BOUCHES-DU-RHONE	6,7					LOIRE	3,8		
CREUSE	5,5								
GERS	3,3								

Réalisation, impression :
Public Imprim® 69200 Vénissieux
Dépôt légal : juin 2010



1920 - 2009

Prendre
sa carte
1920 - 2009
Données nouvelles
sur les effectifs
du PCF

ARCHIVES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Roger Martelli

seine · saint · denis
LE DÉPARTEMENT

Conseil général de la Seine-Saint-Denis
BP 193 - 93003 Bobigny Cedex
T > 01 43 93 93 93


ondation gabriel péri

11 rue Etienne Marcel - 93500 Pantin
T > 01 41 83 88 50